UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/deuxtudessurla00gobi

DEUX ÉTUDES

SUR LA

GRÈCE MODERNE

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie), en octobre 1905.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Histoire des Perses, d'après les auteurs orientaux, grecs et latins, et particulièrement d'après les manuscrits orientaux inédits, les monuments figurés, les médailles, les pierres gravées, etc. Deux volumes in-8° ..... 16 fr.

La Renaissance, *scènes historiques :* Savonarole, — César Borgia, — Jules II, — Léon X, — Michel-Ange. 2e édition. Un volume in-8° anglais ..... 6 fr.

(Couronné par l'Académie française, prix Bordin)

Amadis. Poème (œuvre posthume). Un volume in-8° avec portrait de l'auteur gravé à l'eau-forte ..... 10 fr.

Les Pléiades. Un volume in-18 jésus ..... 4 fr.

Céphalonie, Naxie et Terre-Neuve. *Souvenirs de Voyages :* le Mouchoir rouge; Akrivie Phrangopoulo; la Chasse au caribou. Un volume in-18 ..... 2 fr. 50

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 7303.

HGr
G
Gobineau, Joseph Arthur, comt

DEUX ÉTUDES

SUR LA

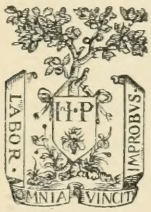
GRÈCE MODERNE

CAPODISTRIAS

LE ROYAUME DES HELLÈNES

PAR

LE COMTE DE GOBINEAU



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1905
Tous droits réservés

441232
8.12.45

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR

Un des ces hasards significatifs que nous rencontrons quelquefois dans la vie des grands hommes, a voulu qu'un des premiers et un des derniers travaux du comte de Gobineau fussent consacrés au jeune royaume des Hellènes (1). Ce qui nous frappe peut-être plus encore que cette coïncidence, c'est l'identité de la personnalité de l'écrivain, l'étroite parenté de ton, d'esprit et de sentiment qui règne dans ces deux œuvres écrites à une si grande distance l'une de l'autre. On s'attend naturellement à trouver dans le plus récent des deux écrits un des fruits les plus mûrs et les plus précieux des méditations historico-politiques de notre auteur; mais les pages sur Capodistrias témoignent également d'une maturité remarquable pour un jeune homme de vingt-quatre ans. C'est à

(1) *Capodistrias* a paru dans la *Revue des Deux Mondes* (15 avril 1841); *le Royaume des Hellènes*, dans *le Correspondant* (10 mai, 10 juillet, 25 août, 10 novembre 1878).

peine si, vers la fin, quelques traits juvéniles se laissent voir. En tous cas, il est un point fondamental sur lequel Gobineau est resté constamment fidèle à lui-même, je veux dire ce philhellénisme chaleureux et réfléchi qui non seulement lui gagnera bien des cœurs parmi le peuple grec, mais qui ne manquera pas non plus d'agir au loin, en faveur de ce dernier, dans tout l'Occident.

Les vues de l'Europe sur la Grèce moderne ont subi bien des fluctuations et même ont brusquement passé d'un extrême à l'autre. Après l'enthousiasme romanesque des premiers temps, les désillusions sont venues et, avec elles, la méconnaissance, la condamnation, l'injustice. C'est pour cela surtout que Gobineau a pris la plume. Pendant son séjour à Athènes (1864-1868), ses fonctions officielles et de nombreuses relations particulières lui avaient donné l'occasion de connaître intimement la Grèce et les Grecs. Une réhabilitation lui semblait nécessaire et il s'est adonné à cette tâche avec tout le zèle que nous lui connaissons en de pareilles occasions.

Non pas qu'il n'ait, lui aussi, remarqué et même douloureusement ressenti, dans le monde hellénique, les contrastes choquants qui avaient pu provoquer en Europe des jugements si contradictoires. Au moment même de son ambassade à Athènes, la politique et les hommes d'État grecs

se présentaient au ministre de France sous leur jour le plus repoussant. Cette éternelle affaire de Crète traversait alors une phase particulièrement fâcheuse et Gobineau s'est prononcé, à cet égard, dans sa correspondance, de la manière la plus forte sur quelques-unes de ses impressions de profond dégoût. Mais toujours il savait faire une grande différence entre les ambitions et les tâches légitimes des Grecs et la manière dont leur diplomatie cherchait parfois à les réaliser. Les méprises des conducteurs de la politique grecque le faisaient même désespérer temporairement de l'avenir du peuple hellène; mais, d'un autre côté, il regagnait confiance quand il constatait dans ce peuple lui-même un fonds si précieux, des qualités si excellentes, des talents si riches et si variés. On lira un témoignage éloquent de cette confiance dans le travail sur *le Royaume des Hellènes*.

Dès notre première lecture de ces deux écrits, nous n'avons pas douté un seul instant qu'il fût de notre devoir de les rendre accessibles au grand public. Le sujet qui est traité dans ces pages est plus que jamais actuel, et même brûlant. Savant et homme d'État, Gobineau est doublement qualifié pour dire son mot sur ces problèmes. Sa réponse à lui, son programme d'un philhellénisme tout ensemble rajeuni et mûri, s'impose à la réflexion de quiconque demande à la science ou à la politique

une solution de la question orientale en tant que celle-ci dépend des affaires de Grèce. La Grèce est en effet un des éléments les plus essentiels de ce problème. Gobineau, d'ailleurs, n'est pas seul à attribuer à ce peuple hellène, d'une vitalité, d'une solidité, d'une activité, d'une intelligence incomparables, pénétré d'un sentiment de race profond et tenace, poussé par un patriotisme passionné, dépositaire de toute la science morale dans l'Orient chrétien et représentant des meilleurs éléments de sa civilisation, un rôle dominateur, conducteur, éducateur vis-à-vis de tous ses voisins. Mais ce qu'il a vu presque plus clairement encore et souligné plus fortement, c'est un autre rôle de cette race particulièrement cultivée et intelligente, qui s'ensuit pour ainsi dire du premier, celui de servir de barrière protectrice contre l'Asiatisme et même le Slavisme; de s'interposer, sur la Méditerranée, entre les Orientaux et les Occidentaux, et de couvrir ainsi cette partie de l'Europe au jour de la grande liquidation entre celle-ci et l'Asie. Il n'y a peut-être personne, dans le temps qui court, qui ne se rende compte de toute la portée et de toutes les conséquences d'un pareil état de choses.

L. Sch.

Août 1905.

CAPODISTRIAS

CAPODISTRIAS

CAPODISTRIAS

I. — Correspondance politique et privée du comte Capodistrias.
II. — Mémoires sur le comte Capodistrias.

Il y a, dans l'histoire des cinquante années qui viennent de s'écouler, une vie singulièrement intéressante par le bruit qu'elle a fait et les grands débats auxquels elle s'est trouvée mêlée, mais surtout par l'espèce d'obscurité qui l'environne encore, par le demi-jour diplomatique dont tous les actes qui la composent ont reçu le reflet équivoque, et par la divergence des opinions qu'elle a fait naître. On retrouve ce nom et cette énigme dans tous les événements importants qui ont remué l'Europe depuis 1815, mais presque toujours, comme le dit Saint-Simon, « dans les sapes et les souterrains. » On ne sait jamais ni ce que M. Capodistrias prépare, ce qu'il désire, ni ce qu'il craint. Ami intime de l'empereur Alexandre, très bien accueilli des libéraux, et enfin presque roi de la Grèce, M. Ca-

podistrias en éveillant les sympathies passagères de tous les partis, n'a pas échappé à leurs méfiances. C'est, à côté de M. de Talleyrand, le nom le plus essentiellement diplomatique des temps modernes.

Nous ne prétendons pas soulever tous les voiles, dissiper tous les doutes de cette énigme compliquée; nous suivrons pas à pas cette vie singulière, et, nous abstenant également du panégyrique et de la satire, nous contribuerons peut-être à faciliter le travail des esprits curieux qui essaieront un jour de l'expliquer.

Les documents les plus complets que l'on ait encore publiés sur la carrière politique du comte se trouvent réunis dans le recueil de sa *Correspondance*, mis au jour par sa famille et précédé d'une biographie, et dans les *Mémoires sur le comte J.-A. Capodistrias*, par M. André Papadopoulo-Vrétos. Il suffit de jeter les yeux sur le premier de ces ouvrages pour comprendre l'aveugle partialité qui l'a dicté. L'auteur de la biographie, M. de S..., semble s'être proposé un but unique, celui de glorifier la politique russe et son représentant. Les épithètes les plus pompeuses lui sont prodiguées; le mépris n'est point épargné à ses adversaires, et l'on glisse sans trop les analyser sur les points difficiles de sa vie. En fait de pièces politiques, le recueil même n'est pas plus satisfaisant et ne contient guère que des lettres officielles adressées aux fonctionnaires grecs ou aux agents européens; il est

à remarquer surtout que la correspondance avec les mandataires de la Russie est réduite à un nombre minime de pièces insignifiantes; peut-être les pièces supprimées étaient-elles trop intéressantes pour qu'on les publiât. Quant aux lettres confidentielles, elles s'adressent à des personnages dont le nom seul commandait à M. Capodistrias une grande réserve. Le président de la Grèce pouvait-il confier toutes ses pensées à M. Eynard ou à d'autres philhellènes, si par hasard ces pensées étaient hostiles à l'indépendance de la Grèce?

Le talent du biographe mérite des éloges. Ami de tous les temps de M. Capodistrias, M. de S..., quand il veut ou quand il peut être sincère et explicite, donne à son récit l'empreinte intéressante de la réalité; en général, son style a du mouvement, de la vie, de la noblesse. Il est, sous ce rapport, bien supérieur à M. Papadopoulo-Vrétos, qui ne dissimule pas sa partialité sous les artifices du langage. Le livre de M. Papadopoulo-Vrétos, qui n'a point de valeur sous le rapport de la critique historique, est beaucoup plus complet quant à ce qui touche le séjour de M. Capodistrias en Grèce. M. de S..., même absent, jouissait de la confiance et de l'amitié du comte; M. Papadopoulo-Vrétos, témoin oculaire, n'avait pas une aussi grande part dans son intimité. Cette diversité de situation a laissé des traces dans les deux livres. Le premier a passé sous silence certains faits, en a tronqué d'autres, en a laissé plusieurs dans l'obscurité; le

second ne semble pas avoir possédé le véritable sens des événements qu'il rapporte.

Appuyé des documents que ces ouvrages renferment, aidé de renseignements inédits que ne possédaient pas les deux biographes, nous allons nous efforcer, à notre tour, de jeter la lumière sur cette existence si remplie et si difficile à définir.

Le comte Jean Capodistrias est né à Corfou, en 1776, d'une famille ionienne inscrite au livre d'or. On sait que les Vénitiens, qui voulaient naturaliser dans tous les lieux de leur domination les formes aristocratiques de leur gouvernement, avaient créé dans les îles une espèce de noblesse qui possédait la suprématie et exerçait quelque influence dans le maniement des affaires.

Elevé à l'ombre du pavillon de Saint-Marc, M. Capodistrias reçut, comme ses frères Viaro, Jean, Augustin et George, l'éducation de tout noble ionien. Des préjugés, favorisés par la politique du gouvernement, leur fermaient la carrière militaire, et les seules professions qu'un gentilhomme pût choisir étaient ou le droit ou la médecine. M. Capodistrias étudia cette dernière science comme l'avait fait son père, le comte Antoine-Marie, homme hautain et opiniâtre, imbu des maximes italiennes, et portant à l'extrême les sentiments et les idées d'un loyal sujet de Venise. Un décret du sénat, qui atteste toute la méfiance inspirée à la métropole par ses provinces, obligeait les jeunes Ioniens à terminer

leur éducation à l'université de Padoue; pour prévenir le danger d'une instruction trop libérale et des pensées dont elle peut répandre le germe, on recommandait aux recteurs de se montrer indulgents, d'examiner superficiellement les élèves, et de distribuer les diplômes de docteurs sans rechercher de trop près si les candidats possédaient la science que la seigneurie aimait mieux savoir absente. M. Capodistrias, après avoir consacré les premières années de sa jeunesse à recevoir les leçons que la politique mutilait, revint dans sa patrie, muni des parchemins les plus glorieux.

Corfou était alors au pouvoir des Français, maîtres des Sept-Iles par l'article 5 du traité de Campo-Formio. Le comte, à son retour, partagea nécessairement les antipathies que les familles nobles, les Capodistrias surtout, nourrissaient contre les vainqueurs de l'Italie, trop bien vus, à leur avis, du reste de la population. Le gouvernement vénitien, placé en face de l'anarchie turque, avait bien pu obtenir quelque faveur née de la comparaison; mais, exclusivement voué aux intérêts de la métropole, il était peu aimé du peuple ionien, commerçant et navigateur, déjà familier jusqu'à un certain point avec les doctrines françaises, et qui accueillit avec transport les représentants de la démocratie. Aussi, lorsque les armes réunies de la Turquie et de l'empire russe eurent occupé le territoire septinsulaire, le désordre fut-il à son comble. Les nobles et leurs clients voulaient qu'on revînt aux formes gouverne-

mentales qui, si longtemps, leur avaient assuré la prépondérance; le peuple s'y refusait; partout l'intrigue était opposée à l'intrigue et la force à la force. Les nouveaux conquérants, que le progrès de l'humanité n'intéressait guère, épargnaient la faction qui leur promettait le succès. Les Turcs, nation à peu près démocratique, soutenaient la noblesse; les Russes se faisaient démagogues, croyant y trouver plus de profit. Tel a toujours été en Orient le système de cette dernière puissance : soutenir les mécontents, augmenter sa clientèle, jeter la perturbation au sein du pays qu'elle veut attirer dans ses filets, et nuire le plus possible à la Turquie, sa bonne alliée.

Les efforts du parti aristocratique l'emportèrent; le comte Antoine-Marie, son chef, rédigea et mit en vigueur une constitution calquée sur celle de Raguse. La Russie, prévoyant que la violence de cette réaction allait bientôt remettre tout en question, se hâta d'y donner les mains. Elle abandonna ses alliés les démocrates, et au mois de mars 1800 elle signa, conjointement avec le sultan et la Grande-Bretagne, une convention qui reconnaissait la validité de la constitution nouvelle et l'indépendance de la république septinsulaire sous la suzeraineté de la Porte. C'est ainsi que Corfou, Zante, Céphalonie, Ithaque, Sainte-Maure, Paxos et Cérigo furent la première portion de la Grèce qui recouvra son indépendance. Chefs de l'aristocratie victorieuse, les Capodistrias triomphaient. Tout paraissait devoir

se soutenir ainsi quelque temps encore, lorsque, profitant de la guerre qui venait d'éclater entre elle et les Turcs, la Russie envoya douze mille hommes dans les Iles, dont elle se déclara seule protectrice, en leur octroyant une nouvelle constitution qui accordait aux alliés de l'empereur Paul, aux démocrates, une part, faible il est vrai, mais enfin une part dans le gouvernement de l'Etat.

On devait s'attendre à voir les Capodistrias suivre le parti vaincu; il n'en fut rien. Ils s'attachèrent avec enthousiasme au nouvel ordre de choses, et M. Jean Capodistrias, président futur de la Grèce, commença sa carrière politique par les fonctions de secrétaire d'Etat du gouvernement ionien. Il avait alors vingt-sept ans. Ses amis ont vanté le talent qu'il déploya en cette circonstance; mais la situation imposée à la république septinsulaire par la volonté armée de la Russie laissait peu d'espace à la capacité d'un homme d'Etat. Le jeu de la machine politique ne s'exécutait que sous l'inspection du pouvoir étranger, chargé à la fois de la défense extérieure, de la consolidation intérieure, de l'interprétation des actes constitutifs. Que restait-il donc à faire?

Le jeune secrétaire d'Etat de la république ionienne eut, dès son entrée en fonctions, des rapports nécessaires avec les agents reconnus ou secrets que la Russie entretenait dans les Iles et sur les côtes de l'Albanie. Il se lia aussi avec un certain Ignatius, prélat épirote, qui, persécuté par Ali-

Pacha, s'était réfugié à Corfou. Cet évêque fit connaître à M. Capodistrias les chefs de Klephtes et les Armatolis, qui, tous les hivers, chassés par les neiges des hauteurs du Pinde et de l'Olympe, se réfugiaient à Corfou pour y passer en sûreté la mauvaise saison et reprendre au printemps, dans les parties montueuses du continent grec, leur vie errante et belliqueuse. Ces hommes, persécutés par les pachas, s'étaient habitués à tout souffrir plutôt que de renoncer à leur rude liberté et à l'espoir de chasser quelque jour les musulmans. Ce fut d'eux que M. Capodistrias reçut, pour la première fois, l'aveu de ces audacieuses espérances, dont la réalisation exerça plus tard tant d'influence sur son sort.

Depuis longtemps des révoltes partielles auraient dû avertir les Turcs du danger qui les menaçait. L'insurrection de la Morée en 1770, plus sanglante et plus significative peut-être que les précédentes, n'avait cependant produit aucune impression sur l'esprit des maîtres. Toujours apathiques après la victoire, ils s'étaient contentés de prendre quelques mesures pour repeupler la péninsule, mise à feu et à sang par les Albanais. Tels étaient leur aveuglement et leur indolence, que, même en 1818 et 1819, on chantait dans les rues de Constantinople les chants patriotiques de Righas, sans que la police y prît garde; on prétend que de riches Turcs et de grands fonctionnaires faisaient répéter devant eux ces hymnes, qu'ils trouvaient fort réjouissants.

Nous venons de nommer Righas. Jeune et poète, créateur de la première *hétairie*, ou association secrète ayant pour but de renverser le pouvoir du sultan et de chasser les Turcs de l'Europe, il adopta avec ardeur les principes de la Révolution française, qui venait d'éclater, et noua des relations étendues dans la Grèce, à Constantinople et en Italie. Il allait partir avec ses compagnons pour exécuter son entreprise, quand il fut arrêté à Vienne par ordre du gouvernement autrichien, livré aux ministres ottomans et empalé dans le sérail. Cette première tentative, qui reposait tout entière sur les talents et l'influence du chef, fut ainsi anéantie; mais l'idée qui l'avait conçue était si profondément celle de la nation, que peu d'années après, vers 1806, une seconde hétairie se forma dans l'Italie septentrionale. La première s'était appuyée sur la Révolution française; la seconde se donna pour appui le pouvoir de Napoléon, qui cependant n'eut connaissance de ses projets que vers 1810. Elle voulait opérer la délivrance de la Grèce, non de cette Grèce séquestrée du continent par la double chaîne de montagnes qui forme sa frontière, mais de la Grèce véritable, augmentée de l'Epire, de la Thessalie, de la Macédoine, de la Thrace, de Constantinople et des côtes de l'Asie Mineure; en un mot, l'hétairie voulait reconstituer l'empire grec; projet gigantesque, mais praticable. Répéter que, sur aucun point du territoire conquis, les Turcs ne tiennent solidement au sol; que partout où ils se sont établis, principale-

ment dans les pays chrétiens, ils n'ont fait que se superposer en dominateurs barbares aux races soumises, c'est reproduire un lieu commun cent fois répété, mais dont les conséquences immédiates, par rapport à la Grèce, n'ont pas toujours été examinées avec une réflexion sévère et mûrie. Les Hellènes n'avaient jamais pu voir dans les Ottomans que des étrangers oppresseurs, et le gouvernement, n'exigeant de ses raïas que de l'argent, et les laissant, du reste, administrer à peu près comme bon leur semblait le régime municipal qui s'était conservé parmi eux, irritait et vivifiait sans cesse le besoin de l'indépendance. Si l'on réfléchit, en outre, que toutes les lumières du pays se concentraient en eux; que l'industrie, la navigation, le commerce intérieur et surtout extérieur, se trouvaient dans leurs mains; que, sur les dix millions d'âmes qui peuplent la Turquie d'Europe, ils comptent pour sept millions; qu'enfin dans les îles, dans la Morée, dans les montagnes, certaines portions de la population grecque, telles que les Maïnotes, les Hydriotes, les Psariotes, les Souliotes, n'ont jamais perdu une indépendance, pénible à conserver sans doute et souvent attaquée, mais réelle, on cessera de répudier comme impraticable le plan des hétairistes; on nous permettra de le constater ici pour la première fois dans toute son étendue.

Plusieurs des capitaines rouméliotes qui, par l'entremise de l'évêque Ignatius, connurent alors M. Capodistrias, appartenaient à la seconde hétai-

rie; mais, s'il écouta l'expression de leur haine pour les Turcs, il ne fut point instruit de leurs projets : quelque affectueuses que fussent ses manières, on lui soupçonnait déjà pour la Russie un fonds d'attachement qui glaçait les confidences; on fut bientôt à même d'apprécier la sagesse de cette réserve.

La paix de Tilsit ramena les Français dans les Iles; le gouvernement national fut renversé, et la république régie comme dépendance immédiate de l'empire de Napoléon. M. Jean Capodistrias reçut l'invitation officielle de continuer à servir son pays; il refusa. Une somme considérable, offerte par l'empereur de Russie, fut au contraire acceptée; et, paraissant abjurer l'amour du sol natal, il s'embarqua sur un des derniers vaisseaux russes qui s'éloignaient de Corfou. Lorsqu'il traversa l'Italie, quelques hétairistes conçurent le projet de l'initier à leurs desseins; leur chef s'y opposa, donnant pour motifs de cette répugnance le dévouement évident du comte à la Russie, ainsi que l'intérêt qu'ils avaient eux-mêmes à se placer sous la protection de la France; la proposition n'eut donc point de suite.

Arrivé à Saint-Pétersbourg, M. Capodistrias fut immédiatement admis dans la diplomatie russe. Mais toutes les places étaient occupées, et l'on ne put l'employer qu'en qualité de simple attaché au collège des affaires étrangères, où, malgré l'amitié de M. de Romanzoff, chancelier de l'empire, il resta deux ans, confondu dans la foule et souffrant d'une inaction doublement pénible à sa juste ambition et

à la prodigieuse activité de son esprit. Incapable de supporter plus longtemps cette position, il sollicita son envoi aux Etats-Unis, triste faveur qui l'eût éloigné de la sphère d'action présente. Il allait l'obtenir, quand le chancelier trouva et saisit l'occasion de l'envoyer à Vienne auprès de M. de Stackelberg.

C'était en 1811; nous n'examinerons pas curieusement si la défiance témoignée par l'ambassadeur au nouvel attaché était fondée; les besoins de la légation ne requéraient pas ses services; il n'avait pas été demandé. Cependant rien ne prouve que M. Capodistrias ait rempli, auprès de son supérieur, une mission secrète; l'amitié que celui-ci ne tarda pas à lui accorder infirme d'ailleurs les bruits répandus à cet égard. Quoi qu'il en soit, le comte ne fut pas occupé activement, et l'on se borna à lui demander des mémoires sur différents sujets relatifs à l'Orient, et plus spécialement aux chrétiens de ces contrées, dont les sentiments par rapport aux croyances occidentales sont peu compris de nos publicistes.

Ils supposent volontiers aux Levantins des haines religieuses qui leur sont étrangères, une horreur profonde du culte romain, et par conséquent des sympathies vives pour la seule puissance européenne qui appartienne à leur communion. Tel n'est point cependant l'esprit qui anime les chrétiens d'Orient. Depuis la ruine de l'empire, les discussions théologiques qui l'ont perdu se sont

éteintes; même de couvent à couvent, et de moine à évêque, cette fatale polémique a complètement disparu. Le nom de chrétien sert en Orient de drapeau politique, et non de bannière religieuse. Toutes les races vaincues et opprimées s'y rallient : Grecs, Arméniens, Nestoriens, Latins, ne sont les uns pour les autres que des raïas de la Turquie. Quant aux subtiles controverses qui ont divisé leurs pères, personne ne les comprend plus; nul ne se pose, vis-à-vis de l'Europe, en état d'hostilité religieuse et politique; on l'admire au contraire, on voudrait, peut-être à tort, réédifier, d'après les modèles européens et trop servilement, l'état social que ces populations rêvent pour elles-mêmes. Persuadées que c'est en Angleterre, en France et en Allemagne que se développent avec le plus de liberté les principes féconds dont elles désirent l'application, c'est peut-être vers ces contrées qu'elles tournent le plus volontiers les yeux; mais la religion n'entre pour rien dans les causes de leur sympathie. La Russie, qui professe la même religion, n'a pu obtenir que la haine des populations grecques. De toutes les puissances, c'est celle qui connaît le mieux l'Orient, celle qui s'est le plus constamment immiscée dans les affaires de ces régions, celle qui a dû proportionner le plus habilement ses efforts à la nature et au caractère des peuples. Dans le royaume hellène, son parti, malgré tant d'intrigues et de violences récentes, est peu nombreux et isolé; dans les principautés de Moldavie et de Valachie, son nom

est exécré, et, malgré les tentatives de l'hospodar Ghika, dont la scandaleuse élévation est son ouvrage, personne, même ceux qui lui sont vendus, n'ose avouer son patronage. En Servie, chaque jour détruit le peu d'influence qui lui reste. Que devient donc la puissance prétendue de ce prestige religieux? Sous le point de vue ecclésiastique, les Russes devraient, sans aucun doute, relever de Constantinople; mais l'empereur a usurpé le pouvoir spirituel : les Grecs ont sur eux l'avantage de l'ancien fidèle sur le néophyte; les Russes ne sont que des convertis.

Revenons à M. Capodistrias.

Le moment arrivait où le comte allait prendre un rôle actif dans les affaires. C'était au commencement de 1812. Une activité fébrile bouleversait alors toutes les chancelleries de l'Europe. L'Angleterre, pressée d'en finir, remuait ciel et terre pour sauver sa vie en écrasant son adversaire. Le traité de Bukarest venait d'être conclu; la Bessarabie appartenait à cette Russie contre laquelle marchait Napoléon, et qui se croyait assez forte pour essayer le démembrement de la Turquie, tout en luttant contre son grand antagoniste. L'amiral Tchitchagoff, nommé au commandement de l'armée d'observation du Danube, avait besoin d'un homme habile pour conduire sous ses ordres les négociations que lui imposait officiellement le ministère impérial, et les intrigues ténébreuses dont on le chargeait en secret. Il pensa à M. Capodistrias, et le demanda au comte de Ro-

manzoff, qui se souvint alors du jeune attaché de l'ambassade de Vienne, et qui, félicitant M. Tchitchagoff d'avoir fait un pareil choix, s'empressa de donner au comte l'ordre de quitter son poste, et de partir sur-le-champ pour Bukarest.

Il obéit, et se vit chargé tout à coup des travaux les plus divers et les plus importants. Tout en sollicitant l'alliance armée de la Turquie, ses efforts devaient tendre à attacher à l'empire russe les principautés de Moldavie et de Valachie, et à soulever les Serviens. Il fallait aveugler le divan sur ces démarches, intimider, séduire, entraîner les Moldo-Valaques. Son ami de Corfou, Ignatius, qu'il retrouva investi de l'archevêché de Bukarest, et protégé par les Russes, seconda les efforts du comte, qui essaya en vain de soulever l'opinion en faveur de son gouvernement, et de placer l'usurpation qu'il méditait sous la protection d'une garde nationale. Des négociations si compliquées ne réussirent pas; le corps militaire auquel il était attaché fut réuni à l'armée d'opérations dirigée contre les Français; et, lorsqu'il passa sous les ordres du général Barclay de Tolly, il fut appuyé auprès de ce nouveau chef par les vives recommandations de M. Tchitchagoff, qui rendit justice au mérite du jeune diplomate. Dès lors, il prit part aux rudes campagnes de 1812 et 1813, rédigeant les proclamations, écrivant toute la correspondance, et transmettant les nouvelles à Vienne et à Constantinople. Lutzen, Bautzen, Leipsig, tonnèrent à ses oreilles, et lorsqu'il arriva

à Francfort, où se trouvait déjà l'empereur Alexandre, il avait mérité de ce souverain une récompense qui ne se laissa pas attendre longtemps. Présenté par le général Barclay comme un homme dont les talents devaient inspirer toute confiance, il fut envoyé en Suisse en qualité d'agent secret.

Son associé dans cette mission fut M. le chevalier de Lebzeltern, député par l'Autriche. Tous deux devaient étudier l'esprit public des cantons, le diriger s'il en était besoin, le rendre favorable aux alliés, puis requérir simplement de la diète une stricte neutralité. Négociation fort épineuse : de nouveaux Etats, nés sous le pouvoir français, devaient naturellement redouter un ordre de choses ennemi peut-être de leur jeune isonomie; Berne ne cachait pas son désir de reprendre Lausanne et le pays de Vaud; les partis catholiques, protestants, démocratiques ou dévoués aux oligarques, s'agitaient dans les cantons. M. Capodistrias conjure toutes les difficultés, et attire à grand'peine la confiance des divers gouvernements locaux. Habitué aux agitations fébriles d'un petit Etat pressé par des intérêts plus puissants que les siens, il sait dominer à propos, et sans en avoir l'air, les discussions du pouvoir central; enfin il vient d'obtenir cette neutralité, seul but de sa mission, seule demande qu'il dût présenter en l'appuyant de la promesse solennelle de respecter le territoire, lorsque son collègue reçoit une dépêche : les rois alliés requièrent le passage de leurs troupes à travers les pays de la confédéra-

tion. C'était un de ces coups de tonnerre qui viennent de temps à autre donner un démenti foudroyant à la véracité des hommes d'Etat. Le chevalier de Lebzeltern insistait sur la nécessité de remplir ses instructions nouvelles; le comte pensait, si ce n'est avec douleur, du moins avec embarras, à la foi jurée et si tôt violée. Sans ordre de sa cour, il comprit cependant que ne point se rallier à son collègue et le laisser agir isolément, serait faire soupçonner un manque d'harmonie fâcheux entre les puissances; il accepta donc la solidarité du fait et signa la note de l'agent autrichien. Aussitôt le corps d'armée du général prince Schwartzenberg passa le Rhin au pont de Bâle, tandis que M. Capodistrias se rendait auprès de l'empereur pour lui exposer sa conduite et les motifs qui l'avaient dirigée. Alexandre le félicita de son heureuse hardiesse, et, pour lui donner une preuve irrécusable de sa satisfaction, il le renvoya en Suisse, non plus comme agent secret, mais avec le titre d'ambassadeur. Le chef de chancellerie de l'armée du Danube avait fait en peu de temps un chemin rapide.

En effet, Alexandre avait pris un goût décidé pour le comte. Cet esprit d'une nature si particulière, que l'histoire n'a pas su le définir encore, s'attacha d'autant plus à M. Capodistrias, que le nouveau favori sut adopter à propos le ton mystique que Mme de Krüdner commençait à introduire dans le cercle intime du tsar. Cette nuance d'ascétisme dans le langage ne contribua pas peu à lui gagner l'af-

fection des Genevois; leurs dispositions bienveillantes l'aidèrent à mener à bien les projets dont la conduite lui était remise, et les titres de bourgeois des cantons de Vaud et de Genève, pompeusement ajoutés par la suite à la longue liste de ses honneurs, dans les pièces diplomatiques qu'il signa, témoignèrent de son estime et de son affection pour ce pays. On lui doit cette justice, que pendant son séjour en Suisse il ménagea habilement tous les intérêts et acquit des droits à la reconnaissance des nouveaux Etats par les sentiments libéraux dont il fit preuve et dont il assura le triomphe. Mais il ne devrait pas rester longtemps éloigné de l'empereur Alexandre, qui, impatient de le revoir, lui donna l'ordre de le joindre. Il arriva à Paris au moment où toutes les stipulations étaient arrêtées, le traité de Fontainebleau signé et la chute de Napoléon accomplie. M. Capodistrias blâma vivement les articles du traité; il s'éleva avec force contre l'imprudence du délai qui remettait à un congrès futur la discussion des intérêts compliqués que les Etats de l'Allemagne avaient à débattre après tant d'années de perturbation et une victoire à frais communs. Cette liberté d'opinion fut appréciée par Alexandre, et, au grand dépit des courtisans, il conféra l'ordre de Saint-Wladimir à celui qu'il nommait son ami; cependant il ne jugea pas à propos de le retenir longtemps auprès de sa personne, et, après avoir joui quelques jours de sa présence, il le renvoya à son poste.

A côté de l'abdication de l'empereur, une chute beaucoup plus humble ne fut point remarquée. Voisine de la grande catastrophe, cette ruine modeste, ensevelie dans ses débris, fut cependant pleurée en silence par un grand nombre de cœurs dévoués, et peut-être ses cendres pèseront-elles plus dans la balance de l'avenir que les lambeaux du trône impérial. La seconde hétairie tomba avec Napoléon. Nous l'avons laissée au berceau en 1806. Depuis ce temps, elle avait marché à grands pas; ses ramifications s'étendaient sur la Turquie entière; il y avait des hétairistes dans le divan, Ali-Pacha en était entouré ; l'empire français leur avait promis son aide, et, en 1814, lorsque les alliés entrèrent à Paris, vingt-cinq mille fusils, déposés à Corfou, allaient armer une population enthousiaste et altérée de liberté, dont une armée française aurait soutenu les efforts. Tout fut dissous; l'hétairie se sépara une seconde fois, et les patriotes remirent à des temps plus heureux la réalisation de ces espérances que l'on n'abandonne pas une fois qu'on les a conçues.

Le congrès de Vienne venait de s'ouvrir et de livrer carrière à ces inextricables difficultés que M. Capodistrias avait prévues, et que, selon lui, l'on eût beaucoup mieux résolues dans les premiers enivrements de la victoire. Les têtes s'étaient refroidies, les intérêts seuls parlaient haut, et la discorde était près de sortir du chaos des questions relatives à l'avenir de la Pologne et de la Saxe, c'est-à-dire des réclamations les plus vives de la Prusse.

Alexandre ne crut pas pouvoir se passer en cette circonstance de l'habileté de son ministre en Suisse. M. Capodistrias, adjoint au prince Razomowski et à M. le chancelier Hardenberg, y trouva une nouvelle occasion de rendre à son souverain, et spécialement dans des discussions écrites, engagées par le plénipotentiaire anglais, des services qui n'étaient pas sans importance. Nous ne prétendons point suivre pas à pas les négociations épineuses dans lesquelles M. Capodistrias, souvent sans caractère officiel, joua un rôle considérable. Il prit part à la nouvelle organisation de l'Europe, et, lorsque Napoléon eut succombé à Waterloo, le talent du comte était un fait si bien établi, que son souverain n'hésita pas, malgré des oppositions de tous genres, à le nommer son plénipotentiaire pour les nouvelles négociations qui allaient s'ouvrir en France.

On sait comment la Russie se conduisit alors, son adroite modération, ses efforts de conciliation entre les fureurs de l'Angleterre et de la Prusse d'une part, et la France abattue et humiliée de l'autre; M. Capodistrias suivit avec habileté la ligne que lui traçait la politique de sa cour. Cependant il est permis de croire, d'après le témoignage même de ses confidents, qu'il ne blâmait pas dans son for intérieur les ressentiments des puissances. Ami de l'ordre à tout prix, il comprenait et même partageait les rancunes de l'Europe contre la nation conquérante, et il eût mieux aimé que des expiations plus dures lui eussent été infligées. Néanmoins il

s'acquitta scrupuleusement de la mission que lui confiait Alexandre; c'est lui qui, consulté par M. le duc de Richelieu qu'alarmait l'acharnement des alliés, conseilla l'envoi d'une lettre adressée par Louis XVIII au tsar. On connaît cette lettre dont le ton est vigoureux et digne; le roi s'y montrait décidé à renoncer au trône plutôt que de se rendre à des exigences infamantes pour le pays. M. Capodistrias communiqua cette pièce à la conférence, en fit ressortir la vérité et la justice, et mit fin aux menaces arrogantes de deux nations, d'autant plus irritées qu'elles s'étonnaient de leur propre salut, et se voyaient avec surprise dégagées tout à coup de l'abîme où elles roulaient quelques mois auparavant, et dont elles n'avaient pas encore secoué la terreur.

Il faut placer au nombre des actes où l'influence de M. Capodistrias fut décisive la cession du protectorat des îles Ioniennes à l'Angleterre. La Russie, à cette époque, ne pouvait guère laisser apercevoir des vues d'agrandissement personnel; tous ses alliés d'hier avaient les yeux sur elle; pleins de méfiance dans ses intentions, jaloux de sa prépondérance manifeste, ils ne laissaient d'autre rôle à sa prudence que cette modération chevaleresque dont le tsar avait si habilement accepté l'honneur. Le ministre russe préféra-t-il les Anglais aux Autrichiens, ou ces derniers refusèrent-ils prudemment les Sept-Iles comme ils ont déjà refusé la Bosnie? C'est ce qu'il est difficile de démêler. Quoi qu'il en soit, la patrie

de M. Capodistrias tomba sous le sceptre britannique; il donna, en cette occasion, à lord Castlereagh toutes les instructions qui pouvaient guider les nouveaux gouvernants, et s'applaudit hautement d'avoir placé sous le patronage de la nation industrielle par excellence un peuple qui ne pouvait vivre que par le commerce; raisonnement dont on pourrait contester la rigueur.

Peu favorable, dit-on, à l'idée de la Sainte-Alliance, fruit des méditations d'Alexandre et de Mme de Krüdner, M. Capodistrias fut cependant élevé au poste de secrétaire d'Etat, et, lorsque l'empereur retourna à Saint-Pétersbourg, il eut l'ordre de le suivre. Instruit par expérience des épreuves que lui réservait la jalousie moscovite, il chercha longtemps, mais en vain, à détourner cette résolution, et représenta à son souverain que ses services seraient plus utiles à l'étranger. Alexandre resta inébranlable, et le diplomate devenu ministre, adjoint à M. le comte de Nesselrode pour les travaux les plus importants du cabinet, se vit chargé personnellement de l'administration de la Bessarabie et des relations si difficiles à entretenir avec le royaume de Pologne. Son influence grandissait de jour en jour.

A peine arrivé à Saint-Pétersboug, son frère, M. Viaro Capodistrias, était venu le rejoindre. Ce jeune homme, accueilli par Alexandre avec une distinction empreinte de l'affection que l'empereur portait au comte, fut invité par le monarque à accepter en Russie une place fort considérable. M. Capodis-

trias s'effraya des suites que pourrait avoir la faveur de son frère, et, redoutant la jalousie déjà inquiète de la noblesse russe, il força le comte Viaro à refuser et à partir sur-le-champ. On ne le voyait se parer d'aucun titre; il n'était rien et menait tout ; on pouvait deviner, à la modestie de ses allures, le vif désir qu'il éprouvait de ne servir de but ni aux regards ni à l'envie. Au congrès de Vienne même, où sa participation avait été réelle, il n'avait pris aucun titre officiel, et ce n'est guère qu'à Paris et dans les affaires de Suisse que l'on voit son nom paraître dans les pièces diplomatiques. Néanmoins il fit partie de l'assemblée d'Aix-la-Chapelle, régla les différends qui s'étaient élevés entre la Suède et le Danemark au sujet de la dette nationale de la Norvège, et surtout termina seul les contestations dont le grand-duché de Bade était l'objet, lorsque la Bavière et l'Autriche voulaient s'en disputer les fragments.

Depuis la chute de Napoléon, les gouvernements n'avaient montré ni sagesse ni prévoyance; leur avidité aveugle pouvait les rejeter dans les désastres auxquels ils venaient d'échapper. Les chefs des Etats allemands semblaient surtout oublier l'impopularité qu'ils avaient encourue en déniant aux peuples les libertés dont la promesse seule venait de décider la victoire; la révolution d'Espagne, les convulsions de l'Italie, les progrès de l'esprit libéral en France, les sociétés secrètes, fantômes qui, plus tard, parvinrent à les effrayer, ne leur semblaient

pas assez menaçants pour que la Prusse renonçât à ses idées d'envahissement sur l'Allemagne méridionale, pour que l'Autriche abandonnât ses vues sur l'Italie centrale, pour que les petits Etats abdiquassent leurs plans ambitieux. Ainsi se détruisait l'harmonie, dont le simulacre était important à conserver en face de gouvernés tous les jours plus menaçants et plus forts. En vain la Russie s'efforçait-elle de calmer cette fièvre d'usurpation; elle ne parvint qu'à irriter la jalousie et la défiance du cabinet britannique. M. Capodistrias semble ne s'être fait aucune illusion sur ces difficultés; mais bientôt un intérêt plus cher et plus immédiat porta ses préoccupations vers l'Orient. Ici commence la période vraiment importante de sa vie politique.

Dès 1816, des patriotes grecs avaient repris l'œuvre déjà avortée deux fois de leur insurrection nationale. Une troisième hétairie s'était formée; on avait adopté des serments nouveaux, des formules jusqu'alors inusitées. La deuxième hétairie, qui comptait sur Napoléon, s'était formée en Italie; le siège de la troisième fut placé à Saint-Pétersbourg; on espérait s'appuyer sur Alexandre. Righas, pour plaire aux démagogues français, n'avait parlé que de liberté; la deuxième hétairie, sous l'influence napoléonienne, voulait reconstruire l'empire d'Orient, allié naturel de l'empire français; la troisième, se pliant aux idées du tsar, et sentant le besoin de le flatter, mit en avant l'intérêt de la religion orthodoxe. Ces trois modes divers d'organisation insur-

rectionnelle prouvent évidemment que l'on s'embarrassait peu des formes, et que le seul but réel que l'on voulût atteindre était l'émancipation de la patrie.

Voilà donc l'hétairie renaissante à Saint-Pétersbourg sous la forme d'une croisade. Sans se voiler du mystère impénétrable dont s'était enveloppée l'hétairie précédente, elle espérait demeurer longtemps cachée; et, si des circonstances funestes et imprévues n'eussent déjoué les intentions prudentes des chefs, elle se serait encore mûrie pendant une quinzaine d'années. Il était surtout nécessaire de répandre l'instruction parmi le peuple. Des écoles grecques existaient dès longtemps dans toutes les villes considérables; celle de Janina jouissait même d'une certaine réputation; beaucoup de jeunes gens allaient puiser en Europe une éducation qui leur rendait le joug des Turcs plus odieux; mais, comme tout cela était insuffisant, on forma en dehors de l'hétairie la société avouée des *Philomuses*, qui, sous la présidence de M. de Guilford et du comte Capodistrias, devait inviter les sympathies généreuses de l'Europe à concourir à une œuvre bienfaisante. Les Philomuses recueillaient des souscriptions; les sommes perçues pour l'entretien des écoles pouvaient, en cas de besoin, échoir à l'hétairie. On profitait ainsi des dispositions bienveillantes de plus d'un grand personnage, que le but secret eût effrayé et éloigné.

M. Capodistrias se trouvait donc en quelque fa-

çon à la tête de l'hétairie; les agents russes qui se répandaient sur le territoire ottoman recevaient ses instructions. Au mot liberté, mystérieusement murmuré à l'oreille de chaque Hellène, les populations s'animaient : « Mais des armes, mais de l'argent, demandaient-elles, qui nous en donnera? — Le tsar, » répondait-on, comme jadis on avait dit : l'empereur! Ce mot suffisait, et l'hétairie comptait un membre de plus. Pendant que toutes ces choses se tramaient, M. Capodistrias dirigeait la politique de la Russie à l'égard du divan de manière à donner grand espoir aux Hellènes. On fomentait les troubles de la Moldavie, on excitait les Serviens, on refusait d'exécuter les clauses du traité de 1812, et, tout en se jouant du sultan et de son impuissante colère, on ne manquait pas de protester de sa modération et de cacher à l'Europe abusée les envahissements projetés.

Mahmoud, que de si graves dangers eussent dû préoccuper, se mit en opposition avec la force même de son empire. Vieux et corrompu, l'Etat turc n'était plus assez vigoureux pour être sauvé par des réformes. Il y a des malades à qui l'on conserve un reste de vie à force de soins et de régime; tout remède héroïque les tuerait. Mahmoud s'attaqua aux janissaires; c'était s'en prendre à la nation. Il voulut saper le pouvoir de ses feudataires, de ceux qui remplissaient ses coffres et formaient ses armées; à la place d'un état de choses radicalement vicieux, il rêva l'éducation européenne de son peuple, et la

Russie trouvait trop bien son compte dans de pareilles préoccupations pour essayer de s'y opposer. De cette époque datent les premières menées du divan contre Ali-Pacha de Janina.

Au moment où le congrès d'Aix-la-Chapelle venait de se terminer, M. Capodistrias prit le prétexte de sa santé et de son amour filial pour s'éloigner subitement de Saint-Pétersbourg et se rendre à Corfou. Il s'arrêta d'abord à Vienne, d'où, après des conférences secrètes avec M. de Metternich, il partit, comblé des témoignages d'estime de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse, et se rendit à Naples, toujours pour raison de santé, puis enfin à Corfou, où son arrivée fut annoncée et proclamée dans les termes les plus pompeux. Il apportait à M. le comte Antoine-Marie Capodistrias, son père, une lettre du tsar, conçue dans les termes les plus flatteurs, lettre qui fut insérée immédiatement dans la seule gazette ionienne, et dont les exemplaires furent répandus avec profusion par toute l'Epire et jusqu'en Morée. Les anciens chefs de Klephtes qui avaient connu jadis M. Capodistrias, les nouveaux capitaines qui s'étaient élevés pendant son absence, accoururent près de lui; dans ces réunions on traita des chances de succès que présentait l'avenir de l'hétairie, des moyens de rendre son organisation plus compacte, enfin et surtout des secours que devait fournir la Russie, et de son attachement pour la cause grecque.

Mais, si le diplomate russe était en haute estime

auprès des Armatolis épirotes, les dominateurs anglais ne le voyant pas d'aussi bon œil. Le lord haut-commissaire, sir Thomas Maitland, celui-là même qui avait livré Parga, s'inquiétait beaucoup de ses démarches mystérieuses. L'ambition de la Russie, dont le comte de Liverpool avait dit, en 1791, qu'il fallait surtout surveiller la marche menaçante, effrayait de plus en plus le cabinet britannique, et il n'eut de repos que lorsque M. Capodistrias eut quitté les Iles. Celui-ci avait annoncé son arrivée à Naples; changeant brusquement d'itinéraire, il débarqua à Venise, et vint passer le mois de juin tout entier près de Vicence, à Valdagna. Là, tout en prenant les eaux, il se consultait avec l'archevêque Ignatius, qui avait quitté Bukarest à la suite des Russes et s'était retiré en Italie, où il vivait d'une pension de l'empereur, sans cesser de servir ardemment la cause de l'hétairie.

Le 10 juillet, le comte se trouvait à Paris, où son arrivée mit toute la diplomatie en mouvement. M. le duc de Richelieu quitta sa retraite pour le voir; le roi lui accorda plusieurs audiences, et il eut avec M. le duc Decazes de longues et fréquentes entrevues. Il sortait peu, ne se montrait nulle part, continuait à être uniquement occupé de sa santé, et désespérait la curiosité des journaux par le mystère dont il prenait soin de s'entourer. Il paraît qu'il n'y eut entre lui et le gouvernement français que des explications amicales au sujet de la conduite que M. Pozzo di Borgo avait tenue envers un mi-

nistère qu'il n'aimait pas. Après être resté environ un mois à Paris, M. Capodistrias partit pour Londres, où l'on suppose qu'il employa son séjour à des essais de négociations en faveur des îles Ioniennes. Si ces essais furent tentés, ils restèrent sans résultats, et le gouvernement protectoral ne se relâcha en rien de sa rigueur. Le comte traversa Copenhague, et arriva enfin en octobre 1819 à Varsovie, où l'empereur était venu présider à l'ouverture de la diète de Pologne. Tel est le rapide itinéraire de ce voyage, qui excita la curiosité de l'Europe. Chaque parti l'attribua à l'intérêt que la Russie prenait à ses affaires; car la Russie était le pouvoir que chacun était tenté d'invoquer. Pour ceux-ci, le comte était un allié secret du carbonarisme; pour les autres, un soutien né des opinions absolutistes. Deux mois après son départ de Corfou, une insurrection éclata dans l'île de Sainte-Maure. Elle fut promptement réprimée; mais le gouvernement anglais réclama avec aigreur contre les intrigues du cabinet russe. Après beaucoup de bruit, les récriminations cessèrent, et tout parut oublié. Les cabinets, d'ailleurs, avaient de si justes sujets de rester unis! Les novateurs se remuaient en tous lieux : l'Espagne venait de se soulever, Naples se donnait tumultueusement une constitution. Les libéraux prétendaient compter M. Capodistrias parmi leurs défenseurs. En effet, il était beaucoup question de l'affaiblissement de son crédit. Une nouvelle phase allait s'ouvrir dans l'existence multiple du comte.

Le congrès de Troppau, transféré depuis à Laybach, commença ses travaux, et la révolution de Naples fut écrasée malgré l'opposition du comte, qui se déclara ouvertement le défenseur des idées constitutionnelles. A peine cette difficulté est-elle résolue tant bien que mal, que le Piémont s'insurge. Autres efforts de ce côté, autres protestations d'intérêt de M. Capodistrias. On se dit qu'il est disgracié ou près de l'être; on le plaint, on l'admire, et cependant, grâce à son heureuse coopération, les affaires de l'hétairie avaient marché à grands pas.

Très nombreux dans l'Epire, les hétairistes étaient parvenus à obtenir d'Ali-Pacha la création d'un corps de troupes disciplinées à l'européenne, qui, formé d'hétairistes du quatrième degré ou de la dernière classe, devait être commandé par un homme dévoué à la cause de la liberté et servir de noyau à l'insurrection hellénique. Contre toute probabilité, le temps manqua pour l'accomplissement de ce projet. Mahmoud, en attaquant Ali-Pacha, se chargea de hâter l'explosion de la révolte. En 1820, il fit marcher ses troupes contre son vassal, qui, trompé par tout le monde, égaré par de perfides conseils, trahi par les chefs de ses bandes, fut réduit à s'enfermer avec ses trésors dans la forteresse de Janina. Le bras qui maintenait la Grèce sous le pouvoir du sultan était donc brisé. La guerre civile occupait toutes les forces des Ottomans; les exactions d'Ali ne devaient plus alimenter les caisses du sérail ; l'occasion était meilleure qu'on n'eût jamais dû l'at-

tendre. Des traîtres, en vendant une partie des secrets, précipitèrent encore un soulèvement que l'on savait être prématuré. Les principaux hétairistes se réunirent, et l'élection d'un chef fut la dernière mesure qu'ils discutèrent. La délibération fut longue, comme on peut le penser. Position influente, réputation d'honneur et de talent, dévouement à toute épreuve, telles étaient les qualités nécessaires au chef nouveau. Deux hommes seulement parurent les réunir, M. Capodistrias et le prince Alexandre Ypsilantis. On résolut que celui des deux qui accepterait serait reconnu chef de la révolution.

M. Capodistrias reçut fort mal les envoyés et repoussa leur offre; il blâma avec hauteur la résolution qu'on avait prise, et, ne voulant pas écouter les motifs qui la justifiaient, il déclara que désormais il renonçait à servir l'hétairie. Le prince Ypsilantis, moins difficile, accepta les pouvoirs dont on l'investissait, et se rendit immédiatement en Moldavie, où il commença cette campagne dont la conduite et l'issue furent si désastreuses pour la population du pays qu'il prétendait délivrer.

A la même époque, il se passait sous les murs de la forteresse de Janina un événement singulier qui est resté inconnu et qui pouvait changer totalement l'avenir de l'insurrection grecque en rendant l'hétairie maîtresse des trésors d'Ali-Pacha.

L'armée turque qui l'assiégeait, et dont les forces montaient à cinquante-cinq ou soixante mille hommes, se composait, selon la coutume, des éléments

les plus hétérogènes. Outre les contingents des provinces du centre, on y voyait des bandes albanaises dont les capitaines avaient été entraînés à combattre Ali-Pacha par des motifs de cupidité ou de vengeance, et sept cents Souliotes, gagnés par la promesse de rentrer en possession de leur territoire. La mésintelligence s'introduisit bientôt dans cette multitude. Ismaïl-Pacha, qui la commandait, retarda sous divers prétextes la cession de la forteresse de Souli, et les malheureux exilés, s'apercevant qu'on les jouait, en conçurent un vif ressentiment. De leur côté, les Arnautes, ennuyés de la longueur du siège, et toujours inconstants, se refroidissaient pour la cause qu'ils avaient embrassée. Trois des principaux hétairistes de l'Epire conçurent alors le dessein de faire coopérer le vieux despote lui-même à la délivrance de la Grèce.

Ils descendirent des hauteurs du Pinde, et, se rendant au camp d'Ismaïl sous le prétexte de se joindre à ses troupes, ils commencèrent à fomenter la discorde qui existait dans l'armée. En même temps, ils entretenaient des intelligences avec la forteresse de Janina, dont la garnison était aux abois et qui accueillit avec empressement l'espoir d'une prochaine délivrance. Chaque soir, deux des hétairistes, assis dans leur tente, faisaient apporter du café, des pipes, des liqueurs, et réunissaient les capitaines albanais et tous ceux qui voulaient prendre part à leurs divertissements; ils passaient la meilleure partie de la nuit à boire et à voir danser

des bohémiens; pendant qu'ils occupaient ainsi l'attention, le troisième hétairiste, traversant les avant-postes déjà séduits, entrait dans la forteresse, d'où il ne sortait qu'au jour. Si, par hasard, un indiscret venait à demander : « Où donc est Alexis Moutzos? — Ne voyez-vous pas, lui répondait-on, que, fatigué des plaisirs de la soirée, il se sera couché dans quelque coin? » L'indiscret était éconduit de cette façon, et dans tout le camp on vantait la bonne humeur des trois Grecs. Ils s'étaient ainsi assurés de trois mille hommes environ; ils avaient déterminé les Souliotes à rompre avec Ismaïl-Pacha, et ceux-ci s'étaient retirés dans la montagne à quatre ou cinq heures de marche. On était convenu avec Ali qu'à un signal donné par une fusée lancée du haut du château, les canonniers des batteries de siège tourneraient leurs pièces contre le camp. Les Souliotes devaient accourir alors, et les Albanais attaquaient aussitôt le reste de l'armée; les troupes d'Ismaïl une fois dispersées, les vainqueurs conduisaient Ali avec les cinquante millions qui formaient son trésor dans la forteresse de Souli. Là se terminait l'œuvre de la conjuration pour les Arnautes et commençait une nouvelle conspiration en faveur des Hellènes, qui, maîtres de la personne d'Ali et de la place, au moyen d'une garnison dévouée, s'emparaient de ses trésors et les employaient au succès de leur cause.

Tout était prêt. La conjuration devait éclater le samedi soir, lorsque l'un des conjurés, Omer-Bey-Brioni, reçoit de Constantinople un firman qui l'éle-

vait à la dignité de pacha. Il va trouver ses complices, leur promet qu'il ne les trahira pas, mais les engage à ne plus compter sur lui, et les avertit, que, s'ils poursuivent leur projet, il se verra forcé de les combattre. Malgré cette défection, on ne voulut pas reculer. Cependant le sort semblait s'être déclaré contre l'entreprise : soit erreur, soit précipitation fatale, Ali-Pacha donne le signal le vendredi soir, au lieu d'attendre le samedi, et sort avec deux mille hommes qui lui restent .Les troupes gardant les batteries se joignent à lui; mais les Souliotes, ignorant ce qui se passait, ne paraissent pas, les Albanais ne bougent pas davantage, et le pacha, repoussé avec une perte considérable, est rejeté dans sa forteresse.

Le soupçon s'était éveillé; les trois hétairistes durent renoncer au plan qu'ils avaient combiné. Chacun d'eux rentra dans son canton, pour se placer à la tête de ses concitoyens; ils mirent eux-mêmes le feu à leurs maisons, et, préludant ainsi à leur héroïque communauté de misère, firent éclater l'insurrection, qui se manifesta à la fois dans la Moldavie, le Péloponèse et l'Epire.

Lorsque les plénipotentiaires de Laybach apprirent ces mouvements, leur consternation fut profonde. Elle attestait leur ignorance de l'état de l'Orient et le peu de soin que les puissances avaient pris de s'en informer. Un cri général s'éleva contre la Russie : on l'accusa d'avoir fomenté l'esprit de révolte; on prétendit que ses projets contre la Tur-

quie étaient avérés; on nia sa bonne foi; on accusa de mensonge les protestations pacifiques qu'elle ne cessait de mettre en avant depuis 1815. Le tsar, effrayé par ce tumulte, désavoua Ypsilantis; tous les organes de sa politique prodiguèrent les invectives et les reproches aux insurgés; il alla même jusqu'à offrir sa coopération au divan, que des preuves manifestes avaient suffisamment édifié sur ses intentions. Quant à M. Capodistrias, il ne tarissait pas en témoignages de douleur et de regret et, confirmant de toute sa force les assurances données par son souverain, il rédigea lui-même l'acte qui désavouait le général Ypsilantis. « La cour de Russie, disait-il, n'était pas moins consternée que les autres puissances; d'ailleurs, l'hétairie n'avait rien de commun avec les sociétés secrètes, armes si redoutées dont se servaient les novateurs, et il eût été fort inexact de confondre une institution parfaitement innocente avec des associations justement détestées. » C'est ainsi qu'en cherchant à disculper son gouvernement, il n'oubliait pas d'appeler sur les Hellènes la compassion des souverains. Bref, au milieu des protestations russes, des reproches, des élans de regret et des dénis de connivence, le congrès de Laybach, ne sachant plus auquel entendre, ne conclut rien, se sépara, et laissa les choses suivre la route que leur ferait prendre la fortune.

Cependant une nouvelle réunion de plénipotentiaires devait s'assembler à Vérone. La Russie, dans

cet intervalle, ne perdit pas son temps, et chercha par mille moyens à persuader d'abord aux Grecs, qu'elle ne les abandonnait pas (en effet, M. de Strogonoff agissait pour eux à Constantinople), puis à l'Europe, qu'elle ne prenait aucune part à ce qui se passait. Les Grecs avaient créé un gouvernement national. Les principes démocratiques les plus larges en étaient la base; une longue habitude avait conservé dans l'esprit du peuple l'intelligence des formes municipales; un régime constitutionnel ne fut donc pas, par la suite, une importation complètement étrangère et en dehors des idées du peuple.

M. Capodistrias continuait son double rôle. Au nom de l'humanité, il supplia la Porte de mettre fin aux massacres, et cet ultimatum fut appuyé de la menace de rappeler l'ambassadeur russe. Le sultan, aveuglé, ne vit pas le précipice vers lequel l'entraînait la Russie; il ne voulut rien entendre, et tous rapports furent rompus entre lui et Saint-Pétersbourg. « Vous voyez bien, disait M. Capodistrias aux puissances, que nous sommes les champions de la philanthropie. Notre conduite est éclatante d'abnégation. » Néanmoins la situation devenait fort difficile pour le comte; les Grecs s'indignaient contre la duplicité de la Russie. A leur tour, ils ne voulurent plus entendre parler d'elle. Le diplomate clairvoyant quitta toute participation aux affaires, sacrifiant ainsi le présent à l'avenir. Chacun cria au miracle; mais on nous permettra d'analyser ce prodigieux dévouement.

Dans les premières années de sa carrière, mettant ses talents au service de la Russie, M. Capodistrias les consacre à poursuivre le but qui lui est indiqué, sans autre pensée que de servir qui l'emploie. A peine l'hétairie est-elle née, sa conduite se couvre de plus en plus de mystère, et acquiert plus d'importance. Corfiote, et pouvant se dire Grec, comme un Belge peut se dire Français, il se crée tout à coup des devoirs patriotiques auxquels il n'avait jamais songé jusque-là. Russe et Hellène, il combine les intérêts du tsar avec ceux de la Grèce, sert deux maîtres, reste ministre ; puis, aussitôt que cette position n'est plus officiellement tenable, il quitte la Russie, mais sans briser ses relations avec elle. Il n'est plus le secrétaire d'Etat d'Alexandre, mais il est toujours son ami, et il ne rompt que temporairement les liens qui l'attachent à son service. C'est seulement alors qu'entrevoyant l'avenir de l'hétairie, il donne de la suite à ses efforts, veut plaire aux libéraux, et se lie à leurs espérances. Est-il déraisonnable d'admettre que M. Capodistrias ait caressé de loin des idées dont sa haute position rendait déjà la réalisation possible?

On était en 1822. Le congrès de Vérone s'ouvrit. Les affaires de la Grèce n'y furent point traitées. On paraissait craindre de toucher cette question, à l'heureuse solution de laquelle une seule puissance, la France, s'est montrée invariablement favorable. Retiré à Genève, M. Capodistrias entretenait des

relations très actives avec l'empereur Alexandre et les Hellènes; il écrivait en faveur de ces derniers à tous les personnages éminents, sur l'esprit desquels d'anciennes relations pouvaient lui donner quelque influence, et propageait, par tous les moyens, sa réputation d'ami dévoué de la Grèce. On a avancé qu'il était resté complètement étranger aux vicissitudes gouvernementales et aux discussions de ce pays. Pour nous, nous savons de science certaine (et aucun Grec ne nous démentira) que, dès 1824, au congrès d'Astros, les agents de la Russie et le petit nombre de ceux qui s'en disaient les partisans, s'agitaient pour placer M. Capodistrias au pouvoir. M. Capodistrias, à la même époque, présidait une société secrète, formée en faveur de la Russie par lui, MM. de Stourdza et Ignatius, société qui n'est point détruite, et dont l'existence s'est révélée encore il y a quelques mois.

Aux premiers élans, aux élans héroïques de la révolution, à ce brillant enthousiasme qui l'avait animée à son aurore, avait succédé une sorte de découragement. Au lieu de reconstituer l'empire, on se maintenait à grand'peine dans quelques coins de la Morée et de ce que l'on nomme aujourd'hui la Grèce orientale et occidentale. On s'était révolté trop tôt. La guerre civile, fléau inséparable de toutes les révolutions, avait augmenté les malheurs de l'armée; la famine vint mettre le comble à l'infortune générale. L'argent, les vêtements, le pain, tout manquait; les chefs du gouvernement n'avaient

pas un écu pour payer leurs courriers. Cependant les gouvernants d'Europe discutaient longuement si l'on parlerait de ces malheureux dans les congrès, et nombre de gens, ne se doutant pas que des hommes mourant de tous les genres de mort pour leur liberté ont droit à quelque pitié, les accusaient de piraterie et de pillage.

Les Grecs étaient des pirates! Cela est vrai. Les bâtiments anglais et autrichiens n'avaient pas imaginé de commerce plus honnête que de fournir aux Turcs des armes et des munitions. Les Ottomans se trouvaient-ils acculés sur le bord de la mer et prêts à mettre bas les armes, aussitôt des navires européens accouraient et prenaient à bord les vaincus pour les jeter en dévastateurs sur une autre plage. Lorsque les forces égyptiennes, réunies à Alexandrie, furent sur le point de passer en Grèce, elles nolisèrent cent cinquante bâtiments autrichiens et anglais. Les Hellènes n'avaient déjà que trop d'ennemis; le désespoir leur inspira le fameux acte qui déclarait que l'équipage de tout bâtiment porteur de troupes ou de munitions serait passé au fil de l'épée. Ce moyen eut un plein succès. Les deux tiers des bâtiments déjà nolisés se retirèrent, et Ibrahim, retenu en Egypte six mois de plus qu'il ne l'avait pensé, laissa aux Grecs le temps de se préparer à les recevoir.

Les capitaines volaient l'argent du gouvernement, disait-on; ils demandaient la paye de deux cents hommes et n'en entretenaient que quatre-vingts. Mais

comme le gouvernement passait quelquefois six, dix ou douze mois sans donner de solde, il fallait que les capitaines ne laissassent pas leurs troupes se débander, ou les payassent de leurs propres deniers. De telles gens, a-t-on affirmé encore, ne méritaient pas l'indépendance.

Quoi qu'il en soit, on avait enfin consenti à s'occuper des Grecs; l'Angleterre et la Russie avaient donné l'exemple, tout en s'observant l'une l'autre. La Russie proposait l'érection de trois hospodarats dans les provinces qui avaient secoué le joug ottoman. Cela suffisait, selon elle, pour terminer aisément et complètement les débats : l'Europe n'en crut rien. L'exemple des pays moldo-valaques prouvait que cette proposition n'était pas sérieuse. L'Angleterre, à son tour, avait été tentée d'accepter l'offre des Grecs, qui lui demandaient son protectorat et le prince Léopold de Saxe-Cobourg pour les gouverner. La jalousie universelle s'y opposa. Alors eut lieu l'intervention régulière des trois puissances, puis la guerre de la Russie contre la Porte, guerre où le sultan vit s'anéantir la jeune armée qu'il venait de former à si grand'peine et que semblait redouter le tsar, puis la fatale bataille de Navarin, sur laquelle tout a été dit.

Cependant les Grecs, au milieu des protocoles et des maladresses des puissances, s'affaiblissaient de jour en jour. Le moment était venu de prendre une résolution énergique qu'on avait différée tant qu'on avait pu. L'assemblée nationale se réunit à Trézène

et décida que, les différentes formes du pouvoir exécutif qu'on avait essayées jusque-là n'ayant pu imprimer aux affaires une direction convenable, on concentrerait l'autorité dans les mains d'un seul. Mais quel serait ce chef unique? Nul des hommes remarquables qu'avait produits la révolution ne dominait assez ses collègues pour éteindre leurs rivalités. Le comte Roma de Zante, recommandable par de grands services, fut proposé; malheureusement le comte n'avait aucune relation avec l'étranger, et il fallait arracher enfin la Grèce à son profond isolement. M. Capodistrias, toujours prôné, exalté par ses agents, se trouva le seul que l'on pût élire. Chacun fit taire ses répugnances; le député de l'armée le recommanda lui-même au choix de ses puissants commettants, et M. Capodistrias, touchant le but qu'il poursuivait depuis tant d'années, fut élu président de la Grèce.

Ce résultat était-il prévu? le lui avait-on annoncé? — Oui, sans doute. — Avant qu'il eût pu en recevoir la nouvelle, il s'était éloigné brusquement de Genève et s'était mis en route pour le Nord. La notification du décret de l'assemblée de Trézène lui arriva à Berlin et parut lui causer une surprise extrême. Il ne concevait pas qu'on eût pensé à lui; il écrivait sur ce ton à tous ses correspondants : « Pressé, ajoutait-il, par le besoin d'être utile, n'ayant en vue que les intérêts de Dieu, des Grecs, de l'humanité, il se faisait violence; il consentait à être élu. » Mais, tout en remerciant l'assemblée nationale de l'avoir

choisi, il déclara qu'il soumettrait au peuple quelques conditions d'où dépendait tout à fait et en dernier ressort son acceptation ou son refus. On était forcé de subir aveuglément toutes ses exigences, et il savait bien que ses propositions étaient des ordres.

Il se rendit à Pétersbourg, où il ne fit pas un long séjour. Ses instructions, il les avait, d'avance et de longue main, reçues et commentées; l'empereur Nicolas le combla des témoignages de sa faveur, puis le laissa partir pour Londres, où il parut s'occuper exclusivement des intérêts des Grecs. Partout il ranima l'ardeur et la bonne volonté des comités philhelléniques; les promesses abondaient dans sa correspondance avec la Grèce et ses amis, et venaient aussi relever le courage de la nation. « Il était prêt à conclure un nouvel emprunt, disait-il, l'argent n'allait plus manquer; il devait débarquer avec des munitions de guerre, des secours plus précieux encore : trois mille hommes bien armés, bien commandés, levés avec l'assentiment des trois puissances, en Suisse et en Allemagne, allaient renforcer l'armée, sous sa conduite. » La joie régnait en Grèce, quand on apprenait qu'à Paris le président élu avait été bien accueilli des ministres, bien reçu par le roi. Tout le monde reprenait confiance; une vie nouvelle allait commencer, et le gouvernement national, enfin reconnu par l'Europe, ne pouvait manquer de garantir à la nation une existence qu'elle avait si chèrement payée. Il est vrai que le ministère britannique, toujours hostile à la nomi-

nation de M. Capodistrias, eut peine à laisser désarmer ses méfiances, et que le comte ne put réussir qu'à demi à calmer les inquiétudes de ce gouvernement soupçonneux. Dans le séjour assez long que le président de la Grèce fit à Londres, à Paris et en Italie, on a, par sa correspondance même, le témoignage du peu d'estime qu'il se plut dès lors à afficher pour la nation qu'il allait gouverner. Lui seul pouvait, annonçait-il, faire cesser la piraterie et discipliner un pays barbare; il demandait qu'on le plaignît de la rude tâche qu'il allait entreprendre. Il ne cachait pas son mépris pour tous les chefs de la nation. Chez un homme politique aussi habile, cette conduite pouvait passer pour une grande faute; chez un patriote, elle mériterait un nom plus sévère.

Enfin, après bien des retards, l'ex-ministre du tsar s'embarqua, mais seul, sans l'argent, sans les troupes qu'il avait promises, et sur lesquelles on comptait. Son dessein était de débarquer à Egine, siège du gouvernement; une tempête jeta hors de sa route le *Warspite* qui le portait, et, l'amenant devant Nauplie, le rendit témoin d'un fait que l'on a rapporté d'une manière fort peu exacte.

La ville de Nauplie était alors au pouvoir de trois chefs : le capitaine Théodore Grivas s'était emparé de la forteresse, appelée le Palamidi; le capitaine Jean Stratos occupait un quartier qu'il avait fortifié, et le chef du parti rouméliote, avec une quarantaine de palikares seulement, tenait plusieurs maisons. Placés entre ces trois camps, les habitants de la

ville, inquiets et affamés, restaient plongés dans la plus affreuse misère. Le gouvernement expirant, jaloux de l'influence du général Colettis, attisait la discorde qui existait entre les deux capitaines, persuadant à chacun d'eux que son rival était soutenu par le général, et au peuple que, s'il mourait de faim, c'était encore à Colettis qu'il devrait s'en prendre. L'avant-veille de l'arrivée fortuite du président, la populace, excitée par les deux capitaines, entoura la maison de M. Colettis en poussant des cris de mort. Le général sortit de sa maison, marcha au-devant de l'émeute, et eut peu de peine à calmer sa fureur. Il profita de ce moment d'ascendant pour se rendre auprès de Stratos, lui révéla les intrigues au moyen desquelles on semait la désunion entre lui et Grivas, et, après avoir convaincu l'un et l'autre, il les fit consentir à une entrevue dont le résultat fut pacifique. On ne parla plus de bombarder la ville, et la paix était rétablie quand M. Capodistrias arriva. Le tumulte dont il avait failli être témoin fit sur son esprit la plus vive impression. Il pria M. Colettis de maintenir avec soin cette paix chancelante, et le remercia de ses efforts antérieurs; puis, assez mécontent de ce premier coup d'œil jeté dans les affaires domestiques de la Grèce, il fit voile pour Egine, où il arriva vers le milieu de janvier 1828.

A peine débarqué, il vit se presser autour de lui tous ces vaillants chefs et ces primats qui avaient présidé à la guerre de l'indépendance, et qui ne

devaient leur influence sur l'esprit de la nation qu'aux sacrifices faits si souvent pour elle. Au maintien gardé par cette foule de notables accourus pour entourer, mais aussi pour connaître et étudier le chef qu'ils s'étaient volontairement donné, il eût dû comprendre quel serait son rôle nécessaire, celui d'un mandataire, et non pas celui d'un maître. On était heureux de le voir en Grèce. Les différents partis, dont la jalousie n'avait pas voulu se courber sous la loi d'un égal, se mirent avec empressement aux ordres d'un pouvoir qui ne choquait aucun amour-propre, et qui pouvait et devait employer et récompenser le patriotisme de chacun. Le président se trouvait dans une position rare pour un homme d'Etat : tout le monde était prêt à lui obéir.

Avant même qu'il eût quitté la frégate anglaise qui l'avait amené d'Ancône, il avouait déjà ses sympathies russes, au grand étonnement de ceux qui l'entouraient. Devant plus de soixante personnes, il affirma que ce n'était ni de la France, ni du cabinet britannique, qu'il fallait attendre des secours réels, mais seulement de la généreuse et puissante Russie; déclaration publique, imprévue, inutile, généralement désapprouvée, d'autant plus inconvenante, que, sur le bâtiment anglais, il avait été comblé d'égards pendant la traversée.

Le lendemain de son arrivée, on procéda à son installation, et, conformément à la constitution de Trézène, le nouveau président fut invité à jurer le maintien de l'indépendance hellénique. Il refusa,

sous prétexte qu'il ne pouvait promettre de conserver un état de choses qui n'existait pas, et qu'il attendait l'assentiment des puissances européennes. Il repoussa de même la constitution qu'on invoquait et exposa ses idées gouvernementales; elles étaient simples. En lui seul devait résider le pouvoir, jusqu'à la prochaine assemblée nationale qu'il promettait de réunir au mois d'avril. La chambre législative, créée par la constitution, sanctionna les résolutions anticonstitutionnelles du président, et fut dissoute. Appelé comme dernière ressource, il voulut être maître, maître absolu : il le fut.

Qu'une seule réflexion précède l'exposé de la carrière administrative du diplomate russe. L'assemblée de Trézène, qui avait fait la constitution, avait nommé M. Capodistrias à la présidence. Infirmer un des deux pouvoirs, c'était enlever toute légitimité à l'autre. M. Capodistrias se plaça dès l'abord dans une position extra-légale, en refusant le serment de maintenir l'indépendance, qui, disait-il, n'existait pas en Grèce. Que venait-il donc y faire lui-même? Le sol sur lequel il marchait pouvait sans doute lui être ravi quelque jour par les soldats d'Ibrahim; mais, tant qu'un des défenseurs de la liberté restait debout, la patrie gardait son indépendance, et ce n'était pas à lui de le méconnaître. Un jeu de mots servit de porte à M. Capodistrias pour entrer dans l'arbitraire.

Le voilà libre de toute entrave morale. Cependant, inconnu dans le pays, ne tenant les fils de rien, il

fut obligé d'appeler autour de lui, à son corps défendant, ces chefs sur lesquels il sentait bien que son autorité reposait. Il en réunit quelques-uns dans une sorte de conseil d'Etat, mais il ne leur accorda que voix consultative. Ce corps était divisé en trois sections de neuf membres chacune, une pour les finances, une pour l'intérieur, la troisième pour la guerre. Les présidents de chaque section étaient MM. Mavromichalis, Zaïmi, Conduriottis. *Panhellenium*, tel est le nom qu'il donna à l'ensemble. Les trois secrétaires formaient le ministère. Enfin, en dehors de cette assemblée de conseillers, se plaçait un secrétaire d'Etat, intermédiaire entre elle et le président, et c'est dans la personne de ce dernier que se concentrait tout le pouvoir.

Pour satisfaire aux demandes réitérées des cabinets protecteurs, M. Capodistrias s'occupa d'abord de la piraterie. Il n'y avait qu'une voix sur son inutilité et ses effroyables abus, et personne ne songea à la soutenir. M. Mavrocordato partit pour Grabousa en Candie, son principal foyer, et aussitôt elle cessa. L'Europe admira l'influence immense du président; celui-ci dut reconnaître le pouvoir personnel de son mandataire.

Cependant les troupes, qui, depuis longtemps, n'avaient pas touché leur solde, étaient à charge aux pays dans lesquels elles se trouvaient cantonnées. Presque entièrement composées de Rouméliotes, ces bandes étaient, sur le sol du Péloponèse, sans patrie et sans autre ressource que leurs armes et leurs ser-

vices. On songea à les organiser de manière à pouvoir payer chefs et soldats, chacun selon son grade et en assurant les droits de l'avancement. Mais un grand obstacle s'opposait à l'exécution de ce projet; la haine des palikares pour le service régulier les remplissait de méfiance contre une organisation à laquelle peut-être on chercherait à les plier un jour. Pour obtenir l'assentiment des Rouméliotes, il fallait trouver un homme en qui ils eussent toute confiance. M. Colettis, que le président n'avait pas jugé à propos d'appeler auprès de lui, et que tout le monde lui désignait, fut enfin mandé, et reçut la mission d'organiser les Rouméliotes en chiliarchies, ou corps de mille hommes, commandés chacun par un colonel. La chiliarchie se décomposait en fractions comme nos régiments. Là s'arrêtait la similitude; le soldat conservait ses anciens rapports avec les chefs et gardait son indépendance. En un mot, la mesure qu'adoptait le gouvernement était moins militaire que fiscale. C'était ce qu'il s'agissait de persuader aux troupes. M. Colettis arriva au camp de Trézène, où l'on avait réuni quatre mille hommes. Les chefs se rendirent près de lui pour le complimenter. On causa de la guerre, du nouveau gouvernement, de tout, excepté du but spécial de la mission. Le lendemain, l'envoyé du président rendit les visites qu'il avait reçues; il alla d'abord chez le général Tazvellas, un des héros de Missolonghi, un des hommes les plus considérés de l'armée. Il s'adressa au patriotisme du chef rouméliote, et il

obtint de lui que, renonçant à son grade, il accepterait le commandement d'une chiliarchie avec le titre de colonel. Après un pareil exemple, quel chef eût osé se montrer récalcitrant? Ce que Tzavellas avait fait, ce que le général Colettis conseillait, tout le monde se résigna à le faire, et en huit jours cette nouvelle organisation, jugée à l'avance impraticable, était achevée. M. Colettis revint aussitôt à Egine, où il rendit compte de sa mission.

Le président s'occupait alors de divers points de politique intérieure, essayait de faire renaître l'agriculture et instituait quelques écoles primaires. MM. Ypsilantis et Church avaient été nommés au commandement des deux divisions de l'armée opérant hors du Péloponèse. On essayait péniblement d'organiser des tribunaux réguliers; les efforts pour se procurer de l'argent du dehors étaient encore plus laborieux. A peine fixé en Grèce depuis trois mois, le président se trouvait déjà en opposition avec les notabilités du pays. Les lettres qu'il écrivait en Europe continuaient cet étrange système de dépréciation de la Grèce qu'il avait adopté depuis sa nomination. Ce dénigrement ne lui suffisant pas, il voulut s'entourer d'étrangers. Au lieu de choisir ces nouveaux soutiens parmi ceux qui avaient donné au pays quelques preuves de leur attachement, il appela sa propre famille et une multitude de Corfiotes affamés, qui se précipitèrent sur les places et sur les honneurs comme une nuée de corbeaux. M. Viaro Capodistrias, son frère, et M. Gennatas, tous deux

complètement inconnus en Grèce, parurent les premiers, en qualité de membres du panhellénium, l'un présidant la section de la guerre, l'autre celle de l'intérieur. Pendant ce temps, M. Mavrocordato remplissait une mission tout à fait subalterne à Grabousa, et M. Colettis, nommé commissaire de santé, allait organiser la quarantaine dans la petite île de Spetzia. Les chefs restés à Nauplie étaient mal vus, mal reçus. Une hauteur dédaigneuse, une sécheresse extrême de paroles et de maintien, accueillaient les observations de ces hommes, auxquels une vie libre et presque sauvage, l'habitude du commandement, avaient inspiré une fierté tout antique. Bientôt, ils s'aperçurent qu'on les dédaignait et qu'on voulait qu'ils le sussent. De ce moment, tout fut dit entre eux et le président.

M. Capodistrias, qui avait déjà près de lui son frère Viaro, fit venir aussi le comte Augustin, son second frère, dont rien n'égalait la morgue, sinon sa déplorable nullité. Le comte Viaro n'avait, lui, froissé aucun amour-propre, on ne pouvait lui reprocher que le fait seul de sa venue et la haute position qu'il occupait au détriment d'un plus digne; mais la conduite prudente et réservée qu'il garda toujours devait le soustraire à l'animosité publique. Le comte Augustin dédaigna cet exemple honorable. L'excès de son opiniâtreté et de son ambition ne contribua pas peu à dépopulariser le gouvernement.

Bientôt l'assemblée nationale allait se réunir. Des griefs importants pouvaient faire pressentir des ré-

clamations assez vives. M. Capodistrias, pour éviter des explications trop approfondies dont il redoutait les suites, voulut s'emparer des élections. Il prétexta la nécessité d'assurer l'indépendance des électeurs vis-à-vis des primats, et institua un scrutin secret qui devait avoir lieu en présence et sous la direction du commissaire extraordinaire de la province, magistrat revêtu de tous les pouvoirs civils. Il indiqua même à ce fonctionnaire les candidats qui devaient être écartés ou présentés.

L'armée du général Maison entra en Morée; nouvelle occasion pour le président de faire sentir aux Grecs ce que valait le chef qu'ils avaient choisi. « Sans la présence de M. Capodistrias, disaient ses partisans, le roi de France nous eût-il envoyé un seul homme? L'Angleterre, la Russie surtout, ne l'eussent pas permis. C'est lui qui sauve la patrie. Mais sachez-le bien, ces baïonnettes lui obéissent, et il peut les tourner contre ses ennemis! » Le chef du gouvernement ne voulait pas à toute force se confondre avec la nation; il voulait tenir sa puissance de l'extérieur. Après avoir repoussé les étrangers venus de l'Orient, les Grecs allaient-ils se livrer à un étranger venu du Nord? Peu de temps après l'arrivée en Grèce des troupes d'expédition françaises, les puissances envoyèrent leurs plénipotentiaires à Poros. Là commencèrent ces longs débats qui ne devaient aboutir qu'à l'ajournement d'une question, soluble alors dans un sens pacifique, mais que certains gouvernements par cupidité et quel-

ques autres par aveuglement ne voulaient pas terminer si tôt. La question d'Orient se présentait tout entière dans les discussions qui allaient s'ouvrir. Les Grecs, las d'une domination agonisante, avaient relevé la tête trop tôt; ils avaient engagé le fer avant l'heure.

La puissance turque penchait toutefois vers sa ruine prochaine. En admettant comme certaine sa dissolution, qui recueillerait son héritage? Les Grecs étaient bien les successeurs légitimes de leurs conquérants, successeurs peu dangereux pour le repos européen. Leurs droits sont incontestables. Aptes à posséder le sol, ils le sont également à en tirer les richesses qu'il contient ; ils sont tout disposés à entrer dans le système de confédération pacifique auquel les puissances prétendent travailler depuis 1815, et dans lequel elles ont fait tant d'efforts infructueux pour attirer la Turquie. En mettant les Grecs en mesure d'entrer, à la mort du détenteur actuel, en possession de leur domaine, ce n'est pas eux seuls que l'on favorise, ils ne sont pas les seuls qui gagnent; l'Europe entière y trouve un gage de paix et de repos.

A une combinaison si naturelle, la diplomatie préfère le *statu quo* impossible qui laisse un vague espoir à l'ambition de chaque puissance. La Russie ne veut pas perdre de vue Constantinople; l'Angleterre suit la route de l'Inde par l'Egypte et la Syrie. Ces deux grandes rivales se mesurent de l'œil, et, dans l'impuissance où elles sont, l'une et l'autre,

d'éteindre sans retour les prétentions de l'adversaire, elles se disent à demi-voix : « Partageons! » Elles savent bien que leur accord factice ne peut être durable, et qu'aussitôt le pillage achevé, lorsque le pavillon britannique touchera le drapeau russe sur la frontière, la guerre commencera; mais on n'en est pas encore arrivé là. On compte sur les événements, on s'en remet au temps, de nos jours si vanté par les hommes politiques. Ingrat par impuissance, le temps n'a réalisé aucune des merveilles que l'on attendait de lui. En ajournant les grands problèmes dont on lui a laissé la solution, il ne les a pas anéantis, mais compliqués.

Les plénipotentiaires de Poros, méconnaissant à demi le caractère irrécusable de la révolution grecque, en ont fait un soulèvement causé par quelque excès du pouvoir; les patriotes hellènes ont été des rebelles heureux. Ils les traitèrent en conséquence, et proposèrent d'abord de réduire le territoire du nouvel Etat au Péloponèse et à quelques îles. Ainsi constituée, la Grèce devait vivre sous le protectorat des trois puissances, n'agir que sous leur approbation, et éviter, sous peine de disgrâce, toute collision avec les Turcs. On rendait Candie au sultan; et la diplomatie, parfaitement satisfaite, se reposait avec orgueil sur une aussi belle conception, qui, cependant, mérite à peine un sérieux examen. Soumettre la destinée d'une nation aux hasards de l'alliance de trois peuples qui, demain, peuvent ou plutôt doivent s'entr'égorger, désarmer cette nation,

méconnaître et l'origine de la lutte qu'elle soutient, et la nature de ses droits, est-ce là résoudre une difficulté politique? Néanmoins, telle était en France l'ignorance des affaires de la Grèce, que les gens les mieux intentionnés n'ont vu dans la décision des plénipotentiaires de Poros qu'un seul vice, celui de trop restreindre les frontières; depuis, ils ont été satisfaits. Les limites ont été élargies; on les a portées jusqu'à la double chaîne de montagnes qui coupent le continent de l'est à l'ouest, entre les golfes d'Arta et de Volo.

M. Capodistrias, en attendant la réunion de l'assemblée nationale, s'occupa de l'instruction publique; mais, dans les établissements qu'il fonda, la science était distribuée d'une main avare, et l'étude religieuse prévalait extraordinairement. On ne laissait lire, dans les écoles, que certains auteurs grecs défigurés ou tronqués. Des tribunaux furent établis, et, sous le prétexte qu'ils n'étaient que provisoires, on décida qu'une formule ajoutée au bas d'un jugement par le président en suspendrait l'exécution jusqu'au temps où des juges réguliers statueraient définitivement. Ainsi, un homme était accusé; un procès se poursuivait devant les juges; le bon droit reconnu et la sentence rendue, il suffisait de la volonté du président pour détruire l'œuvre de la justice. Peut-on concevoir rien de plus monstrueux?

A un régime provisoire la simplicité des rouages convient mieux qu'à tout autre; M. Capodistrias sembla s'attacher à entraver son gouvernement par

les décisions les plus arbitraires et les plus difficilement applicables. Des attaques à la liberté de la presse découlaient inévitablement de ce système, et bientôt ce droit, dont les Hellènes usaient largement depuis 1822, fut entouré de mille obstacles, l'exercice en fut gêné par la promulgation d'ordonnances cauteleuses; enfin à de si déplorables errements un espionnage sans exemple vint ajouter ses persécutions. M. Capodistrias se conduisait d'une manière trop imprudente envers les chefs grecs pour ne pas redouter leurs actes et même leurs pensées. A toute heure, à toute minute, des espions observaient leurs démarches et en rendaient compte. Mais à peine les personnes surveillées aperçurent-elles le réseau dont on les enveloppait, qu'elles trompèrent l'espion, opposèrent ruse à ruse, et furent beaucoup mieux servies que le président. Un agent de la police se mettait-il en campagne, il était aussitôt reconnu, traqué, surveillé lui-même, et joué par des confrères plus habiles.

Nous avons dit que sir Richard Church et le général Démétrius Ypsilantis avaient été promus au commandement des forces grecques; cet acte de justice fut bientôt gâté : on les soumit à un chef, et quel chef? au comte Augustin, qui de sa vie n'avait vu brûler une amorce. La stupéfaction fut générale quand son frère l'eut élevé à ce poste sous le titre de lieutenant plénipotentiaire. La première mission de ce généralissime fut d'organiser de nouvelles chiliarchies. Il ne fut pas heureux dans son essai.

A peine arrivé, il vit éclater la rébellion du chiliarque Hadji-Petro, rébellion qui, malgré le mécontentement à peu près général, fut cependant désapprouvée par tous les bons esprits, tant on voulait la paix, tant on soupirait après la légalité. D'ailleurs, une occasion se présentait de faire entendre des plaintes. L'assemblée nationale venait d'être convoquée à Argos; c'était la quatrième fois qu'elle se trouvait réunie depuis 1821.

Les tentatives du président pour dominer les élections n'avaient pas eu grand succès; le parti de l'opposition était plus fort qu'on ne l'aurait souhaité. M. Capodistrias avait réussi, il est vrai, à se faire nommer député par plusieurs conseils municipaux, honneur qu'il avait dû refuser; il voyait aussi siéger, en nombre assez notable, les partisans dévoués dont il avait assuré à grand'peine l'entrée dans la chambre. Néanmoins il trouvait dans une imposante partie de l'assemblée une hostilité inquiétante, et la réprobation complète des actes qui avaient signalé son gouvernement depuis le mois de janvier 1828; on était au mois de juillet 1829. Pour détourner l'orage, il s'aboucha avec le coryphée de l'opposition et lui dit : « Vous blâmez, je le sais, la marche que j'ai cru devoir suivre; vous vous préparez à m'attaquer, mais, avant de le faire, examinez bien notre position. Que vous, constitutionnels, vous réussissiez à me renverser, les cabinets vous abandonneront, et les troupes françaises seront rappelées; si, au contraire, je l'emporte, les libéraux

européens cesseront de s'intéresser à la Grèce, et leur argent et leurs déclamations, souvent utiles, manqueront désormais au pays. Pour éviter l'un ou l'autre de ces malheurs, attendons, avant d'entamer des discussions si dangereuses, que notre position se soit améliorée, et rejetons toute explication dans l'avenir. »

L'argumentation de M. Capodistrias était sans réplique. L'opposition baissa la tête et se tut; les amis du président proclamèrent hautement leur victoire, et déclarèrent que le gouvernement était adoré de la Grèce. Après le triomphe vinrent les avantages réels; le panhellénium, cependant si commode, fut dissous, et par le décret du 22 juillet (vieux style) 1829, on créa un sénat de vingt-sept membres, dont vingt et un devaient être pris sur une liste de soixante-trois candidats présentés par la docile assemblée. Les six autres étaient abandonnés au choix du président, qui pouvait en outre remplacer à son gré les morts et les démissionnaires. Les articles 5, 6 et 7 bâillonnèrent ce sénat, qui ne conservait voix délibérative qu'en matière de finances, M. Capodistrias n'osant pas, pour le moment, lui enlever cette dernière liberté. Le reste du décret consacra l'omnipotence du chef du gouvernement.

Le sénat installé, la nation ressentit le plus vif étonnement de n'y voir ni Conduriottis, ni Colettis, ni Mavrocordato, ni Zaïmi, ni tant d'autres qui avaient jusque-là dirigé les affaires. L'illusion que conservait peut-être encore la masse du peuple sur

les intentions du président, se dissipait rapidement. Cependant on se méprit sur l'éloignement de M. Mavrocordato; sa scission avec le pouvoir était plus profonde qu'on ne le supposait. C'était lui qui, appelé au sénat, avait refusé d'en faire partie, brisant tout rapport avec un chef qu'il avait contribué à élever. La plupart des notabilités l'imitèrent; un petit nombre seulement, et spécialement M. Colettis, se retrancha dans une opposition légale, et pour ainsi dire silencieuse, attendant les événements pour agir, et repoussant les propositions d'amis plus impatients qui voulaient appeler la force à décider sur leurs droits. Si M. Capodistrias eût ouvert les yeux en ce moment, sa position n'était pas désespérée encore. En écoutant les avis de patriotes éclairés, il aurait pu, sinon ramener, du moins ne pas craindre M. Mavrocordato et ses amis; mais, loin de se jeter dans cette voie, il s'enfonça tous les jours davantage dans son système d'isolement et d'arbitraire.

Malgré les protestations de dévouement qu'il prodiguait à l'Angleterre et à la France, il se montrait beaucoup plus porté à user de la protection de la Russie. L'élévation des droits d'importation portée à 10 pour 100 avait vivement mécontenté le commerce anglais, accoutumé à ne payer que 2 pour 100, et n'avait procuré aucun avantage à la nation, encore trop peu avancée en industrie pour profiter de ce bénéfice. Il ne consultait guère la France que pour lui demander des secours d'argent, et le mi-

nistre du tsar était en toute occasion le conseiller confidentiel pour lequel il témoignait le plus de déférence. Par réciprocité sans doute, cet agent approuvait volontiers ce que faisait le président, et il se plaisait à répéter qu'il n'était en Grèce que pour le soutenir, et que, si l'occasion le requérait, il ne lui manquerait pas. Les résidents de France et d'Angleterre tenaient officiellement le même langage, dans des intentions certainement plus droites; mais, rentrés dans la vie privée, ils ne pensaient pas autrement que tous les étrangers venus en Grèce, que les officiers même des escadres et de l'armée d'occupation, qui ne partageaient point l'enthousiasme russe pour M. Capodistrias. Il est assez probable que le président de la Grèce conserva ses premières affections pour le gouvernement qu'il avait servi avec tant de succès; il n'est même pas impossible qu'il soit resté fidèle aux instructions du tsar. Néanmoins la Russie ne jouissait en Grèce d'aucun avantage particulier. L'armée grecque ne comptait pas d'officiers russes, aucune branche de l'administration ne s'était recrutée d'individus de cette nation. Les relations fréquentes et intimes qui existaient entre M. Capodistrias et M. de Ruckmann, voilà les seules traces de connivence russe qui puissent être signalées à dater de l'arrivée du président en Grèce.

Il y a des allégations que nulle autorité sans réplique ne soutient, mais auxquelles l'examen des faits qui les entourent et les font naître donne un

grand caractère de vérité. Aucune pièce écrite et signée ne prouve matériellement que Wallenstein ait aspiré à la couronne de Bohême, et cependant personne ne doute de ce fait. Les démarches, les inconséquences même de l'ambitieux général de l'empire déchirent le voile mystérieux que des faits patents ne sont pas venus soulever. Ainsi, M. Capodistrias, dévoué à la Russie pendant la première partie de sa vie, et agissant évidemment dans ces vues pendant tout le temps que l'hétairie mit à enfanter la révolution, et même jusqu'au jour où il est nommé au gouvernement des Hellènes, peut passer pour être demeuré fidèle à cette puissance. Cependant cette hypothèse laisse quelques doutes; il n'attire pas les Russes dans le pays; il se sert d'eux, mais uniquement pour se soutenir, lui et les siens; il confie les places à des étrangers, qui viennent de chez lui et qui sont à lui; il élève ses deux frères aux plus importantes fonctions de l'Etat, l'un commandant l'armée, l'autre chargé de rendre la justice. Dès l'abord, il humilie et repousse loin du pouvoir les chefs dont il devine l'influence. Il cherche à les rejeter en dehors de tout rôle politique, en leur confiant des missions inférieures; il flatte les passions populaires, et, tout en concentrant dans ses mains un pouvoir usurpé, il cherche à garder les façons d'un père du peuple.

A l'extérieur, il calomnie la nation et veut qu'on la soumette à un joug de fer; il traite d'intrigants tous ceux qui se plaignent, et se plaint lui-même

plus haut qu'eux, afin de justifier la conduite violente qu'il ne cesse de tenir, et à laquelle il se prétend forcé. En s'appuyant sur la Russie, il lui fait entrevoir ce que tout le monde suppose; il la confirme dans cette opinion, et, sous l'égide du tsar aveuglé, il continue son œuvre, sans rien craindre de la France ni de l'Angleterre. Bien loin de là : il se félicite, en accordant une préférence, d'avoir créé une rivalité; car, du jour où la Russie verra clair dans ses projets, il jettera loin de lui son pouvoir temporaire pour saisir l'autorité absolue, ou il réclamera l'appui des deux puissances; il excitera leur colère en dévoilant les ténébreux desseins de la cour de Saint-Pétersbourg, et, sûr désormais de leur protection, il ne pourra que profiter de leurs rancunes. En un mot, M. Capodistrias aurait-il trompé la Russie et travaillé pour lui-même? Je le répète, les preuves matérielles manquent à qui veut l'affirmer; examinons cependant les faits qui peuvent justifier cette hypothèse.

Le protocole de la conférence de Londres, du 3 février 1830, vint compliquer la situation de la Grèce, par l'opposition sourde, mais ferme, que M. Capodistrias fit à l'arrivée du prince Léopold de Saxe-Cobourg, roi des Hellènes. La nation accueillit cette nomination avec enthousiasme. De toutes parts, on s'empressa de signer des adresses au nouveau chef; on était las du régime provisoire, et l'on espérait que le prince adopterait un système plus conforme à l'esprit national. Mais le président avait

résolu de rendre impossible une volonté pour laquelle il se déclarait plein de respect.

En donnant au sénat communication de la note des trois puissances, il eut soin de faire ressortir les désavantages évidents de la nouvelle délimitation du territoire; il s'arma avec adresse de l'unanimité des sentiments à ce sujet, et fit envoyer une protestation, formelle sur ce point, au prince Léopold, de sorte que le nouveau souverain, qui s'attendait à une adresse de félicitations, reçut, au contraire, un témoignage imposant du mécontentement public, manifestation peu faite pour lui rendre agréable la couronne qu'on lui offrait. Embarrassé sur la manière dont il devait agir, il crut ne pouvoir mieux faire que de s'adresser à M. Capodistrias, qu'il avait connu dans d'autres temps, et il lui demanda ses conseils. Le président s'empressa, bien entendu, de lui présenter le tableau le plus triste et le plus rembruni de la situation et du pays. Il lui confia toutes les intrigues de ce qu'il nommait les oligarques; il lui dénonça ces hommes comme des misérables habitués à l'emploi des moyens les plus déshonorants pour s'enrichir et pour dominer; enfin il exagéra beaucoup l'importance du débat relatif aux frontières, débat qui pouvait être et qui, en effet, fut ensuite terminé à l'amiable.

Le prince Léopold renonça sans hésitation à un trône si dangereux. Si, du moins, les adresses que signait le peuple de tous côtés avaient protesté contre les assertions de M. Capodistrias! Mais toutes

les mesures avaient été bien prises, et, sous le prétexte que de telles pièces ne pouvaient avoir cours sans être revêtues d'un caractère légal, cette manifestation de l'opinion publique fut supprimée. A ces adresses on substitua des formules qui témoignaient de la confiance et de l'amour dont les Hellènes entouraient le président, et ces pièces, envoyées à la conférence de Poros, furent un nouveau texte contre les primats, qui, disait-on, cherchaient à détruire les excellentes dispositions du peuple. Les plénipotentiaires, en plaçant sous les yeux de leurs cours de pareils documents, furent trompés ou fermèrent les yeux; on ne croit pas qu'ils aient accordé la moindre attention aux réclamations importantes, bien que pacifiques encore, d'hommes tels que Mavrocordato, Miaulis, Tricoupi et Church. Au reste, un décret venait de payer les services de Church en l'exilant de la Grèce.

L'abdication du prince Léopold mit fin à la longue patience des patriotes. Ils se réunirent, se communiquèrent leurs griefs, et se concertèrent sur les moyens de briser un si dur esclavage. M. Mavrocordato penchait pour l'emploi des mesures violentes, M. Colettis n'acceptait qu'une résistance légale et conseillait d'attendre le futur congrès. La révolution de Juillet éclata, et son contre-coup termina toutes les hésitations. Les chefs, se retirant à Hydra, donnèrent le signal d'une résistance ouverte au gouvernement de M. Capodistrias : M. Colettis resta seul à Nauplie.

Un journal, représentant l'opinion des dissidents, fut fondé dans cette ville par M. Antoniadis, sous le titre de *l'Aurore*. Cette feuille hebdomadaire, arrivée à sa huitième livraison, fut brusquement supprimée, et le rédacteur emprisonné. Un autre dissident, M. Polyzoïdès, annonça un second journal qui devait porter le nom d'*Apollon*. A peine le prospectus avait-il paru, que M. Axiotis, gouverneur civil de Nauplie, se rendit chez M. Polyzoïdès, et l'invita à ne pas aller plus loin, par égard, disait le magistrat, pour les susceptibilités des trois puissances, qui pourraient s'en trouver blessées. On avait beaucoup abusé de cet épouvantail, qui avait perdu son prestige. M. Polyzoïdès resta ferme dans sa résolution. La veille de l'apparition du premier numéro, des agents de police se présentèrent à la maison du propriétaire, saisirent les presses et les exemplaires déjà imprimés et les emportèrent. M. Polyzoïdès s'adressa au sénat; le sénat resta muet.

La nuit suivante, M. Pierre Mavromichalis, ancien bey de Maïna, l'un des chefs les plus illustres de la Grèce, vieillard vénérable qui avait vu décimer sa famille sur les champs de bataille, fut réduit à sortir clandestinement de Nauplie, où, sans accusation comme sans motifs, on le tenait sous le coup d'une surveillance qui dégénérait en détention; il se retira d'abord à Zante, puis il partit pour Limini, où s'était organisée une commission constitutionnelle, sous la présidence d'un de ses neveux, M. Elie Ma-

vromichalis. M. Capodistrias, en apprenant cette retraite, adressa au sénat un message qui, plein d'accusations vagues contre la famille du fugitif, n'articulait guère de charges positives; en revanche, il s'empressa d'envoyer une note aux résidents des trois puissances pour leur peindre l'état cruel dans lequel allait tomber la Grèce, si on ne lui donnait pas les moyens d'anéantir les espérances des factieux; puis il écrivit à sir Frédéric Adams pour demander la punition du capitaine ionien qui avait favorisé ce qu'il appelait assez plaisamment la *désertion* du sénateur Mavromichalis.

Ce dernier, arrêté à Catacolo, fut aussitôt transféré à Nauplie et enfermé dans le Palamidi, sans qu'on prît autrement la peine de lui faire connaître son crime. Hydra leva ouvertement l'étendard de la révolte; désormais cette île n'aura plus de rapports avec le gouvernement de M. Capodistrias. Les mécontents qui y affluèrent de toutes parts demandèrent à grands cris la convocation d'une assemblée nationale et le retour à cette constitution de Trézène d'où émanaient les pouvoirs du gouvernement qui l'avait si lestement abrogée. M. Polyzoïdès quitte Nauplie, arrive avec ses presses à Hydra, et le premier numéro de *l'Apollon* voit enfin le jour. Les partisans de M. Capodistrias jettent aussitôt feu et flamme contre le journal, le rédacteur et les lecteurs. Pas d'invectives qu'on ne leur prodigue; mais elles ne neutralisent point la puissante influence que *l'Apollon* exerce sur les esprits. On se décida alors à

formuler une loi contre la liberté de la presse, et on établit que tout journal politique ne sera publié que moyennant un cautionnement de 4,000 francs. Cette mesure était tardive et illusoire; Hydra se trouvait en rébellion ouverte. Le gouvernement, furieux des attaques de *l'Apollon*, parle d'enlever l'imprimerie par un coup de main. Les Hydriotes se tiennent sur leurs gardes, et cette boutade presque enfantine n'a d'autre effet que de donner le spectacle bizarre d'une presse gardée nuit et jour par soixante marins armés jusqu'aux dents.

L'opposition, désormais constituée, et dont l'ardeur était extrême, refusait au président toute légitimité, l'interrogeant et le jugeant au nom de la constitution. Retranchée dans Hydra contre les ruses de la police, elle entretenait une correspondance active et menaçante avec les patriotes restés sur le territoire continental, et surtout avec la commission constitutionnelle de Liméni. Le président, espérant réduire cette partie des insurgés, était allé lui-même dans le Maïna et n'avait pas eu lieu de se féliciter de ce voyage. Partout où la rébellion n'était pas flagrante, les esprits étaient si irrités, qu'on devait s'attendre aux plus funestes collisions. M. Capodistrias revint donc à Nauplie, probablement assez inquiet, et traînant à sa suite le colonel Constantin Mavromichalis, qu'il ramenait pour le mettre sous la surveillance immédiate de sa police.

Plusieurs fois des troubles avaient éclaté à Egine et sur d'autres points. Entre les soulèvements les

plus remarquables, on peut mentionner celui du corps commandé par Tzami-Caratassos, qui était cantonné à Eleusis. Le gouvernement envoya des troupes nombreuses, appuyées par de la cavalerie et de l'artillerie. La victoire resta aux gros bataillons, commandés par M. Augustin Capodistrias. Alors arriva en Grèce un numéro du journal anglais *le Globe*, dont un long article, dirigé contre M. Capodistrias, l'accusait d'attendre le résultat de négociations entamées entre la Porte et la Russie, pour se faire déclarer souverain du Péloponèse, érigé en hospodarat vassal. A cette nouvelle, qui ne parut ni improbable ni controuvée à personne, on jeta les hauts cris; le gouvernement, ordinairement si dédaigneux et si insouciant des réclamations populaires, se crut obligé de faire démentir les assertions du *Globe* par son organe officiel; mais ce démenti fut articulé avec embarras, et tout le monde sut ce qu'il valait.

Les troubles devenaient chaque jour plus alarmants, et les plénipotentiaires de Poros jugèrent enfin convenable d'en rechercher les causes. Ils se firent autoriser par le président à s'entendre avec les délégués que les Hydriotes proposaient de leur envoyer, et l'on vit débarquer à Nauplie une députation composée de MM. George Conduriottis, Miaulis, Jean Boudouris et Mavrocordato. Après quelques débats, relatifs aux indemnités de guerre réclamées par les insulaires pour la perte de leur commerce, on attaqua le fond de la question; le ré-

tablissement de la constitution de Trézène, la convocation immédiate de l'assemblée nationale furent solennellement demandés. Comme on devait s'y attendre, le président repoussa ces propositions avec hauteur; il refusa de céder à des rebelles et donna pour raison concluante que les travaux de la conférence de Londres ne pouvaient qu'être fort compliqués par une accession aux volontés des mécontents. Cette preuve d'égards pour les illustres diplomates réunis dans la capitale du Royaume-Uni réussit-elle à émouvoir leurs délégués à Poros? On ne sait; mais les députés hydriotes se retirèrent exaspérés, et tout rapport fut rompu entre eux et le gouvernement. La Grèce, trop étendue sans doute, formait, dès lors, deux pays. Une commission municipale s'organisa, et une circulaire invita en son nom les provinces à envoyer à Hydra des mandataires pour ne pas retarder plus longtemps l'ouverture de l'assemblée nationale.

Peu de jours après, le secrétaire des affaires étrangères et de la marine marchande donna sa démission, et sortit de Nauplie. Le même jour, le secrétaire du sénat fut destitué pour crime de correspondance avec Hydra. Les défections se multipliaient. Des mesures de rigueur parurent nécessaires; plusieurs personnes furent exilées. Mais, comme on était à bout de ressources, il fallut bien en venir au point redouté, et l'assemblée nationale fut convoquée pour le mois d'octobre. On était en juillet 1831, et le résultat des longues réflexions de

la conférence de Londres allait bientôt être connu. Le provisoire était donc près de finir, et M. Capodistrias voyait avec douleur s'ouvrir devant lui un avenir qui allait probablement l'annuler. Pour se venger de ceux qui appelaient ce résultat de tous leurs vœux, il fit répandre le bruit que sa flotte, réunie à Poros, allait, avant peu, paraître devant Hydra.

Les insulaires ne lui laissèrent pas le temps d'agir, si réellement il en avait l'intention. L'amiral Miaulis, à la tête de deux cents marins, arrive de nuit, entoure les vaisseaux du gouvernement, et s'en empare avec ses barques. Grand est l'embarras de M. Capodistrias, bien grand aussi celui des commandants français et anglais. L'amiral russe conseilla l'emploi de la force; le capitaine Lyons refusa positivement son concours, et le capitaine Lalande répondit au colonel Callergis, envoyé par le président, qu'enfant de 93, il se ferait plutôt hacher que de tirer sur des constitutionnels. C'est que la question était bien réellement là, et qu'en hésitant à se faire les instruments du pouvoir, les deux officiers comprenaient qu'ils étaient venus non pour servir l'ambition d'un homme, mais pour garantir la liberté d'un peuple. En attendant que l'affaire se résolût, on ne négligea pas les notes officielles; le résident russe blâma la conduite de Miaulis avec beaucoup de rudesse et de hauteur; ses deux collègues se mirent nécessairement à sa remorque, mais tous deux ne cachèrent pas, dans l'intimité, ce que leur caractère

d'hommes publics leur interdisait de proclamer, l'éloignement que leur inspiraient M. Capodistrias et sa cause.

Cependant l'amiral hydriote et ses marins tenaient la flotte en leur pouvoir. Le président, se voyant privé du secours matériel des commandants français et anglais, dissimula fort peu sa mauvaise humeur, et fit faire à ses ennemis des sommations de se retirer ; elles restèrent complètement stériles. Les capitaines Lyons et Lalande, las de jouer le rôle difficile d'observateurs dans cette malheureuse affaire, quittèrent soudainement Poros et se retirèrent à Nauplie; mais l'amiral russe, M. Ricord, resta : les événements se précipitèrent.

Tout à coup les protestations pacifiques de M. Capodistrias cessent ; M. Callergis signifie au chef hydriote que, s'il ne se retire pas, on l'empêchera de recevoir des vivres. En même temps, des troupes sont dirigées sur Poros : de toutes parts arrivent des renforts; Miaulis, cramponné à sa proie avec deux cents hommes, répond à M. Ricord, qui transmet les menaces dont il doit être l'exécuteur, que, si le lendemain passage n'est pas livré aux Poréotes partant pour Hydra, il tirera sur la flotte russe. Quelques instants sont à peine écoulés, qu'à l'entrée de la rade paraît une goélette chargée de vivres; le brick russe *le Télémaque* et le lougre *le Chirokin* s'avancent pour barrer le passage; aussitôt le combat s'engage entre les deux vaisseaux et la goélette, que vient soutenir une simple corvette montée par

Miaulis : fortement maltraités, les Russes se retirent; la goélette mouille sous le fort de Poros.

Les troupes du président n'avaient pas été plus heureuses que leurs alliés dans la tentative qu'à la faveur du combat naval elles avaient faite contre la ville : une fusillade bien nourrie les avait bientôt forcées de s'éloigner; mais tout n'était pas fini. Les Russes revinrent plus nombreux; toute leur flotte, soutenue par deux corvettes du gouvernement grec, engagea le combat. Ils triomphèrent : victoire plus funeste qu'une défaite. La goélette qui avait causé le premier engagement sauta; la corvette de Miaulis fut désemparée, le fort de Poros mis en cendres, et le vieil amiral grec, voyant ses deux cents hommes décimés, poussé au désespoir, ne voulant se rendre ni au président ni aux Russes, fit sauter la frégate *l'Hellas* et tous les bâtiments dont il s'était emparé; puis, faisant monter son équipage sur quelques chaloupes, il s'échappa. Les Russes étaient les maîtres; mais, peu consolés par le succès, ils se répandaient en menaces, et ne parlaient de rien moins que d'aller saccager Hydra. MM. Viaro Capodistrias et Gennatas ne voulurent pas être témoins de la catastrophe qui paraissait si prochaine; ils s'embarquèrent et retournèrent à Corfou. Le président fit décréter de haute trahison les principaux habitants de l'île rebelle, qui fut en outre déclarée en état de blocus.

Qu'étaient devenus ce bon accord, cette union de toutes les volontés qui avaient si miraculeusement

soutenu les premiers pas de M. Capodistrias dans le gouvernement du pays? La guerre civile recommençait son horrible tragédie; de tous côtés, le désordre et le pillage; les troupes françaises qui occupaient encore la Morée, ne croyant pas devoir rester spectatrices impassibles des massacres, cherchèrent à s'interposer entre les partis. Mais, comme leurs représentations étaient toutes pacifiques, qu'elles ne tiraient pas le sabre pour soutenir le pouvoir, M. Capodistrias se récria. De peur d'augmenter le trouble, elles restèrent donc dès lors complètement passives, et se contentèrent d'empêcher que le mal ne se fît trop près d'elles. La conduite de l'amiral russe était bien différente. Il parcourait les mers de la Grèce avec son escadre, poursuivant les bâtiments hydriotes, cherchant à venger un peu son déplorable triomphe de Poros, et se mêlant directement dans un débat où il n'aurait dû paraître qu'en pacificateur.

On était en septembre; dès les premiers jours de ce mois, le président perdit encore le dernier des chefs grecs qui n'eût pas brisé avec lui. La conversation qu'ils eurent ensemble dura deux heures; vive, emportée comme une explication dernière, elle ne tourna pas à l'avantage de M. Capodistrias. Son interlocuteur l'accabla de reproches : « Vous voilà, lui dit-il, arrivé au fond de l'abîme; les conseils les plus désintéressés, vous les avez méconnus; les vrais amis du pays ont été, par vous, découragés, dégoûtés, éloignés, révoltés. Pour moi, qui, jusqu'ici, ne vous avais point abandonné, mais qui ne

veux pas vous suivre vers le but où vous tendez, je vous quitte; allez seul! » Un moment, M. Capodistrias, reculant toujours devant son partner, fut obligé de rester acculé dans un coin de l'appartement, et de l'écouter sans mot dire.

M. Pierre Mavromichalis, au mépris de toute justice, était toujours écroué au Palamidi. Les Français mécontents, les Anglais dans une défiance sombre, les Russes triomphants, voilà l'état des choses. M. Capodistrias cherchait à ajourner la réunion des députés, réunion qu'il avait si solennellement promise.

Cependant MM. Constantin et George Mavromichalis, l'un frère, l'autre fils du prisonnier du Palamidi, étaient confinés sans jugement dans l'enceinte de Nauplie, et gardés par deux soldats qui avaient mission de ne les jamais perdre de vue et de les accompagner partout. Les deux suspects pouvaient, et par l'importance de leur famille et par leur conduite personnelle pendant la guerre, être comptés au nombre des personnages les plus remarquables du pays. M. George Mavromichalis surtout, à peine âgé de trente-deux ans, nouvellement marié, était renommé pour sa beauté, son brillant courage, l'ardeur de son patriotisme, et l'élégance achevée de ses mœurs. Comme tous les Grecs, l'imitation des modèles antiques était l'idéal qu'il poursuivait. Profondément touché des malheurs de sa patrie et de la persécution de sa famille, indigné de voir son vieux père, chargé de gloire, l'être aussi d'igno-

minie, le souvenir d'Harmodius s'empara de sa pensée; il proposa à son oncle d'assassiner le président.

Le premier point était de gagner leurs gardes, ce qui ne fut pas difficile; c'étaient deux soldats, nommés l'un Jean Caraïannis, l'autre André Géorgi, que, par une incurie inexcusable, on avait laissés auprès d'eux depuis quarante jours, au lieu de les changer fréquemment, suivant la règle. Un homme de confiance de la famille Mavromichalis acheta des pistolets, et l'on se tint prêt. Mais le bruit se répandit que l'ancien prince de Maïna allait être élargi. L'amiral russe lui-même avait senti l'odieux de cette détention prolongée. Dans une expédition vers les parages de Liméni, il avait reçu à son bord la femme du prisonnier, et il s'était engagé à intercéder en sa faveur. A peine arrivé à Nauplie, il tint parole, fit de vives remontrances à M. Capodistrias, et finit par obtenir que M. Mavromichalis serait présenté au président le 7 septembre suivant, puis mis en liberté. Malheureusement, un article du journal anglais *le Courrier*, qui s'exprimait avec véhémence sur les affaires de la Grèce, parvint le même jour à M. Capodistrias, qui, outré de colère et s'emparant du premier prétexte qui se présenta pour laisser éclater son ressentiment, refusa positivement de délivrer M. Mavromichalis. M. Ricord ne voulut pas décourager son protégé, et, à la première entrevue qu'il eut avec lui (car on lui permettait de le faire venir sous escorte à bord de sa frégate), il l'en-

gagea à prendre patience pendant quelques jours encore. C'était le 6 septembre; le vieux prince de Maïna quitta le vaisseau russe avec beaucoup de tristesse, et, en traversant les rues de Nauplie, il pria ses gardiens de le laisser passer sous les fenêtres de son fils et de son frère, afin qu'il pût au moins leur adresser quelques mots avant de rentrer dans sa prison. Cette demande fut accordée. Il s'arrêta dans la rue, et, levant les yeux vers la croisée, il s'écria : « Adieu, mes enfants! »

A cette voix, le fils s'élança en disant à son oncle : « C'est le vieillard! » Ils avancèrent la tête et le virent pâle, amaigri par neuf mois de captivité, élevant son triste visage vers eux. Ils lui dirent : « Comment êtes-vous? » Il leur répondit d'un air accablé : « Vous le voyez. » Sans le laisser parler davantage, les soldats le forcèrent de continuer son chemin.

C'en fut assez. George Mavromichalis suivit longtemps des yeux son père, et le lendemain, se levant dès l'aurore avec son oncle, ils allèrent à l'église Saint-Spiridion, où le président avait coutume d'entendre la messe. En entrant, Constantin s'appuya contre un des piliers de la porte à droite. George alla embrasser l'image de la Vierge, puis revint se mettre à côté de son oncle; leurs deux gardes se tenaient derrière eux. George était couvert d'une cape noire; Constantin était enveloppé dans un grand manteau blanc, et de la main droite tenait la crosse d'un de ses pistolets.

Au bout de quelques minutes, un léger mouvement se fit dans l'assistance. Un bedeau traversa l'église pour avertir le prêtre de monter à l'autel, et le président parut au bout de la ruelle qui faisait face à la porte. Il s'avançait rapidement, suivi à quelques pas de ses deux gardes ordinaires, Dimitri et George, surnommé *le Manchot*, Candiote. Il aperçoit les Mavromichalis, hésite, se tourne vers la maison habitée par un de ses familiers, puis il se remet et s'avance vers l'église. Constantin et George le saluent en portant la main à leurs bonnets. Il ôte son chapeau; Constantin l'ajuste au front, le coup part; M. Capodistrias chancelle, atteint de deux balles; George se jette sur lui et le frappe de son poignard dans le côté. Jean Caraïannis fait feu, mais la balle va s'enfoncer dans le portail. Des cris affreux éclatent dans toutes les parties de l'église; les deux gardes du président s'élancent vers leur maître; George le Manchot soutient son corps sur son bras unique et le dépose doucement à terre. Dimitri se précipite sur les pas de Constantin qui fuyait vers une montée rapide située en face de l'église; d'un coup de pistolet, il le blesse à l'épaule, mais pas assez grièvement pour le faire tomber; un coup de feu tiré alors d'une croisée par Fotomara, Souliote, abat Constantin, blessé mortellement. La populace, ameutée par les cris de George le Manchot, regarde avec stupeur le blessé, qu'un piquet de cinq soldats transporte au corps de garde, et qui expire en arrivant.

Son neveu avait suivi une route différente; manqué deux fois par Dimitri, il se jeta dans une maison appartenant à un lieutenant-colonel du génie, et attenante à l'hôtel du résident de France. Il eut un instant l'idée de s'y barricader; mais bientôt il changea de résolution, et, sautant par-dessus un mur, il demanda asile à M. le baron Rouen. Sa requête fut accueillie, et, en entrant dans le salon du résident, il détacha son pistolet, le porta à ses lèvres, et le remit au général Gérard, en disant : « Je le confie à l'honneur de la France. »

Cependant le plus grand tumulte régnait dans la ville; on fermait les portes et les boutiques; on se préparait comme pour soutenir un siège, et la populace excitée menaçait d'égorger tous ceux qu'il plairait aux meneurs de désigner comme fauteurs de l'assassinat du président. Les partisans de M. Capodistrias s'écriaient qu'une société d'Hercule, dont on venait de découvrir l'existence, s'était formée à Paris, qu'elle avait pour but de reprendre l'œuvre des hétairistes, et que l'assassinat venait d'elle. On désignait les membres de ce corps prétendu de meurtriers; on voulait des arrêts de mort et des proscriptions. Au milieu de ce désordre, M. Colettis fit prendre les armes aux gens de sa maison, et, suivi de vingt-quatre palikares, se rendit au sénat; il y trouva le président, pleurant à chaudes larmes la mort de son maître. M. Colettis lui fit observer que ce n'était pas le moment de se désoler, et qu'il fallait, au contraire, conserver tout son

sang-froid pour faire tête à l'orage, maintenir l'ordre, et empêcher de nouveaux malheurs. Il proposa donc de réunir immédiatement le sénat; le président lui répondit que nul sénateur ne voulait sortir de chez lui sans gardes. A l'instant, on leur envoya, à l'un deux, à l'autre quatre des soldats du général; et, les ayant ainsi rassemblés peu à peu, on nomma, vu l'urgence, une commission de gouvernement, composée de MM. Augustin Capodistrias, Colocotronis et Colettis. C'était tout ce qu'il était possible de faire dans un pareil moment et dans un pareil lieu; et, une fois ce pouvoir suprême organisé, on prit des mesures actives pour maintenir le bon ordre.

George Mavromichalis restait renfermé dans l'hôtel du résident de France, et, malgré les cris des égorgeurs, M. Rouen n'avait pas voulu consentir à le livrer; mais lorsqu'on vint le réclamer au nom de la commission administrative, les portes s'ouvrirent. M. le colonel Pélion donna le bras au jeune homme; les soldats du corps régulier l'entourèrent, et il fut transféré paisiblement au Palamidi.

Les faits étaient trop patents pour donner lieu à de longs débats; le conseil de guerre permanent des troupes légères du Péloponèse, séant sur les glacis de la citadelle, condamna George Mavromichalis, Jean Caraïannis et André Géorgi à être fusillés. Le jugement fut confirmé dans les vingt-quatre heures par le conseil de revision, et le lendemain, 10 octobre (vieux style), Mavromichalis fut

amené sous un platane isolé, entre le bord de la mer et la porte de la ville, où la sentence devait être exécutée. Une population immense, tous les étrangers, officiers et autres qui se trouvaient à Nauplie couvraient la plaine et les escarpements au sommet desquels est construite la forteresse. L'infanterie régulière et un escadron de cavalerie, rangés en bataille sur les routes qui mènent à Epidaure et à Argos, étaient chargés de maintenir l'ordre.

Le bey de Maïna, des fenêtres de son cachot, regardait cette scène lugubre.

George s'avança d'un pas ferme, vêtu d'un brillant costume. Arrivé, il détacha le cachemire qui lui servait de ceinture, et, le remettant à son confesseur, il le chargea de le porter, comme souvenir, à sa jeune femme, à qui il avait déjà fait dire, au moment de son arrestation, de choisir un beau mari pour le remplacer. Alors, élevant la voix et se tournant vers le peuple, il s'écria : « Mes frères, union et concorde! » Il tourna ensuite ses regards vers la citadelle, aperçut son père, se mit à genoux pour recevoir sa bénédiction, et lui fit un signe d'adieu; puis, commandant le feu lui-même, il tomba.

Ici se termine l'histoire de M. Capodistrias; six mois de perturbations et de malheurs suivirent et couronnèrent son gouvernement. Nulle trace de son passage n'était restée sur le sol de la Grèce.

Diplomate plein de mérite, le comte montra, au début de sa carrière, une grande habileté à conduire des affaires difficiles, un grand tact pour se con-

cilier la bienveillance de ceux qui l'approchaient. Dans l'intimité, on l'aimait; son esprit fin, sa profonde connaissance du monde et des mille détails qui colorent et expliquent la vie des hautes classes à notre époque rendaient sa conversation très intéressante et assuraient sa supériorité dans les salons diplomatiques. Une teinte de mysticité imprégnait son langage, sans que sa raison, disent quelques personnes, l'eût réellement adoptée. Lorsqu'il fut à la tête d'un gouvernement, et que, passant de la théorie à la pratique, son occupation ne fut plus de manier des protocoles, mais des intérêts vivants et présents, l'homme habile disparut. Il sembla prendre à tâche de heurter sans nécessité les sentiments de sa nation. A un peuple joyeux, moqueur, ami de l'indépendance, il voulut imposer les assimilations et les classifications qu'il avait admirées dans le Nord. A l'aide de ses projets, et toujours le nom du Très-Haut à la bouche, il ne sut employer que la violence. Avant de s'être assuré que les notabilités grecques ne pouvaient être gagnées, il les éloigna. Il voulut flatter l'esprit des classes inférieures et oublia que les blesser dans leur respect pour les gloires de la révolution était le pire des moyens. Inébranlable dans son système, il mériterait, par cela seul, des éloges, si ce système eût été rationnel et ne se fût pas appuyé sur les forces insuffisantes de sa famille. Enfin, honorable comme homme privé, intègre, d'un talent reconnu, une fois sorti de l'atmosphère des salons et des bureaux, au

grand air du commandement véritable, il a mérité l'oubli plutôt que la haine.

Sa physionomie d'homme d'Etat est difficile à dessiner nettement, car tous les résultats de sa carrière sont peu saillants; il est difficile de déterminer avec précision la part qui lui revient dans les transactions politiques de son époque; les faits de sa vie administrative n'ont pas eu le temps de se manifester. Le président de la Grèce a été porté aux nues par ses amis particuliers, par les créatures qu'il s'était attachées en Grèce, et surtout par les partisans de la Russie. Les faits que nous venons de réunir et d'étudier ne nous permettent pas de nous placer à ce point de vue trop favorable. Sans le traiter d'ennemi absolu du pays qu'il gouvernait, nous suspendrons notre jugement au-dessus des deux opinions que nous avons essayé de faire ressortir.

L'ami d'Alexandre, l'admirateur des idées genevoises, si goûtées par son maître, le serviteur dévoué de la Russie, le fonctionnaire qui, dans sa solitude helvétique, conservait de si actives relations d'amitié avec son ancien souverain, le gouvernant, enfin, qui, dédaignant tout autre appui que celui de Pétersbourg, cherchait à plier son peuple à des formes moscovites, M. Capodistrias peut être accusé sans injustice d'avoir rêvé une union plus intime de la Grèce avec l'empire russe.

D'un autre côté, cette volonté persistante de réunir tous les pouvoirs dans ses mains ne pouvait-

elle pas provenir d'une ambition plus personnelle? Etait-ce pour frayer un chemin facile aux futurs préfets de l'empereur qu'il essayait avec tant de soin d'annihiler les chefs grecs? Les agents qu'il attirait par bandes de Corfou devaient-ils, à un signal donné, déguisés en Grecs qu'ils étaient déjà, endosser un nouvel uniforme, ou plutôt n'étaient-ils pas les soutiens nés de leur compatriote? Le dénouement de cette singulière énigme n'aurait-il pas déconcerté l'amiral Ricord plus encore que les commandants de l'escadre anglo-française? C'est là une série de questions que l'on doit poser, mais qu'un seul homme peut résoudre.

Il avait un magnifique rôle à jouer. Il pouvait rendre la vie au peuple grec expirant et peut-être tenir dans ses mains l'avenir de cet Orient tiraillé par les ambitions occidentales. S'il avait compris la grandeur de sa position, et qu'au lieu de s'abandonner aux chimères d'une ambition étroite, il eût tenu les yeux fixés, non sur le pouvoir absolu dans Nauplie, mais sur l'entrée d'un citoyen, chef d'autres citoyens, dans Constantinople régénérée; un Tite-Live, un Tacite, un Machiavel, eussent été fiers plus tard de raconter ses actions. Vienne le jour où la France bien inspirée se souviendra que la révolution grecque attend, l'arme au bras, son signal pour continuer sa route! et le monde entier verra qui doit l'emporter du bon droit ou de la rapacité des vainqueurs de Beyrouth et de Saint-Jean d'Acre.

Sans projets ambitieux sur des pays que leur position géographique enlève à sa sphère d'action, la France ne peut que désirer les voir, libres et florissants, échanger avec elle les produits de l'industrie et du commerce. Elle n'a que faire, comme la Russie, d'aller chercher la vie sur les rives du Bosphore; comme l'Angleterre, elle n'a pas besoin de se frayer la route de l'Inde, mais elle a besoin de ne pas donner les cent vingt mille matelots de la Turquie et de la Grèce à une puissance qui peut en user contre elle, et y joindre les autres richesses de ce vaste territoire; elle a besoin de soutenir le travail de régénération qui germe dans l'Egypte, et d'empêcher qu'on ne l'étouffe. La France, protectrice née des petits Etats, doit vouloir que chacun reste chez soi. Qu'on jette les yeux sur la Grèce en ce moment. A quel état l'a réduite la diplomatie européenne! Son commerce extérieur, cerné par les douanes anglaises, autrichiennes, turques, est annulé par mer; les marins d'Hydra, de Spetzia, de Psara, sont ruinés. Par terre, les montagnes et les fleuves derrière lesquels on l'a cachée, sous prétexte de la défendre, l'emprisonnent, et, bien que l'état intérieur se soit amélioré, que la population se soit considérablement accrue par l'influence d'une législation nouvelle, les regards d'envie que jettent les Grecs sur le territoire ottoman disent assez haut leurs désirs et leurs craintes. En effet, la Grèce ne peut échapper à la domination russe que par un changement radical dans sa délimitation.

LE
ROYAUME DES HELLÈNES

LE
ROYAUME DES HELLÈNES

PREMIÈRE PARTIE

L'opinion publique est, de sa nature, chose ductile et extrêmement variable. Dans ces dernières années surtout, elle abonde en rapides évolutions. L'habitude qui se prend de consulter les majorités, comme on consulte la Sagesse, a développé chez l'arbitre une mobilité inquiète voisine du vertige. Ce qui en résultera, on le verra trop tôt peut-être, mais tout en passant, courant, commettant mille méprises, pour s'emparer de mille erreurs et tomber dans mille désastres, il est juste de dire qu'il arrive pourtant çà et là à l'opinion publique de mettre la main sur une vérité, et, depuis quelques mois, c'est ce qu'elle semble faire en ce qui concerne la Grèce, les Grecs, leur établissement, leur valeur intrinsèque, leur avenir et, en conséquence, elle en revient à se demander s'il faut ou non reporter là quelque intérêt. La France est encore à hésiter; l'Angleterre

est plus avancée; elle y regarde, elle s'en occupe sérieusement; elle interroge les faits existants; elle fait effort pour se débarrasser du poids et des voiles que de longues préventions avaient accumulés.

Ce n'est pas assurément dans le but purement académique de rendre justice à un petit peuple, maltraité depuis longues années, il faut en convenir; c'est que les choses ont tourné de telle façon, que l'Europe occidentale pourrait avoir à gagner si elle rendait cette justice. Peut-être bien lui importe-t-il au premier degré de se faire une alliée solidaire des mêmes conditions d'existence qu'elle-même, sur la limite extrême de cet Orient où il se passe et se prépare surtout tant de nouveautés. Elle comprend l'opportunité de rechercher si, en face de cet empire turc qui manifestement s'écroule et passe aux mains d'un autre empire, immense déjà, au moment où se forme, dans une configuration nouvelle, une puissance comparable à tout ce que l'histoire du globe aura connu de plus grand, il n'est pas à propos pour elle de se couvrir autant qu'elle le peut faire; elle se demande enfin si la Grèce n'est pas propre à lui devenir une frontière. Tels sont les motifs qui ont amené de bons esprits à soupçonner qu'on avait des torts à réparer vis-à-vis de la Grèce et que l'on devait regretter l'abandon malveillant dans lequel on a tenu ce pays, surtout depuis les affaires de l'île de Crète. Cet abandon a été, en effet, profond. La faute commise alors a été punie au delà de la malveillance. On s'est abandonné à une mauvaise

humeur méprisante, qui n'était pas plus raisonnable qu'équitable de la part de la politique européenne, dans un temps comme celui-ci où, suivant l'expression de M. de Beust, il n'y a plus d'Europe, mais seulement une réunion de velléités essentiellement sujettes aux crispations de nerfs et aux écarts de conduite exécutés sous cette influence.

Néanmoins, quand on s'est trompé, surtout à son détriment, le mieux c'est de revenir et de changer d'avis. Il faut donc, sans hésiter, féliciter l'intelligence britannique, dans son désarroi actuel, d'apercevoir et de poursuivre enfin le rayon de jour qui lui apparaît et, en même temps, faire des vœux pour que la France se rende compte de l'utilité d'imiter un tel exemple. Il y aura profit pour tout le monde, pour l'Angleterre, pour la France, pour la Grèce, pour la Russie tout autant que pour l'Occident, et c'est dans cette conviction que je vais présenter des faits sur lesquels il m'est arrivé jadis, mais sans succès, d'appeler l'attention des intéressés. Cette fois-ci, le moment, il faut le souhaiter, sera plus favorable et la gravité de la situation donnera de la gravité aux esprits qui ont grand besoin d'en avoir. L'année dernière, revenant d'Orient, j'eus occasion d'entretenir entre Corfou et Brindisi un homme digne de considération à tous égards qui, après avoir disputé longtemps pour maintenir qu'on ne devait rien attendre des Grecs ni pour eux-mêmes, ni pour les autres, finit cependant par se laisser toucher et avoua que l'opinion à

laquelle il s'attachait pouvait bien, quoique générale, n'en être pas plus juste. Il reproduisait avec conviction un certain nombre de griefs, mais il convint aussi que le bien-fondé des reproches et surtout la source d'où le mal avait pu provenir ne lui étaient pas très connus. Je tâchai de le mettre en face de véritables réalités, et, un peu surpris d'apprendre ce qu'il n'avait jamais soupçonné jusque-là, il consentit à envisager et à peser certains faits d'une authenticité incontestable; il en tira les conséquences avec bonne foi, et j'eus le plaisir de le croire alors assez ébranlé dans ses convictions négatives, pour qu'en ce moment le revirement qui s'opère dans les idées et la conduite pratique de son pays me donnent les meilleures espérances de voir la vérité et le sens de l'utile remporter un triomphe définitif sur l'erreur et la vanité du bavardage.

I

Il est très bon de voir avant tout comment la Grèce a été successivement jugée par le public européen et les causes de ces opinions si variables. Ainsi qu'on doit bien le supposer, toutes les fausses appréciations ont eu leur contre-coup dans l'ordre des faits, et si on doit s'étonner, c'est que le jeune royaume n'ait pas éprouvé plus de convulsions, et pour n'exprimer ici que le fait tout rond, ait pu

vivre. Il a été, pour ainsi dire, depuis et avant sa naissance, placé sous l'action d'une batterie électrique jouant incessamment, et ce qu'on lui a fait subir, tant l'Angleterre et la France, l'Allemagne, l'Italie et la Russie, occupées pendant de si longues années, moins à le sustenter qu'à le pétrir, le pousser, le former, déformer, reformer et galvaniser, aurait dû incontestablement le conduire à l'épilepsie. De ce qu'il y a échappé c'est déjà une preuve irréfragable de la solidité de son tempérament.

Vers le commencement du siècle on commença à s'apercevoir en Europe qu'il existait encore des Grecs. L'abbé Barthélemy et le jeune Anacharsis, fort en vogue depuis quelques années, furent des agents très importants et très actifs de cette découverte intéressante. Sans doute les doctes hellénistes, répandus çà et là dans les Universités, publiant leurs admirables éditions des auteurs classiques et les commentant ainsi que Wolf et Heyne l'ont su faire, avec un véritable génie, contribuaient de leur côté à maintenir la tradition du passé et à empêcher le souffle glorieux de s'éteindre. Mais leur activité limitée à la sphère transcendantale n'atteignait pas l'imagination du véritable public; Paul-Louis Courier lui-même, qui fit cependant assez de bruit, fut peu entendu comme Grec; il faut donc s'en tenir au jeune Anacharsis et, doué de cette grâce charmante avec laquelle il se communiquait aux hommes aimables et même aux dames, vers le moment du Directoire, il fut l'initiateur du philhel-

lénisme. Grâce à lui on ne dit pas dans les salons : « Comment peut-on être Grec? » après s'être dit : « Comment peut-on être Persan? » On eût plutôt demandé comment il se pouvait faire qu'on ne fût pas Grec, tant on trouvait admirable de l'être. M. de Chateaubriand se mit de la partie; Pouqueville écrivit son exorbitant dithyrambe; le style de M. de Marchangy et celui de M. d'Arlincourt versèrent leurs corbeilles de fleurs tout entières sur le sujet; lord Byron y apporta la magie de sa puissance descriptive et la mode se précipita de ce côté. On aimait l'antique; on voulut Athènes et même Sybaris et Capoue; car pour l'austère cité des consuls et proconsuls romains on avait eu quelques motifs d'en être profondément dégoûté, et on déclara d'un jugement unanime que, hors de la Grèce, il n'y avait point d'élégance, il n'y avait point de beauté, il n'y avait point de grandeur d'âme, de générosité, d'élévation, d'enthousiasme, on voulait des Grecs, on voulut Miltiade, Léonidas, Philopœmen, Aratus et toute leur brigade, on les voulait vivants et il n'y eut pas moyen que l'Europe s'en passât.

Bien entendu, on les voulait tels qu'on se les figurait, et non autres. Ce n'était pas à l'histoire sérieuse que l'on demandait des renseignements sur ces grands personnages; celle-ci eût extrêmement rebuté les imaginations délicates, qui n'auraient pas manqué de lui fermer leur porte ; ce n'était pas même à Plutarque, encore trop réel et trop sévère, qu'on s'adressait et pourtant, on n'a

fait que lui rendre justice en le déclarant capable d'avoir rendu Pompée vainqueur à Pharsale, pour peu que sa phrase eût pu s'en arrondir; non, on s'en tint au jeune Anacharsis, et cette peste de niaiserie, s'étant répandue dans toute l'Europe, fut la cause première du mal qui vint ensuite et dont les conséquences durent encore. Il fut donc convenu qu'il fallait trouver des Grecs, sauver des Grecs, délivrer des Grecs, parce que les Grecs étaient les gens les plus tendrement héroïques et les plus élégamment patriotiques que l'on pût rêver. Mais existait-il des Grecs? Assurément. On en avait sous la main, et, ce qui est plus admirable encore, c'est qu'avant que la mode les fît apercevoir, ils avaient déjà existé de tout temps à côté de leurs meilleurs amis, enchantés de les apercevoir et de leur tendre enfin les bras.

Quand les Turcs avaient, à la fin du quinzième siècle, renversé le dernier débris de l'empire d'Orient, les Grecs avaient l'habitude bien prise, bien contractée, bien séculaire de venir en Occident. On s'est imaginé, on a cru, on a répété qu'à la prise de Constantinople et par l'effet unique de cet incident qui ne faisait que mettre le sceau à une situation déjà ancienne, les Grecs, lettrés et riches, avaient émigré en Italie. Il se peut que la catastrophe finale ait déterminé quelques-uns d'entre eux à quitter la dernière épave de la patrie, mais en somme, de tous temps, les Grecs s'étaient adonnés à fréquenter les universités de la péninsule, ils

avaient abordé dans les ports et les villes marchandes; ils y avaient figuré non seulement comme savants, mais surtout comme gens de négoce, et l'immense commerce qui éleva Venise au comble de sa grandeur, bien moins que la sagesse de ses institutions, eut pour principaux agents les Grecs, et s'ils furent savants, s'ils furent négociants, on les vit également voyageurs, navigateurs, matelots; et les bâtiments construits, conduits, montés par les Grecs se montrèrent les principaux instruments de la vie sociale à travers la Méditerranée. Des gens spéciaux raconteront quelque jour, plus largement et plus abondamment que par le passé, comment les Grecs ont apporté en Italie, même en Allemagne, les œuvres, surtout les enseignements plus précieux encore de l'art byzantin; et on ajoutera surtout comme ils contribuèrent à maintenir, et cela sans interruption depuis le sixième siècle, les traditions vivaces de la pensée indigène sur tout le littoral de l'Adriatique, et au loin dans la haute Italie. Si Pétrarque, au quatorzième siècle, et Boccace, ont si bien connu les classiques, leur contact avec les Grecs vivant autour d'eux y fut incontestablement pour beaucoup. Il n'y avait donc pas à chercher loin pour trouver des Grecs vivants, réels, effectifs, en chair et en os, mêlés de toute façon à l'histoire et aux affaires de l'Europe, y faisant service et en tirant profit de tout sans interruption depuis les temps romains; et outre les catégories plus remarquables de Grecs que l'Italie surtout con-

naissait, il s'en ajoutait encore, depuis le seizième, deux espèces, et le dix-septième en vit naître une troisième.

Les Vénitiens, maîtres des îles de l'Adriatique et de quelques terres dans l'Archipel, que graduellement ils perdirent, avaient aussi la Morée et par la Dalmatie ils confinaient à la contrée illyrienne ou, suivant l'expression moderne, albanaise. Les jeunes gens de ces différents domaines, désireux de recevoir quelque instruction, que difficilement ils pouvaient se procurer sous l'administration turque, venaient la chercher dans les provinces de terre ferme de la République et particulièrement à l'université de Padoue. C'est ainsi qu'il se forma un enchaînement de générations d'étudiants prenant en Europe et rapportant sur le sol hellénique une quantité de germes intellectuels. Les médecins surtout abondèrent parmi ces conservateurs des liens antiques, parmi ces mainteneurs de l'ancienne intimité. Plus que personne, ces médecins firent pénétrer les notions européennes là où on avait cru qu'elles avaient eu toute opportunité pour s'éteindre, et les récits des voyageurs des seizième et dix-septième siècles en portent souvent les plus frappants témoignages. A chaque instant, le narrateur est surpris de rencontrer dans ces îles perdues, dans un village de montagne, au milieu de populations sauvages, un homme qui lui confesse des notions plus ou moins étendues, plus ou moins complètes, plus ou moins droites et justes du monde

civilisé. Il regarde ce solitaire comme une merveille. Mais cette merveille, qui a vu les villes d'Italie, qui se rappelle avec bonheur les années de sa jeunesse où, à Padoue, dans une petite chambre d'étudiant, il habita loin du pacha turc ou du terrible timariote albanais, n'est pas aussi rare qu'il le suppose. Dans toute la Roumélie et même dans une partie de l'Anatolie, ce personnage a ses pareils, et les récits plus ou moins judicieux qu'il répand autour de lui sont une des bases les plus fortes de la protestation des vaincus contre les oppresseurs.

A côté de cette classe paisible, il y a les soldats grecs, les mercenaires, les stradiotes. Toutes les armées les connaissent et les emploient. Au douzième siècle les Allemands, les Français, les Espagnols, le Pape, les Florentins, le duc de Milan, en ont également à leur solde. La sérénissime seigneurie de Venise en recrutait au treizième siècle, les Anglais, dans les Sept-Iles, en avaient de nos jours. Si Bayard faisait grand cas du capitaine Mercurio et de ses Albanais, bien qu'il n'approuvât pas toujours la rigueur et le laisser-aller de leurs procédés, les compagnies de chevau-légers en furent remplies et quelques-uns de ces couveurs de guerre s'établirent en France où ils ont fait souche d'honnêtes gens. Mais la plupart, après de longues campagnes, retournaient chez eux, dans l'Epire, la Thessalie, la Macédoine, la Morée et donnaient la réplique au médecin quand on parlait de l'Europe; de la sorte

se maintenaient les traditions chrétiennes, par le moyen de gens qui souvent l'étaient, je ne dirai pas fort peu, qui l'étaient au contraire beaucoup, mais très mal, et cette tradition se rejoignait sans peine à celle que les Français du quatorzième siècle avaient laissée dans la Morée et tout le territoire de l'Attique.

II

Je n'oserais parler ici de choses déjà si lointaines; elles sont pourtant indispensables pour faire bien apprécier une situation que le jeune Anacharsis a si fort embrouillée. Lorsque Gœthe, dans un livre immortel, imagina la rencontre de Faust et d'Hélène, autrement dit le contact du moyen âge et de l'antiquité, il fit œuvre de génie; ce fut une conception d'une profondeur inouïe, d'autant plus que, de son temps, on ne savait pas à quel point le poète était exact. Il croyait inventer; mais, ce qu'il tenait pour si beau et, avec raison, en même temps, pour une fiction dont il était l'auteur, et le plus hardi des paradoxes, représentait cependant la pure réalité. N'ai-je pas vu, et plus d'une fois, de mes yeux, de mes propres yeux, dans cette plaine admirable qui s'étend de Nauplie aux montagnes de la Corinthide, s'étaler, sur son escarpement trapu, l'en-

ceinte vigoureuse des murs cyclopéens de Mycènes et en face le piton lointain, se dressant, à l'autre flanc de la vallée, au sommet duquel s'élancent et les donjons, et les tours, et les courtines du château féodal, construit jadis par les chevaliers francs, seigneurs d'Argos? Voilà le point, aurait dit Hérodote, où les deux sœurs, également belles, également parées, l'Europe et l'Asie, se sont donné la main. De même à Athènes, où, sur la crête de l'Acropole, l'antique Pinacothèque, jadis brillante des tableaux de Polygnote, était devenue la chapelle des ducs français de la maison champenoise de la Roche; de même à Daphné, où sous les mains habiles des architectes byzantins s'était élevée l'abbaye bénédictine, sous les voûtes de laquelle des moines bourguignons gardaient les tombeaux de ces seigneurs; de même à Naxos, où le couvent des Ursulines, renouvelé au dix-septième siècle, n'est encore recruté que par des sœurs venues de Dijon; et quand le poète, qu'il est difficile de ne pas rencontrer quand on parcourt la Grèce, quand lord Byron vint séjourner dans la ville de Minerve, où établit-il la demeure illustrée par quelques-unes de ses plus attrayantes conceptions? Ce fut dans le couvent français des franciscains, au faubourg de la Plaka, là où s'élève le monument choragique de Lysicrate, que j'ai eu le bonheur de restaurer et de sauver de la ruine. Et ce concours si visible encore, si frappant, si puissant de l'Occident et de la Grèce n'a pas eu lieu sans laisser des traces sensibles dans

la constitution physique du peuple : la population mixte appelée les Gasmules, si célèbre au moyen âge, et dont les empereurs de Byzance recherchaient particulièrement les services; ils en armaient leurs flottes, car c'étaient, disent les chroniques, des gens énergiques et dont l'audace ne reculait devant aucune tentative. Voilà encore des Grecs qui n'étaient pas moins parents des Occidentaux que les médecins de Padoue et les stradiotes de François Ier.

C'est ce dont Catherine la Grande fut sans doute avertie, lorsque avec un à-propos dont elle a donné tant de marques, elle envoya sa flotte dans l'archipel pour appeler les Grecs à la révolte contre leurs maîtres musulmans. Sans nul doute, son point d'appui principal était la communauté de foi religieuse qui l'unissait aux populations helléniques. Mais on ne parlait pas à celles-ci seulement de foi religieuse, au nom de la Russie, on leur parlait civilisation et développement intellectuel et institutions européennes. Voilà comme il se fit que les premières tentatives d'insurrection ayant échoué, il ne s'en développa pas moins, surtout parmi les Grecs, abondant au sein des villes russes de la mer Noire, à Moscou et à Saint-Pétersbourg, une intensité de désir d'affranchir la Grèce qui n'avait de comparable en grandeur que l'impuissance apparente d'y pouvoir parvenir.

Pendant que ces rêves se formaient chez les Grecs vivant à l'étranger, et commençaient à se propager principalement parmi eux, non sans pénétrer çà et

là chez quelques-uns de leurs compatriotes, rayas de la Sublime-Porte, et vivant plus ou moins péniblement sous les lois de l'ennemi, l'Europe s'enthousiasmait de plus en plus pour l'Eurotas et les sommets neigeux de l'Olympe, mais elle ne s'occupait en aucune façon de la situation réelle des Hellènes, l'ignorant profondément et ne cherchant pas autrement à la connaître. Les Russes, on vient de le voir, en savaient beaucoup plus long, et il est naturel qu'il en ait été ainsi. Orientaux eux-mêmes, ils avaient mille moyens que l'Occident ne possédait pas de suivre la naissance et la marche des idées germant et se propageant chez la puissance musulmane et dont ils avaient tout intérêt à surveiller la décrépitude déjà bien avancée. Leur qualité de coreligionnaires leur donnait aussi des droits à la préférence des Grecs; ils savaient s'en prévaloir. Ils voyaient bien ce qui, dans un temps plus ou moins long, ne pouvait manquer de se produire; ils le comprenaient, ils le désiraient, ils le hâtaient. Quoi de plus naturel que les intéressés leur sussent grand gré de cette sympathie? Elle était vive, elle était pratique et, en conséquence, elle ne se bornait pas à assurer à tout ce qui était grec une hospitalité bienveillante sur le territoire de l'empire et de solides avantages à tout Hellène qui entrait à son service, soit militaire, soit civil; elle allait chercher sur un point spécial du territoire ottoman le groupe grec qui lui paraissait le plus en situation de mener la nation entière le jour où le réveil se manifesterait

et qui, en attendant, était en main pour lui rendre à elle même des services considérables.

Ce groupe, c'étaient les habitants privilégiés du quartier de Constantinople appelé le Phanar.

III

Aux derniers jours de l'empire byzantin, il s'était formé là, dans un réseau d'habitations voisines les unes des autres, de très riches demeures où s'étalait, dans une retraite prudente, le luxe de l'époque; il s'était formé, dis-je, une société d'élite composée des familles qui tenaient dans l'Etat le premier rang. Tous les commensaux du palais impérial des Blaquernes avaient là leurs attaches, et quand Constantin XII commença son règne éphémère et tourmenté, il trouva ses derniers et plus dévoués partisans, ses plus habiles et plus passionnés défenseurs parmi les Phanariotes, dont le patriotisme absolu ne se démentit pas même au milieu de la dernière bataille. Aujourd'hui, après quatre siècles, la brèche par laquelle entrèrent les troupes turques, aidées des Génois, est encore, est toujours là béante, et semble attester avec ses tours éventrées et chancelantes, ses pans de murailles écroulées, la grandeur du carnage, l'exaspération de la dernière lutte, le besoin de la mort qui fit de cette prise de Cons-

tantinople par Mahomet II un des moments les plus terribles de l'histoire et des plus glorieux pour les vaincus. L'empereur ne fut retrouvé que sous un monceau de cadavres, et tellement haché de coups, bleui et ensanglanté qu'on ne put le reconnaître qu'à ses brodequins de pourpre. Mais autour de lui, les principaux Phanariotes avaient donné leur vie comme lui la sienne.

La nouvelle ère commença. Le palais des Blaquernes, vide de ses hôtes impériaux, tomba en ruines. Les Turcs n'ont jamais rien détruit après le premier emportement; ils laissaient choir. Sous les murs effondrés, dans les galeries en ruines, le bas peuple vint mettre au monde ses enfants et étendre ses guenilles. Mais non loin de là s'élevait la demeure du patriarche orthodoxe, et celui-ci était devenu, dans le système ottoman, le chef administratif, le répondant temporel en même temps que spirituel de toute sa nation. Pour la Sublime-Porte, les rayas grecs relevaient directement de ce dignitaire, et soit qu'on eût des doléances à en écouter ou des ordres à émettre, le patriarche œcuménique était reconnu pour être leur organe légitime; et, prérogatives singulières au point de vue européen, on lui concéda les ornements de l'empire et l'aigle à deux têtes, antique symbole que, soit dit en passant, les empereurs romains, dans leur magnificence, n'avaient pas inventé, mais emprunté aux Arsacides de Perse et aux successeurs de ceux-ci, les souverains sassanides.

Les Phanariotes étaient accoutumés à vivre de l'administration. Ceux qui survécurent continuèrent, après les désastres, à se pousser dans les affaires de leurs concitoyens, leurs enfants prirent leur succession et en conséquence, relevant désormais du patriarchat et pressés autour du représentant actuel de leur nation, ils persistèrent à habiter le même quartier et à y briguer la bienveillance du chef que les circonstances leur laissaient. L'intrigue avait existé de tout temps, à côté du courage, de l'habileté, de la science, dans cette société byzantine, dont on a dit tout le mal qu'elle méritait et un peu plus, tandis qu'à ses mérites profonds on a rendu peu de justice. Dans une cour ecclésiastique, toujours épouvantée, condamnée à une prudence tortueuse, et où les colères des sultans venaient à chaque heure ébranler un équilibre approximatif, laborieusement obtenu, la société phanariote acquit une puissance de duplicité sans laquelle elle n'aurait pu vivre un seul jour, et qui, si condamnable qu'elle pût être en bonne morale, ne détruisit pas toujours de nobles et utiles qualités. Avec le temps, les familles datant du temps des empereurs s'éteignirent. Elles voulaient être puissantes, elles voulaient continuer dans les grandes charges, elles voulaient rester en vue; elles en subirent les conditions, et les arrêts des maîtres osmanlis firent tomber tant de têtes, qu'à la fin il ne se trouva plus de descendants de ces races de grands fonctionnaires qui, dans le temps qu'existaient ce qu'elles appe-

laient de meilleurs jours, avaient plus ou moins bien supporté les disgrâces des Comnènes et des Paléologues. Toutefois les vides qui se faisaient dans leurs rangs se comblaient à mesure. Des sacristies du patriarchat, des bureaux des dignitaires sortaient constamment quelques commis que le caprice d'un vizir, ou leur habileté propre, ou le hasard, élevait et enrichissait. Celui-ci, issu de rien, devenait à son tour ce qu'on appelait emphatiquement un Phanariote. Gens nouveaux, dans le sens où la noblesse européenne le prend, ils le furent tous. Des anciennes couches, des anciennes souches, il ne resta absolument rien, mais ces gens nouveaux, dont aucun ne pourrait tracer sa généalogie jusqu'à la fin du seizième siècle, avaient hérité de toutes les traditions de l'empire national; ils en avaient pris le ton, ils en avaient quelquefois pris les noms; ils étaient, avaient été, ou pouvaient devenir princes tributaires, hospodars de Valachie et de Moldavie; la plupart d'entre eux ne faisaient pas grand bien, mais tous, par la force même des choses, sans y songer, rendaient à la nation le service inappréciable de conserver la trace de son existence au sein des régions les plus élevées du pouvoir; plusieurs jouèrent un rôle si considérable dans les affaires extérieures du gouvernement ottoman que, comme les Mavrocordato, par exemple, ils se virent honorés du titre de princes du Saint-Empire romain, et toujours ballottés entre la plus haute élévation et la mort, aujourd'hui souverains

sans contrôle, demain décollés par le sabre d'un bostandjy, la grande majorité d'entre eux, les Ypsilantys, les Morousys, les Kharadjas et bien d'autres, restèrent imperturbablement, bien que silencieusement, dévoués à la cause grecque. Ce fut surtout à ces Phanariotes que la Russie eut affaire. Elle prit leurs avis, elle leur communiqua les siens. A l'occasion, elle les appuya contre les Turcs, à l'occasion aussi elle les abandonna; elle se servit d'eux, ils se servirent d'elle; et en somme, quand le moment de conspirer arriva, ce fut avec eux qu'elle ourdit les premières trames et on en était encore dans toute l'Europe à faire des vœux sincères et poétiques pour Harmodius et Aristogiton, que la Russie et ses amis grecs avaient déjà trouvé ce qui pouvait se faire dans l'état des circonstances et ils avaient inventé une société secrète.

On se trouva alors vers 1817-1818. Comme toute société secrète qui se respecte, celle-là parlait beaucoup et confiait ses projets praticables et autres à qui voulait les entendre; de sorte qu'en Allemagne, en France, en Angleterre, en Italie, on ne manqua pas d'en être promptement informé. Mais on se garda bien de voir les choses telles qu'elles étaient. C'était précisément l'époque où ces pays eux-mêmes goûtaient avec le plus de passion le plaisir des associations occultes, poursuivant un but politique et faisant des serments sur les poignards. Cette habitude d'esprit née à la fin du dernier siècle, avait été dérangée par les inquisitions de la police napoléonienne et peut-

être plus encore par le tourbillon de guerres où la politique du maître avait forcé tout le monde à vivre. Cette police ayant disparu, et les admirateurs de Cagliostro, de Mesmer, des rose-croix et des francs-maçons se voyant le champ libre, on put se donner tout entier aux douceurs de la Sainte-Vehme, et les débris du Tugendbund et les ventes de la charbonnerie trouvèrent immédiatement que les philadelphes grecs leur ressemblaient comme une goutte d'eau ressemble à une autre.

Ceux-ci voulaient la liberté; ils ne la voulaient pas moins. Ils voulaient la civilisation : eux-mêmes que demandaient-ils, sinon le progrès illimité du genre humain, ce qui était incontestablement même chose que la civilisation poussée à son carré algébrique? Les philadelphes juraient de mourir pour recouvrer leur patrie, et que faisaient-ils donc tout le jour, ces carbonaris si excités, sinon de machiner du matin au soir la ruine de gouvernements déclarés traîtres et oppresseurs? Evidemment la ressemblance, l'identité étaient complètes. C'est ainsi qu'on raisonnait.

Il y eut pourtant quelque différence, au fond, entre M. de Villèle et le grand vizir, et certainement il y en avait beaucoup entre le roi Charles X et le sultan Mahmoud. M. le prince de Metternich lui-même ne ressemblait que très approximativement à Djezzar, pacha de Saint-Jean d'Acre, qui faisait si lestement sauter les têtes, et quant au but poursuivi par les libéraux de l'Europe et celui que voulaient

atteindre les conjurés grecs, le rapport était nul. Les ardents, les premiers, que beaucoup de conservateurs d'aujourd'hui trouveraient même fort tièdes, se seraient épouvantés à l'idée du suffrage universel; pour les administrés des patriarches œcuméniques, il s'agissait de se soustraire au fil du sabre, de pouvoir conserver, avec leurs têtes, leurs propriétés; de cesser de trembler le jour et de trembler la nuit, supplémentairement d'organiser un gouvernement quelconque, mais qui fût, sinon plus raisonnable, du moins moins brutal; par-dessus tout, de se retrouver Grecs, à quelque prix que ce fût, et de recommencer une existence nationale. Ce n'était pas compliqué. Il n'était pas de raya chrétien de la Roumélie qui ne fût propre à comprendre un tel programme et à l'accepter d'enthousiasme. Mais c'était précisément trop simple pour les Occidentaux, et ils ne purent s'y faire. Pour eux, les Grecs furent et restèrent de judicieux théoriciens, aspirant tout bonnement à obtenir une charte constitutionnelle, à condition que ce pacte heureux fût manœuvré par des ministres ne ressemblant en rien à ceux qu'eux-mêmes n'approuvaient pas.

En même temps, on se cramponnait plus fort que jamais aux notions formées par l'enthousiasme. Plus le goût pour les Grecs allait se développant, et plus on attachait d'importance à les voir réussir dans ce qu'on supposait être leur maîtresse volonté, c'est-à-dire l'obtention du régime des deux Chambres, et on y mettait d'autant plus de prix qu'il

s'entendait de soi que les descendants de Périclès, d'Alcibiade et de Cimon, et à plus forte raison ceux de Pausanias, d'Agis, de Pélopidas et de Callicratidas devaient tenir énormément à se donner le plaisir des discussions parlementaires et des controverses de la presse. En ces temps on ne savait rien ni de l'histoire ancienne, ni de celle du moyen âge, ni de celle des temps plus rapprochés de nous. On n'en allait pas moins de l'avant, et on travaillait pour les fils de l'antiquité.

En se plaçant à ce point de vue, il est triste de l'avouer, il n'existe pas dans toute l'étendue de la Turquie d'Europe, pas plus que sur les côtes de l'Asie Mineure, un seul homme qui puisse légitimement se croire descendu des populations de la Grèce ancienne, et pour s'en étonner, il faut être de tempérament à admettre qu'on trouverait en France, si l'on cherchait bien, des familles issues des compagnons de Vercingétorix, et en Italie des neveux des Fabius, ce que personne n'a jamais imaginé sérieusement.

Encore, à la grande rigueur, serait-il non pas assurément plus exact, mais plus plausible de prétendre qu'une population très ancienne a pu se maintenir dans les régions les plus pauvres et les plus sauvages de l'Auvergne, même depuis une antiquité, dans tous les cas, un peu plus courte. Mais en Grèce, on sait trop aisément ce qui est arrivé; les Athéniens, dans leurs constantes révolutions, ont pris soin de détruire eux-mêmes leurs citoyens qui,

au temps de la plus grande splendeur de l'Etat, n'ont jamais atteint le chiffre de quarante mille. Les Thébains ont été égorgés ou déportés en masse par le roi de Macédoine; les Spartiates étaient devenus si rares au temps d'Agis, qu'on en faisait avec des Ilotes, pour n'en pas manquer absolument; puis vinrent les guerres et les dépopulations et les colonisations romaines; puis vinrent les ravages des Goths; puis les massacres impériaux, puis les descentes des Sarrasins, puis les invasions illyriennes, puis les croisés français, puis les Aragonnais, puis les Turcs. Entre chaque catastrophe, le pays désert se repeuplait. Il est bien connu que les habitants de l'Attique sont Albanais, ceux du Péloponèse viennent de partout; la Grèce est, à l'heure actuelle, peuplée d'une race mixte parlant le grec et l'albanais, et dans le sang de laquelle il entre quelque chose de celui des bandes différentes qui, depuis six à sept cents ans, ont successivement et pour plus ou moins de temps gouverné le pays. Mais les libéraux d'Europe voulaient absolument parler à Miltiade, à Phocion et à Aristide. Ils ne s'adressaient qu'à eux dans leurs déclamations : ils ne consentaient à avoir affaire qu'à eux; bon gré mal gré, il fallut qu'on les leur présentât. On n'y manqua pas et la Révolution commença.

IV

Non pas dans l'Hellade proprement dite, comme il l'eût fallu pour la belle ordonnance des choses; mais après une tentative manquée dans la Valachie, elle éclata en Epire. L'Epire est presque un pays sans gloire. Car d'avoir été gouverné par Pyrrhus, il n'y a pas de quoi faire beaucoup de bruit. Aller rechercher la réputation si lointaine et d'ailleurs fort embrumée des Thesprotes, il n'y a guère espoir d'en éblouir personne. Dire que le Styx n'est pas loin de ces pays-là, c'est quelque chose; mais on était en droit d'espérer mieux. Enfin, pourtant, comme on n'avait pas ce mieux et qu'il faut aimer ce que l'on a à défaut de ce qu'on préfère, on s'humanisa pour une belle anecdote, et ce furent les Anglais qui surent en tirer tout le parti qu'elle comportait. Sur un piton stérile d'une montagne très sauvage, au sein d'un amoncellement de crêtes presque inaccessibles, vivait une peuplade albanaise, pareille à toutes les peuplades de cette région. Son village fortifié s'appelait Souli. Le pacha de Scutari, Aly-Tébéleny se querellait avec ces montagnards, grands guerriers, peu patients, peu craintifs comme tous leurs pareils. La guerre s'alluma. Les Souliotes, serrés de près, rembarrés, puis forcés

dans leurs murailles, périrent en grand nombre, et comme les Turcs, victorieux, allaient inonder la plate-forme du rocher, alors les femmes de la tribu qui n'avaient pu fuir, se prenant par la main, commencèrent une ronde funèbre après avoir jeté leurs enfants dans l'abîme immense ouvert à côté d'elles, et à mesure que l'une d'elles atteignait le bord du gouffre, elle s'y précipitait.

Comme grandeur, cette scène terrible n'a rien à emprunter aux plus émouvantes. La poésie l'a exaltée à juste titre, la peinture l'a représentée sur des pages admirables. Toute l'Europe s'émut dans un cri d'admiration, où les anathèmes contre le tigre de l'Epire ne manquèrent sûrement pas. L'histoire de Parga, petite bourgade du littoral adriatique, que le pacha d'Epire dépeupla de même, malgré l'intervention du haut commissaire des Sept-Iles, produisit une sensation analogue, et plus que jamais on fut rempli de la plus bruyante sympathie pour les Grecs et de l'horreur la moins retenue pour leurs bourreaux. On ne réfléchissait pas, ou plutôt on ignorait tout autant que le reste, à quel point bourreaux et victimes n'étaient qu'une seule et même population, de même sang et même origine en toutes ses branches, ayant mêmes idées, mêmes mœurs, mêmes habitudes, mêmes convictions, au point de vue de ce qui s'appelait l'honneur; également capables, et sans s'étonner, des mêmes actes d'énergie et d'abnégation, des mêmes violences et des mêmes cruautés. Sur un seul point elles diffé-

raient : les maîtres, pour des raisons souvent très complexes, d'autres fois très simples, étaient par eux-mêmes ou leurs aïeux devenus musulmans, et, par conséquent, faisaient partie des classes dominantes. Les opprimés étant restés chrétiens, on les considérait comme sujets, et encore y avait-il là plus d'une restriction suivant les temps et les lieux. Mais l'opinion européenne n'en faisait aucune; elle n'admettait pas de nuances, ni de distinctions; pour elle, les Turcs étaient une horde compacte de cannibales qui, quatre siècles en deçà, avait réussi à franchir le Bosphore, et qui, depuis ce jour malheureux, faisait le diable en Europe, et plus tôt on les pourrait reconduire chez eux serait le mieux et, en attendant, l'insurrection grecque une fois commencée, suivait son cours, et tous les esprits occidentaux en suivaient les progrès, les temps d'arrêt et les reculs avec la plus passionnée attention et en se trompant toujours.

Ce qui appartenait à ce qu'on a nommé l'opinion libérale réclamait surtout une étroite communauté de vues et d'intérêts nouveaux avec les révoltés; on en a vu tout à l'heure la raison. Et par une de ces prosopopées dont les consommateurs de cette doctrine ont toujours eu et auront toujours le maniement facile, l'amour pour les Grecs devint une arme de guerre contre les gouvernements en général, et celui de la Restauration en particulier. Cette manœuvre compliqua beaucoup la question. Les Grecs, les sergents de La Rochelle, le général

Foy, la souscription aux œuvres de Voltaire, ce fut tout un. Il faut avoir une tête française pour imaginer de pareilles macédoines, et encore celle-ci n'est pas complète; ce même Grec, que l'on se figurait si bon voltairien, ami actif des conspirateurs militaires et autres contre la maison de Bourbon, grand amateur de la Charte, grand dégustateur de l'éloquence de M Manuel, ennemi convaincu du parti prêtre, cela va sans dire, et de la congrégation, il n'est pas besoin de l'ajouter, ce même Grec, si complètement libre-penseur, bien que le mot ne fût pas encore inventé, on le louait tout d'une haleine d'être en même temps le Combattant de la Croix. Les innombrables lithographies et gravures en taille-douce qui le recommandaient à l'admiration des désœuvrés, dans sa fustanelle et son fez rouge, l'air fort content de lui, et le sabre à la main, ne manquaient jamais de l'envelopper dans un drapeau bleu à la croix blanche; souvent même un vénérable évêque ou archimandrite lui donnait sa bénédiction et on l'appelait le soldat du Christ. Pour quoi faire? Comment pouvait-on supposer et louer chez le Grec des dispositions si disparates? Pour la meilleure des raisons. N'était-il pas monstrueux, en effet, que les gouvernements d'alors qui se prétendaient si dévoués à la religion, laissassent périr, sans les appuyer, sans les défendre, des hommes admirables de foi, qui donnaient leur sang pour la religion? Evidemment, les gouvernements, les hommes d'Etat royalistes, tout leur parti, tous

les ultras n'étaient que des hypocrites, ne croyant pas un mot de ce qu'ils professaient de bouche et, en réalité, amis des Turcs, amis du sultan et du mufti; bons mahométans, parce que le Turc, le sultan, le mufti et Mahomet sont essentiellement absolutistes, ce qu'étaient également les gens de la droite.

Cette ignorance mêlée à ce goût des mensonges, cette exploitation charlatanesque des misères et des embarras d'un peuple auquel on prétendait porter tant d'intérêt, eut de suite un résultat fâcheux. Puisque le philhellénisme était arboré et agité avec tant d'affectation par un parti, l'autre parti le prit en suspicion. Tout le monde, jusqu'alors, avait été porté à s'attendrir sur le sort des rayas de la Porte, et d'ailleurs, sans trop savoir pourquoi, mais avec la tournure que prenaient les choses et sous la nouvelle lumière dont on les éclairait, les gens religieux, les royalistes, le clergé conçurent, en effet, l'idée que la cause grecque n'était peut-être pas ce qui avait semblé jusqu'alors, et que si les libéraux l'appuyaient si bruyamment, c'est qu'elle menait à des arcanes dont on ne pouvait trop prévoir ce qui allait sortir. De sorte que, sans se déclarer pour ou contre des gens à l'abord et naturellement bien disposés pour une œuvre qu'il était si facile de confondre avec celle des Croisades, en n'y regardant pas de plus près qu'on ne faisait pour le reste, ces gens-là commencèrent à se resserrer dans une grande réserve, qui alla toujours en augmentant et

qui devait aboutir à faciliter, sinon à déterminer une réaction. Mais les gouvernements étaient fort embarrassés.

V

Les doctrines modernes n'étant pas encore dans toute leur gloire comme elles le sont devenues depuis, il se trouvait, aux différents degrés de la hiérarchie chargée de faire les affaires, des hommes qui les connaissaient et aussi des hommes qui ne demandaient pas mieux que de les apprendre; ces deux catégories de personnes semblent tendre également à disparaître; mais grâce à leur présence en ce temps-là, les cabinets européens s'étaient mis d'accord sur la nécessité de maintenir aussi fortement que possible le *statu quo* en toutes choses. L'Europe était profondément malade, on ne pouvait se le dissimuler, et on en convenait; l'explosion morbide de la Révolution française, les guerres convulsionnistes du premier Empire ne pouvaient passer pour des crises qui eussent épuisé le mal et fait sortir complètement le virus; la prostration avait suivi, ce n'était pas de la guérison; l'état de demi-fièvre, demi-délire, accompagné de tant de velléités nuisibles, qui tenait en cervelle la majorité des esprits dans tous les pays, n'était pas propre à

rassurer des praticiens exercés et attentifs. Il est des temps où, en ouvrant une voie quelconque aux ardeurs de la jeunesse, on sauve l'Etat au moyen d'une espèce de printemps sacré, et on fait la gloire et la fortune de plusieurs générations. Il en est d'autres, où les gens que l'on a sous sa conduite ne sont bons à rien au monde, sinon à chanter *la Marseillaise* et à casser des carreaux. Vers 1820, les hommes qui dirigeaient les affaires dans les différents pays de l'Europe comprenaient cette vérité, et tout ce qu'ils espéraient, c'était de gagner du temps et d'arriver à un jour où, l'équilibre s'étant rétabli d'une manière quelconque, et enfin consolidé, on se trouverait peut-être avoir obtenu ce qu'on n'avait pas le moindre moyen de créer pour le moment, un avenir quelque peu susceptible de produire du bien, et de durer. Aussi les médecins recommandaient-ils le repos, le silence, l'absence d'agitation en toutes choses et pas la moindre émotion. Il était difficile d'en obtenir si long, mais on essayait pour ne pas voir tout s'écrouler.

Le maintien de l'empire ottoman, tel quel, en tant que formant une masse assise sur un espace aréal dont il y avait grand avantage à ne pas se disputer la possession et le partage, parut alors devoir être considéré comme de dogme, et tout le monde en tombait d'accord. Non seulement l'espace aréal en question est important par l'étendue, mais sa situation géographique, mais sa valeur intrinsèque en faisaient encore un appoint qui pou-

vait singulièrement troubler la balance des forces respectives, s'il était mis dans la circulation, tandis qu'entre les mains des Turcs, on était certain que, tout à fait immobilisé et stérilisé, il ne pourrait ni servir, ni non plus nuire à personne.

Certainement cette façon de raisonner n'est pas généreuse, n'est pas large, n'est pas héroïque. Mais on ne nourrit pas un malade avec des aliments vigoureux; on le met au petit lait, sinon on le tue. Voilà pourquoi M. le prince de Metternich, son confident M. de Gentz et toute la pléiade politique d'alors soutenaient avec une foi profonde la doctrine de l'intégrité de l'empire ottoman, et avaient parfaitement raison de le faire pour le salut de la situation établie en Autriche, en France et en Angleterre. Veut-on conserver ce qui menace ruine, il faut un système d'Etat; l'étonnement, l'épouvante, le désarroi et l'irritation des cabinets furent donc à leur comble quand les libéraux vinrent leur proposer, au nom de la religion, de la morale, de la vertu, de la civilisation, de tout ce qu'il y a de plus sacré au monde, de vouloir bien aider les Grecs à démembrer cet empire ottoman déclaré et reconnu pour être si indispensable.

Les hommes d'Etat furent épouvantés et indignés parce que c'étaient leurs populations mêmes pour lesquelles ils avaient la prétention de travailler qui, avec le plus aimable abandon et un emportement convaincu, leur mettaient le couteau à la gorge. Mais ils furent surtout scandalisés de la complai-

sance avec laquelle la Russie, puissance essentiellement conservatrice, comme ils l'étaient tous, prêtait l'oreille aux propositions suivant eux les plus scabreuses. Avec les libéraux, ils traînaient en longueur; avec elle, il fallut discuter, moitié marchant, moitié traîné, et prendre, vis-à-vis de la Sublime-Porte, le ton d'amis dévoués mais d'autant plus acariâtres, lui dénoncer les erreurs et les manquements de sa propre conduite, lui faire des remontrances, lui donner des avis et, finalement, lui imposer la mise en pratique de ces mêmes avis malgré toutes les protestations qu'elle put faire entendre.

A dater de ce moment, l'intégrité de l'empire ottoman était entamée par ceux-là mêmes qui prétendaient la défendre. Naguère la Russie avait enlevé au sultan des provinces. Mais du moins l'avait-elle laissé maître incontesté du reste de son empire. La France, l'Angleterre, l'Autriche entrèrent dès lors, sans la permission du successeur d'Osman, au milieu même de son conseil; elles prirent séance avec les vizirs, et avant eux; elles contredirent les oulémas, émirent des avis qu'elles donnèrent pour des ordres, et participèrent, *volens nolens*, à la responsabilité de tout ce qui se fit, et il se fit beaucoup de choses.

Depuis plus d'un siècle, l'association militaire qui jamais ne fut une nation et qui, sous le nom de puissance des Osmanlis, les faisait trembler, s'en allait perdant sa force. Le corps des janis-

saires, véritable raison d'être et unique de tout l'établissement, était pourri dans ses bases et de son tempérament primitif rien ne fonctionnait que les abus. Le sultan Sélym avait tenté une réforme partielle; le sultan Mahmoud prit les choses en grand, tailla au pied, coupa le cou aux janissaires et, en même temps, à l'empire. On ne change pas un gouvernement dans ce qui fait sa raison d'être sans l'atteindre à la source de sa vie. De soldatesque, le pouvoir ottoman devint administratif, et de la caserne passa aux bureaux de la Sublime-Porte; mais une nation ottomane n'entra pas dans la vie, et les cabinets occidentaux eurent le tort de croire à la possibilité d'une régénération sur de pareilles bases.

Mais, bref, ils y crurent et se trouvèrent de plus en plus entraînés à donner des conseils et à exiger qu'ils fussent suivis. Quand il devint bien manifeste que telle était leur situation, ce fut à eux et à eux surtout que l'opinion favorable aux Grecs demanda compte de la lenteur des progrès de ceux-ci; ce fut eux qu'elle incrimina de leurs souffrances; ce fut eux qu'elle mit péremptoirement en demeure de produire une solution prompte et complète de la crise qui rendait l'Europe de plus en plus attentive, et la Russie appuya ouvertement et de son mieux ces réclamations dont les cabinets s'étaient mis dans la situation de reconnaître implicitement le bien-fondé, puisqu'ils tançaient si constamment et si vertement leur protégé, le sultan, à propos de tous les procédés qu'il pratiquait impunément depuis

bien des siècles, n'en ayant jamais eu d'autres, et qu'on lui imputait désormais à crime, sans réfléchir qu'il ne savait et ne pouvait mieux faire. De cette façon, les gouvernements occidentaux se trouvèrent avoir accepté une tâche contradictoire : maintenir l'empire ottoman, ce qui à leur point de vue était fort raisonnable, et rendre ce maintien impossible parce que leurs ouailles exigeaient des choses incompatibles avec cette donnée et étaient appuyées par la Russie. En réalité, celle-ci était seule dans la logique et dans le vrai. On s'imagine sans peine l'état d'esprit où devaient se trouver les politiques sérieux comme il en existait encore en se voyant contraints de faire à la fois le pour et le contre, par l'insanité des têtes malades dont ils cherchaient à sauvegarder les destinées.

Grâce à ces conflits d'impossibilités, l'insurrection grecque durait toujours, perdant le mardi ce que le lundi lui avait donné, et recommençant sa tâche très épuisante. Toujours encouragée et point soutenue, excitée et non pas nourrie, ou bien soutenue quelque peu, mais soigneusement découragée, il était absolument impossible qu'elle pût entrevoir un but quelconque auquel il lui fût permis d'aspirer et qu'elle pût espérer atteindre sans trop de folie. Heureusement pour elle, l'insurrection grecque était essentiellement, quoi qu'on pût faire, une entreprise orientale et, pour marcher en avant et se maintenir en haleine, elle n'avait besoin ni de raison ni de certitude, pas même de probabilités. Elle avait,

comme on dit, la foi; elle voulait se délivrer des Turcs et, quoi qu'on en pût dire, elle ne voulait pas autre chose. N'avoir plus à compter avec les Turcs, pouvoir, elle, chrétienne, grecque, dire son mot dans ses affaires et mener une existence à elle, n'importe comment, n'importe sous quel nom, n'importe avec quelle nature d'avantages, voilà ce qu'elle voulait et rien autre; et quant à ce que l'Europe en pensait, elle l'ignorait et ne tenait pas à le savoir, de sorte que, dans le temps même où elle eût dû désespérer absolument de son avenir, elle ne fut pas même tentée de prendre de l'humeur sous prétexte que tout lui manquait; bien qu'à la lettre elle se trouvât réduite au plus absolu dénuement et aux expédients les plus tristes. Il faut être croyant *quia absurdum*, pour conserver une telle disposition d'esprit. Mais les Grecs étaient de ces gens-là, et assurément bien supérieurs de tous points, pour ce seul fait, à leurs amis d'Europe.

De l'Epire la révolte devait, d'ailleurs, promptement gagner la Thrace, en partie, la Macédoine, la Thessalie tout entière. Elle avait couvert l'Acarnanie, les provinces de terre ferme, et, par l'Attique et la Béotie, envahi et bouleversé la Morée de fond en comble. Les îles n'avaient pas attendu ce débordement de l'incendie pour s'enflammer à leur tour. Hydra, Psara, Spetzia en tête, tout s'était mis en branle dans l'Archipel; les Cyclades brûlaient comme aussi les Sporades et l'Eubée avec le reste, et il arriva, naturellement, que la guerre se prolon-

geant à l'infini au milieu et par les soins de gens qui possédaient fort peu de chose, en particulier, quand leur communauté ne possédait rien du tout, et les chances de victoire et de défaite se succédant avec la plus parfaite égalité, il arriva que ces territoires, sans exception, se trouvèrent, au bout de quelques années, rasés du nord au midi et de l'est à l'ouest, n'ayant plus une ville qui ne tendît à n'être qu'un amas de pierres et un champ que l'on eût même l'idée d'ensemencer. C'est qu'en définitive, la guerre n'était pas une insurrection contre un gouvernement; ce n'était pas non plus une levée de gens opprimés par une race étrangère; c'était tout uniment une guerre civile et avec les caractères les plus haineux et les plus difficiles à concilier que la guerre civile puisse jamais revêtir.

Ce que l'on appelait Turc comme ce qu'on appelle Turc aujourd'hui dans la Roumélie, on ne saurait trop y insister, car là se trouve seulement le secret de bien des mystères, n'avait et n'a quoi que ce soit de commun avec les nations turques, et, sous le rapport ethnographique, il n'existe dans cette partie du monde que les Hongrois ou Magyars qui soient des Turcs. Ce que les Occidentaux appellent de ce nom, que les intéressés ne prennent jamais, attendu qu'ils se qualifient uniquement du titre d'Osmanlis, ce sont des gens du pays, ici d'origine grecque, là d'origine slave, ailleurs de souche illyrienne ou valaque ou moldave ou même allemande qui, ayant embrassé l'islamisme, sont devenus

participants au pouvoir de la maison d'Osman. La plupart d'entre eux ne savent pas un mot de turc, mais parlent uniquement la langue des districts qu'ils habitent, ici le grec, plus loin l'albanais ou le slave, dans quelqu'un de ses dialectes; devenus portion du souverain en vertu de leur évolution religieuse, rien de plus simple qu'ils fussent en butte à une antipathie particulière dont ils repoussaient les atteintes par une superbe et un esprit de violence tout à fait conformes d'ailleurs à l'état des mœurs locales.

Ceci ne veut pas dire qu'en certaines occasions, chrétiens et Turcs, étant sortis de même sang, ayant au fond des idées analogues, pratiquant les mêmes mœurs, ne pussent s'entendre. Ils le pouvaient, et ils le faisaient. Pendant des siècles on avait vécu ensemble et on aurait pu vivre encore; mais l'équilibre étant détruit, on se traitait des deux parts absolument de la même façon, et défauts et vertus, on partageait tout. C'était ce dont l'Europe n'avait pas la plus légère idée. La partie, d'ailleurs, n'était pas égale entre les deux camps. De leur côté, les Grecs étaient favorisés par les Européens, qui leur donnaient plus de phrases que de revenus effectifs; mais les Turcs de chaque province étaient soutenus par les armées, ou pour mieux dire par les contingents que de temps en temps, surtout au début, la Sublime-Porte envoyait à leur aide. On voyait donc s'avancer à perpétuité contre les Grecs soulevés, les spahis et les timariots, comme qui dirait des

hommes d'armes possesseurs de fiefs dans les contrées insurgées, et en outre, les bandes que le sultan Mahmoud envoyait périodiquement de l'Asie Mineure et de Constantinople. En somme, ces milices n'étaient pas d'une grande ressource, et si elles ravageaient très bien, elles se battaient fort mal.

Mais l'Europe, obstinée à ne pas voir la réalité des choses et se figurant de plus en plus les Grecs sous les traits de vertueux constitutionnels repoussant héroïquement l'absolutisme, finit à la longue par se décider à leur envoyer des auxiliaires constitutionnels comme eux. Lord Byron avait excité un enthousiasme universel en allant se jeter dans Missolonghi assiégé; les corps des philhellènes, ornés de la croix blanche, firent leur apparition sur la scène.

Ils furent plus zélés que nombreux. Ils s'étaient recrutés d'étudiants allemands et français, et de quelques Anglais à la recherche des émotions. D'anciens officiers en demi-solde, provenant pour la plupart des armées impériales, allèrent les commander; de même qu'on en trouvait, à la même époque, aguerrissant les troupes de Méhémet-Ali, du maharadja de Sikhs, des républiques de l'Amérique espagnole et au Champ-d'Asyle. Ces vétérans arrivèrent en Grèce avec des prétentions considérables, et les choses étant ce qu'elles étaient, ils rendirent peu de services. Mais les opinions qu'ils ne tardèrent pas à se former sur le pays auquel

ils avaient apporté le secours de leurs talents, et qui ne sut pas, ou ne put pas, ou ne voulut pas le comprendre, ces opinions ne tardèrent pas à différer sensiblement de ce que l'Europe avait professé jusqu'alors sur les Grecs, sur leur caractère et sur la justice de leur cause. Ces militaires, appuyés d'ailleurs de l'avis de leurs philhellènes, devinrent ainsi les premiers agents d'une réaction qui commença à se faire sentir, bien qu'encore obscurément, vers 1825 ou 1826.

On a dit beaucoup que dans les derniers mois de sa vie, lord Byron, condottiere des Souliotes échappés à la ruine de leur patrie, avait ouvert les yeux sur la véritable nature de ses soldats; que, d'une part, il avait appris à bien connaître ce que valaient réellement les associés qu'il s'était donnés si volontairement, et qu'il avait reconnu s'être trompé d'une façon complète, ce qui avait augmenté l'amertume de sa mort.

Lord Byron ne peut pas avoir eu de bonne foi de pareils retours. Sa mémoire est en grande recommandation parmi les Grecs, et ils ne parlent jamais de lui, jusqu'à l'heure actuelle, qu'avec des expressions d'une admiration qu'on ne lui accorde plus aussi libéralement ailleurs et avec une affection reconnaissante plus rare encore. Il n'aurait pas eu le droit de se donner à Missolonghi pour un homme désabusé. Il connaissait l'Orient et les Orientaux de longue main. Il les connaissait, Turcs et Grecs, aussi bien les uns que les autres. Il les

avait pratiqués, il avait vécu au milieu d'eux et si, de plein gré, il était revenu partager leurs misères et leurs périls, c'est qu'apparemment il avait de bonnes raisons pour en agir ainsi. Il savait fort bien ce qu'il pouvait trouver, ce qu'il allait trouver, ce qu'il trouva, et s'il avait eu quelques années de spleen en moins et une santé moins ébranlée, il eût été content de son aventure. Mais les officiers de troupes régulières, et avec eux les philhellènes, n'étaient nullement dans le même cas. Ils ne savaient pas le premier mot des réalités qu'ils allaient rencontrer et les déconvenues devaient les assaillir de toutes parts.

Ils n'en savaient pas le premier mot, puisqu'en Europe on regardait de loin, avec des lorgnettes fausses, cette Grèce de convention au milieu de laquelle s'agitaient des Grecs encore plus fantastiques. Tout ce qu'ils avaient entendu raconter était en dehors du bon sens, et ce qu'ils avaient lu ne l'était pas moins. Lorsqu'ils avaient rencontré les agents de l'insurrection et s'étaient abouchés avec ces mandataires, ils en avaient été extrêmement satisfaits. Ces messieurs, tous élevés soit en Russie, soit à Vienne, soit en Italie, étaient, pour la plupart, des hommes parfaitement distingués et de beaucoup supérieurs à l'officier qui venait leur offrir ses services et leur poser des questions. Ils étaient absolument dévoués à une cause adorée par eux, qui ne les payait pas, et à laquelle ils avaient, pour la plupart, absolument tout sacrifié. C'étaient

donc des gens parfaitement sincères et désintéressés, autant que ce mot s'applique à la poursuite aveugle d'une passion. Mais aller décourager des inconnus qui pouvaient être de quelque utilité à leur rêve et lui donner un peu plus de corps; des inconnus commandités par d'autres inconnus, M. Eynard, de Genève, et autres, offrant de l'argent, des subsistances, des vêtements, quand leurs compatriotes à eux mouraient pour le besoin commun et manquaient de tout, franchement ce n'était pas leur devoir de le faire. Ils étaient recruteurs, ils recrutaient. Un colonel leur arrivait qui demandait à commander en chef; on lui promettait que les honneurs du généralat ne lui seraient pas marchandés. Un marin s'offrait, mais à la condition de commander une frégate : on lui promettait la frégate; il eût demandé une escadre qu'on ne l'eût pas contrarié. Tous, bienfaiteurs, journalistes, présidents de comités de secours, militaires, marins voulaient savoir ce que pensait le gouvernement hellénique, ce qu'il avait décidé, ce qu'il allait faire. On leur donnait là-dessus les renseignements qui pouvaient les satisfaire davantage, et on ne s'amusait pas à leur révéler, ce que, d'ailleurs, ils n'auraient pas compris, que le gouvernement hellénique n'avait aucune espèce d'autorité, et même existait très peu et quelquefois pas du tout, ce qui n'empêchait nullement la guerre de continuer et ceux qui y étaient engagés d'être résolus à n'en pas sortir, aussi longtemps qu'ils auraient des Turcs en face

et que ceux-ci ne les auraient pas exterminés jusqu'au dernier homme. De bonne foi, qui eût été capable, en Europe, vers l'époque indiquée, de supposer possibles de pareilles choses? On n'eût pu les contempler sur un autre point du globe.

De sorte que les philhellènes se mettaient en route, enchantés d'eux-mêmes, des autres, de leurs perspectives, et en débarquant sur le sol sacré de la révolution, du libéralisme, de la civilisation chrétienne, de toutes les belles théories dont ils avaient la tête encombrée, ils ne trouvaient ni la frégate promise, ni un canon qui pût rouler, ni un magasin, même vide, ni par-dessus tout quelqu'un de réellement autorisé à qui parler. Mais ils se voyaient entourés de braves gens, échappés ce jour-là à la faim, à la fièvre et à la peste, en haillons, sans abri et qui considéraient ces nouveaux venus d'un œil farouche, en raison de la méfiance et de l'antipathie que leur ont toujours inspirées les étrangers avides de se mêler de leurs affaires. Sous ce rapport, ils ne sont pas dissemblables des Espagnols, c'est une des conditions essentielles de la complexion solide du patriotisme sérieux.

Les officiers demandaient des soldats à instruire. On éprouvait des difficultés à leur en fournir. Les palikares se trouvaient suffisamment soldats, suffisamment instruits. De la tactique, de la stratégie, de l'utilité de tous les mécanismes militaires et tout d'abord du maniement des armes, aussi bien que de l'art de marcher au pas, il n'était pas un capi-

taine qui en eût la première notion ni qui en soupçonnât l'importance. Ce fut donc, parmi les chefs comme parmi leurs hommes, une unanimité de mécontentement, de murmures auxquels la prétention déclarée de les soumettre les uns et les autres, sans distinction de grade, à une discipline déclarée plus indispensable encore que tout le reste, ne pouvait manquer de mettre le comble. La résistance fut universelle, violente et dès les premiers jours, elle aurait rendu tout contact absolument impossible entre les Grecs et leurs sauveurs, si les Phanariotes surtout n'avaient bien compris et fait comprendre la nécessité de ménager des docteurs en définitive envoyés par l'Europe, ayant la confiance de l'Europe, et pouvant ouvrir ou tarir des sources de revenus bien précieuses. Ceux des Rouméliotes qui avaient quelque notion personnelle de la manière de raisonner des officiers auxiliaires et de leurs philhellènes appuyèrent aussi les remontrances des gens sages de la nation. Les récalcitrants se calmèrent, mais ils ne se soumirent pas. Ce fut vers ce temps que commença à circuler dans le peuple hellène et non pas uniquement parmi les hommes du commun, une manière de proverbe : bête comme un Franc. On se consola un peu au moyen de ce jugement sévère et on ne sauta pas précisément à la figure des importuns. Quant à leur fournir les recrues que ceux-ci demandaient pour former la future armée régulière, on n'eut garde. Avec bien des efforts et à travers mille déboires,

ils parvinrent à mettre sur pied, non pas un régiment, mais le squelette d'un très pauvre bataillon de réguliers. Il fallut se consoler en espérant mieux de l'avenir et, pour le moment, croire surtout aux philhellènes. Ceux-ci, non moins désillusionnés que leurs supérieurs, passaient le temps à solliciter des logements, du pain, si peu que ce fût de viande. On faisait quelquefois justice à leurs réclamations, mais si pauvrement, avec tant de mauvaise grâce! Et d'ailleurs, il ne fallait pas reproduire trop souvent de pareilles prétentions. L'excuse était que les Grecs ne possédaient rien absolument et mouraient de faim le mieux du monde au milieu de leur pays dévasté. C'est vrai, et comme les amis européens ne s'étaient pas attendus à un patriotisme aussi tenace, ni à un héroïsme d'une si rude étoffe, ils ne s'en plaignaient pas moins haut et ne tardèrent pas à apprendre que, sincèrement, on les considérait comme gênants, dangereux et, en tout cas, fort inutiles, puisqu'il leur manquait la première de toutes les qualités, celle de s'accommoder aux circonstances.

Le jeune Anacharsis et les admirateurs des sergents de La Rochelle ne pouvaient donner que des consolations très insuffisantes. Dans un embarras si complet que fallait-il faire? S'en retourner tout droit d'où l'on venait et raconter ce qu'on avait vu et entendu? Personne n'eût voulu le croire. On eût été taxé de lâcheté, peut-être de trahison, car il ne faut pas oublier que la cause de l'insurrection grecque, étant devenue, pour le parti libéral, beau-

coup moins la cause des Grecs qu'une machine de guerre, un moyen employé contre le gouvernement, aucun chef parlementaire, aucun journal d'opposition n'eussent jamais consenti à admettre ce qu'on fût venu leur apprendre, et la preuve, c'est qu'ils avaient déjà toute opportunité de le savoir et ne voulaient rien entendre.

Les agents diplomatiques et les officiers de marine anglaise, française et autrichienne étaient sur les lieux aussi bien que les philhellènes. Ils ne comprenaient en général, pas mieux ni plus, le caractère de l'insurrection, ni les causes des extraordinaires calamités auxquelles les malheureux révoltés étaient soumis. Seulement ils les croyaient autres qu'on ne les représentait en Europe ; ils croyaient que c'était pure perversité de la part des insurgés, s'ils se trouvaient au milieu des griffes de toutes les désolations qui les décimaient. Ils attribuaient aux vices de ces malheureux et la faim, et la soif, et la misère, et les maladies, et la discorde, et la ruine. Dans la vie publique comme dans la vie privée, accuser quelqu'un d'être l'unique auteur des maux dont souffre ce quelqu'un a toujours constitué un moyen excellent de jeter au vent la tâche difficile d'étudier la maladie afin de la guérir. Ces agents, ces officiers, soit par devoir, soit par conviction, faisaient donc connaître à leur gouvernement ce qu'ils croyaient et ne ménageaient pas le plus souvent les jugements les plus durs. Mais la presse et l'opinion publique n'en tinrent

aucun compte. Tout leur paraissait calomnieux. On ne disait pas que les torts pouvaient être réels, mais la cause de ces torts naturelle et excusable. On maintenait que les Grecs étaient les plus vertueux des hommes, et les philhellènes faisaient bien de se taire et de prendre patience. Ils commencèrent à aimer les Turcs, absolument comme ils avaient aimé jusqu'à ce jour les antagonistes du Croissant; les Turcs leur apparurent comme les plus honnêtes gens du monde. C'était une consolation, et plus tard on devait en faire une doctrine.

Les choses se traitant ainsi et l'insurrection ayant déjà traversé plusieurs phases, ne semblait ni près de triompher ni près de s'éteindre. Les cabinets occidentaux, de plus en plus pénétrés de la nécessité de l'intégrité de l'empire ottoman, eussent très volontiers laissé donner le coup de grâce à une manifestation dont ils ne prévoyaient rien de bon, soit pour l'équilibre général des Etats, soit pour les affaires intérieures de chacun d'eux. Mais la Russie ne leur laissait pas de repos. Ils la voyaient incessamment réclamer pour ceux qui périssaient. Elle avait pris, elle occupait la position la meilleure, car c'était au nom de principes d'une moralité indiscutable qu'elle élevait la voix et d'ailleurs, elle se gardait fort habilement de mettre en question le point de l'intégrité. Seulement elle demandait si le besoin incontestable de cette intégrité obligeait de tolérer les menaces, de faire ou de laisser exterminer des populations chrétiennes et

on était souvent embarrassé pour lui répondre. Certainement on ne la croyait pas sans arrière-pensée et cette appréhension, en rendant plus vives les inquiétudes, ne rendait pas ses raisonnements moins logiques; elle contribuait aussi à grandir sa considération. Ce qui eût arrangé tout, c'est que l'immense Etat ottoman eût pu s'y prendre de façon à écraser la révolte. Mais voilà pourquoi on s'aperçut qu'il n'y pourrait jamais parvenir.

Il avait abrogé l'institution des janissaires et détruit la seule force qu'il possédât, misérable force, si l'on veut, mais encore était-ce de quelque ressource. En place, le sultan prétendait se donner une armée régulière; cependant pour que cette armée fût en mesure de fonctionner, il fallait d'abord qu'elle existât. On n'y pouvait admettre dans les rangs que des Osmanlis : aucun raya juif ou chrétien n'y devait paraître. La loi musulmane et les institutions de l'empire étaient formelles sur ce point; mais déterminer les Osmanlis à se laisser instruire dans les mystères de la charge en douze temps, comme on la pratiquait alors, rencontrait, auprès d'eux, les mêmes difficultés qu'auprès des palikares hellènes. Encore ces derniers n'avaient-ils rien à objecter contre leurs instructeurs sinon que ceux-ci les ennuyaient. Les Turcs avaient bien d'autres fins de non-recevoir. Fallait-il qu'un vrai croyant obéît à un giaour? Cette difficulté a été surmontée depuis lors; mais elle était dans toute son énergie et les premières batailles auxquelles le

sultan et ses ministres durent assister, ce fut à celles qui se livraient journellement entre les recrues de leurs régiments nouveaux et les Européens chargés d'instruire celles-ci. De longtemps on ne pouvait rien faire avec de pareils hommes.

Puis les janissaires n'étaient pas tombés seuls. Le sultan Mahmoud avait fort bien vu que toute l'organisation ancienne découlait de la formation de cette milice et l'appuyait ou s'appuyait sur elle. Il voulut prendre tout dans sa main et il bouleversa tous les privilèges des derébeys, des spahis, des timariots, de tout ce qui ne se rattachait pas à l'ordre des combinaisons, où il voulait entraîner la vie osmanli. Pendant ce temps, il avait presque toute la Roumélie en flammes. Mais il ne s'arrêta pas à cette considération, comme il ne reculait devant aucune, et il paraît avoir compté sur trois auxiliaires pour venir à bout des Grecs : d'abord, et pour le moment présent, sur la résistance désespérée des Turcs indigènes. Ceux-ci, en effet, avaient tout à perdre au triomphe des chrétiens, fortune, famille, existence. Ils le savaient et faisaient de leur mieux. En seconde ligne, le sultan et ses conseillers espéraient beaucoup de l'antagonisme des puissances occidentales à l'égard de la Russie. Il est à croire qu'il voyait plus clair dans les intérêts d'Etat que dans la façon dont il calculait les effets et le pouvoir de l'opinion publique sur la marche des gouvernements. Enfin, en troisième lieu, il espérait, à défaut de troupes régulières qu'il ne possé-

dait pas, dans les régiments de son vassal d'Egypte, Méhémet-Ali. En effet, celui-ci avait réussi assez vite à mettre sur pied une armée. Plus heureux que le sultan, il commandait un peuple docile qui ne résista pas trop aux leçons des instructeurs, et surtout il put recruter des esclaves noirs; ceux-ci apprirent ce qu'on voulut et de qui on voulut.

Probablement et même à peu près sûrement, si les Egyptiens avaient pu rendre les services que le sultan attendait d'eux et qu'il était en droit de leur demander, comme ils paraissent avoir été assez disposés à les lui rendre, les Grecs eussent été complètement et rapidement écrasés. Mais il se présenta l'élément contradictoire que le réformateur ottoman ne semble pas avoir assez apprécié : les gouvernements occidentaux ne voulurent pas intervenir entre le suzerain et son vassal, et empêcher celui-ci d'obéir, mais ils n'osèrent pas non plus résister à l'opposition parlementaire, à la presse libérale et aux réclamations de la Russie, quand on les voulut rendre responsables de l'énormité de l'assassinat que l'acteur entrant en scène allait commettre. Ce fut sous le coup des appréhensions suscitées par cette situation nouvelle, que, d'un commun accord entre les puissances, l'expédition de Morée fut décidée. La France empêcherait Ibrahim-Pacha commandant l'armée de son père, de prendre trop d'avantages et Ibrahim-Pacha empêcherait la France de sauver les Grecs; pour le reste on s'en remettait à la Providence.

Mais avant d'aller plus loin dans l'analyse de toutes ces contradictions, subtilités et impossibilités, il est à remarquer que rien n'a encore été représenté ici du fait essentiel et principal. L'opinion publique, on la voit avec toutes ses rêveries; mais il faut montrer ce qu'elle regarde si mal et voit imparfaitement, l'insurrection grecque en elle-même et ceux qui la font. Laissons donc pour un moment les théoriciens d'Europe et reprenant les choses à leurs débuts, allons gravir les défilés tournants des montagnes épirotes où les premiers insurgés se rassemblent. Si j'écrivais une histoire de la révolution hellénique, je voudrais parler sans doute, avant tout, des entreprises et des échecs subis dans les principautés du Danube; mais il ne s'agit ici que d'un résumé rapide afin d'arriver au fait actuel. Je conduis donc de suite mon lecteur là où le véritable intérêt se fonde, au milieu des populations qui ont commencé la lutte sainte, comme on le disait alors parmi elles, et là, en face du lac de Scutari d'Albanie et de ce konak redouté où, du coin de ses carrières, contemplant les eaux tranquilles, Ali Tébélény combine ses desseins et donne ses ordres.

DEUXIÈME PARTIE

I

La révolution éclata dans l'Epire. Ce mot révolution, appliqué au mouvement qui arma les Grecs contre la puissance ottomane, est assurément le plus impropre de tous les mots. Il ne s'agissait là ni de renverser une dynastie, ni de transformer un régime consacré par l'usage de longs siècles, ni d'essayer des théories inconnues, encore moins d'en inventer, d'en appliquer dont l'univers n'eût jamais su le premier mot. Ce sont là, ce semble, les véritables applications du mot révolution, comme on l'entend dans l'Europe moderne; les Grecs ne faisaient quoi que ce soit, ne voulaient faire, n'imaginaient de faire rien de semblable.

Cette remarque est d'importance, parce qu'il ne saurait être que fort utile de faire entrer l'exactitude dans un ensemble de faits presque absolument défigurés jusqu'ici par l'ignorance et la rêverie.

Les Grecs, sous la domination ottomane, constituaient une nation tout aussi vivante que sous les empereurs byzantins; une nation reconnue; une nation se gouvernant par ses lois propres, vouée à son esprit particulier, à laquelle le pouvoir nouveau ne demandait nullement d'abdiquer sa personnalité et qui, sous la juridiction de son patriarche œcuménique, était autorisée et même mise en devoir de continuer sa vie de nation sans que personne, ni le sultan, ni ses ministres, ni l'ouléma, ni le janissaire y trouvât à redire. Au point de vue de la sagesse politique ainsi méconnue par les Osmanlis, rien de plus absurde; ce n'était rien moins que d'avoir constitué et de maintenir un Etat dans l'Etat. Mais précisément les Turcs voulaient une telle situation et ils ne la voulaient pas seulement vis-à-vis des Grecs; ils la voulaient vis-à-vis des Arméniens, vis-à-vis des Slaves, vis-à-vis des Géorgiens et des Nestoriens; ils la voulaient vis-à-vis des Coptes, des Melkites, de toutes les communautés chrétiennes qu'ils maintenaient au moins à l'état d'entités administratives, chacune se menant comme elle l'entendait; et ce qui est plus singulier encore, ils la voulaient vis-à-vis des Juifs et, plus fort encore, vis-à-vis des musulmans arabes, africains, kurdes et autres; vis-à-vis de tous ces derniers, par une notion que le mahométisme repousse absolument, mais qu'eux-mêmes considéraient pour eux-mêmes, à leur usage, comme de dogme. Ils prétendaient régir et dominer en maîtres les autres musulmans, et à leurs yeux, quand

on n'était pas Osmanli, on avait beau se faire reconnaître pour le plus confirmé et le plus authentique des croyants, on ne valait pas mieux qu'un raya chrétien; dans presque tous les cas, on était traité infiniment plus mal.

Ceci était l'essence même de la doctrine ottomane et pour que ce soit, une fois pour toutes, bien compris, je le répète : vis-à-vis des chrétiens, l'Ottoman se tenait pour supérieur et maître, parce qu'il était musulman; vis-à-vis du musulman non ottoman, il était encore bien plus maître et plus dur, parce que là, n'ayant à faire valoir que la seule qualité d'Osmanli, il en redoublait la dureté.

Quel était donc ce souverain si cassant, si absolu, si dégagé de tous rapports, même rapports de foi religieuse avec ses sujets? C'était un corps militaire dont le chef, d'origine turque, comptait extrêmement peu de Turcs proprement dits à sa suite. La race fort illustre dont était issue la dynastie avait considéré celle-ci avec un mépris suprême, parce que le fondateur de cette lignée n'était que le cadet d'une branche très cadette de la puissante et royale maison des Seldjoucides, et pour ne pas obéir à un si petit personnage, la grande majorité, la presque unanimité des tribus turques avaient quitté l'Asie Mineure, à mesure que les Ottomans s'affermissaient et gagnaient du terrain. Elles étaient retournées en Perse, et les conquérants s'étaient trouvés d'abord sans armée et se trouvèrent toujours sans peuple.

Leurs compatriotes turcs ne les ont jamais aimés, jamais acceptés, jamais reconnus. Ils ont préféré les dynasties persanes et la domination et même l'hérésie des Shahinshahs de l'Iran, de telle sorte qu'au début de sa lumineuse carrière, le météore qui devait incendier tant de territoires se vit réduit à briller au milieu d'une troupe de Turcs qui ne dépassa pas quarante personnes, moins, sans doute, que n'en compta le camp de Romulus.

On traita le parvenu, tout comme ce dernier, de chef de bandits, et il y a de l'apparence que cette injure n'était pas sans fondement; mais la bande s'étant grossie, comme celle du fondateur romain, d'un certain nombre d'autres pillards, de mercenaires sans emploi et d'esclaves fugitifs, il se trouva que le chef eut pour lieutenant un homme d'un rare génie, Aly Tchenderely le Noir, qui, non seulement transforma la bande en armée, mais de l'armée fit quelque chose qui ressembla presque à la nation qu'on n'avait pas et qu'on avait besoin de se créer.

Aly Tchenderely inventa une milice uniquement recrutée d'enfants chrétiens de toute origine, volés, achetés ou enlevés de force. Ce furent les janissaires; les janissaires devinrent essentiellement les Osmanlis. A tous ces captifs, on inculqua d'abord cette idée absolue qu'en tant que janissaires ils étaient maîtres des musulmans comme des chrétiens, et qu'ils étaient maîtres parce qu'ils étaient les plus forts; on leur imposa les principes d'une discipline

sévère et inexorable; on en fit des soldats dans toute l'étendue du terme; leur patrie ce fut la compagnie où servait chacun; l'étendard, ce fut la marmite de la compagnie; le personnage à respecter ce fut l'officier, et par-dessus celui-là, l'aga des janissaires, et par-dessus l'aga, le sultan, en tant que chef militaire supérieur et suprême. Le premier des mérites fut d'être un soudard accompli, et hors des devoirs du service, il n'y eut, pour ainsi dire, rien de commandé. Quand on avait fait ce qu'on devait, on recevait un fief en terres ou en argent; on devenait un timariot, et d'esclave passé à l'état de maître, on se croyait en droit de traiter n'importe qui avec cette hauteur traditionnelle que les gens sortis du néant n'ont jamais manqué de mettre en œuvre vis-à-vis des infortunés que la violence et non le droit, la rencontre des circonstances et non la tradition héréditaire ont prosternés sous leur bon vouloir. A ces janissaires, chrétiens d'origine devenus Osmanlis et qui n'avaient rien de turc dans leur sang, à ces anciens nourrissons de pères et mères slaves, grecs, arméniens, allemands, illyriens, italiens, il s'adjoignit, avec le temps, un certain nombre de chrétiens locaux, devenus musulmans pour participer à la grandeur de la classe dominante et essentiellement militaire, de sorte qu'on eut les beys ou grands propriétaires serbes, bosniaques, albanais et autres, et ce fut toute la nation ottomane. Il n'y en a jamais eu d'autre, c'est-à-dire une armée dont les soldats et les officiers

étaient tantôt en activité, tantôt en disponibilité, tantôt en retraite; mais toujours des soldats et rien que des soldats, n'appartenant à aucune patrie que la caserne.

Lorsque l'institution se voyait dans sa fleur, dans sa jeunesse, dans sa vigueur, cette machinerie fonctionnait avec une énergie et une régularité incomparables. L'Europe, tiraillée de mille manières, vivait dans un état de terreur permanent vis-à-vis d'une force à laquelle elle n'avait rien à opposer, et pendant deux siècles elle s'attendit, jour par jour, à être dépecée et dévorée par le sultan et ses janissaires. Mais il n'est pas de tempérament qui ne s'use, et celui du militarisme ottoman suivit la loi commune.

Les janissaires se fatiguèrent de l'excès de leur discipline. Leurs officiers trouvèrent moins fatigant d'intriguer que de surveiller leurs hommes; les agas des janissaires se virent si grands seigneurs qu'il leur plut de faire trembler les sultans, et ceux-ci, plus affectionnés à la tranquille jouissance du harem qu'à la poussière de l'hippodrome, commencèrent à s'endormir quand il eût fallu le plus veiller. Dans ce relâchement général, le soldat se transforma en aristocrate, l'aristocrate en fonctionnaire. Le nombre des janissaires exemptés du service devint très considérable, et les bureaux de la Sublime-Porte se peuplèrent d'Osmanlis qui n'étaient plus bons à rien qu'à la malversation et à la rapine sédentaires, de telle sorte que, lorsque le sultan

Mahmoud détruisit les Osmanlis en tant que puissance armée, il se trouva à la tête de ce qu'il lui plut, à lui et aux cabinets européens, de considérer comme sa nation, et qui ne fut en réalité qu'un corps de fonctionnaires faméliques, exigeant tout parce qu'ils étaient Ottomans et complètement inhabiles non seulement à exécuter des conquêtes ultérieures, mais même à conserver l'ancienne puissance, puisque désormais on les avait désarmés.

On a reproché aux Osmanlis l'esprit de persécution. Ils furent brutaux comme des soldats en campagne, souvent oppresseurs comme les gens qui ne connaissent d'argument que le sabre et ils ont largement abusé de leur omnipotence pour satisfaire leurs convoitises. Mais persécuteurs, en tant qu'animés d'un enthousiasme religieux, scandalisés de la présence à côté d'eux d'une théologie rivale, c'est ce qu'ils ne furent jamais. S'ils l'avaient été, la position dans laquelle ils se trouvèrent au moment de l'insurrection hellénique, ils n'en auraient jamais connu les désastres. Loin de vouloir attaquer, dissoudre, faire disparaître les communautés chrétiennes, ils n'eurent jamais la moindre velléité de les troubler. Ils ne leur demandaient que deux choses : de l'argent sous forme d'impôts avec quelques services publics, puis le droit illimité des avanies; mais ils ne s'inquiétèrent pas le moins du monde si elles continuaient ou non à rester fidèles à leur culte.

C'est ainsi que sous la domination superbe d'une

armée dégénérant de jour en jour en troupes de commis, les Grecs continuèrent sans interruption leur existence nationale, fort opprimés, fort malmenés par les garnisaires pour la plupart compatriotes enrégimentés sous d'autres enseignes, mais pourtant compatriotes, et par ce fait d'autant plus odieux. Il leur était interdit de jouir pleinement d'eux-mêmes; pourtant ils étaient eux-mêmes : ils n'avaient aucunement la faculté de rentrer dans la plénitude de leurs activités intellectuelles et physiques; mais rien ne leur défendait de le sentir, de le souhaiter, et le jour où ils se décidèrent à reprendre ce qui leur manquait pour manifester ce qu'ils étaient, ils ne firent absolument rien qui ressemblât à une révolution. Ce fut une simple revendication de droits qu'on ne leur contestait pas, et à l'égard desquels la force qui les avait jusqu'alors non étouffés, mais écrasés, commençait à ne plus être suffisamment compressive.

II

Cette vérité était, d'ailleurs, si évidente, que les Grecs en sentaient déjà les effets bienfaisants. Beaucoup d'entre eux, des populations entières, vivaient déjà, sous l'amollissement des maîtres, dans un état de bien-être comparatif qu'un caprice pouvait

troubler à chaque minute, mais qui n'en était pas moins réel. La culture des terres avait repris peu à peu une extension considérable. La Morée produisait abondamment et les primats ou notables du pays étaient en général riches. Dans l'Attique, un seul couvent, celui de l'Hymète, compté parmi les tjifliks ou apanages de la sultane Valideh, payait pour plus de 300,000 francs de redevances et profitait d'une abondante plus-value. Dans les Cyclades, le commerce maritime, énormément enrichi, entretenait beaucoup d'armateurs et de négociants. Chios était opulent; les principaux habitants vivaient dans le luxe, et ce qui est particulier à noter, dans la plupart des îles, ils n'apercevaient pas un seul Osmanli. La Sublime-Porte n'y envoyait jamais de gouverneur d'aucun grade, et fort indifférente à ce qui s'y passait, se contentait de percevoir des impôts qui, par sa négligence, n'étaient pas fort lourds; elle y pratiquait aussi le recrutement maritime, et les habitants avaient un soin extrême de doubler les contingents pour que ce genre de service formât des matelots propres à servir leurs entreprises commerciales.

Ce qui était plus singulier, c'est que, sur plus d'un point, les indigènes avaient maintenu, étendu et conservaient sans contestation une indépendance absolue reconnue par la Porte. Les Maïnotes dans le Péloponèse, les Sphakiotes en Crète, en Albanie les Mirdites et bien d'autres tribus n'obéissaient qu'à leurs chefs locaux et ne savaient ce qu'était un Turc.

A Naxos, le conquérant avait mis fin au pouvoir du dernier duc des Cyclades, d'origine européenne, puis, il s'était amusé à le remplacer par un duc juif, médecin du sultan. Celui-ci mort, on n'avait plus pensé à l'île, qui s'administra elle-même fort paisiblement.

Il s'était formé aussi un nombre considérable de petits corps militaires chrétiens qui tantôt se louaient à des pachas ou à des beys musulmans, tantôt leur faisaient la guerre, et souvent aussi ces bandes et leurs capitaines, ne s'occupant que de leurs intérêts personnels, se consacraient purement et simplement au brigandage. On les appelait Klephtes ou voleurs, et cette dénomination ne leur faisait pas de peine, car ils se tenaient essentiellement pour des militaires et les rayas aussi bien que les Turcs étaient assez de cet avis. Mais comme le gouverneur ne goûtait pas toujours ce désordre dont il ne recueillait pas les profits, il avait imaginé d'opposer aux Klephtes les Armatoles, c'est-à-dire d'autres Klephtes qu'il prenait à sa solde. Ceux-ci étaient censés représenter une sorte de gendarmerie. Elle faisait tant bien que mal la police des grandes routes.

La nuance était faible entre les défenseurs de la paix publique et ceux qui l'attaquaient, on peut le croire. Pour les Grecs, pour les gens du pays, un capitaine, soit qu'il fût Klephte, soit qu'il fût Armatole, était toujours un personnage important. On le considérait comme étant le plus libre des hommes;

il pouvait beaucoup de choses; il n'était pas d'Osmanli qui le fît trembler, et bien que souvent sa carrière fût brusquement interrompue par une mort violente, on enviait son sort. C'était un héros, les chansons parlaient de lui; les imaginations se tournaient de son côté et l'on oubliait volontiers ce qu'il avait pu faire souffrir à des chrétiens, chaque fois qu'on entendait raconter comment, chrétien lui-même, il avait mis à mal tel ou tel Osmanli, c'est-à-dire celui qui faisait trembler tout le monde ; quand on pensait à l'avenir et à la restauration nationale, on espérait beaucoup de ces guerriers qui, ne devant rien à personne, pouvaient un jour se consacrer tout entiers à la cause commune.

Depuis des années la Russie et les Phanariotes les pratiquaient. Ce que les sociétés secrètes avaient fait circuler d'agents dans les montagnes de la Roumélie s'était toujours adressé à ces capitaines, et la plupart de ces esprits aventureux s'étaient engagés dans les liens de la confraternité patriotique qu'on nommait l'*Hétairie*. Mais beaucoup n'étaient pas seulement en voie de conspirer avec les Grecs d'Odessa, de Vienne, d'Italie, du Phanar; ils prêtaient aussi l'oreille à des conspirateurs d'un autre genre, objets de l'admiration et de la sympathie de ces esprits énergiques, et tandis qu'ils promettaient de se vouer à la cause nationale, ils consacraient leurs services à Aly-Tébéleny, pacha de Janina, étant d'opinion que rien de plus à propos ne se pouvait faire, car Aly pacha était tout autant l'en-

nemi des gens de Constantinople qu'ils l'étaient eux-mêmes.

Ce fut, en tous cas, un des hommes les plus remarquables que la Turquie ait produits. Albanais comme Méhémet-Aly, pacha d'Egypte, et né dans un village voisin de celui où vint au monde ce chef de dynastie, Aly paraît avoir formé des desseins analogues et nourri des espérances assez semblables. De même que lui, il s'éleva de grade en grade par la persistance de ses vues et l'adresse rusée de ses combinaisons. Remarquer que, non plus que lui, il ne fut jamais embarrassé de beaucoup de scrupules, ce ne serait pas ajouter un trait qui pût aider à distinguer un Oriental d'un autre Oriental. On a beaucoup plus insisté qu'il ne fallait sur la rudesse de ses procédés; ceux-ci furent tels qu'ils devaient l'être dans son pays et dans son temps; ce qui est beaucoup plus à noter, c'est qu'avec une appréciation très exacte de l'état dangereux vers lequel s'acheminait la décadence ottomane, il aspirait certainement à l'honneur de l'arrêter sur cette mauvaise pente et peut-être eût-il été capable d'y réussir pour un certain nombre d'années. C'était un personnage dans lequel le tempérament albanais, dur, froid, ambitieux, effréné, mais très noble se combinait d'une manière merveilleuse avec la souplesse, la rapide compréhension, la délicatesse de perception, une certaine tournure de grandeur qui se trouve à l'état natif dans l'esprit grec. Il ne savait pas un mot de turc. Le caractère de sa vie était aus-

tère et il ne souffrait pas autour de lui de mauvaises mœurs. Il y veillait et ce terrible puritain arrêtait sans difficulté le laisser-aller de la conduite par toutes les répressions que la cruauté pouvait fournir.

Tel qu'il était et par là même que c'était un Rouméliote accompli, il inspirait de la terreur, mais rien assurément qui ressemblât à du mépris. Il se voyait l'objet d'un respect profond et, même par des victimes de sa politique, il est certain qu'il fut ce qu'on pourrait appeler aimé. Beaucoup de gens se rappellent encore aujourd'hui que cette belle Vasiliki si jeune, presque une enfant, dont il fit périr la famille entière, qu'il épousa sans la consulter, lui, vieillard redouté, dont la longue barbe blanche et les yeux creusés par les rides de toutes les passions turbulentes n'étaient guère propres à éveiller la sympathie dans une jeune imagination, cette belle Vasiliki, l'héroïne de tant de chansons qui racontent ses malheurs, elle l'aima d'un amour si profond et si fidèle, que, lorsque le Divan l'eut fait assassiner, elle ne profita nullement de la liberté qu'on lui rendait à elle-même. Elle réclama l'honneur de garder le titre de veuve d'Aly-Tébéleny. Elle ne se remaria jamais et s'étant fièrement rendue à Constantinople, elle y vécut de longues années dans une profonde retraite, honorée de tous, chrétiens comme musulmans, célébrée comme le modèle des femmes et pleurant le redoutable époux que la force lui avait donné et dont elle ne permit pas à la mort de la séparer.

III

La plupart des capitaines rouméliotes, membres de l'hétairie, estimaient qu'il ne se pouvait trouver un meilleur chef pour la conduite de la grande entreprise que le pacha de Janina. Ils voulaient faire de lui, Albanais et Grec par le sang, leur souverain futur et le souverain de l'Hellade. De sa qualité de musulman ils tenaient peut-être moins de compte qu'il ne l'eût fait lui-même. Probablement l'habitude enracinée de le considérer comme un supérieur naturel, la confiance qu'ils avaient en ses talents, en sa fortune étaient pour beaucoup dans cette disposition d'esprit. Elle était générale parmi les Armatoles et les Klephtes, et beaucoup de primats de la Thessalie, de l'Epire, de l'Acarnanie, même de la Morée, avaient adopté des sentiments tout semblables.

Aly Pacha eût-il renoncé à l'ambition de gouverner l'empire avec le grand vizirat pour devenir, comme ces conjurés le souhaitaient et sous un titre quelconque, le législateur nouveau de la Roumélie? C'est une question assez douteuse. En tous cas, l'Europe avec sa façon de juger la question orientale ne l'eût pu comprendre et y eût difficilement consenti.

Ce qui est assuré, c'est que, lorsque la Sublime-Porte, ayant réussi à corrompre un certain nombre de capitaines à la solde du pacha, eut fait assassiner par eux cet homme qui lui faisait peur, ce qui eut lieu dans un kiosque bâti sur une petite île du lac de Scutari, tous les hétaires de la contrée considérèrent cette catastrophe comme un coup porté à la cause grecque, et il s'ensuivit un moment marqué d'effarement. Les assassins, dont plusieurs, cependant, étaient enrôlés dans la conjuration, car toutes les inconséquences s'entre-croisent dans ce pays-là, avaient été eux-mêmes tellement frappés d'épouvante en accomplissant la tâche sanglante dont ils avaient pris la charge, qu'ils n'avaient pas osé agir en présence de la victime. Ils avaient tué le pacha en criblant de balles le plancher de l'étage supérieur où il se tenait, et ils s'étaient enfuis sans regarder le cadavre.

La nouvelle de ce qui venait d'arriver trouva un nombre de capitaines déjà à l'œuvre contre les Turcs, et ainsi qu'il vient d'être dit, plusieurs se troublèrent et crurent tout perdu. Ce n'était pas la première fois, et ce ne devait pas être la dernière dans l'histoire des conspirations, qu'un soulèvement avait lieu sans que les insurgés sussent précisément pourquoi, et sur quelles données et en faveur de qui ils agissaient. D'ailleurs, si les uns voulaient Aly-Pacha pour les commander, tous n'étaient pas également résolus à lui obéir, ou, lui obéissant d'abord, à le laisser ensuite profiter de la victoire,

et nombre de Grecs, surtout dans les îles et en Attique, surtout parmi les Phanariotes et les étrangers, n'auraient guère consenti à l'accepter à d'autres titres que celui d'auxiliaire.

Aussitôt qu'il eut disparu, la Sublime-Porte, qui se croyait débarrassée d'un danger intérieur, put s'apercevoir qu'elle n'avait gagné ni en sécurité, ni en force, et le soulèvement s'étendit, non plus au profit d'un vizir infidèle ou avec sa participation, mais purement pour l'idée grecque. On vit alors se mettre en action et bouillonner partout, se combiner et se combattre, s'amalgamer et se dissoudre, en un mot se mouvoir le composé multiple qui a produit le mouvement et finalement, après de longues péripéties, l'indépendance hellénique.

Tandis que les capitaines thessaliens, macédoniens, descendaient des hauteurs du Pinde ou de l'Olympe, sortaient de leurs gorges et de leurs défilés à la tête de leurs hommes, et s'acheminaient vers le rendez-vous que les chefs de l'hétairie leur assignaient ou qu'ils s'indiquaient les uns aux autres, une ardeur passionnée se répandait de proche en proche parmi ces hommes jeunes et belliqueux. L'amour de l'inconnu, la soif de l'imprévu, des espérances illimitées entraînant les désirs les plus vastes, les plus vagues donnaient un charme puissant à cette situation, conforme, d'ailleurs, aux tendances naturelles d'esprits audacieux et de caractères désordonnés. Tel capitaine avait vingt-cinq hommes avec lui; tel autre en menait cinquante;

l'un se piquait d'une rare élégance et étalait avec ostentation des vestes de velours brodées d'or et d'argent, une fustanelle soigneusement plissée à plis innombrables et des armes somptueuses; tel autre et sa comitive étaient couverts de guenilles, et ne s'en montraient que plus fiers et plus arrogants; celui-ci, on le connaissait pour un Klephte célèbre; il avait pillé non seulement plus d'une caravane, mais aussi plus d'un village, et Dieu sait si, chrétien, il avait contenu sa rapacité et celle de son monde devant la misère de ses coreligionnaires; celui-là était un Armatole longtemps payé, quoique assez mal, par le dervend-agi pour maintenir la sécurité dans son district et qui s'était toujours fait gloire d'y mettre le désordre. Ces guerriers étaient tous fort dévots à saint Nicolas, et, par conséquent, chrétiens résolus; pour rien au monde ils n'eussent manqué à aucun moment de leur vie au maigre rigoureux du carême tel que l'entend l'Eglise orientale; mais il y avait çà et là des amis à eux, des capitaines et des soldats comme eux, qui n'étaient pas moins en respect et en crainte devant saint Nicolas, bien qu'ils fussent d'ailleurs musulmans, et il est certain qu'au début, plusieurs de ces chefs se trouvèrent entraînés dans l'hétairie et fort en verve de faire le coup de feu contre les Turcs. Qu'on se représente tous ces hommes de guerre avec des sentiments, des idées, des habitudes, un point d'honneur, une morale, des qualités, des vertus tout à fait analogues à ceux des compagnons aventuriers

célébrés par Froissart; à beaucoup d'égards, on aura leurs portraits. Quand un capitaine avait plus de renommée que ses associés, plusieurs bandes se confédéraient sous lui par un consentement libre et pour un temps plus ou moins long, mais ce n'était jamais que temporaire, et souvent quelque accès de mauvaise humeur, une inspiration subite, une circonstance accidentelle, moins que rien venait rompre le pacte. Alors chaque bande s'en allait de son côté, ou bien le capitaine dissident emmenait ses palikares et laissait ses alliés prendre, sans lui, tel parti qui pourrait leur plaire. Tel était le noyau, le nerf, la partie la plus résistante et la plus active de ce qu'on s'empressa en Europe d'appeler l'armée insurrectionnelle.

IV

Vers cette brillante et mouvante élite de courages indisciplinés se tournèrent les troupes de paysans et de citadins grecs insurgés conduits par leurs primats, commandés par les plus ardents fauteurs de la délivrance que fournissaient la bourgade, la ville ou le district; cette classe, ces troupes de combattants sacrifiaient beaucoup plus à la cause hellénique que les capitaines et leurs palikares. Ceux-ci, en définitive, continuaient leur métier; la nou-

velle situation ne changeait pas beaucoup leur train accoutumé, tandis que les bourgeois et les paysans mettaient en péril, ou, pour le dire tout net, donnaient, abandonnaient, sacrifiaient absolument pour la cause nationale, non seulement leur vie, celle de leurs enfants et de leurs femmes, mais, ce qui est souvent beaucoup plus grave chez la plupart des hommes, leurs maisons, leurs champs, leurs meubles, leur argent. Les plus riches des primats n'hésitèrent pas plus que les derniers des pauvres et dans cet abandon convaincu et (pourquoi marchander les mots?) vraiment héroïque, ayant offert tout ce que le cœur et l'intelligence ont le droit d'aimer, en faveur de ce que la conscience préfère, il y a un exemple éternel à méditer pour tout le monde moderne et un exemple qui n'a pas été imité très souvent.

Ce que les propriétaires et les paysans grecs firent alors sur le continent, les négociants, les armateurs, les marins dans les îles le firent tout aussi complètement, et on vit les plus grandes et les plus riches familles d'Hydra comme d'ailleurs dépenser jusqu'à leur dernier talari pour la cause à laquelle ils vouaient visiblement non pas leurs phrases mais leurs efforts. Graduellement, en même temps que la plupart des hommes allaient se faire tuer, les maisons se vidèrent de tout ce qu'elles contenaient qui eût une valeur quelconque. Sur les îles comme sur le continent, tout fut offert, tout fut donné, tout fut sacrifié; il ne resta absolument

rien aux enfants de ceux qui avaient embrassé la cause sainte et on peut voir avec quelle bonne foi et quelle plénitude, puisque tout partit; de sorte que, devant un renoncement pareil, si complet et si rare, on est en droit de prétendre que les fautes, les torts des Grecs ont pu mériter bien des reproches sans doute, mais qu'ils ont été largement couverts par la mieux acquise des absolutions, et ce n'est pas assez que d'arrêter enfin les moralistes d'Europe si empressés à lapider la nation hellénique; il ne serait peut-être que juste de leur arracher les pierres des poings pour les rejeter à leur propre figure.

D'armée grecque proprement dite il n'y en eut point au commencement de l'insurrection; il n'y en eut point dans la suite; il n'y en eut jamais que très temporairement et d'une façon on ne peut plus imparfaite. Matériel de guerre? ce fut un embarras inconnu. Magasin de munitions ou de vivres? on ne sut guère ce que ce pouvait être. Les officiers européens imaginèrent sur le tard, entre autres au siège d'Athènes, de faire combattre en ligne les palikares; il en résulta une défaite déplorable et la mort d'un des très rares chefs militaires, Karaïskakis, dont le caractère et les talents purent mériter l'obéissance des autres chefs. En somme, les Grecs et les Turcs entendaient la guerre à leur façon.

Les hostilités amenèrent très promptement un ravage général dans tous les districts insurgés. Les maisons grecques furent brûlées par les Turcs, les

maisons turques par les Grecs. La plupart des villages ne représentèrent bientôt plus que des monceaux de décombres parsemés de cendres et, dans certaines localités, dans la Morée, par exemple, les propriétaires turcs disparurent de bonne heure, soit par l'extermination, soit par la fuite. Il n'en fut pas de même en Roumélie, où la population devenue musulmane était plus dense, où les capitaines musulmans étaient plus nombreux, où les fortunes territoriales des feudataires osmanlis étaient plus faciles à défendre; dans toute cette contrée, les Grecs eurent plus de peine à se soutenir. Il en résulta que, de proche en proche et à mesure que le temps passait sans améliorer sensiblement la situation, la Morée semblait être plus particulièrement dévolue aux insurgés, bien qu'ils continuassent, cependant, à se montrer sur toute l'étendue des provinces lorsque l'occasion s'en présentait. Leur tactique générale fut admise, résultant de la nature des choses. Au printemps, les forces musulmanes se combinaient, se réunissaient. Les timariots et les spahis, suivis de leurs hommes soit vassaux, soit mercenaires, débouchaient des plaines de la Thessalie, arrivaient en Acarnanie, passaient l'Acheloüs, pillaient ce qui pouvait se trouver encore à prendre et brûlaient ce que les flammes pouvaient saisir, et s'acheminaient vers Athènes, prise et reprise, grâce à son acropole qui en faisait une place de guerre défendable, mais surtout vers Nauplie, où ils ne réussirent jamais à rentrer à cause du voi-

sinage de la mer et de ce rocher sourcilleux du Palamidi où il ne leur était pas donné de pouvoir grimper. Après avoir donc poussé devant eux ou dispersé les bandes grecques qui se rabattaient de droite et de gauche vers les montagnes dans lesquelles les Turcs ne cherchaient pas le plus souvent à pénétrer, il arrivait un moment où un rassemblement hellène plus ou moins considérable, commandé par un capitaine plus ou moins marquant, barrait le passage.

Les adversaires découvraient de loin, d'une part le drapeau bleu à la croix blanche, de l'autre la queue de cheval et les étendards rouges marqués du croissant, de-ci, de-là, chacun s'arrêtait et très loin, tout à fait hors de portée. Si un des deux partis avait du canon, l'autre s'en allait sans discuter davantage. Il était rare qu'ils en eussent l'un ou l'autre. Mais quand les deux troupes ne découvraient au loin que les longs fusils albanais à pierre, les pistolets et le sabre, ce qui était la règle ordinaire, voici comment les choses se passaient :

Des deux côtés, les combattants se disséminaient isolément sur une très longue ligne. Chaque homme mettant à profit les irrégularités du terrain cherchait à s'avancer le plus près possible de la ligne ennemie en se tenant à couvert en vertu du principe fort sage que se battre ce n'est pas se faire tuer. Lorsque le guerrier se jugeait arrivé à la place la meilleure qui pût lui échoir, il ramassait avec soin, toujours courbé à terre, toujours ram-

pant, toujours se gardant de son mieux, les pierres gisant sur le sol à sa portée; il se construisait un petit mur sur quelque pli du terrain et l'élevait de manière à pouvoir se tenir à genoux ou replié sur lui-même derrière ce rempart suffisant pour le couvrir.

Ces préparatifs achevés, il visait un adversaire et faisait feu. De proche en proche et à mesure que chaque soldat se jugeait en aussi bonne situation que possible, la fusillade se prolongeait et c'était un feu roulant qui durait quelquefois plusieurs heures sans amener de résultats sensibles. Pendant ce temps, les chefs jugeaient de la force, de l'animation, de l'ardeur de l'ennemi, et lorsque leurs calculs les persuadaient qu'en insistant ils ne pouvaient décidément pas avoir le dessus, leur mérite consistait à préparer et à exécuter la retraite. De toutes les opérations de guerre, celle-ci était la plus difficile et la plus dangereuse, surtout pour les Grecs, attendu que dans un mouvement de recul ils étaient fort exposés à être chargés et atteints par la cavalerie turque et sabrés. De ce que les tacticiens militaires appellent une retraite en bon ordre en usant des combinaisons savantes qu'ils connaissent, il ne pouvait naturellement être question. Entre la retraite et la déroute, aucune différence n'existait que le degré d'épouvante causé par le degré de probabilité qu'on entrevoyait d'être atteint ou de ne l'être pas. De sorte qu'en prévision d'une pareille éventualité le choix du champ de bataille

était à l'avance un grand sujet de réflexion pour un habile capitaine. Se trouver dans le voisinage d'une montagne et de défilés tortueux et qu'on connaissait bien était la plus enviable des situations. Aussitôt la retraite ordonnée, la troupe combattante se fractionnait en petits groupes qui souvent se résolvaient en individus; chacun se mettait à courir, on gagnait les abris et on se retrouvait plus tard à un rendez-vous assigné. Il faut remarquer ici que les probabilités d'une retraite facile aiguisaient singulièrement le courage des hommes en les rassurant sur l'avenir.

Mais, dans le cas où le capitaine jugeait l'ennemi hésitant, mal armé, répondant mal au feu de ses propres soldats, ou, évidemment moins nombreux, il continuait à exciter ses hommes, il leur faisait remarquer leurs avantages, il leur parlait de Dieu, de la Vierge, des saints, de la vengeance imminente, de la liberté certaine, bref il les grisait de paroles et la poudre produisant, de son côté, l'impression ordinaire de surexcitation nerveuse, on voyait tout à coup d'un côté ou de l'autre un soldat se lever droit derrière son mur, oublieux de tout souci d'être atteint par les balles, il jetait son fusil, tirait son sabre et se couvrant la figure de son bras gauche, il se précipitait en poussant des cris terribles sur l'ennemi le plus voisin. Aussitôt son exemple était suivi, un, deux, trois de ses compagnons, gagnés par son exaltation, jetaient comme lui leurs fusils, comme lui brandissaient leurs sabres et couraient

à l'adversaire; toute la ligne se levait alors et en faisait autant, on se précipitait les uns sur les autres et, après une mêlée qui n'était jamais bien longue, il était ordinaire que le parti qui avait subi l'attaque prenait ardemment la fuite. A ce moment commençait le massacre; on tuait beaucoup de monde; cependant la considération des rançons faisait aussi ménager les prisonniers qui, par la richesse de leur ajustement, semblaient promettre un assez bon profit.

Voilà ce qu'était généralement une bataille. Il y eut aussi des rencontres exceptionnellement terribles. J'ai entendu raconter par un témoin oculaire un fait arrivé dans les montagnes de la Corinthide. Les bandes turques revenaient de la Morée, quittant le siège de Nauplie et rentrant chez elles. C'était une fastueuse et brillante cavalerie composée en grande partie de feudataires thessaliens ; ils se trouvèrent bloqués dans un défilé dont les Grecs avaient muré l'extrémité. Ils voulurent retourner sur leurs pas et trouvèrent l'entrée également fermée. Ils voulurent escalader les pentes abruptes; les palikares les décimèrent du haut des rochers; ils voulurent capituler et obtenir passage à prix d'argent; mais ils avaient commis tant de violences et de cruautés quelques mois auparavant en traversant cette région, qu'on leur refusa tout accord avec le plus outrageant mépris.

Ils voulurent attendre; ils avaient quelque peu de vivres. L'eau descendait des rochers. Tout à coup

elle s'arrêta. Le ruisseau, qui s'abandonnait joyeusement et roulait sur les pierres, laissa son lit vide, quelques filets épars restèrent seulement, et bientôt il ne tomba plus que quelques gouttes bientôt taries.

Le désespoir fut à son comble, car les Turcs comprirent alors seulement ce que les Grecs prétendaient faire d'eux et ils eurent beau épouvanter les échos de cette lugubre vallée par les éclats de leur impuissante colère et de leur désolation, ils subirent leur sort. Cavaliers et chevaux, brûlés par le soleil tombant d'aplomb, expirèrent successivement dans les horreurs de la soif sous les yeux de leurs ennemis. Quelques mois après des amas d'ossements se voyaient là et surtout contre la paroi du rocher où avait coulé la fontaine, et, pendant des années, une crainte explicable écartant chacun, voyageurs et bergers, de ce lieu sinistre, y laissa s'effriter peu à peu dans la solitude les débris des squelettes livrés nus à l'action des éléments.

V

Les bandes turques venant de la Roumélie marchaient donc, au printemps, vers Nauplie. De leur côté, les capitaines grecs et leurs palikares ne voyant pas de motifs pour affronter cette grande

levée d'armes s'empressaient de se disperser et gagnaient les contrées montagneuses. Qui s'en allait vers le Parnès, qui dans les défilés d'Arachova; celui-là s'en retournait en Epire, tel autre s'embarquait et gagnait le Magne. Il semblait que l'insurrection était absolument étouffée et, en effet, les ministres turcs ne manquaient pas de le faire remarquer aux ambassadeurs et peut-être le croyaient-ils eux-mêmes. Le drapeau ottoman flottait partout sans contestation et même sans adversaires visibles dans toutes les provinces dont il occupait les parties habitées, sauf Nauplie et deux ou trois petites îles. On pouvait espérer que la paix allait se rétablir; ce fut la situation qui s'établit et qui se prolongea pendant tant d'années sans que la paix se rétablît le moins du monde.

En effet, les Turcs, maîtres du terrain, mettaient le siège devant Nauplie ou pour mieux dire devant la citadelle du Palamidi, qui couvre la ville. C'est un rocher élevé à une hauteur prodigieuse et où il est assez difficile de monter sans le consentement exprès de ceux qui occupent la crête. Là le moyen âge et les Vénitiens se sont toujours jugés parfaitement en sûreté; les Grecs avaient exactement le même avis et c'était fort raisonnable.

Les Turcs campés aux alentours se flattaient de bloquer la place, et ils la bloquaient, en effet, du côté de terre; mais le port restait libre et les bâtiments d'Hydra y entraient et en sortaient facilement malgré la croisière ottomane. On avait donc

quelque peu à manger dans la place. Le vieux Colocotronis se tenait parfaitement en repos derrière les remparts du Palamidi et du haut d'un pavillon en ruine, placé à l'angle d'un bastion, il observait à son aise ce qui se faisait dans la partie de l'univers digne de l'intéresser. Il avait là, étalés sous ses yeux, et s'étendant jusqu'à d'immenses distances, la mer, les côtes, les îles, le continent; d'un côté, Nauplie, parfaitement calme, de l'autre le camp turc. Il passait ses journées à fumer, à prendre du café et à causer avec ses capitaines et souvent avec les officiers européens amenés dans le port par leurs navires et venant près de lui aux nouvelles.

C'était un personnage qui n'avait rien de vulgaire; longtemps il s'était tenu au service anglais, dans les îles Ioniennes où il occupait le grade de capitaine; en souvenir de quoi, bien qu'il portât toujours le costume national, il se coiffait du casque réglementaire qu'il avait eu jadis. Beaucoup d'idées fort diverses avaient traversé ce cerveau dont l'activité était extrême. Il s'était fait des notions, à lui, sur l'Europe, les Européens, la politique en général, la morale et la pratique de la vie. Il a composé quelques poésies et surtout des fables dont le caractère particulièrement sarcastique n'en touche pas moins quelquefois au plus singulier mysticisme. Dans sa conduite et dans ses entretiens, il eût semblé que la fantaisie du moment avait souvent une part fort large et dont on ne voyait pas trop la valeur logique; mais, en y regardant de près, une

combinaison profondément motivée se cachait sous ces apparences.

Il ne manquait jamais pendant les sièges et blocus annuels dont le Palamidi était l'objet, d'entretenir avec les Turcs des relations souvent fort suivies. On lui faisait des propositions de toute nature. Voulait-il rendre la place? Voulait-il la livrer? Voulait-il la vendre? Il répondait en bonnes formes et discutait tant qu'on voulait.

Se trouvant un jour dans un besoin d'argent particulièrement gênant, il imagina pour s'en tirer de proposer aux Turcs de leur vendre un certain nombre de canons qui armaient ses remparts. La proposition fut acceptée, et quand on en vint à la livraison de la marchandise, les canons furent très paisiblement descendus du haut en bas des murailles et du rocher avec de longues cordes, à la vue des créatures de Dieu. Colocotronis connaissait ses canons et ne les jugeait pas bien nécessaires pour la défense de la place ni bien redoutables pour sa sécurité entre les mains des artilleurs osmanlis. Il semble même probable que ceux-ci auront bien fait de s'en défier.

Cependant le siège et le blocus duraient, personne ne perdant patience, mais comme on se fatigue des meilleures choses, il arrivait immanquablement un matin où Colocotronis, assis dans son kiosque, les jambes croisées sur son coussin, s'adressait à ses capitaines et leur faisait observer négligemment qu'il serait peut-être temps de trou-

bler la quiétude des Turcs; qu'il y avait déjà plusieurs mois qu'on n'avait entendu un seul coup de fusil et que, d'ailleurs, il ne serait pas sans agrément d'aller un peu se promener à la campagne.

A ces paroles, un capitaine quelconque ne manquait jamais de répondre que, quant à lui, il était extrêmement disposé à sortir, que le gros de ses hommes était à tel endroit, qu'il en trouverait aisément d'autres groupés à tel et tel autre et qu'il pourrait s'entendre avec les capitaines tels et tels errants, ou cachés ici et là dans l'Argolide, la Messénie ou sur les confins de l'Attique; mais il ne pouvait se mettre en campagne à moins de tant.

Colocotronis et les chefs, en fumant leurs chibouques, discutaient. C'était beaucoup d'argent ; ne pouvait-on se mettre en guerre à moins de frais? Assurément, non, car il fallait de la poudre, il fallait de nouvelles armes; il fallait encourager celui-ci, décider celui-là. Il fallait quelque chose pour les bergers dont il n'était pas question de se passer en tant qu'hôtes éclaireurs, sauveurs en bien des cas; et le capitaine, lui-même, au moment de se lancer dans une expédition dont il était impossible de prévoir le bon ou le mauvais succès, n'était pas fâché de se faire dresser un habit neuf, car de celui qu'il portait depuis tant de mois, troué, usé, sali et tous les galons éraillés et flétris, comme on ne le voyait que trop, le mieux était de ne rien dire, sinon qu'il convenait mal à un homme de sa condition.

A la fin, cédant un peu, concédant quelque chose, on s'entendait et il ne restait plus qu'à réunir les fonds. Colocotronis donnait quelque peu; un capitaine mettait la main à la poche et présentait son offrande; un autre l'imitait. On députait dans la ville vers tel primat auquel il était possible que quelque argent restât ou fût rentré. On quêtait chez les officiers des navires de guerre européens, bref on grattait là où il y avait quelque chose à gratter. Tout était ainsi pour le mieux; le capitaine qui s'était mis en avant, recevait le trésor, qui ne se montait jamais à une bien haute valeur, le serrait dans sa ceinture, faisait ses adieux et n'avait plus qu'à s'ingénier pour descendre des hauteurs du Palamidi, franchir les lignes turques et gagner la plaine. Souvent il usait de ruse et se glissait dans la nuit au travers des sentinelles, qui, dans tous les camps orientaux, depuis l'époque de Gédéon, ne manquent jamais de s'envelopper soigneusement de leurs capotes et de dormir de leur mieux. D'autres fois, on s'entendait avec elles et on achetait bon marché leur inattention. Une, deux, trois semaines se passaient, et un matin, on entendait un grand mouvement parmi les infidèles; trompettes sonnaient, tambourins battaient, le canon grondait, les bandes armées s'agitaient et couraient de çà et de là, et, en prêtant l'oreille, on distinguait au loin des séries de fusillades.

— Voilà nos gens! — C'étaient eux certainement. Tout Nauplie était en l'air. On savait ce qui allait

arriver. Il arrivait que les Turcs se voyant attaqués par derrière, levaient le siège, troussaient bagages et s'en allaient pour rentrer chez eux, bien heureux quand il ne leur arrivait pas de faire des rencontres comme celle de Corinthe. Sur leur route, ils trouvaient les insurgés acharnés après eux comme des essaims de guêpes, sortant de tous les ravins, de toutes les gorges, de tous les recoins où, depuis quelques mois, ces adversaires indomptables se tenaient tapis sans donner signe d'existence, et, pour le faire court, la Grèce entière depuis les îles jusqu'à l'Albanie se trouvait de nouveau soulevée, les affaires remises dans le premier état; l'Europe s'étonnait et s'exclamait; les bergers faisaient sortir leurs troupeaux immenses et leurs chiens des asiles où les Turcs n'avaient pu aller les chercher; les populations retournaient voir les ruines de leurs villes et de leurs villages et tâchaient d'y retrouver sous les pierres les objets cachés; les fugitifs accumulés l'un sur l'autre dans les hangars et les rues de Nauplie allaient respirer aux environs et, positivement, au prix de quelques coups de fusil, l'insurrection se retrouvait précisément au même point où on l'avait vue quand elle avait été étouffée. Alors les assemblées nationales se réunissaient soit dans un lieu, soit dans un autre; mais avant d'en parler, il serait injuste de ne rien dire de ce qu'avaient fait les îles pendant la morte saison.

VI

Elles avaient fait la course et leurs marins avaient tenu les vaisseaux turcs dans un perpétuel état d'angoisse. C'est un fait notoire : l'Islam n'aime pas l'eau. Dans les premiers siècles de l'hégire, les bandes arabes, partout victorieuses, eurent grand'peine à essayer sur la mer la solidité de leur fortune, et elles ne l'eussent probablement jamais tenté si les convertis syriens ne s'étaient mis à leur service, encore furent-ils souvent malheureux contre les navires byzantins, alors que leurs affaires sur terre leur réussissaient si bien et si vite. On peut objecter que les pirates barbaresques ont montré jusqu'à une époque rapprochée de la nôtre de belles qualités nautiques; mais ces forbans classiques se recrutaient presque uniquement parmi les renégats ou fils de renégats italiens, français, espagnols et grecs. Ce n'était pas le vrai sang d'Ismaïl et pas même le sang du patriarche Sem.

Quand la révolution avait éclaté et que les insulaires de l'archipel se furent portés si promptement dans sa cause, la marine ottomane perdit de ce coup sinon la totalité de ses équipages, au moins ce qui en faisait le nerf, et ces intrépides matelots, ces capitaines rompus aux manœuvres de mer, le-

vèrent la main contre elle, de façon à ce qu'elle en resta perpétuellement troublée. On se rappelle les entreprises audacieuses de ces commandants de goélettes, de sloops, de cutters, de barques pontées et non pontées qui s'en allaient faire éveiller le capitan pacha dans les nues au milieu des débris enflammés de ses trois-ponts; Kanaris, Krièzis et tant d'autres montrèrent ce qu'ils savaient faire contre un ennemi d'ailleurs peu redoutable. Il faut en convenir, les insurgés avaient infiniment plus de mal à venir à bout de la guerre territoriale. Cependant ce qui rendit la marine grecque particulièrement notable, c'est qu'elle fut la partie des forces helléniques dont les façons de procéder commencèrent à troubler, à inquiéter, et finalement à fâcher l'Europe. De là provint le premier malentendu sérieux.

Pour apprécier l'action que je vais faire mouvoir sous les yeux du lecteur, il ne faut pas perdre de vue le paysage dans lequel elle se passe. Le pays est ravagé, il n'y a partout que misère et désolation; la peste se promène çà et là; une misère sans limites s'acharne sur les populations fugitives et la faim est partout. Ce ne sont pas les palikares qui sauraient apporter un remède efficace à cette situation, ni y rien changer; c'est assez qu'ils se battent; c'est beaucoup que, quelquefois, ils restent victorieux. Mais les marins donnent des espérances, parce que là où ils opèrent, ils trouvent quelque chose à prendre et ils l'apportent à la masse de leurs misérables compatriotes.

Les marins sont pourvus de lettres de marque; c'est leur gouvernement ou, au moins, ce qui se donne pour tel et que l'Europe considère ici, avec le plus profond intérêt (je parle du public), avec une indulgence rechignée (je parle des cabinets), qui leur distribue, avec l'empressement le plus vif, ces titres de légitimation dont la vertu change le pirate décrié en respectable corsaire. On doit supposer qu'au moment où le morceau de papier magique était remis aux mains du patron de barque hydriote, spetziote, psariote ou autre, l'autorité civile qui le concédait ne manquait jamais de bien faire sentir au récipiendaire l'étendue, mais aussi la limite de ses droits de belligérant.

Le malheur voulut que cette nuance délicate ne fût presque jamais bien saisie; les coureurs de mers ne parvinrent pas à se pénétrer de l'immunité des neutres. Enlever un navire turc, rien de mieux; descendre sur une côte turque et la piller à blanc, admirable! On arrivait en pays grec avec le butin; cela faisait plaisir à tout le monde et soulageait un moment la détresse commune. Mais quand le corsaire voyait passer à proximité un bâtiment triestin ou anglais notoirement chargé de munitions de guerre pour les Turcs; lorsqu'il était assuré que la cargaison ne se composait que de propriété turque? Que devait-il faire? Respecter la sainteté du pavillon, il n'y a pas à cela le moindre doute. Tous les bons auteurs en tombent d'accord, le pavillon couvre tout ce qu'il est nécessaire de couvrir. Mal-

heureusement les corsaires hellènes eurent tant de peine à goûter cette doctrine que beaucoup d'entre eux n'y parvinrent jamais et quand le bâtiment en question apparaissait, la tentation devenait si forte qu'en beaucoup de cas, le croiseur y succombait, emmenait comme de bonne prise ce qu'il lui était extrêmement agréable de prendre et de garder et venait recevoir, sur un point quelconque de débarquement, les compliments, les félicitations, les éloges de ses amis plus accoutumés à perdre qu'à gagner, ce qui leur rendait le contraste plus sensible.

Mais les négociants dépouillés se plaignaient. Ils voulaient être indemnisés. Soit de Vienne, soit de Londres, on adressait au gouvernement hellénique de justes observations; on lui exposait à nouveau la doctrine incontestable; on l'invitait à payer des dommages-intérêts et à punir les coupables.

C'était plus facile à dire qu'à faire. Le gouvernement auquel on s'adressait, en supposant même qu'il existât, n'était pas trop en mesure de mettre la main au collet de gens plus forts que lui; quant à restituer quoi que ce soit ou à donner des indemnités, c'était impossibilité toute pure; où prendre de quoi payer quoi que ce fût? On répondait donc de son mieux, on tirait en longueur et comme le faisaient observer sévèrement mais justement les dépêches des cabinets, on aboutissait constamment à des fins de non-recevoir.

Les corsaires, auteurs du mal, furent sensibles à

cette situation et cherchèrent un moyen de tout arranger. Au début, ils se contentaient d'enlever navires et cargaisons et laissaient aller l'équipage; ensuite ils enlevaient les cargaisons, trouvant difficile de vendre le navire; ils en vinrent à jeter à l'eau les équipages et à couler les coques, afin de pouvoir affirmer qu'ils n'avaient jamais rencontré personne et ne savaient ce dont on voulait leur parler. De cette façon, ils pensaient mettre à l'aise leur gouvernement et se tenir quittes eux-mêmes de beaucoup d'importunités.

Mais ils ne se faisaient pas une idée exacte de la surveillance européenne; d'ailleurs, ils n'étaient pas eux-mêmes discrets sur des opérations qui ne leur semblaient pas trop répréhensibles, de sorte que le mal au lieu de s'en aller s'envenima. Il s'envenima d'autant plus que les côtes, les baies, les criques de la terre hellénique se mirent unanimement à produire une nuée de petits navires, mistiks et autres qui coururent la mer pour leur propre compte et l'écumèrent de leur mieux. C'était une ressource de gens désespérés, mais c'était une ressource; on mourait de faim, on prenait ce qu'on trouvait et là où on le trouvait et il n'était pas de coup qui ne fût bon pour s'assurer et retenir la proie. Qu'on se mette bien en face de ces bandes faméliques serrées entre la mer et l'invasion turque, voyant leurs femmes et leurs enfants expirer sous leurs yeux par l'horrible excès de toutes les privations; à coup sûr, il n'est pas de tentation qui justifie la faute, mais la

nature est impitoyable et a fondé la loi du *struggle for life*. Je voudrais bien connaître les noms des philosophes européens qui, naufragés sur une côte stérile, ne se sont jamais permis de toucher ni à la propriété ni à la vie des nègres que la destinée mettait gros et gras à leur portée.

L'ordre fut donné partout aux navires de guerre de maintenir la sécurité maritime et de traiter comme il convenait les pirates. Rien de plus juste; mais il y eut un cri universel d'indignation parmi les Grecs. Tous leurs navires pouvaient être, avec ou sans motif, tenus pour pirates; tous pouvaient être considérés comme simplement corsaires; tout dépendait du point de vue où un officier souvent subalterne voudrait consentir à se placer. D'un coup, ce que les insurgés appelaient leur marine devenait justiciable d'un enseigne de vaisseau. Il leur fallait avoir des papiers de bord en règle, répondre à des interrogatoires constants et finalement être toujours suspects. — Quoi! disaient les Grecs, vous vous dites nos amis, et tandis que nous manquons de tout, vous alimentez les Turcs de ce qu'ils peuvent souhaiter et vous leur vendez des armes contre nous! Vous prétendez que nous aurons raison des Turcs insurgés contre la tyrannie et vous pendez nos marins, et vous les fusillez, et vous inspectez nos navires, et vous traitez nos meilleurs et plus braves capitaines comme des malfaiteurs! Vous nous rebattez constamment les oreilles de personnages que nous ne connaissons pas du tout et

vous n'avez à la bouche que les noms de Miltiade, de Thémistocle, d'Agésilas *e tutti quanti*, et vous voulez vous persuader et à nous-mêmes que ces anciens ennemis des Turcs de ce temps-là y regardaient de près pour se mettre en état de faire au moins un repas par jour aux dépens de qui leur faisait tort?

Ces explosions de colère furent si vives et si emportées, que l'on vit les Grecs attaquer même les marines militaires qui venaient les contrarier. Ils eurent dans tout ceci un tort principal qui domina de beaucoup les autres; ils n'étaient pas les plus forts, sans quoi on n'eût pas même songé à leur disputer les plus extrêmes des prérogatives que l'on a vu plus tard réclamer et pratiquer à la marine américaine quand, dans la guerre de la Sécession, elle eut à agir contre les confédérés.

La vérité est que les Grecs étaient dans un grand embarras. Ils tenaient bon, mais leur pays restait anéanti; leur population épuisée diminuait de mois en mois; beaucoup mouraient, non par la guerre, mais par le dénuement; les marchés d'Alexandrie et de Syrie se couvraient d'enfants, de jeunes filles ou jeunes femmes vendus çà et là; l'Europe continuait à discuter, raisonner, déraisonner, faire des phrases, vouloir l'intégrité de l'empire ottoman et la rendre non moins impossible que la délivrance des pays insurgés; mais ces derniers ne cédaient pas et on avait beau se dire leurs meilleurs amis, se mettre à pourchasser désormais leurs marins,

assurément fort coupables, mais d'autant plus chers à la nation qu'en définitive, sans eux, elle n'aurait pu même conserver ni Nauplie, ni les îles, ses derniers refuges, les Grecs continuèrent à ne pas céder et il n'est pas question de nier que ce fût là ce qui s'appelle et a droit de s'appeler de l'intrépidité, si on en veut trouver dans ce monde.

VII

Maintenant il est temps de parler de ce qui s'appelait le gouvernement hellénique et de voir ce que c'était. A la façon dont le mouvement national avait surgi, résultant de la nature même des choses et non pas de quoi que ce soit qui ressemblât à une théorie, la cause étant des plus simples et l'effet pareillement, il eût semblé que la constitution du corps résistant dût être simple à son tour comme ce qui la mettait en branle ; mais, précisément, c'était le contraire et on comprend qu'entre les Phanariotes d'une part, de l'autre les Grecs vivant et élevés en Europe, il y avait des divergences considérables dans le point de vue et qu'entre ces deux catégories, et les capitaines rouméliotes, soit Klephtes, soit Armatoles, et les primats du Péloponèse et de l'Attique et de la Béotie, et les négociants des îles et leurs marins et les auxiliaires grecs venus de l'Asie et d'un peu partout, il s'en

montrait encore davantage, sans compter celles qui se prononçaient dans chacune de ces classes en particulier et qui étaient les plus tranchées de toutes. Il n'est pas besoin d'expliquer comment et pourquoi un capitaine en détestait un autre; par quel motif un primat ne pouvait pas s'accorder avec un ancien rival d'influence et comment toutes ces passions, tourbillonnant au sein de la passion principale qui était le patriotisme, en dérangeaient à chaque instant les espérances.

Le peuple, lui, n'avait pas d'opinion, sauf celle-ci que le Turc étant un monstre, il fallait en finir avec lui; du reste, il s'en remettait à son supérieur et marchait où ce supérieur le menait, le paysan suivant le primat, le marin son armateur, le palikare son capitaine; de cette façon se maintenait une myriade de petites influences contendantes qui s'appelait légion et qui, si elle voulait ardemment la résurrection et l'indépendance, ne consentait nullement à la mort des prérogatives particulières. Ce n'était pas ce qu'on pouvait appeler une action aristocratique; presque tous les hommes qui jouaient ou prétendaient jouer un rôle étaient là les enfants de leurs œuvres; c'était une cohue de meneurs; ils se voulaient les uns aux autres plus de mal que de bien et se jouaient à l'occasion des tours damnables; par-dessus le marché, le particularisme était l'âme de toutes les conceptions politiques et pour tel personnage, absolument pareil à tous et à chacun de ses rivaux, la Grèce qui n'existait pas en-

core était certainement le premier pays du monde et le centre de l'univers; mais la Morée était le centre de la Grèce, Tripolitza le centre de la Morée, et le quartier de Tripolitza, où demeurait le raisonneur en question, était le premier des quartiers du monde connu, par cette raison décisive qu'il contenait la famille la plus éminente en mérite qu'on pût rêver; on voit la conséquence.

En même temps que la guerre contre les Turcs avait commencé, le goût de la guerre civile s'était ému de même entre les zélateurs de l'affranchissement et chaque fois que ceux-ci en eurent le temps, tel capitaine profita de son moment de récréation pour faire feu sur un compagnon. C'est de cette disposition générale des esprits que devait pourtant sortir un gouvernement commun. D'abord il fallait démontrer qu'un gouvernement était nécessaire, ce qui n'était reconnu *a priori* par personne, et le principal argument dont les Grecs du dehors se servirent pour faire accepter cette idée, c'est que l'Europe y tenait et que sans gouvernement c'en était fait de l'intérêt de l'Europe. On se serait parfaitement contenté d'une confédération de communes et de capitaines; mais on se soumit. Seulement qu'allait-on prendre?

On allait prendre d'abord une assemblée nationale parce que l'Europe aimait les assemblées nationales. Soit, on s'y accommoda et se députa qui voulut ou qui put. Le corps électoral existait fort peu; on le supposa. Quand l'Assemblée de Trézène

ou d'Argos ou de tout autre endroit fut rassemblée tant bien que mal, les partis se formèrent et cela on le sut très bien faire; on avait tous les instincts de division à commandement. L'élection d'un chef suprême, d'un président, resta toujours très laborieuse. Cependant il convenait d'en avoir un. La difficulté était de le faire reconnaître et sur cette conséquence inévitable, tous les esprits, sauf un, celui du président lui-même, se révoltaient. Alors on parlait de nouveau de l'horreur de l'Europe pour un pays sans direction. On se soumettait. Je vois encore un homme d'Etat de ce temps qui me montrait en souriant son anneau formé par une gemme antique représentant une Pallas. « Ce fut là, me dit-il, le sceau adopté par l'Assemblée d'Argos. Très peu de gens y savaient ce que c'était que Pallas et personne ne s'en souciait. Mais à Paris, à Londres, en Allemagne on fut transporté d'enthousiasme et on envoya de l'argent. »

Une fois le gouvernement formé avec beaucoup de peine, tout était dit; personne ne lui obéissait; au bout de quelques mois, on le renversait. A sa place, il s'en établissait un autre, quelquefois deux auxquels leurs partisans n'accordaient guère plus de déférence que leurs adversaires. Tout cela était peu admissible, sans aucun doute; pourtant au milieu de cette inqualifiable turbulence, de ce manque absolu de raison et de logique, de cette absence totale du plus simple bon sens (il n'y a pas de motif pour se montrer sobre de désapprobation),

il y avait une idée qui ne venait à germer dans aucune tête : c'est qu'il fallût se soumettre aux Turcs, et la guerre continuait.

On remarquera que la situation d'esprit des insurgés, tout inacceptable qu'elle pût être pour une intelligence européenne, était tout à fait conforme à ce qui s'est vu en Orient depuis le commencement de l'histoire. Quand les Perses étaient venus jadis attaquer la Grèce, qu'avait fait la Grèce antique? Les Macédoniens, les Thessaliens, les Thébains s'étaient empressés de prendre leurs voisins aux cheveux et une partie des Athéniens eux-mêmes faisaient des vœux pour les Perses. La résistance n'en fut pas paralysée. Quand les Juifs s'ameutèrent contre les Romains et amenèrent par leurs violences le siège de Jérusalem, ils n'eurent rien de plus à cœur que de s'entre-détruire derrière leurs remparts. Les exemples à produire seraient innombrables; un esprit oriental peut nourrir à la fois les passions en apparence les plus contradictoires et il y a quelque chose de féminin dans cette souplesse exercée d'une âme qui peut exécuter à la fois plusieurs mouvements des plus difficiles et des plus épuisants, sans que, pourtant, l'un arrête l'autre, et, non plus, sans que les contradictions les plus flagrantes et les plus visibles réussissent jamais à imposer à la passion la nécessité de renoncer à ce qui nuit. Il est aujourd'hui plus important qu'il ne l'a jamais été pour les Occidentaux de comprendre ce qu'ils sont capables de comprendre

de ce tempérament parce que, par bien des causes, le plus redoutable des conflits se prépare entre les forces asiatiques et les intérêts européens. On fera donc bien de méditer sur ce qui est dit ici de la manière dont furent conduites les affaires grecques. Il y a matière à quelque chose de mieux que le dédain. Mais une autre observation qui ne manque pas non plus d'utilité et qui rentre plus directement encore dans les entrailles du sujet, c'est celle-ci.

Tous les hommes qui, dans des rangs différents, ont pris part à la direction de l'affranchissement hellénique, appartenaient aux classes supérieures de la nation. Ils avaient reçu sous l'empire de circonstances très variées et par l'effet de situations personnelles fort dissemblables, une nature de culture intellectuelle qui offrait les plus grandes variétés, et il s'en fallait de beaucoup que tous eussent le même degré d'éducation. Mais, tous avaient la même confiance dans le succès final et une résolution inébranlable de se dévouer corps et âme à l'obtenir.

En Europe, il s'est produit, depuis une centaine d'années, beaucoup de révolutions. Il y en a eu en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, un peu partout. On peut constater que chacune de ces révolutions a produit un grand nombre d'élévations et d'enrichissements personnels. Jamais aucun parti n'a oublié de faire les affaires de ses chefs. Il a pu se voir que les résultats généraux obtenus par le dérangement des institutions et des habitudes, et

fatalement, par la ruine de plusieurs familles ou personnages, ou même par celle de multitudes entières, n'aient pas donné des résultats généraux bien précieux; jamais il n'est arrivé qu'il ne soit pas sorti de l'eau trouble un certain nombre de poissons fort engraissés et nageant désormais avec la plus intense satisfaction au sein d'eaux cristallines où ils n'avaient pas pris naissance. Rien de pareil ne s'est produit en Grèce. Pendant et après la guerre de l'indépendance on ne l'a pas vu. On a pu facilement constater que tous les coryphées des différents partis, que tous les chefs venus du dehors ou du dedans, Phanariotes, Rouméliotes, Péloponésiens, insulaires, appartenaient, pour la plupart, à des familles riches et souvent fort opulentes au début des hostilités et que toutes sans aucune exception ont été radicalement ruinées; elles ne l'ont pas été fortuitement; elles l'ont été volontairement, toutes plus ou moins, et à différents moments, mais en somme unanimement, ont donné de la main à la main aux besoins de la patrie et aux nécessités de la lutte ce que la lutte et la patrie ont réclamé et aucun n'y a profité, et on ne saurait pas citer un seul individu ni une seule maison, je dis qu'on ne pourrait ni les trouver ni les signaler jusqu'à l'heure actuelle, qui s'étant fait un nom dans la période de création du pays, y ait gagné l'ombre d'une fortune, ni plus ni autre chose que l'honneur de la pauvreté. Ceci, assurément, vaut la peine d'être mis en regard des torts de différentes espèces

que les Grecs ont réussi à se donner, bien qu'assurément les Européens puissent professer que la méthode occidentale est la plus judicieuse. Il m'est arrivé un matin de rencontrer dans une rue d'Athènes, qu'on appelle la rue d'Eole, un homme qui avait quitté le ministère depuis peu de jours. Non seulement il appartenait personnellement à une famille dont la situation avait été bonne avant la guerre de l'indépendance, mais, au temps des Turcs, il avait dû à cet état florissant des affaires domestiques de ses parents d'être envoyé en Italie et en France et d'y recevoir une excellente éducation. Il est à l'heure actuelle un des hommes qui ont rendu le plus de services à leur pays et dont la distinction d'esprit, de manières est des plus séduisantes. Je l'ai donc rencontré un matin dans la rue d'Eole, et il portait à la main, au bout d'une paille, trois petits poissons qu'il venait d'acheter pour son dîner.

VIII

Je voudrais avoir bien fait saisir la réalité de ce fait que les Européens, philhellènes et autres, arrivant en Grèce au moment de la guerre durent être scandalisés et épouvantés de la rapacité du peuple qu'ils trouvaient. On les harcelait de demandes et d'exigences; on ne tenait pas un compte aussi consi-

dérable qu'ils l'eussent souhaité des excellents conseils dont ils ne demandaient pas mieux que de se montrer prodigues; on écoutait avec distraction le développement admirable de leurs théorèmes constitutionnels, surtout de la discipline, de la raison, de l'honnêteté scrupuleuse à leur égard; on préférait même ne pas en entendre parler. Mais on leur disait incessamment : « Donnez-nous de l'argent; donnez-nous du pain, des armes, des couvertures, des vêtements. Nous ne possédons rien au monde et nous mourons de misère. »

C'était une conversation entre de belles intelligences dont les corps étaient en parfait état de prospérité, et des ventres extrêmement creux dont les oreilles devenaient chaque jour plus sourdes. On conçoit le dégoût, la mauvaise humeur et l'irritation de gens à qui rien ne manquait, sauf l'occasion de faire admettre leurs belles paroles; mais il se trouvera aussi peut-être des esprits qui comprendront pourquoi et comment les Grecs persistaient dans les irrégularités de leur conduite en dépit des sourcils froncés de leurs mentors. Ils s'excitaient en disant qu'avant tout passe le besoin de manger. Ce qui est curieux, c'est qu'à Paris et à Londres, les partisans les plus résolus des Grecs n'ont jamais pu réussir à comprendre cette image-là. Mais comme vers 1827 et 1828 l'opinion publique commençait un peu à se fatiguer de ses favoris, les Grecs bienveillants inventèrent une doctrine subtile pour rendre à ceux-ci leur ancien lustre, et cette doc-

trine découla encore et toujours du *Jeune Anacharsis*.

— En effet, dirent les débonnaires, il n'est que trop apparent que les héros de la Grèce moderne présentent dans leurs caractères certains côtés qui ne sont pas épiques, et que, du moins, Philopœmen et surtout Plutarque n'auraient pas admis. Il faut en chercher les causes dans les quatre siècles d'oppression qui ont complètement oblitéré les vertus nationales. La faute de toutes les déviations morales que l'on signale, non sans motif : mendicité facile, vol, astuce, piraterie et le reste, ce ne sont là que des conséquences lamentables, sans doute, mais inévitables de l'esclavage. Les Turcs seuls sont responsables des torts de leurs victimes. Donnez aux Grecs la liberté et des institutions convenablement pondérées, et vous les verrez de suite reprendre les errements d'Aristide.

On tenait à Aristide, il n'y avait pas moyen qu'on s'en détachât, et on y revenait par tous les côtés, depuis surtout qu'il fallait avouer l'impossibilité de le rencontrer, sous son costume classique, dans les bivouacs des palikares ni non plus chez les hommes d'Etat de Nauplie. L'amour des phrases, ce poison lent qui tuera l'Europe, empêchait de voir qu'il n'est pas du tout nécessaire d'aller chercher des explications bien loin pour se rendre compte que des gens qui manquent de tout ont tort de chercher à l'obtenir par tous les moyens répréhensibles et autres, mais qu'on est en obligation de les excuser et, si l'on peut, de leur fournir ce qu'il leur faut.

Alors on verra ce qu'ils valent et ce qu'ils ne valent pas; mais il est hors de toute justice et de toute raison de moraliser sur des gens qui agonisent.

Cependant, on le faisait; on se fatiguait de souffrances qui duraient depuis trop longtemps. Les imaginations s'émoussaient et ne communiquaient plus à la sensibilité cette douce vibration sans laquelle elle s'endort. On s'endurcissait. Les tableaux sur les Grecs, les romances sur les jeunes Grecques, les poésies sur les vieux guerriers grecs perdaient leur charme avec leur nouveauté. On se fatiguait, il n'y a pas de meilleur mot pour exprimer l'état des choses; les insurgés recevaient moins de secours et n'en continuaient pas moins à se laisser mourir.

D'un autre côté, les cabinets, dans leurs oscillations et leurs incertitudes, avec leurs soucis causés par la politique russe, par les exigences des libéraux, par les adjurations des philanthropes, par les fureurs extatiques de la presse, avaient fini, sans le vouloir, par brûler la flotte turque, ce qui, d'un seul coup, rendait plus de services aux insurgés que tous les comités de secours n'en avaient pu accumuler depuis leur fondation. Le soir même de la victoire les vainqueurs s'en repentaient. A Paris, à Londres, on fut consterné et il se produisit une recrudescence de conviction quant à la nécessité de maintenir entière l'intégrité de l'empire ottoman qu'on venait de désarmer. L'amiral de Rigny, l'auteur du désastre, pour la part française, et qui ne considérait pas de fort bon œil la belle action qu'il

venait de commettre, ne songea tout d'abord qu'à la nécessité de consoler les Turcs et de tâcher de leur faire admettre, avec l'évidence que le gouvernement français leur voulait plus que jamais du bien, la certitude qu'il n'avait jamais été dans sa pensée de causer au pavillon ottoman le moindre préjudice. Il s'empressa de faire voile pour Smyrne et, en arrivant, il se fit conduire au konak afin d'expliquer au pacha comment lui-même concevait ce qui venait d'arriver, et l'impression que le sultan et ses ministres devaient en recevoir.

Il se passa alors une petite scène où l'Européen et l'Oriental montrèrent exactement leurs natures respectives.

L'amiral, après les premiers compliments, se tenait assis en face du dignitaire ottoman; celui-ci, le visage calme et serein comme il convenait à un homme de son rang, se tenait au milieu du coussin du divan; à côté de lui, accroupi, le drogman était prêt à traduire ce qu'allait dire l'amiral.

M. de Rigny commença son propos. Il raconta ce qui venait d'arriver à Navarin et que le pacha ignorait complètement. Il avoua que la flotte ottomane avait été détruite par les alliés et amis affectionnés de Sa Hautesse, mais en même temps il fit valoir tous les arguments qui montraient de la manière la plus victorieuse comme quoi, en agissant de la sorte, ces alliés et amis affectionnés n'avaient manqué à aucun de leurs devoirs et comment, bien au contraire, on pouvait considérer qu'ils s'étaient

accordés pour rendre au sultan un de ces services qui ne se peuvent trop apprécier.

L'enchaînement de ces assertions n'était pas facile à ménager et plus malaisé encore était-il de les présenter si heureusement, si à propos, sous un si beau jour, d'une si bonne manière que le pacha pût être amené à penser que l'amiral ne se moquait pas de la judiciaire de son auditeur.

Le pacha, en effet, tenait les yeux fixés sur M. de Rigny et celui-ci, gêné dans les mailles de sa dialectique, s'était levé et déduisait ses raisonnements en se promenant avec agitation au travers de la salle. Le pacha ne perdait pas un seul de ses mouvements, et, malgré sa gravité solennelle, un étonnement de plus en plus profond s'imprimait sur son visage; il était mal à l'aise; l'amiral le voyait, s'attendait à une explosion et la souhaitait de tout son cœur, car, incontestablement, il est plus commode de crier de mauvaises raisons aux oreilles d'un homme en colère que de les déduire par le menu à un homme de sang-froid.

Tout à coup, en effet, le pacha éclata, il dit au drogman :

— Demande à cet homme si le malin esprit le possède, qu'il ne peut s'empêcher de marcher et de gesticuler dans tous les sens, au lieu de rester assis, racontant comme une créature raisonnable ce qu'il veut me dire!

L'Oriental n'avait pas fait la moindre attention aux paroles de l'Européen, tant il avait été fasciné

et choqué par le perpétuel mouvement de celui-ci, et voilà comment les deux races parviennent si difficilement à se comprendre, l'une se nourrissant de passions, de besoins et de faits actuels, l'autre empreinte de prévisions vraies ou fausses mais toujours à longue portée et qui mènent à leur suite un long équipage de formules et de dictons.

Enfin, à la longue, si les Grecs s'épuisaient parce que l'Europe ne voulait ni les abandonner tout à fait ni les soutenir complètement, les Turcs croyaient rapidement arriver, eux aussi, à la fin de leurs forces, parce que la même Europe qui soutenait l'intégrité de l'empire ottoman brûlait les vaisseaux turcs, arrêtait Ibrahim Pacha tout court et n'admettait pas que les Grecs pussent s'affranchir, n'admettait pas davantage que les Turcs pussent les soumettre. En grand et en petit, elle appliquait ce système également funeste aux deux causes. Chez les Grecs, l'humanité souffrait particulièrement; chez les Turcs, l'intérêt d'Etat européen.

On multiplierait à l'infini les détails de cette désastreuse conduite et, pour n'en prendre qu'un exemple, il arriva un jour où les commissaires français, anglais, autrichiens et russes accrédités auprès d'Ibrahim Pacha reçurent l'ordre d'exiger de ce chef le renvoi sans rançon et la libération immédiate des hommes, femmes et enfants grecs, prisonniers dans son camp et sur ses navires.

Le prince égyptien se déclara prêt à obtempérer aux désirs des gouvernements; il objecta toutefois

que s'il était simple et facile de renvoyer les hommes chez eux, la question se compliquait pour les enfants; il y en avait de toutes les provenances, beaucoup sans père, ni mère, ni parents; où allaient-ils aller? Quant aux femmes, il fallait y prendre garde; la plupart étaient déjà mariées à leurs acheteurs; plusieurs étaient mères; beaucoup allaient le devenir. La femme orientale est passive de sa nature. Ces unions, dont le principe pouvait être contestable quant aux débuts, assuraient désormais aux victimes un gîte, du pain et la sécurité et, dans la plupart des cas, des affections domestiques. Il fallait prendre garde qu'on allait, sous prétexte de restituer aux captives les bienfaits de la liberté, les plonger dans un abîme de misère et probablement amener leur perte.

Le raisonnement d'Ibrahim Pacha ne fut pas admis, les ordres reçus étant péremptoires. Toute la presse européenne était là, attendant avec impatience le moment de dérouler ses périodes sur ces femmes arrachées à la scélératesse des Ottomans. Elles le furent, en effet, et je tiens d'un des commissaires auquel un mauvais sort imposa la poursuite de ce misérable bienfait, qu'il fallut employer la force pour faire sortir du camp turc des femmes désespérées; plusieurs d'entre elles préférèrent se jeter dans la mer et s'y noyer à aller retrouver l'immense infortune qui les attendait en pleins champs.

IX

Enfin, les choses étant arrivées au dernier terme et aucun des deux partis ne se trouvant autorisé à poursuivre jusqu'au bout ce qu'il voulait, l'Europe, en face de ces combattants épuisés et tombant à terre, finit par admettre que l'empire ottoman maintiendrait son intégrité et que les Grecs seraient libres, et en attendant qu'elle fût parvenue à ajuster cette contradiction, les hostilités durent prendre fin, et le nouvel Etat, auquel on ne laissait encore prendre ni forme ni couleur, eut à s'arranger comme il pourrait dans un état provisoire dont le comte Jean Capodistrias, Ionien au service de Russie, fut chargé de tirer le meilleur parti possible.

Il ne fut pas un Grec qui ne dût s'adresser cette question suprême : « Que veut-on faire de nous? »

En effet, d'eux-mêmes ils ne pouvaient rien faire, on ne leur en accordait pas le droit; ce droit, ils n'avaient assurément plus la force de chercher à le prendre. On ne leur donnait pas un territoire; qui savait où était la limite du territoire grec et de quoi il se composait? Quant à eux, ils réclamaient naturellement leur patrie, celle que les Turcs avaient subjuguée un temps, mais non pas tuée; ils réclamaient l'empire byzantin et Constantinople; il

n'était pas question de les leur rendre. Ils espéraient pourtant que le temps leur ferait justice et ils appelaient leur désir : la Grande Idée. Pour le moment, entassés les uns sur les autres dans le Péloponèse complètement rasé, Phanariotes exilés, capitaines et palikares, Rouméliotes n'ayant de terre que celle couverte par la largeur de leurs semelles, primats et paysans ruinés, ils avaient seulement gagné ce point que les Turcs ne leur devaient plus courir sus; mais, contre la guerre civile, ils n'avaient aucune garantie; les premières nécessités de la vie leur manquaient autant que devant; en plus, on les surveillait de plus près que jamais pour les empêcher de se procurer du pain aux dépens du premier venu. Il faut avouer qu'une situation plus lamentable se laisse difficilement deviner et que l'Europe ne s'était mise en frais ni de beaucoup d'habileté, ni de beaucoup de prévoyance, ni de beaucoup de générosité, ni de beaucoup d'humanité, ni enfin de beaucoup de justice en toute cette affaire. Elle avait été inique pour les Turcs, inique pour les Grecs. A ces derniers, elle envoyait de temps en temps de petites sommes et s'étonnait que le président Capodistrias trouvât si peu de zèle dans ses administrés pour fonder des écoles, établir une administration régulière, discipliner des troupes, et revenir, en un mot, à la vertu et à la gloire antiques, le tout en quelques semaines.

Comme il eût été facile de s'y attendre, tout, au lieu d'aller bien, alla au pire. Les Grecs impatientés

et pressés ne trouvèrent pas que la misère disparût assez vite. Ce monde sans asile n'ayant plus que les habitudes de l'agitation les garda. Aucune passion ne se tempéra parce que des intérêts nouveaux ne s'empressaient pas de venir les amortir. On a cité souvent ce qui était arrivé des soldats de Cromwell. Ces vétérans se tinrent fort paisibles une fois licenciés et ils vécurent en honnêtes artisans et en marchands irréprochables. C'est qu'en déposant la cuirasse, ils trouvèrent des établissements et des comptoirs tout prêts et des consommateurs pour leur acheter leurs produits; les Grecs, les Rouméliotes ne trouvant rien de pareil, gardèrent le fusil sur l'épaule, les habitudes de fainéantise militaire et toutes les dispositions possibles à risquer de mauvais coups. Capodistrias fut assassiné; la guerre civile recommença et très haut, cette fois-ci, on accusa partout les Grecs d'être indisciplinés et probablement indisciplinables. Ce qui n'était pas propre à les calmer, c'est qu'à tous les partis qui les divisaient déjà, il s'en était ajouté trois autres : le parti russe, le parti anglais et le parti français. Du côté des amis de chacune de ces nations, la théorie était que celle dont il préférait la politique lui paraissait la plus sincèrement amie de la Grèce; en pratique, cela signifiait simplement que le personnage avait des relations directes avec les agents de la puissance à laquelle il s'attachait et attendait d'eux pour lui-même et pour les siens plus de secours et d'avantages qu'il n'eût pu en obtenir des deux autres.

Quant aux gouvernements, chacun cherchait à se faire des créatures afin de donner un jour à l'état qui allait naître la direction la plus conforme à ses intérêts et à ses vues. De là de nouveaux motifs d'anarchie et des dangers non petits pour une existence politique déjà si difficile à former.

Et, malgré tout, la Grèce vivait! Elle vivait en manquant des éléments les plus indispensables à la vie d'un Etat, absolument comme les Grecs eux-mêmes vivaient sans pain, sans vêtements et sans abris! Une sorte de joie sombre était répandue dans tous les cœurs et éclatait sur toutes les physionomies. Tout allait mal; mais, au moins, il n'y avait plus de Turcs et le point principal, le grand point était obtenu; on ne doutait pas d'obtenir les autres. On n'avait pas même de territoire, c'était bien vrai; mais on considérait la reconstruction byzantine comme assurée, on se tenait presque pour être au lendemain de la prise de Constantinople par Mahomet II forcé de rendre sa proie temporaire. Latéralement à cette pensée qui tenait la première place dans l'esprit de chacun, Jean Colettis et Augustin Capodistrias se faisaient la guerre et la conférence de Londres finit, ne voulant pas d'un Grec à la tête du nouveau pays qu'elle méditait de créer, par chercher un candidat pour la couronne qu'elle allait fondre.

Le prince Léopold, depuis le roi des Belges, ne voulut pas du lot qu'on lui offrit et il eut raison à son point de vue. Cependant, s'il eût accepté une

tâche bien lourde, il est fort à croire que la Grèce elle-même s'en fût mieux trouvée. Le jeune prince Othon de Bavière devint l'élu, et à dater de ce moment où l'on considérait désormais comme parfaitement acquis et démontré que les Grecs ne valaient rien, qu'ils n'étaient décidément pas les contemporains de Phidias et de Platon, que de plus ils ne voulaient ni se corriger de leurs défauts ni rien apprendre, etc., qu'enfin on en avait pris la plus mauvaise opinion possible, on les livra aux expérimentations et à la férule du roi Louis de Bavière, père du nouveau souverain, qui décida, en très malencontreux archéologue, où l'on bâtirait des villes et où on n'en bâtirait pas; on envoya la régence, M. d'Armansperg en tête et ses idées toutes faites; on ne donna au royaume ni l'Epire qui avait commencé la révolution, ni la Macédoine, ni la Thessalie, patrie de la plupart des capitaines; on retint dans la part des Turcs plusieurs îles qui s'étaient fortement signalées et compromises et on ajouta encore deux partis à tous ceux qui donnaient déjà aux malheureux Grecs une si remarquable collection d'antagonismes : ce furent les autochtones, c'est-à-dire les habitants originaires de la contrée émancipée et les hétérochtones, ou étrangers, tous venus du dehors et qui n'avaient pas peu contribué à faire l'Indépendance. Mais enfermer dans une même case le propriétaire affamé et son meilleur ami qui ne l'est pas moins, ce n'est pas préparer la concorde.

Et voilà comment, vers 1831, il y a environ quarante-sept ans, commença le royaume des Hellènes, par l'indomptable énergie des Grecs et malgré l'inconsistante connivence des gouvernements de l'Europe. Aussitôt qu'il fut né, l'opinion publique, déjà fort malveillante, ne tarda pas à se tourner absolument contre lui.

TROISIÈME PARTIE

I

Une préoccupation assurément funeste, c'est celle de la science appliquée aux affaires publiques. Souvent cette science n'est pas très sûre de son dire; souvent aussi elle ne tient pas compte de toutes les circonstances dirimantes. Ce siècle-ci est, malheureusement, imbu de la dangereuse manie de se coiffer du bonnet doctoral quand il s'agit d'intérêts politiques. Au nom de la géographie il a professé la doctrine des frontières naturelles ce qui, entraînant pour la France de fatales illusions sur le cours du Rhin, a conduit le premier empire à la découverte que sa frontière naturelle serait, à raisonner de la sorte, sur la rive de l'Elbe, position qui n'était pas indéfiniment tenable. Aux frontières naturelles, la science dont le métier est de professer le pour, le contre et encore autre chose, a substitué les frontières militaires. C'est un système en vertu duquel

la nation la plus forte applique un pistolet chargé sur la poitrine de celle qu'elle croit pouvoir contenir, ce qui fait de ce genre de frontières un arrangement difficilement accepté et, partant, de nature temporaire. Enfin, pour ne pas s'étendre trop, il y a encore la doctrine des alliances de races qui a déjà joué de bien vilains tours à la race latine par les expériences qu'elle a fait essayer. En ce qui concerne les Grecs, l'Europe s'est piquée d'archéologie et c'est pourquoi on a mis leur capitale sur l'emplacement de l'ancienne Athènes.

Peu s'en fallut qu'on ne la forçât de monter et de se tenir sur la crête de l'Acropole. Pourquoi non? C'était l'avis, c'était le désir du roi Louis de Bavière et de ses doctes amis. Quand les Ioniens, sous la conduite d'Apollon, vinrent conquérir les Pélasges, premiers habitants de la vallée de l'Attique, ils montèrent là en haut, y bâtirent leur forteresse, et les vaincus se tenaient en bas. C'était un souvenir des temps les plus héroïques et même mythiques; pourquoi le génie de l'Europe moderne, représenté par des administrateurs et un petit corps d'armée bavarois, n'aurait-il pas joué le rôle du dieu Pythien et des fils d'Ion? L'idée était grande; mais la pratique y répugna. On trouva, tout réfléchi, qu'on serait mieux en bas, dans la plaine, mais, afin de se pénétrer de l'air qu'avait respiré la cité classique, on planta la nouvelle justement dans son enceinte, et sur tous les lieux célèbres on se piqua de construire les quartiers modernes.

Il en résulta que toute cette érudition aboutit à un résultat qui sera éternellement déplorable pour les recherches et les fouilles, attendu qu'on les a rendues impossibles. Telle maison trouve dans le fond de ses caves, en creusant quelque peu, des chapiteaux, des colonnes encore debout; mais le terrain est devenu fort cher et personne n'est curieux d'essayer la démolition d'un terrain récemment bâti pour aller voir ce qui existe sous les fondations. On a donc étouffé pour la science les espérances des plus admirables explorations qui auraient pu jamais se faire. Il eût fallu réserver scrupuleusement ce sol consacré, terrain sur lequel ne s'élevaient plus que les débris des masures turques, autour des quelques églises de sainte Hélène; des travaux bien dirigés auraient mis au jour des trésors de toute nature. Désormais il ne faut compter que sur les dons du hasard.

A part cet inconvénient que les amants de l'antiquité doivent déplorer, il s'en est trouvé un autre qui affecte des intérêts positifs et que la science, si elle avait daigné réfléchir, aurait évité. Lorsque les ancêtres des Athéniens étaient venus asseoir leur Etat dans la forêt des oliviers, ils n'avaient aucun motif pour prévoir les convenances de l'avenir. Il leur fallait un sol quelconque à cultiver, une patrie bonne ou revêche, et peut-être même se tenir à quelque distance de la mer, afin d'éviter les coups de main des pirates. Sous tous ces rapports, la vallée leur convenait parfaitement.

Mais quand ils devinrent un peu puissants et que leurs relations avec les autres Etats grecs, mais surtout avec l'étranger, augmentèrent, ils furent contraints de gagner vers le littoral. Alors le Pirée, Phalère et Munychie furent en réalité les quartiers les plus vivants d'Athènes, et les points où s'établit surtout le commerce. Mais lorsqu'il ne fut plus question de l'intérêt de la petite République et que toute la Grèce devenue province romaine regarda à la fois à sa droite, vers l'Asie et l'Egypte, à sa gauche vers l'Italie, l'Illyrie, la Gaule, Athènes, même avec le Pirée, Phalère et Munychie fut une situation topographique mal adaptée aux circonstances, et le centre vital de la contrée se porta sur l'isthme de Corinthe. C'est donc à l'isthme de Corinthe que la capitale du royaume des Hellènes aurait dû être construite, près de l'Italie, contre l'Europe, entrepôt futur, comme jadis, entre cette partie du monde et l'Asie et l'Afrique, déversoir de l'isthme de Suez, prédestiné peut-être à voir sa population, comme celle de la Corinthe romaine, s'élever à des millions d'habitants.

Sans même pousser les espérances si avant, il n'est pas à douter que si Corinthe avait été reconstruite, la capitale grecque serait déjà, à l'heure qu'il est, une ville plus connue de l'Europe que ne l'est Athènes; beaucoup plus mêlée aux intérêts généraux, beaucoup plus intéressante pour le commerce universel et, par conséquent, beaucoup plus assurée, dans les complications politiques que l'avenir

ne peut manquer d'amener, d'une sympathie occidentale qui jusqu'ici lui a promis ou vanté plus de services qu'effectivement elle ne lui en a rendus. Athènes est si étrangement mal posée sur la carte pour jouer un rôle dans le mouvement européen, que les navires des Messageries n'y font escale qu'à regret, et il leur arrive périodiquement d'abandonner le Pirée pour s'en tenir à Syra. Ce n'est qu'à force de réclamations que le gouvernement grec parvient à faire reprendre ou maintenir un itinéraire que la dignité de sa capitale commande, mais que les nécessités du commerce international ne justifient pas et, ce qui est non moins grave à considérer, c'est que l'achèvement du grand réseau des chemins de fer rayonnant de Constantinople vers les ports de l'Adriatique et le Danube ne pourra se rattacher à Athènes que par un embranchement qui ne sera jamais très rémunérateur. Autant dire qu'Athènes ne saurait prétendre à compter jamais pour ce que la capitale de la nation hellénique devrait valoir.

Tout autre eût été la situation si l'emplacement de Corinthe avait été reconnu pour ce qu'il vaut, si on avait écouté la leçon donnée par le choix des Romains et encore mieux par la prospérité extraordinaire que ce choix avait développée. Les travaux commencés sous Néron pour couper l'isthme sont encore visibles. Il a même été question de les reprendre. Si jamais les capitaux se portaient en assez grande abondance de ce côté pour faire

reprendre le projet et le mener à bien, il est probable que la faute commise par la première administration royale de la Grèce serait réparée et que la ville principale, la ville vivante de la contrée hellénique s'élèverait là où elle aurait dû tout d'abord être construite; mais on ne peut méconnaître que ce serait aux dépens d'intérêts déjà fondés, déjà existants et, par conséquent, au prix d'une véritable et regrettable déperdition de forces. Or, de longtemps, la Grèce ne sera pas en état de gaspiller sa vitalité si tant est qu'il soit jamais permis à un Etat de s'adonner à de pareilles profusions.

Enfin la faute fut commise au nom de l'archéologie qui n'en pouvait mais, et le jeune roi Othon, la régence, les légations européennes, les embryons d'administrations créés par le président Capodistrias, employés publics et le corps d'armée bavarois, tout ce qui devait travailler à la création et au crépissage du nouvel Etat vint s'établir à Athènes.

Ce n'était plus même cette Athènes de l'époque turque, peuplée jadis de dix à douze mille habitants, peut-être moins, cité fort agreste, où il y avait plus de vignes que de murailles et que lord Byron avait aimée. Celle-ci devait ressembler beaucoup à la grande bourgade où régna Pisistrate. Mais au moment où on imagina d'en faire la capitale du royaume hellène, il ne restait pas debout cinquante maisons, et la population entière comptait à peine deux mille malheureux sans ressources, mourant de faim au milieu de leurs décombres. Le roi habi-

tait le plus beau logis de l'endroit et n'y était pas à l'abri des eaux du ciel. On se mit d'abord à bâtir courageusement. C'était ce qui pressait le plus.

II

Le roi donna l'exemple; quelques étrangers le suivirent; des Grecs du dehors commencèrent à envoyer des fonds pour édifier des bâtiments publics, et souvent il leur arriva de vouloir construire en marbre sans considérer que, faute d'ouvriers, le prix de la main-d'œuvre allait prématurément épuiser leurs ressources. Aussi arriva-t-il que plusieurs édifices ne dépassèrent pas le premier étage et en restèrent sur leur bonne intention de donner à la future ville un aspect monumental.

Le peuple et les gens pratiques bâtirent comme ils purent sur les modèles fournis par l'usage du pays, mais pauvrement, ainsi que les ressources générales le voulaient, et comme toute la Grèce, mourant de faim, avait perdu l'habitude du travail, manquait de ressources de tous genres pour le reprendre avec des résultats immédiatement favorables, la population se dirigea de préférence sur la capitale pour demander de quoi manger, se vêtir et se loger au gouvernement qu'on venait de créer pour elle, et qui, évidemment, se chargeait de satis-

faire à tout ce dont on avait besoin. C'était une idée d'autant plus raisonnable, que si la nouvelle administration ne remplissait pas le rôle de providence, personne ne pouvait dire à quoi elle était bonne, car résolument, personne ne comprenait rien à son travail.

M. d'Armansperg et ses collègues, la régence bavaroise, étaient chargés par l'Europe d'accommoder ce pays oriental à la façon européenne, de le repétrir, de le transformer, de le rendre propre à marcher d'après les méthodes admises, d'y poser les bases d'une organisation aussi rationnelle que possible, en un mot de le faire vivre sur des données constitutionnelles. Les metteurs en œuvre étaient soutenus dans ce travail ardu, difficile, délicat par l'aveu et les espérances des Grecs élevés en Europe, et par tout ce que les philhellènes des différents pays pouvaient leur apporter d'encouragements et de secours. Avant tout, il leur fallait, dans un pays ruiné et ravagé, asseoir les bases d'un budget et ouvrir des sources de recettes, dont, il faut l'avouer, il n'existait encore que bien peu d'espérances. En revanche, le chapitre des dépenses indispensables se dressait de lui-même et présentait des chiffres assez effrayants.

Ce qui ne l'était pas moins, c'était la présence, l'attitude des chefs militaires, des meneurs de toute espèce auxquels la régence venait, avant tout, comme préparation indispensable à son action, d'imposer le silence et la plus complète inaction. On

voyait, de çà et de là, ces hommes, chers au pays parce qu'ils avaient fait l'indépendance, dépouillés de tout crédit et réduits au néant. Derrière eux se pressaient leurs suivants, leurs amis, leurs partisans, la foule famélique accoutumée à n'attendre que d'eux sa subsistance, et ils leur apprenaient que, pour le moment du moins, ils ne pouvaient absolument rien, et qu'il fallait attendre jusqu'à ce que la régence eût réussi à produire une situation donnant aux uns le moyen d'être utiles aux autres, et, à tous, celui de se procurer également des moyens d'existence dont tout le monde manquait.

La régence avait déjà compris, et la conférence de Londres n'avait pas mis en doute qu'il fallait commencer par avancer de l'argent. Des emprunts avaient été négociés antérieurement déjà; on en fit un nouveau en 1832, et celui-ci, comme ceux qui l'avaient précédé et que les finances encore absentes devaient rembourser un jour avec les intérêts, fut mis dans les mains du nouveau pouvoir.

Il était entendu que la régence s'en servirait d'abord pour réorganiser ou, mieux, continuer à organiser le territoire, dont se devait composer le nouveau royaume; la population, attentive à la manière dont les choses allaient se passer, comprit, à première vue, que pour avoir sa part des libéralités mesurées des dispensateurs de l'argent public, il n'y avait qu'une seule marche à suivre, c'était de devenir employé. Tout le monde voulut l'être.

Ce fut, dès l'abord, une avidité pour les places qui égala, si elle ne le surpassa, ce que l'on voit dans les gouvernements les plus riches, les plus civilisés. La régence ne tarda pas à s'apercevoir que l'Etat allait avoir à sa suite plus de serviteurs qu'il n'était en humeur d'en payer, et en même temps qu'il s'attacha à en limiter le nombre autant que possible, il s'efforça de diriger l'attention de tous ces affamés vers les fonctions de l'agriculture, du commerce, de l'industrie. Mais il eut peu de succès à l'abord; on s'en scandalisa et on eut tort, car la raison en est évidente.

Dans un pays où les capitaux manquaient à tout le monde, sauf aux chefs de l'Etat, il n'est pas aisé d'embrasser une profession libre, et plus malaisé encore de tirer de cette profession, à l'avance stérilisée, des moyens d'existence ; tandis qu'il était manifeste qu'obtenir un emploi rétribué mettait immédiatement celui qui le tenait à l'abri du besoin; les conseils, les invitations de la régence eurent donc peu de succès, et le nombre très considérable des solliciteurs qui, à plus ou moins bon titre, faisaient valoir des droits, menaça de s'augmenter outre mesure par l'arrivée d'un nombre de jeunes gens qui, avides de se mettre, par une instruction sommaire, en état de remplir à peu près une place d'employé, encombrèrent bientôt les rues et les maisons d'Athènes. Tous ces hommes pressés de manger ne manquaient pas, dès le premier jour, de s'enrôler, qui dans le parti

anglais, qui dans le parti français, qui sous la bannière russe, et ce fut plus que jamais un concert de sollicitations. Est-il bien extraordinaire que cette foule, aiguillonnée par les plus impérieux besoins de la nature, se soit précipitée avec la dernière passion dans une vie d'intrigue toute brillante de promesses, et que peu d'années aient suffi pour faire éclore en Grèce et pulluler, avec une abondance à rendre jaloux même un Etat américain, la classe dangereuse et stérile « des politicians »? C'était un résultat inévitable de la situation.

Un autre résultat, non moins facile à prévoir, fut celui-ci : les chefs du pays qu'il était impossible, après tout, de ne pas ménager, après les avoir déclarés inutiles et dangereux, parce qu'ils pouvaient à l'occasion faire du bien ou du mal à un gouvernement sans racines, ces chefs se trouvèrent beaucoup plus puissants que par le passé; leurs partis, au lieu de diminuer, allaient grossissant. C'était à l'un ou à l'autre de ces personnages que chacun se rattachait; la régence n'était considérée que comme un caissier rébarbatif; on l'accusa bien vite d'administrer mal et de dépenser plus mal encore les fonds de l'emprunt, toutes les fois qu'elle n'en disposait pas en faveur de celui qui en voulait; ses amis furent mal notés, mal vus, considérés comme des traîtres parce qu'ils étaient des élus, et que, naturellement, on n'en aimait pas le petit nombre, et, aussitôt qu'il y eut un commencement d'armée régulière nationale, officiers et soldats prirent à

partie le contingent bavarois, parce qu'il leur enlevait une partie de leur substance.

Tout ce que les membres de la régence firent de bon et d'utile ne fut nullement considéré comme tel. Ce n'est que plus tard et assez tard que l'on a confessé les services rendus par M. de Maurer et dont l'effet dure encore. Mais, en revanche, on insista, plus que de raison, sur l'ennui imposé par les formes sèches, didactiques, hautaines de M. d'Armansperg. Le fond de la difficulté n'était pas là. Comme les chefs indigènes assuraient chaque jour à leurs hommes que si eux étaient chargés des affaires publiques, tous les bien-pensants se trouveraient immédiatement dans le paradis budgétaire, la pression du pays contre la régence devint chaque jour plus forte; celle-ci eut contre elle les Russes, les Français, les Anglais; elle eut contre elle les autochtones, les hétérochtones; elle eut contre elle Colettis, Mavrocordatos, Tricoupis et je néglige les animadversions secondaires, parce que ce fut un *tolle* général qui, enfin, en eut raison; elle dut partir.

Elle partit, et la situation se trouva à peu près la même sous une nouvelle forme, parce qu'il n'est pas possible que les finances d'un Etat, fût-il aussi riche que la Grèce était pauvre, se transforment en manne céleste assez abondante pour nourrir tout un peuple. Les Grecs étaient comme les Israélites eussent été dans le désert, si ceux-ci, au lieu de s'amuser à regretter les oignons d'Egypte, avaient

de suite prétendu à se trouver sans transition dans la Terre Promise. De ce que les Grecs n'étaient plus soumis aux Turcs, cet avantage immense, assurément, ne les dispensait pas de la nécessité de manger et de se vêtir; ils voulaient l'un et l'autre et justement se plaignaient de n'en pas recevoir les moyens. Ils croyaient que l'emprunt devait y parer, s'y dépenser tout entier, y suffire et quand les chefs indigènes furent devenus les maîtres, ils s'employèrent à réaliser le programme commun. Y réussirent-ils? Assurément, et chacun par le même procédé, qui consista à tout donner à ses amis et à tout refuser aux autres. De telle sorte que leurs clientèles étaient fort contentes d'eux, et que le désordre alla augmentant. Dans un cas pareil, l'expérience a prouvé, depuis cinquante ans, qu'une panacée est toujours à portée de la main. C'est simplement de faire une révolution, et les Grecs se jetèrent dans cette voie afin d'obtenir immédiatement le gouvernement constitutionnel dans sa pureté, sa sincérité et son ingénuité : un sénat, une chambre des députés, une presse libre; ils se procurèrent bientôt ces précieux remèdes aux difficultés contre lesquelles ils travaillaient, et ils entrèrent dans une nouvelle phase.

Les ministères n'eurent plus, chacun, qu'une durée très courte. En arrivant aux affaires, les nouveaux maîtres mettaient soigneusement à la porte les employés du régime précédent et les remplaçaient, non moins religieusement, par des gens à

eux. Cette transformation s'opérait du haut en bas, depuis le secrétaire général jusqu'au dernier agent de l'administration. Mais comme le premier personnage de l'administration ne parvenait à son poste que par l'appui des députés, il devait faire participer tous les suppôts de ces députés à sa bonne fortune, aussi bien que les députés eux-mêmes, et alors chacun comprit avec une rapidité merveilleuse que ce qui pouvait arriver de plus heureux, de plus brillant, de plus merveilleux à un homme sur cette terre, c'était d'être nommé député.

D'un autre côté, quand on était ministre, on n'était pas fâché de faire exclure ses adversaires de cette dignité et d'en confirmer les avantages à ses amis. De là naquit une politique électorale qui parut indispensable à tout le monde et produisit les effets les plus curieux. De la liberté des votes, il ne fut guère question que pour les majorités. Dans les cas et dans les lieux où les voix se balançaient à peu près, force coups de fusil jouaient un grand rôle dans les votes; on soutenait des sièges dans les mairies dont les plus forts s'emparaient et qu'ils garnisonnaient; les urnes électorales se laissaient aller à des habitudes de séduction; et dans plus d'un endroit, les bandes de brigands (je parlerai en son lieu de cette spécialité de la Grèce dont on a beaucoup abusé), ces bandes jouaient un rôle considérable dans le choix des représentants de la nation. Il faut dire que presque toujours cette catégorie d'électeurs se montra fort ministérielle. En appuyant le candidat

du gouvernement, elle s'assurait des loisirs et une sorte de liberté de vaquer sans gêne extérieure et sans trouble à ses opérations ordinaires. Bref, le moment d'une élection devint, en Grèce, une sorte de guerre civile au petit pied, qui, cependant, il faut l'avouer pour être exact, différait sensiblement de la vraie guerre civile, en ce sens, que les combattants cherchaient plutôt à s'effrayer qu'à se tuer et, le moment de crise fini, personne n'y songeait plus.

Il va sans dire que ce système ne tendait pas particulièrement à améliorer la situation financière et qu'un nouveau cabinet, en arrivant au pouvoir, ne trouvait pas le coffre de l'Etat aussi bien garni que lui et ses associés eussent pu le désirer. On renvoyait sans doute l'ancien personnel et c'étaient autant de gens qui allaient allumer le feu d'une opposition irréconciliable; mais, ce qu'on promettait aux fonctionnaires nouveaux, on le leur promettait à échéance, et les appointements de personne n'étaient payés. Il est arrivé que, pendant telle période de deux années, le Trésor n'avait rien soldé à aucun fonctionnaire civil; car, pour l'armée, il y eut toujours plus d'égards et, pendant cette période, les emplois avaient changé de mains plusieurs fois; on voyait donc les cafés d'Athènes remplis de créanciers de l'Etat, non moins que de solliciteurs, et ces créanciers eux-mêmes étaient généralement solliciteurs ou allaient, sous peu de jours, le devenir; de sorte que l'espérance et ses déceptions étaient,

en définitive, les divinités les mieux servies par les habitants de ce pays-là. Tous les méridionaux ont une grande propension à s'inspirer de cette forme de culte. En Asie, c'est le fond même de l'existence. La nourriture qui s'en tire est peu substantielle; les consolations en sont illimitées, mais à la condition que le patient ne permettra jamais, en tant qu'il est en lui, au régime qui le maltraite, de s'établir pour une durée quelconque. C'est à cette règle que fut due la très courte longévité dont les ministères grecs se trouvèrent doués par la nature. A peine nés ils mouraient et tombaient; un autre les remplaçait que le mort d'hier, ressuscitant comme papillon d'opposition, plein d'animation, de vie, de courage, faisant miroiter aux yeux les plus belles couleurs du prisme, piquait, aiguillonnait, fatiguait, battait de ses ailes jusqu'à ce qu'il l'eût fait choir à son tour. Il s'est vu que, dans l'espace d'un mois, les différentes légations accréditées à Athènes ont reçu quatre notifications de quatre ministères successifs, leur annonçant que la confiance du roi venait de leur confier le portefeuille et, quatre fois, ces légations ont exprimé la vive satisfaction qu'elles éprouvaient de la communication qui leur était faite. Un de ces ministères avait duré précisément douze heures.

III

Que la poursuite d'un emploi dépendant du gouvernement devienne le seul mode d'existence d'une classe nombreuse de citoyens, c'est ce qui se passe partout; que beaucoup de gens se servent de leur notabilité, ou s'en fassent une plus ou moins factice, ou réussissent à s'en faire supposer une, pour devenir d'abord députés, puis ministres, en un mot, arbitres de la fortune et des intérêts les plus sérieux de leur pays, pour le plus grand avantage de leurs propres affaires, c'est encore là un fait journalier et de tous les lieux par le temps qui court; on peut même se demander ce que les pays livrés à ce genre d'expérimentation peuvent espérer devenir à la longue; mais, ce qu'on n'avait encore observé nulle part, c'était une nation qui, tout entière, autant que l'observation superficielle permettait de s'en rendre compte, semblait agir d'après cette donnée que, l'Etat seul possédant de l'argent comptant, il fallait s'emparer de cet argent par la voie des services rétribués, et supplémentairement de la part des gens visant plus haut que le pain quotidien, se servir de cette disposition générale des esprits pour se faire porter aux affaires, puis y remonter quand on en était tombé, et, en troisième lieu, négocier

comme des valeurs effectives et faire accepter pour bons par ses partisans des emplois qu'on ne payait pas. Là était le triomphe du système, car acheter tout avec du papier en épargnant le métallique, c'est assurément avoir du crédit, et avec du crédit on va très loin.

On serait allé incontestablement, dans le cas actuel, à la ruine absolue de la Grèce, physiquement et moralement, s'il n'y avait pas eu autre chose que ce trafic. Heureusement il y avait autre chose; mais comme c'était l'œuvre la plus apparente, l'Europe, indignée de voir d'elle-même non pas un portrait, mais une caricature aussi réussie et aussi ressemblante, se fâcha de plus en plus contre sa création, trouvant qu'elle se faisait avec trop d'exagération à son image ; et ce fut probablement pour trouver à cet enfant inquiétant des traits qu'elle n'eût pas elle-même, qu'elle se mit à considérer le brigandage hellénique avec une attention extrême et bientôt à en rendre responsable toute la nation qui en souffrait. On a tant parlé de ce mal, on en a tant raisonné à tort et à travers, on a fait tant d'indignation à ce sujet et, enfin, un si lamentable malheur, comme il arrive aisément dans de tels cas, est venu inopinément donner tant de force aux déclamations, qu'il est indispensable d'en parler avec quelque insistance.

Le brigandage a existé en Grèce à l'issue de la guerre de l'Indépendance comme un de ces fléaux qui survivent partout aux grandes surexcitations

nationales. La France, à l'issue de la Terreur et dans les premiers temps de la Restauration, a eu son brigandage; l'Allemagne a eu le sien dans des circonstances analogues; voilà pourquoi la Grèce eut ses brigands en 1830 et encore quelques années après. Mais bientôt cette génération de déprédateurs, ces derniers klephtes de l'ancien régime disparurent et une nouvelle espèce de malfaiteurs se montra. La plus grande partie du royaume ne les connut jamais. On ne les vit pas dans les îles où il ne fut pas question de leur existence. Dans le Péloponèse de même, sauf l'Argolide où des bandes parurent quelquefois, mais elles n'étaient pas du pays et venaient de l'Attique. Le théâtre ordinaire du brigandage fut donc limité à cette province, à l'Acarnanie, à la ligne des frontières turques. Dans toute cette région, il n'y a pas d'exemple qu'un brigand fût originaire du pays. C'étaient toujours des hommes venus du territoire ottoman et, très ordinairement, de l'Epire. En Italie, dans le royaume de Naples, dans les parties encore à demi sarrasines de la Sicile, c'est de la classe des paysans que sortent généralement et avec abondance les recrues des bandes; ce fait ne s'est jamais produit en Grèce et par cette même raison qui fait que dans la partie orientale de la Sicile, peuplée par la race hellénique, le brigandage est et a été de tous temps complètement inconnu, la race grecque de la Grèce ne prend jamais part à cette vie de violence. C'est un fait attesté par toutes les

recherches, par toutes les enquêtes et il suffit déjà pour établir que le brigandage a été un malheur pour l'Hellade, mais non jamais un tort, et il y a la plus criante injustice à le lui reprocher.

Les brigands ont donc toujours été des étrangers sur le sol grec, et les bandes qu'on y a signalées à différentes époques ne se sont jamais composées que d'un très petit nombre d'hommes. Il y a huit ou dix ans, Kitzos tenait toute l'Attique en éveil. Il ne commanda jamais à plus de sept ou huit compagnons, tous originaires comme lui d'au delà de la frontière. Il fut tué le jour où, poursuivi aux environs d'Athènes avec un peu plus de sérieux qu'à l'ordinaire, il s'avisa de passer dans la Corinthide et de se montrer aux environs de Nauplie. Les paysans et les bergers, mal accoutumés à ce genre de visites, se mirent à sa poursuite, le prirent, lui coupèrent la tête et cette tête fut envoyée à Athènes.

Pourquoi les paysans athéniens se montraient moins hostiles pour les brigands? la raison s'en trouve dans ce fait qu'ils étaient plus accoutumés à en voir et ne souffraient aucunement de leur voisinage. Kitzos et ses pareils n'avaient jamais de leur vie attaqué ou molesté en rien un paysan. Tout ce dont ils avaient besoin en fait de provisions, ils le payaient et souvent avec générosité. Il leur arrivait même de mettre la paix dans les villages et d'exercer un rôle protecteur du faible et de l'opprimé. C'était une tradition des anciens klephtes, au moins dans les chansons.

Ils ne commençaient à devenir un peu à charge qu'au paysan riche et au propriétaire de quelque importance. A ceux-là ils demandaient une sorte de tribut, ce que le montagnard d'Ecosse appelait autrefois le « black-mail », et qui passait pour être la rémunération des peines que se donnait le brigand pour que la personne, les propriétés du tributaire fussent scrupuleusement respectées et gardées. En effet, non seulement le brigand ne touchait pas à la propriété de tout homme lui payant cet impôt; mais il était toujours prêt à empêcher qui que ce soit d'y toucher, et cette protection était d'une grande valeur là où il ne s'agissait pas seulement de veiller à la conservation d'un immeuble, mais à celle des vignes, des oliviers et aussi, souvent, de nombreux troupeaux. J'ai vu une lettre écrite par Kitzos à un riche industriel qui avait au Laurium des intérêts considérables et qui, de sa personne, était souvent en voyage sur des routes désertes. Je ne crois pas avoir jamais lu rien de plus poli que ces propositions d'une amitié dont les termes se devaient discuter à un déjeuner assigné sous les colonnes du temple de Sunium.

Que cette amitié et ce déjeuner aient été acceptés ou refusés, je n'en sais rien puisque la loi défendait de pareilles transactions; mais je dirai librement que j'aimerais mieux de beaucoup traiter de quoi que ce soit avec Kitzos et ses pareils qu'avec tels et tels personnages qu'on ne met pas en prison.

Outre le black-mail levé sur les propriétaires, les

brigands avaient encore une autre branche de spéculation, les rançons fournies par les prisonniers. Ceux-ci étaient ou des personnes riches du pays, ne payant pas de tribut, ou des marchands indigènes en voyage ou des voyageurs étrangers victimes d'une promenade imprudente.

Quand le captif était saisi, on le dépouillait de ses armes, s'il en avait, et d'ailleurs on ne lui faisait subir aucune sorte de mauvais traitement. On l'emmenait dans les montagnes et on le promenait de droite et de gauche, car la bande, pour sa propre sécurité, ne s'arrêtait jamais en un même lieu qu'un nombre d'heures très limité. S'il était faible ou fatigué, on le portait. S'il était personnage d'importance et, dans ce cas, l'importance se mesure au chiffre attendu ou convenu de la rançon, on lui faisait chaque soir une tente, un lit et il était traité avec des égards dont il n'avait pas à se plaindre. S'il donnait sa parole de ne pas chercher à s'échapper et que les brigands crussent avoir des motifs de prendre cette parole pour bonne, on le faisait chasser, au cas où il témoignait pouvoir y prendre plaisir. Dans aucun cas il n'était inutilement offensé. Une seule occasion pouvait déterminer des violences qui, alors, étaient de la nature la plus grave.

C'est le cas où les capteurs auraient été inquiétés dans la possession de leur prise, soit par des tentatives faites par les troupes du gouvernement pour opérer une délivrance, soit par d'autres bandits cherchant à leur arracher leur butin. Alors la tra-

dition, le point d'honneur, l'intérêt mis en danger portaient les brigands à tuer leurs captifs, avant qu'on pût les arracher de leurs mains. Cette conséquence prévue, proclamée d'avance de tous les efforts destinés à spolier les spoliateurs est un fait qui a toujours été connu et admis, et je l'ai entendu reconnaître à différentes reprises. J'en citerai quelques exemples qui se sont en quelque façon passés sous mes yeux.

Il y a une dizaine d'années, deux Anglais, lord H..., accompagné d'un de ses amis, allèrent chasser dans la chaîne du Parnasse. On les engagea à Patras à s'en abstenir; mais n'ayant pas jugé convenable de se rendre à cet avis, ils partirent et furent enlevés par des brigands. La légation d'Angleterre, bien au courant de ce qu'il était à propos de faire en cas pareil, ne voulut pas que le gouvernement se mît en frais pour reprendre les captifs. Tout fut remis à une négociation à l'amiable et, après pourparlers, une somme de 75,000 francs fut fixée comme prix de la rançon.

Lord H... resta seul prisonnier et son compagnon, laissé libre de ses mouvements, s'en alla à Athènes réunir les fonds nécessaires. Des mandataires les trouvèrent sans aucune difficulté, revinrent à Patras, passèrent le golfe et ainsi qu'il leur avait été indiqué qu'il fallait faire, un d'entre eux s'en alla seul dans la campagne et fit une assez longue route sans avoir rencontré personne. Il arriva au bout de quelques heures à une petite église comme la Grèce

en compte un si grand nombre. Ce sont de pauvres chapelles, rarement visitées, car la plupart sont fort éloignées de tous les centres actuels d'habitations, mais elles ont ceci de remarquable que toutes elles s'élèvent sur les fondations ou au moins à la place où exista naguère un temple païen.

Le mandataire de lord H... ayant comparé avec ses notes le lieu où il se trouvait et s'étant convaincu que c'était bien là qu'on lui avait dit de venir, saisit la corde de la petite cloche du sanctuaire, et l'ayant mise en branle, le signal se mit à tinter. Il sonna autant et aussi longtemps qu'il le trouva nécessaire, puis il attendit.

Après un délai assez long, il vit venir un paysan ou du moins un homme qui lui parut tel et qui lui adressa une série de questions graduées de façon à passer du lieu commun à l'intéressant et de l'intéressant au détail précis, en donnant à chacun des deux interlocuteurs le temps de se reprendre et de ne parler qu'avec le degré d'abandon indispensable. A la fin, chacun des deux passants put se convaincre que l'autre avait des droits à sa confiance et le libérateur expliqua bien que la somme demandée était consentie et serait payée contre échange de la personne de lord H... Mais une circonstance compliqua la situation. La somme se trouva être, au dire du mandataire, en billets de banque et on ne voulut entendre parler que d'or. Il fallut s'en retourner. On ne trouva pas à Patras 75,000 francs en métallique et ce fut seulement à Athènes qu'on

put se les procurer. Quand cette difficulté eut été résolue, le même manège que la première fois recommença, le messager entra dans les montagnes, les parcourut, retrouva la même petite église, tira la corde de la cloche qui tinta aux échos de la campagne déserte; le passant se montra et quand ce passant fut bien assuré que la rançon était toute prête et cette fois en or, on prit rendez-vous pour le lendemain sur un point désert de la côte.

Il fut encore bien entendu (car il n'est rien de tel que de se bien entendre entre gens d'honneur) que des deux parts on serait de bonne foi et que si, par malheur, on ne l'était pas du côté britannique, et voulait reprendre le captif de force et sans payer, le captif serait tué; du côté des brigands, si on ne délivrait pas lord H... aussitôt que l'on serait assuré de la présence de la rançon, on perdrait tout droit à rien recevoir. Ceci bien entendu, on attendit au lendemain matin.

A l'aurore, une petite embarcation arriva dans une anse déserte et se tint un peu au large. Très promptement on vit descendre de la montagne lord H... en conversation très intime et très gaie avec son capteur et entouré de palikares. Cette petite troupe était fort leste et aussitôt que lord H... fut aperçu de ses amis, ils constatèrent, à son aspect, avec la plus vive satisfaction, qu'il jouissait de la plus florissante santé. Il avait, en effet, mené une existence de sport incessante; beaucoup marché, beaucoup chassé, mangé force gibier de toute

espèce et du mouton rôti aux herbes aromatiques, ce qui constitue une nourriture digne des dieux olympiens, et le vin résiné ne lui avait non plus manqué.

Au moment de faire l'échange de l'heureux prisonnier contre les espèces sonnantes, représentation de sa valeur, le chef embrassant lord H... lui remontra tendrement que des amis aussi solides qu'ils l'étaient devenus ne pouvaient se séparer sans avoir encore une fois déjeuné ensemble, ce que lord H... avoua pour très véritable. On invita les amis venus d'Athènes, les gens de l'embarcation; on fit cuire un agneau, le repas fut des plus animés, mais interrompu de temps en temps par des réflexions mélancoliques sur le malheur de se quitter. Le chef donna son khandjar à lord H... comme un souvenir de leur affection mutuelle. On allait se séparer après force embrassements, quand le capitaine déclara que, puisqu'il voyait son ami pour la dernière fois, il ne pouvait contenir un désir passionné de lui rendre un dernier service et de lui faire la barbe lui-même, et lord H... s'y prêta docilement. Puis on fit l'échange et tout fut dit; lord H... s'en alla et on a prétendu qu'il n'avait pas trouvé trop élevé le prix coûtant des jours de sa captivité.

Voici une autre scène. Quelques mois plus tard, un Grec, qui venait de quitter le portefeuille de ministre des finances, fut enlevé par des brigands, en plein jour, dans sa maison de campagne et le crime s'exécuta avec une telle audace que les jour-

naux opposés au nouveau cabinet ne manquèrent pas de dire que c'était une manœuvre de parti. Pour prouver le contraire, par des démonstrations plus sérieuses que des dénégations passionnées, le gouvernement annonça qu'il allait envoyer des troupes pour traquer les brigands et qu'à tout prix l'ancien ministre allait recouvrer sa liberté.

Un cri universel d'épouvante s'éleva à cette nouvelle et on montra des lettres du prisonnier suppliant d'abandonner une idée pareille qui ne tendait à rien moins qu'à le faire massacrer, ce dont les gens réfléchis tombèrent d'accord. Rien ne fut donc traité ; la rançon fut demandée, débattue, payée; elle se trouva lourde assurément; mais il n'arriva aucun malheur.

Un troisième cas avait fait beaucoup de bruit et est encore conservé dans quelques mémoires. Dans un petit port de mer hellénique, une frégate anglaise était stationnée momentanément et les officiers avaient coutume d'aller passer la soirée dans une famille habitant une villa à peu de distance des autres habitations. Un soir, une heure à peine après que les derniers visiteurs s'étaient retirés, la maison fut envahie par des brigands; ils enlevèrent la fille du logis, jeune personne de quinze à seize ans, et l'emmenèrent dans la montagne.

C'est une notion fort heureusement établie chez les brigands que la moindre insulte faite à une femme amène pour le coupable la certitude d'une mort misérable dans le cours de l'année. Il n'y a

donc jamais à craindre de dangers de cette nature, mais, dans le cas actuel, la famille était d'autant plus désespérée que la jeune captive était d'une santé fort débile et semblait incapable de supporter les fatigues et les inquiétudes de la situation qui lui était faite. On négocia donc l'affaire de la rançon aussitôt qu'on en put obtenir la possibilité, mais comme les demandes étaient énormes et que les ressources dont on pouvait disposer n'y arrivaient pas, les pourparlers durèrent quelques semaines avant que la jeune demoiselle eût pu être mise en liberté. Dans ce cas-là encore, on s'abstint avec un soin scrupuleux de toute démarche capable d'irriter les brigands en leur faisant craindre une attaque dirigée contre eux.

Enfin, le jour si impatiemment, si ardemment désiré par les parents, arriva. Ils revirent leur fille et ils la revirent guérie de tous ses maux, forte, bien portante, florissante et gaie. Les brigands lui avaient fabriqué une sorte de chaise dans laquelle elle avait été portée, tantôt sur le dos de l'un, tantôt sur le dos de l'autre. Elle ne marchait que quand elle le voulait. Chaque soir, elle trouvait une tente de branchages et de manteaux toute préparée, avec un lit et une ou deux paysannes requises et payées par les brigands dans le village le plus voisin pour venir la servir. On lui avait fait venir d'Athènes du sucre, du café et du thé. La vie en plein air lui réussit à merveille, d'autant plus que la tenue irréprochable de son escorte avait promptement eu raison de ses pre-

mières alarmes. Tout cela coûta, cependant, un peu cher.

On comprend que ces récits n'ont d'autre but que de préparer l'examen de la monstrueuse affaire de Marathon. On se souvient qu'en cette rencontre plusieurs Anglais et un secrétaire de la légation d'Italie furent égorgés de la manière la plus odieuse; là, tous les précédents de pareilles aventures furent démentis par les faits et les brigands montrèrent une cruauté sans exemple. Sans insister sur ce fait que les victimes agirent avec une grande imprudence en n'avertissant pas le gouvernement de la promenade projetée pour que les précautions ordinaires en pareil cas pussent être prises, il faut cependant avouer que, dans l'état bien connu de l'insécurité des campagnes, il eût fallu user de cette précaution. C'était au temps où finissait l'insurrection de Crète. Des gens sans aveu, sans ressources, des misérables originaires des provinces turques et qui avaient été là chercher fortune se trouvaient revenus en Grèce, et prêts à tous les crimes pour satisfaire leur avidité. Ils tombèrent sur les malheureux touristes et les firent prisonniers. Il n'y avait pas d'Hellènes parmi les capteurs.

Dans le premier moment, leur idée n'était pas autre que d'agir en brigands ordinaires, de demander, d'obtenir la plus forte rançon possible et de relâcher les voyageurs; mais quand la nouvelle de ce qui se passait fut arrivée à Athènes, elle causa une telle émotion, on fut tellement épouvanté de

voir deux légations, celle d'Angleterre et d'Italie, directement intéressées dans l'événement, les journaux en firent tant de bruit, que les brigands s'épouvantèrent d'une part et s'enorgueillirent de l'autre de leur coup de main, et ne sachant quelles en pouvaient être les conséquences, à leur demande d'argent, ils ajoutèrent une demande d'amnistie.

Mais la législation grecque conçue, il y a quelques années, sous l'impression de la trop grande facilité avec laquelle l'opinion publique et l'autorité gouvernementale passaient alors sur ce genre de crimes, a statué une fois pour toutes que le cas de brigandage ne comporte pas d'amnistie et que tout coupable en ce genre reste sous le coup de la loi. Les brigands eurent peur d'être saisis avec la rançon obtenue dans leur mouvement de retraite vers la frontière turque. De là, leur insistance pour obtenir le pardon de l'offense en même temps qu'ils la commettaient, et, la loi devant les yeux, le cabinet ne put s'engager à ce qu'il ne lui était pas permis de faire. Il y eut donc refus, puis hésitation, puis allées et venues, discussions avec les brigands, et des promesses faites par les uns, niées par les autres, envoi de troupes, attaque de la bande et, finalement, le massacre des prisonniers.

Cette horrible catastrophe n'aurait pas dû être nécessaire pour démontrer aux hommes d'Etat helléniques à quel point l'existence du brigandage était inadmissible dans l'organisation du royaume. Jusqu'alors, on n'était pas parvenu à le détruire parce

qu'on n'avait pas cru bien nécessaire d'y tendre de tous ses efforts et que, sur ce point comme sur tant d'autres, un absolu laisser-aller frappait d'impuissance toutes les mesures légales.

Il existait une gendarmerie composée d'hommes jeunes, braves, actifs, disposés à bien faire. On les envoyait dans la campagne et on les y laissait par petits groupes de deux, trois ou quatre soldats sans les relever jamais pendant des mois entiers et même quelque chose de plus. De même qu'on ne payait pas les employés, on ne les payait pas davantage et, pour manger, ils en étaient réduits à enlever de force leur subsistance aux paysans, de sorte que, pour ceux-ci, le vrai brigand c'était le gendarme. Le gendarme était donc exposé à être mal reçu dans les campagnes, tandis que son adversaire trouvait toutes les portes ouvertes. Il ne pouvait, dans aucun cas, espérer de voir la population favoriser la poursuite de gens qui payaient bien par lui qui ne payait pas du tout et, en même temps que les coupables étaient avertis scrupuleusement de son approche, puis de ses projets et de ses mouvements, il ne savait absolument rien des leurs qui lui étaient soigneusement dissimulés. C'est ainsi que s'explique ce fait singulier de toute la province d'Attique, tenue dans une sorte d'état de siège pendant près de quatre ans par une bande de neuf malfaiteurs, en faveur de qui tout conspirait, tout et même les gendarmes.

Il n'est pas dans la nature des Orientaux de se

buter contre les difficultés insolubles et de se casser la tête contre une muraille dans l'espérance qu'en frappant obstinément de ses os sur la pierre on se frayera un passage. Les pauvres gendarmes se voyant abandonnés par les « politicians », maîtres de leur sort, et sachant, de science certaine, qu'avec le plus profond dédain pour la loi, la plupart de ces hommes d'Etat, du moins ceux qui possédaient au soleil quelque bien ou qui se promenaient volontiers dans les champs, payaient le black-mail et n'éprouvaient pas personnellement que le brigandage eût les inconvénients qu'on y trouvait; les gendarmes, peu curieux de mourir de faim, d'être trompés, trahis tous les jours par les paysans, ennuyés de leur coûteuse inutilité et, finalement, d'avoir en perspective une balle dans la tête, attrapée au coin d'un défilé; ces pauvres gendarmes nouèrent des relations d'amitié avec l'ennemi et s'en trouvèrent le mieux du monde. L'un des gardiens de la force publique me dit un jour avec conviction : « Que voudriez-vous que je devinsse si les brigands ne venaient pas à mon aide? »

Et maintenant, il est indispensable de suivre ici la génération, la généalogie des faits : le gendarme était le meilleur ami du brigand parce que le gendarme était abandonné sans solde, sans vivres, par le politique, son chef. Le politique en agissait de la sorte parce qu'il n'exerçait son propre métier qu'en distribuant l'argent de l'Etat, y compris celui des gendarmes, à ses électeurs, sans quoi on ne

l'eût pas nommé député; il n'aurait pas eu des députés de son parti dans la chambre; il aurait immédiatement cessé de vivre comme sauveur actuel ou futur de l'hellénisme; enfin il lui eût été interdit d'être ou de redevenir ministre. La Grèce souffrait donc de ces révolutions, de ces changements perpétuels de cabinet, du brigandage, et de mille autres choses, parce qu'elle avait à nourrir toute une brigade de produits de l'élection, plus les électeurs, et finalement, elle nourrissait fort mal meneurs et menés.

IV

A qui la faute? A la Grèce? En aucune manière. Tout ce qu'elle était, la responsabilité en appartient uniquement à l'Europe. Celle-ci s'était chargée de l'éducation complète de la population hellénique; elle avait décidé dans sa sagesse qu'elle en ferait un peuple représentatif, constitutionnel, un peuple à son image, habillé à sa mode, raisonnant comme elle, et elle avait complètement omis de considérer que c'était du jour au lendemain, sans transition, sans recours accessoires que le sujet turc de la veille aurait la bonté de se considérer le lendemain, d'agir en toute affaire comme un citoyen né aux Etats du roi Louis-Philippe. En France, en Angle-

terre, en Allemagne, en Italie, les ministres, les députés, les électeurs influents ne se partagent les emplois et le budget, quand ils le font, ce qui arrive, à ce qu'on dit, çà et là, qu'avec mesure, avec réserve, avec une savante discrétion, d'après des règles étudiées dès longtemps, assez généralement approuvées, auxquelles on ne manque pas d'ordinaire et, en outre, ce qu'on nomme administration fonctionne à côté du gouvernement proprement dit, d'après des us autonomes qu'il est utile de savoir manier, mais qu'il est dangereux, au moins en temps ordinaire, de vouloir brusquer.

En Grèce, ces protections n'avaient eu ni le temps ni le moyen de se créer, de se développer, d'acquérir quelque puissance. Ce n'est pas qu'on manquât de lois, on avait toutes les lois imaginables; les chambres quand il y en avait deux, la chambre, depuis qu'il n'y en avait plus qu'une, ont toujours montré le plus louable empressement à s'enrichir des élucubrations parlementaires adoptées dans les autres pays. Jamais il n'y eut sur ce point la plus légère difficulté à craindre de la part des législateurs hellènes. Un d'entre eux montait à la tribune pour informer ses collègues que telle loi venait d'être votée sur n'importe quel sujet, par n'importe quel pays du monde, monarchie ou république, immédiatement cette belle œuvre était mise aux voix et sans difficulté adoptée. On se piquait ainsi de montrer que les Grecs sont propres à comprendre et à réaliser tous les progrès. Vous inquiétez-vous

des forêts? nous ne nous en soucions pas, mais nous avons adopté tous les codes forestiers imaginables; le seul que nous ne possédions pas serait celui qui empêcherait, de façon effective, les bergers de faire manger à leurs chèvres les jeunes arbres. Ce code-là, nous ne l'avons jamais connu, mais s'il vous plaît de nous en désigner un autre, nous allons vous le présenter, car nous les possédons tous. Cette malheureuse intempérance dans l'acte de légiférer avait été conçue à Athènes comme la plus admirable preuve que la nation hellénique pût donner de son aptitude à la civilisation la plus haute. Mais là, en réalité, les masses ne pouvaient être élevées de la même manière que les masses occidentales, en supposant que celles-ci le soient, et en tous cas, leurs instincts n'étant pas les mêmes que les instincts de celles-là, comme c'est un autre peuple et un peuple qui ne ressemblait pas, qui ne ressemble pas, et qui ne ressemblera jamais à l'Anglais, au Français, à l'Allemand, à l'Autrichien, la Grèce se trouvait au milieu de la boutique des spécifiques, des panacées constitutionnelles dont on lui avait ouvert brusquement la porte, en la poussant la face sur les bocaux, et elle avait mangé de tout à tort et à travers. Il faut le reconnaître, le pauvre petit Etat, à demi étranglé dans les frontières qu'on lui avait faites, perpétuellement gêné par les lisières qu'on lui imposait, n'avait pas profité à cette nourriture intempestive et s'était rendu fort malade.

Il était donc là, en présence de ses précepteurs,

faisant mauvaise figure, répondant mal aux admonestations qu'on ne lui ménageait pas, et n'ayant tiré de la triste éducation qu'on s'efforçait de lui donner que le malheur de ne pouvoir opposer aux reproches que de mauvaises raisons. On lui faisait oublier qu'il en avait d'excellentes à fournir.

S'il avait dit à l'inconsistante pédanterie de ses pédagogues : « Il ne fallait pas employer l'argent de l'emprunt que vous étiez censé nous donner à payer, entretenir, nourrir des Bavarois qui ne m'ont servi à rien, des fonctionnaires étrangers qui, sauf de rares exceptions, ne m'ont rien appris et ne pouvaient me rendre aucun service. Il fallait vous occuper d'abord, puisque vous me faisiez cet honneur de vous mêler de mes affaires, il fallait vous occuper de me nourrir et, pour cela, mettre vos premiers soins à m'aider à faire les deux choses pour lesquelles je n'avais pas besoin d'apprentissage : du commerce et de l'agriculture. Mais de ces deux points vous n'avez pris aucun souci; au contraire, vous m'avez forcé à comprendre que les places du gouvernement entretenaient leurs hommes sans autre peine que l'intrigue, et ce n'est pas la domination turque qui m'aurait corrompu, s'il était vrai que je le fusse; c'est votre enseignement, car il est de fait que sans me corrompre, il m'a épuisé et fait perdre un temps précieux. »

Mais la Grèce n'était pas en état de trouver d'aussi concluantes raisons et elle ne savait que demander des délais quand on se mit à la presser de rendre

les soixante millions de l'emprunt. Cette sorte de politique de recors parut la plus belle conception du monde pour exercer une pression sur la malheureuse petite personne de nation qu'on avait prétendu aimer d'un amour si paternel. L'Angleterre voulait ses vingt millions; la France faisait du bruit pour ravoir les siens; la Russie se servait des siens pour faire entendre qu'elle n'était pas pressée, et cultiver la reconnaissance dans l'âme de la pupille. C'était assurément la tutrice la plus raisonnable des trois. Mais l'Angleterre, qui a bien de la sagesse à ses heures, ne se laisse surpasser par personne dans certains moments de mauvaise humeur et de fougue. Vis-à-vis de la Grèce, elle eut de ces lunaisons et on se souviendra toujours de ses emportements au sujet de l'étonnante affaire du Juif portugais Pacifico. On crut que la Grèce allait sombrer dans cette tempête agitée par le souffle puissant de la Grande-Bretagne, dans des ondes dont les flots minuscules n'auraient pu remplir un verre.

Il fut convenu universellement par l'indignation générale allant des peuples aux gouvernements et des gouvernements aux peuples, que la Grèce n'avait droit à aucune sympathie : elle ne payait point son emprunt; elle avait des brigands; elle faisait des révolutions; elle changeait trop souvent de ministère; elle s'exposait à des affaires Pacifico; ses finances étaient en désordre; pour tout dire, au milieu de ce monde moderne où tout est pour le mieux, la Grèce représentait la pierre d'offense et

le caillou de scandale cité par l'Ecriture; il aurait mieux valu qu'elle restât turque, et, franchement, on devait s'attendre à ce qu'elle finît un jour d'une manière très pénible pour la vue des honnêtes gens.

Voilà ce qu'on se mit à dire universellement de vous, jeune Anacharsis, et le mal ne s'arrêta pas là. Ce ne fut pas assez que dans le fond de leur cabinet, assis devant leurs bureaux, les pasteurs des peuples laissassent tomber de leurs lèvres irritées de si tristes jugements; les faiseurs de calembours s'en mêlèrent, et vous avez assez connu, à votre dam, ce que c'est, pour un malheureux peuple, à l'époque actuelle, que d'être mordu au talon par un roman, en même temps qu'un épouvantable tapage multiplie autour de sa marche embarrassée les aboiements furibonds d'une bande d'articles de journaux, d'articles de revues et de coqs-à-l'âne.

Voilà, de bon compte, ce que l'Europe a fait pour la Grèce : après ne l'avoir prise en sympathie que par l'erreur de faits et de personnes la plus ridicule, elle l'a entraînée dans une fausse voie, lui a fait dépenser des forces d'autant plus respectables qu'elles n'étaient pas grandes, à se débattre au milieu des périls auxquels elle succombe elle-même, et finalement elle l'a, depuis près de dix ans et même depuis plus encore, complètement abandonnée, insultée, vilipendée; voilà où en était, l'année dernière, la politique européenne, ou ce qu'on

nomme de ce nom vis-à-vis du pays qui représente dans le monde la race hellénique.

C'est un bien grand malheur que l'ignorance la plus épaisse constitue le bagage réglementaire de ce qui s'appelle au dix-neuvième siècle, au moins au moment actuel de ce siècle, un homme politique. Si ceux qui font les affaires des nations se préoccupaient encore un peu de les apprendre, comme on y mettait jadis tout son soin, on n'aurait pas vu, il y a quelques années, le Parlement anglais et la presse de Londres, en face d'un mot fameux de M. Layard, *the right man in the right place*, s'étonner, s'écrier, admirer, se monter et de suite oublier, comme on l'a vu. Il semble, au contraire, que le principe opposé domine et que rien ne peut le déraciner. C'est cette conviction imposée par les faits qui devrait empêcher, comme inutile quant à la pratique, d'insister sur la réalité des choses, et cependant il est bon de le faire. Le royaume des Hellènes a été construit comme avec une sorte d'intention de lui rendre la vie impossible. On a prétendu que dans les temps antiques, les républiques d'Athènes, de Thèbes, de Sparte vivaient, florissaient et acquéraient à la fois gloire et influence durables dans le monde, en ne possédant, à la face du soleil, rien de plus qu'une ville et une banlieue. Mais la réponse à cette sorte d'argument est facile : il y a autant de différence entre la nation hellénique et les groupes divers des citoyens d'un petit Etat fortement condensé, comme en ont connu les temps

primitifs, qu'il en existe entre une commune et un pays moderne. Ce qui pouvait répondre aux besoins d'un Athénien des temps de Périclès ne correspondait déjà plus à ceux des descendants de cet Athénien au temps des successeurs d'Alexandre et moins encore à ceux des habitants de l'empire byzantin. Aujourd'hui les Grecs sont identiques d'intérêts, de vues, de désirs, et comme on dit, d'aspirations, sur les différents points du monde où on les rencontre, et ils composent une population homogène qui ne peut ni se mouvoir, ni se contenter, ni se déployer, ni, en un mot, vivre dans les étroites limites de la patrie qu'on leur a faite. Voilà pourquoi ils n'ont jamais cessé de réclamer contre leur situation et ne sauraient cesser de le faire jusqu'à ce qu'on leur ait élargi l'espace et donné une place plus convenable à leur importance comme nation et à la mesure de vitalité que renferme leur sang.

Il est plus que probable qu'avec une plus grande facilité pour devenir ce qu'ils se croient le droit d'être un jour, beaucoup de reproches plus ou moins fondés qu'on leur adresse encore n'auraient jamais eu même prétexte d'être énoncés, et pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur la carte de l'Hellade et de voir comment le pays est conformé, et d'abord comment il est limité.

Du côté de la frontière turque s'étend une région dont les ressources considérables sont actuellement supprimées par l'imperfection de l'administration qui la domine. De ce côté, la Grèce ne peut pas

obtenir de ressources par les voies commerciales, et elle peut encore moins combiner un échange de produits qui lui serait avantageux. Au contraire, si elle veut se défendre contre des bandes errantes, contre la contagion du désordre, contre les contre-coups incessants des révoltes ou des répressions violentes, elle est obligée d'entretenir à grands frais une surveillance de tous les instants, d'avoir un long cordon militaire, des magistrats ou des délégués spéciaux, enfin tout l'attirail dispendieux qu'impose le voisinage de l'anarchie aux pays qui ont à le subir. La France, l'Angleterre, la Russie connaissent parfaitement cette situation; la première en Afrique et en Cochinchine, l'Angleterre dans l'Inde, la Russie dans l'ensemble de sa patrie asiatique. Cette situation coûte si cher et entraîne des efforts si pénibles pour des gouvernements, cependant si forts, qu'il leur arrive à chaque instant de se reconnaître dans l'impossibilité de résister au mal par les voies ordinaires et il leur devient indispensable et moins onéreux de conquérir la frontière qui les tourmente que de continuer indéfiniment à la surveiller. Cette façon d'agir et ce mode de raisonnement ont été trouvés d'une réalité si saisissante que des conquêtes évidemment peu désirées parce qu'elles étaient peu désirables ont été considérées comme parfaitement légitimes par cette seule raison que ne pas les faire acculait la partie incessamment harcelée à une situation intolérable. Or, vis-à-vis de la Grèce, la frontière turque produit depuis que le

royaume existe précisément cette situation. C'est là ce qui a fait naître le brigandage; puisqu'il est facile de démontrer que les brigands sont tous venus de là, des provinces turques; c'est là ce qui a maintenu les districts limitrophes dans cet état de malaise plus ou moins constant et toujours à charge; c'est là ce qui a obligé à des dépenses militaires et autres que l'on n'était guère en état de soutenir et qui, par conséquent, ne se sont pas constamment montrées fort efficaces. Mais ce qui est permis aux grandes puissances ne l'est pas à la Grèce, de sorte qu'il ne lui a jamais été possible, non seulement de s'annexer les districts ottomans qui harcelaient sa population et où se couvait, à son détriment, un incessant désordre; il ne lui a pas même été accordé d'y poursuivre occasionnellement les bandes qui venaient exécuter des incursions dans la Phthiotide et l'Acarnanie. Le gouvernement ottoman se serait fâché à bon droit; il aurait pu en résulter des hostilités durables, et la doctrine platonique, à tous égards, de l'intégrité de l'empire turc ne pouvait permettre rien de semblable.

Et, cependant, il faut avouer que rarement une tentation a pu être aussi forte et les Grecs, depuis que leur Etat est formé, n'ont pas eu seulement les motifs, excellents d'ailleurs, qui viennent d'être examinés, pour s'emparer du territoire qui leur fait face comme de leur propriété nécessaire et naturelle.

La Thessalie, l'Epire et la Macédoine renferment

une population musulmane, mais cette population de même origine, de même sang, de mêmes mœurs que la population chrétienne n'en est qu'un dédoublement; elle parle le grec comme celle-ci; elle est tout aussi grecque qu'on peut l'être. De là, guerre civile, difficultés permanentes comme en Bosnie, comme en Bulgarie, tout à fait de la même espèce : à la fin des choses, Thessalie, Epire, Macédoine sont des pays grecs et les Grecs de ces pays appellent du soir au matin les Hellènes à leur secours et les ont pour confidents de tout ce qu'ils peuvent souffrir et espérer. On s'imagine quelle tension dans les esprits, quelle irritation dans les têtes une situation pareille a pu créer dès le début et maintenir, et si l'on réfléchit encore à ce qui a déjà été montré ici, que la guerre de l'Indépendance avait commencé, avait d'abord agi dans les trois provinces confirmées aux mains ottomanes par la conférence de Londrès, et que, par conséquent, un grand nombre de Grecs vivant dans le royaume ne sont autres que des fugitifs ou des fils de fugitifs de ces malheureuses contrées, qu'ils y ont conservé tous un nombre plus ou moins grand de familles parentes, on peut assez s'imaginer combien il est fâcheux pour les Grecs de ne pas posséder un territoire qui leur appartient si naturellement de loin, en même temps qu'il est si indispensable à leur tranquillité, à leur sécurité.

On vient de voir ce qui s'est passé à l'issue de la guerre actuelle. Les troupes turques débandées,

désorganisées par la défaite, ont reflué vers la frontière grecque et toutes les populations chrétiennes de la région envahie, frappées d'une juste épouvante et voyant la trombe s'écrouler sur elles, se sont enfuies vers l'Hellade dant l'état le plus lamentable. On est en droit de remarquer que si les sages de la conférence de Londres avaient ouvert leurs yeux et leurs oreilles à la voix des gens de bon sens, entre autres du futur roi des Belges, ces désastres après tant d'autres ne seraient jamais arrivés, et à cette observation on ajoutera encore celle-ci que la Grèce y eût gagné dès longtemps un appoint de forces dont elle aurait pu faire son profit. Quoi qu'il en soit, la frontière qu'il lui faut subir du côté de la Turquie lui cause un surcroît infini de difficultés et de peines.

Que lui valent ses îles? Très peu de chose, et, à bien des égards, rien, Le sol y est assez généralement improductif et on ne peut créer partout des entrepôts comme Syra, Il eût été rationnel d'annexer au jeune royaume les Sporades, Chios, Samos, la Crète; on ne l'a pas voulu faire; on a eu tort et on n'est pas sans doute à s'en apercevoir. Cette malheureuse Crète représente, en vérité, une pomme de discorde, dont la possession n'a fait aucun bien à la monarchie osmanli, et n'a jusqu'à présent produit que du mal, beaucoup de mal à la Grèce. On eût pu éviter la plus grande partie des malheurs arrivés dans ces derniers temps avec une somme modérée de prévoyance.

L'Attique et la région montagneuse qui s'étend au nord valent assurément mieux que les îles; cependant c'est encore un pays pauvre et qui ne saurait jamais rémunérer beaucoup l'agriculture. On trouve des mines en beaucoup d'endroits; le Laurium s'est montré et se montre très productif; ailleurs encore il y a l'émeri; ailleurs du marbre; mais pour que de pareilles branches d'industrie donnent à une population ce qu'elles peuvent donner et qui est beaucoup, il faut du temps et des capitaux. Or, avant d'obtenir ce moyen de travail, il faut vivre, et la Grèce est restée très longtemps sans avoir même le nécessaire; c'est l'agriculture qui, d'abord, nourrit un peuple pauvre et qui lui donne l'espérance d'atteindre un jour à l'industrie; dans les îles Ioniennes, Corfou et Zante peuvent donner satisfaction, dans une certaine mesure, à ce besoin; mais, en réalité, le royaume ne possède qu'une seule partie vraiment et presque universellement fertile, c'est le Péloponèse. Est-ce assez, pour un Etat, si faible et si petit qu'on le suppose, d'une seule province productive pour donner la nourriture au tout? Il est certain que non. Voilà, cependant, dans quelles conditions la Grèce a été constituée; et, franchement, eût-elle réellement d'elle-même, par perversité native, par mauvais vouloir instinctif, tous les torts qu'on lui a tant reprochés, au lieu de les avoir comme conséquences inévitables d'une situation imposée du dehors, il ne faudrait pas encore faire tant de bruit qu'on en a fait,

et on eût sagement agi en se montrant plus ménager d'anathèmes.

V

Les Grecs sont le dernier reste du travail général de fusion et d'assimilation de la société antique qui aboutit à l'empire romain. Ils représentent ce qui est demeuré sur la terre d'une grande société basée sur l'égalité d'une loi commune, sur l'emploi de toutes les forces nécessaires au perfectionnement de la vie matérielle, cette issue de la fusion de toutes les races que le mouvement du siècle avait rassemblées et triturées dans les régions de l'ère antérieure; ils donnent le sens et la résultante de cet ancien éclectisme.

Le moyen âge et les temps modernes ont produit et développé ailleurs d'autres éclectismes ethniques. La France en est un peut-être, bien qu'il y ait beaucoup à objecter sur ce sujet; l'Amérique tend à en produire un autre qui est en voie de fusion et qui, si l'on tient compte de l'immense étendue territoriale et de la liberté avec laquelle il s'opère, semble devoir être un jour le plus considérable de tous. Mais celui que les Grecs représentent, en appartenant à la même œuvre cosmique, est assurément le plus ancien. C'est aussi, à sa façon, une négation absolue

des anciens particularismes; il a remplacé et Athènes et Sparte et leur esprit; il a remplacé la Lydie, la Phrygie, tous les nombreux royaumes dont l'union fit l'état immense des Séleucides ou celui des Ptolémées; il a pris de toutes les nations auxquelles il s'est substitué et il a effacé avec succès toutes leurs différences en gardant quelque chose de la nature de toutes; le sang grec contient une grande proportion de parties illyriennes, car l'élément albanais joue un grand rôle dans sa formation. Il n'a pas peu de parties antiques, car les populations syriennes et chananéennes se sont déversées dans son sein; la Thrace lui a donné pendant des siècles de précieux et énergiques apports de ses colonisations germaniques; aux différents moments où ces infiltrations ont eu lieu, elles se sont réunies dans le sein d'une combinaison très puissante déjà qui ne s'est laissé absorber par aucune d'elles et qui les a absorbées elle-même, sans cependant rejeter tout ce qu'elles pouvaient lui apporter de fort et d'utile et, de la sorte, s'est manifesté un métal très composite, mais très résistant et qui, tel qu'il est, et n'offrant en soi rien d'absolument original puisqu'il dérivait de la suppression de toutes les originalités antiques, n'en constitue pas moins, à l'heure actuelle, à l'égard des races asiatiques soit nouvellement arrivées du Nord, soit demeurées dans leur ancien état de pureté relative, et vis-à-vis des agglomérations européennes, latines, germaniques ou autres, un amalgame très particulier, doué d'une grande souplesse,

fort peu disposé à se laisser absorber à son tour, repoussant, avec la même énergie que le peuvent faire les races pures, toute nouvelle fusion avec n'importe qui et représentant en un mot, avec une confiance, une sécurité, un orgueil implacable, ce qui a tout le droit imaginable à se qualifier du mot de nationalité.

Que les Grecs aient la prétention d'avoir hérité de toutes les gloires qui se sont trouvées plus ou moins vieilles, périmées, déflorées dans le bagage de leurs aïeux et de leurs aïeules, il n'y a rien de plus naturel et de plus légitime. Homère, Eschyle, Archimède sont aussi bien à eux que les jurisconsultes syriens de l'époque impériale et ils n'ont aucun motif pour se laisser prendre les politiques, les hagiographes, les historiens, les missionnaires, les érudits de Byzance; tout ce bagage s'est trouvé dans leurs mains, qui seules avaient un droit direct ou indirect à le recevoir, et qu'ils en soient extrêmement fiers, ils en ont sujet. Mais voici ce dont ils ont plus de sujet encore de se glorifier parce que c'est là l'œuvre directe de leurs très véritables ancêtres : ils ont colonisé, depuis que l'histoire moderne a commencé, la partie orientale de la Sicile et plus d'une localité de l'Italie méridionale; ils sont répandus en grand nombre dans les vallées du Taurus et y ont fait fleurir jusqu'au jour actuel les travaux agricoles et, autant qu'on a bien voulu les laisser faire, les différentes branches d'industrie qui se sont trouvées à leur portée. Sur toute la côte de Syrie, ils ont, en grande

partie, peuplé les villes, s'avançant très loin dans l'intérieur, relevant partout des métiers, fondant des comptoirs, ranimant l'esprit des affaires, maintenant autant qu'il était possible l'esprit de travail et l'œuvre de la production. Gênés par les gouvernements indigènes, ils ont fait comme un cours d'eau contrarié par des digues trop fortes et empêché de s'écouler librement. Ils ont ruisselé, et en filons plus ou moins épais, ils ont réussi à se mouvoir, à se faire route et d'autant plus loin qu'il leur était opposé plus d'obstacles sur les lieux mêmes où il leur eût été naturel de s'étendre. Sans le vouloir, sans le voir, les Européens leur ont ouvert dès longtemps les routes des parties les plus anciennement fermées de l'Asie. On a trouvé des Grecs établis en Chine, dans les colonies hollandaises, comme à Calcutta, comme à Madras. Toujours animés du même esprit curieux et chercheur, qu'on a pu observer dans ces Grecs d'Alexandrie qui, sous la domination romaine, faisaient de tout, même de la science et de la philosophie, non seulement ils ont paru dans les villes hindoues en négociants et en banquiers, mais il s'en est trouvé parmi ces voyageurs qui, non moins désintéressés et enthousiastes que Galenos, sont allés vivre à Bénarès, au milieu des brahmanes, et, brahmanes eux-mêmes, au moins d'intention, se sont voués avec le plus naïf enthousiasme à la vie érudite et contemplative, traduisant pendant des années l'abstruse philosophie de leurs amis indigènes. Pendant ce temps, ils fondaient à

Londres, à Paris, à Berlin, à Pétersbourg, à New-York, à Rio, dans l'univers entier, de puissantes maisons de commerce, arrivaient souvent à réaliser des fortunes immenses, et ceux-là donnaient lieu de penser aux gens, qu'après une ou deux générations, élevées dans les écoles des différents pays où ils étaient venus s'établir, ils auraient agi comme les Français, les Anglais, les Allemands agissent en cas pareil; ils auraient oublié leur patrie hellénique tout idéale, tout abstraite, et se seraient faits purement et simplement citoyens des Etats qui les avaient accueillis.

C'était une erreur complète. Ils étaient Grecs ; leur père était né dans une des îles turques, dans la Syrie turque, dans la Thessalie et dans l'Epire, provinces turques; mais eux-mêmes n'étaient-ils pas bourgeois de Londres ou de Paris? Aucunement, ils étaient Grecs et voulaient le rester. Ils apprenaient la langue nationale à leurs enfants; tandis qu'on voit l'Allemand en Amérique négliger même ce soin si simple partout où il se trouve isolé au milieu d'une majorité de gens du pays, les Grecs n'y ont jamais manqué, et ce qui est particulièrement remarquable, aucun Grec riche ou même aisé ne s'est jamais considéré comme en droit de ne pas faire participer le royaume hellénique sous une forme et dans une mesure quelconques aux ressources que son propre travail lui avait fait acquérir et dont il a toujours considéré comme un devoir et un honneur de lui donner une part. Ce

qui est curieux et intéressant dans ce fait en lui-même remarquable, ce n'est pas qu'il se manifeste chez quelques capitalistes assez riches pour aider d'une aumône des populations qu'il aime, c'est que la pratique en est absolument universelle parmi tous les Grecs répandus dans le monde. Je ne suis donc pas étonné des largesses, cependant fort dignes de reconnaissance, qui proviennent de M. le baron Sina; mais il est impossible de ne pas être très touché quand une pauvre vieille femme veuve, demeurant à Scutari, en Albanie, envoie quelque argent aux écoles d'Athènes. Des actes semblables sont de tous les jours.

On n'en avait pas moins remarqué assez malicieusement que les Grecs riches n'abondaient pas dans la nouvelle capitale et la même secte de gens qui avaient jadis tant aimé les descendants de Miltiade s'étonnaient fort que les maisons de commerce fixées dans les grandes villes d'Europe ne se fussent pas empressées de transporter leurs bureaux à l'ombre de l'Acropole et ils s'en montraient extrêmement scandalisés. Peut-être avaient-ils raison ; peut-être est-ce un usage en vigueur sur toutes les grandes places mercantiles qu'un négociant ferme à son gré sa maison et aille s'établir ailleurs, sans que ses affaires et celles de ses commettants en souffrent le moins du monde. Ces sortes de transferts doivent pouvoir s'exécuter avec la plus grande facilité et à la minute; ce qui est certain, c'est que les Grecs n'imitèrent pas, sur ce point, l'exemple

que sans doute leurs collègues des autres nations leur donnent et ils restèrent où le travail les attachait. Je ne veux pas les justifier sur ce chef.

Ils eurent encore un tort extrêmement grave, dit-on, et il faut leur rendre cette justice qu'ils n'essayent pas une seule apologie d'eux-mêmes sans y insister avec le désespoir de la naïveté et chercher à s'en laver.

— Comment, leur dit-on, vous êtes les fils des grands écrivains et des admirables artistes de l'antiquité; comment se peut-il donc faire que vous ayez à tel point dégénéré que, depuis que vous êtes libres, vous n'ayez pas encore produit le plus petit chef-d'œuvre dans aucun genre?

A cela, il n'y a non plus grand'chose à répondre. Il est, en effet, inouï qu'une population qui, il y a moins d'un demi-siècle, gardait encore les chèvres, traînait des charrues de bois dans le Péloponèse, cultivait ses oliviers en Attique pour le compte des primats turcs et naviguait partout de son mieux, n'ait pas encore produit de grands modèles de style et fondé des écoles. Assurément on ne devait pas s'y attendre. Mais ici on peut, sans trop de présomptions, présenter des excuses.

Les Grecs ont commencé naturellement leur éducation nouvelle dans les différents pays européens et ces esprits qu'une éducation héréditaire n'assouplissait pas, que l'identité de race avec leurs instituteurs ne prédisposait pas, ont été livrés à des modes d'instruction, à l'admiration de certains mo-

dèles qui, de toutes façons, étaient aussi inconnus à leurs instincts personnels qu'à leurs yeux et à leurs oreilles. Ce qu'ils ont pu faire depuis cinquante ans a été de copier tant bien que mal et plutôt mal que bien ce qu'on proposait à leur étude. Ils l'ont fait et rien d'original n'est résulté de leurs efforts.

VI

Non, il n'y a pas de quoi s'étonner. Le génie littéraire ne s'allume jamais dans l'imitation et surtout quand les modèles sont pris en dehors des mœurs, des idées, du tempérament propre d'une société et n'ont rien de commun avec ses traditions domestiques. Dans la première partie de l'éducation intellectuelle des Grecs, leurs littérateurs ont cru rester assez fidèles aux souvenirs qui leur semblaient plus particulièrement honorables pour eux et ils se sont montrés résolument classiques. Comme la France leur fournissait surtout des types d'étude, ils s'en sont donné à cœur joie de l'enflure, du pathos et des sentiments conventionnels dont ils trouvaient l'idéal dans les écrivains de l'empire tout aussi bien que dans ceux du dix-huitième siècle. Comme les collégiens de ce temps-là, ils ont voulu, eux aussi, faire leur tragédie, et cette tragédie a été,

comme de droit, parfaitement ennuyeuse et fausse. Ils s'adonnaient aux traditions de ces œuvres qui leur paraissaient le *nec plus ultra* du bien et, ensuite, ils paraphrasaient leurs traductions. Plus tard, ils ont été byroniens; depuis lors, il leur est arrivé de se faire athées, libres-penseurs et disposés à reproduire l'absence de sentiments vrais, l'absence de passions réelles, le néant des doctrinaires qui ont abouti de nos jours au nihilisme.

En quoi le pathos à la mode du Directoire, les tirades comme en faisait M. de Crébillon, le père, en quoi le désespoir idéaliste et capricieux d'une société fatiguée de bien-être et en quête de sensations poignantes qu'elle recherchait ou croyait rechercher; en quoi, enfin, les raffinements d'imagination plus ou moins dépravés et vulgarisés par l'ennui, correspondaient-ils avec l'état intellectuel et moral d'une population à peine émancipée d'un état misérable, qui cherchait son pain, qui cherchait sa vie, qui cherchait sa voie et qui était aux antipodes de l'ennui, du désespoir et du pompeux! Cette nouvelle littérature grecque a donc été essentiellement factice; elle ne pouvait avoir de valeur par cela même qu'elle n'était pas hellénique et que personne, en réalité, dans le pays, n'en éprouvait le moindre besoin. Ni tous les temps, ni tous les peuples n'ont le bonheur de donner naissance à des œuvres intellectuelles originales, mais quand ce fait se produit, on peut être certain que la littérature en question aura pour première condition d'existence de ne ja-

mais prendre ses raisons d'être chez le voisin, mais bien de les chercher et de les trouver en elle-même. Quand les Grecs écriront des livres dignes d'être lus par eux-mêmes, estimés, comptés, chéris par les compatriotes de l'auteur, et s'assureront une place honorable au milieu du mouvement général des esprits, on peut être certain que la cause de ce succès se trouvera d'abord en ceci, qu'ils n'auront pris pour étude que l'idéal grec, ou la nature grecque, ou les réalités saisies par l'esprit grec, en un mot les tendances effectives de leur propre nation, quelles que soient les idées bonnes ou mauvaises qui peuvent avoir fait fortune ailleurs. Comme ce phénomène ne s'est pas encore manifesté, les livres que l'on écrit dans le royaume peuvent être et sont quelquefois estimables, ce ne saurait jamais être des œuvres de durée. Il n'en est pas moins positif que, depuis l'émancipation, les Hellènes ont accompli un travail intellectuel d'une importance et d'une valeur énormes; je veux parler de la transformation qu'ils ont fait subir à leur langue.

Il y a moins de quarante ans, le grec moderne était à beaucoup d'égards un patois contenant des parties très précieuses, mais avec un lexique singulièrement corrompu par la foule des mots italiens, français, allemands et turcs qui s'y trouvaient mêlés. De suite, les gens de science ont pris à cœur d'épurer cette matière de ses scories et, ce qui ne se serait pas trouvé aisément dans un autre pays, le peuple entier s'est converti à ce labeur et l'a facilité de

tous ses efforts. Il ne se peut rien voir de plus honorable pour l'intelligence d'une population. Tout le monde aujourd'hui parle un grec nouveau, corrigé, refait en beaucoup de parties, restitué; les dernières écoles du royaume l'enseignent avec ardeur aux fils des paysans et font disparaître, de jour en jour, jusqu'aux derniers vestiges de l'ancien jargon. On a quelquefois été plus loin qu'il ne fallait dans cette réhabilitation passionnée du langage; les limites du possible ont été plus d'une fois dépassées même dans les journaux; on a pu lire telles productions qui, à force de prétendre se rapprocher de l'ancien idiome, se confondaient avec lui et devenaient incompréhensibles pour le plus grand nombre des lecteurs. Mais on s'est efforcé de faire justice des exagérations et il se trouve désormais un nombre assez notable d'auteurs qui écrivent bien, simplement, noblement, qui ne répudient pas, pour cela, la langue telle que le cours historique des faits l'a construite. Ainsi donc, si les œuvres capitales de la littérature grecque sont encore à naître, c'est déjà un résultat très original et très frappant que d'avoir su leur préparer le plus indispensable des outils dont elles auront à se servir.

A beaucoup d'égards, ce qui est vrai de la littérature l'est également des arts du dessin. Il n'existe pas encore d'école grecque; cependant ce n'est pas qu'il ne se trouve à Athènes des artistes habiles, peintres ou sculpteurs. Ce qu'on peut leur reprocher, si l'on tient absolument à leur faire un re-

proche quelconque, chose fort stérile d'ailleurs et assez peu équitable, c'est de suivre d'un peu près les modes européennes, mais il n'y a pas de motif pour qu'avant peu ils ne trouvent moyen de s'affranchir d'une pareille préoccupation. Les musées d'Athènes contiennent, comme tous les musées du monde, trois catégories de monuments antiques : la première est uniquement propre à servir l'érudition; c'est une valeur qui n'a pas sa place ici; la seconde, la plus nombreuse, absolument comme partout, ce sont des œuvres appartenant à l'époque romaine, lourdes, ennuyeuses, et à tout le moins dénuées d'originalité. Mais la troisième est excellente, et on ne trouve rien qui lui soit supérieur dans l'univers entier. Aucun cabinet d'Italie ne saurait, non plus que le Louvre, non plus que le British Museum présenter rien qui dépasse la figure de la *Victoire*, la *Syrène*, la petite *Vénus d'Argos*, et surtout l'incomparable *Mercure* qui vient d'être trouvé à Olympie. Si les artistes actuels se pénètrent convenablement de ce que ces chefs-d'œuvre sont faits pour leur apprendre, et qu'ils examinent à loisir et consciencieusement la nature de leur pays, il n'y a pas de raison pour qu'avant peu il ne se produise des œuvres mémorables. Seulement, on ne saurait trop le répéter, il est un peu ridicule qu'après cinquante ans de vie et pas même, un pauvre pays soit pris à partie pour n'avoir pas eu le temps d'étonner le monde, quand les autres contrées de l'Europe ont tout le loisir nécessaire pour

faire des miracles, et n'ont encore usé, en accumulant non les années, mais les siècles, que d'une manière si parcimonieuse, de la permission qui leur était acquise de produire des merveilles.

Les Grecs, dans la position qui leur était faite, avec une organisation politique, civile, militaire imposée du dehors, sans aucune considération pour leur état actuel, resserrés dans des frontières où ils étouffaient, pressés par un voisin dont les modes d'existence, qui étaient encore les leurs il y a peu d'années, exerçaient sur eux tous les effets ruineux d'une mauvaise juxtaposition, et avec tout cela, sans moyen d'existence et mal menés par leurs protecteurs, eussent été certainement excusables s'ils n'avaient su acquérir que des droits à la commisération et à l'indulgence. Mais telle n'est aucunement leur situation. Après avoir montré et expliqué ce qui a milité contre eux et l'accumulation des difficultés dont leurs premiers pas dans la vie de nation ont été entravés, il sied de faire voir ce qu'ils ont pourtant accompli, et combien ils méritent, et combien ils sauront obtenir, qu'on y consente ou qu'on y résiste, la considération à laquelle ils ont acquis plus que des droits. On a vu, dans les pages qui précèdent, l'exposé de tout ce qui leur a été reproché et ce qu'ils ont pu présenter, en effet, de susceptible de blâme et de fâcheuses interprétations. Il est temps maintenant de les montrer sous un tout autre aspect, qui, par mille causes diverses, n'a jamais été regardé, bien loin d'avoir été pris

comme sujet d'étude. Il était convenu depuis nombre d'années que tout était mal en Grèce, qu'il ne pouvait s'y produire rien qui valût la sympathie et que le meilleur service à rendre à cette création européenne c'était de convenir qu'on s'était trompé en la produisant au jour, et qu'il fallait passer cette erreur au compte des profits et pertes, ne plus insister sur la chose jugée. Ce jugement hâtif et superficiel doit être cassé de la manière la plus absolue.

Les Grecs, tels qu'ils sont, présentent, tout au contraire, le spectacle qui fait le plus d'honneur à une nation quelconque dans un temps comme celui-ci. Leur œuvre véritable, fondamentale, effective n'a été nullement ce qu'on a cru apercevoir, mais ce qui s'est préparé en silence et dans l'obscurité profonde où les préjugés répandus et si longtemps soutenus ont renfermé le pays. Les moyens par lesquels le peuple hellène est arrivé, déjà en grande partie, à triompher des obstacles que tout lui imposait, appartiennent bien en propre, en partie à son tempérament, en partie à sa patience et particulièrement à son aptitude au travail en tous genres. Par-dessus tout ce qu'on découvre en lui de plus particulier et de plus fort, c'est cet attachement obstiné à sa personnalité, cette confiance, cette foi en lui-même qui ne se démentent jamais, et qui lui ont mis au cœur cette conviction inébranlable en vertu de laquelle il a pu arriver au point très remarquable de développement et de force, où on l'apercevra tout à l'heure.

Ce qu'il faut examiner maintenant, c'est le chiffre

actuel de sa population comparée à ce qu'elle était quand il a commencé à vivre. Un peuple qui augmente de nombre n'est pas un peuple en décadence, si même c'est l'émigration étrangère qui répand une vie plus abondante sur son territoire. Mais quand, dans un nombre restreint de quelques années, sans se recruter du dehors et par la seule fécondité de la race qui l'habite, un pays voit se remplir les vides opérés par la mauvaise administration et par la guerre, on peut affirmer en toute assurance que ce pays a, par cela seul, un avenir considérable devant lui.

Il est nécessaire ensuite d'examiner si cette population ainsi augmentée se contente de mener une vie difficile, ou bien si, poussée par une heureuse activité, elle agrandit ses villes, en accroît la richesse, en perfectionne l'aspect, si elle étend ses cultures, multiplie, avec ses moyens d'existence, ses ressources commerciales. On verra de quelle façon la Grèce a satisfait aux conditions de cette autre difficulté; en se rappelant que c'est avec rien qu'elle est parvenue à faire ce qu'elle a fait, on ne manquera pas d'en être justement frappé.

Comme un peuple ainsi croissant, mieux et plus largement logé, rémunéré par les travaux agricoles, en a agi avec les fondations industrielles, autre preuve de sa vitalité, c'est ce qu'on observera ensuite et les chiffres les plus précis, les plus positifs fourniront à cet égard des réponses qui, assurément, ne sont pas attendues.

Tous ces points élucidés, on n'aura plus de difficulté à admettre que des institutions nombreuses et bien combinées d'instruction publique ont dû naturellement aider l'intelligence naturelle de la population pour amener de si étonnants résultats; mais on en aura beaucoup à convenir comment, dans l'absence connue de toutes ressources et avec un budget mal conduit et pauvrement employé par la sagesse politique, les statistiques pourront présenter les tableaux curieux dont les chiffres principaux seront mis sous les yeux du lecteur. C'est donc une partie de l'enquête très importante à présenter et quand on aura vu que les Grecs, tels qu'ils sont aujourd'hui, sont réellement un peuple, et un peuple avec lequel il est bon et sage de compter, parce qu'il a sa place marquée dans les arrangements du monde tel qu'il sera demain, il est fort à souhaiter que la politique occidentale suive les bonnes inspirations, auxquelles elle semblait disposée à se livrer depuis quelques mois, de faciliter enfin l'avènement d'une prospérité que mérite un peuple si longtemps et si légèrement dédaigné.

QUATRIÈME PARTIE

I

Lorsque le président Capodistrias ordonna en Grèce des recherches statistiques sur le mouvement et le chiffre de la population, tous documents vraiment certains faisaient défaut. Néanmoins on crut possible d'arriver à des résultats approximativement vrais et on établit qu'en 1828, le Péloponèse, la Grèce continentale et les îles réunies avaient présenté une population de 938,765 habitants dont 63,615 musulmans. Au bout de sept années, pendant lesquelles la guerre et tout ce que cet état entraîne de fléaux avaient sévi sur ces contrées, on crut pouvoir reconnaître de même que le chiffre précédent était tombé à 753,400 âmes dont 11,450 musulmans.

Dix ans après, en 1838, un recensement déjà plus exact eut lieu encore, et il se trouva que le nombre total des Hellènes habitant le nouveau royaume ne

dépassait pas 752,077, c'est-à-dire 123,073 de moins qu'en 1821 et 1,323 de moins qu'en 1828.

Cette dernière diminution portant incontestablement sur le chiffre si réduit de la population musulmane n'a rien qui doive surprendre; mais il est difficile d'admettre que le rapport de 1821 à 1838 soit tout à fait conforme à la vérité, et quand on se rend compte qu'en définitive la population musulmane, en la supposant de 63,615 personnes à la première de ces époques, avait presque absolument disparu en 1838, sauf quelques malheureuses familles végétant à Chalcis et qui continuèrent à s'éteindre jusqu'à une époque assez approchée de nous, il est tout à fait inadmissible que les chrétiens, tout aussi malmenés pour le moins que leurs rivaux, n'aient subi qu'une déperdition de 123,000 âmes sur 750,000. Il est donc fortement à supposer que la population chrétienne était beaucoup plus considérable avant 1828 que les recherches du président Capodistrias ne le font supposer, et je suis très enclin à accepter cette hypothèse, ou bien, et ceci me paraît moins probable, la statistique de 1828 a fourni des chiffres très supérieurs à la réalité.

Quoi qu'il en soit, le recensement de 1860, fait avant l'annexion des îles Ioniennes, présente pour la totalité de la population un accroissement de 473,596 âmes, soit, en trente-deux ans, 63 pour 100, ce qui indiquerait un doublement de la population dans une période de quarante-cinq années à peu près, ce qui est assurément fort considérable et

place la Grèce au nombre des Etats qui trahissent le plus de vitalité.

Mais les îles Ioniennes ont été rattachées au royaume et en tenant compte du chiffre qu'elles présentent on peut désormais calculer sur 1,600,000 âmes, soit un accroissement annuel de 10 pour 100 entre 1860 et 1870 avec une part de 1 pour 85 habitants quand on envisage les anciennes provinces du royaume grec et 1 pour 643,5 habitants s'il s'agit des îles Ioniennes. Il existe donc une différence considérable dans la fécondité relative des deux régions.

Lorsqu'on attribue, ce qui se fait communément, l'élévation ou l'abaissement de la statistique dans ces importantes questions à un tort ou à un avantage de moralité dans une population, il est fort à craindre qu'on ne fasse aux uns plus d'honneur qu'ils n'en méritent et que l'on calomnie les autres.

Les différentes nations de l'Europe en sont, en ce moment, à fort peu de chose près, au même niveau dans la moralité, ayant généralement mêmes mœurs, mêmes habitudes, mêmes convoitises, et mêmes tendances; la différence qui existait autrefois, sous ce rapport, entre les hautes et les basses classes d'un pays tend singulièrement à disparaître. Il n'y a guère plus de raffinement intellectuel chez les uns que chez les autres et celles du dessous gagnent assez rapidement dans l'amour du bien-être et du luxe sur l'avance que celles du dessus pouvaient avoir. Quant à supposer que le paysan anglais,

allemand, suédois ou russe soit d'un degré au-dessus ou au-dessous de son pareil français, espagnol ou italien en scrupules d'aucun genre, c'est avouer qu'on n'a pas constaté par son propre examen ce qui se passe dans les différentes zones. Néanmoins, il est constant, et la Grèce nous en donne ici une démonstration bien frappante, que certaines populations se développent et augmentent avec une rapidité plus ou moins soutenue, tandis que d'autres diminuent avec plus ou moins de rapidité. Dans la première catégorie se trouvent, comme on le sait, la Russie, l'Allemagne, les Etats scandinaves, l'Angleterre; dans la seconde tous les pays de race latine. On vient de voir que la Grèce se classe avec les premiers de ces Etats; parmi les seconds se signalent par l'infériorité et la disparition rapide de la race, les républiques du sud de l'Amérique, le Brésil, et, plus que tout autre, l'Etat d'Haïti, où l'on peut fixer à un nombre d'années assez restreint la disparition complète de toute la partie de la population qui n'est pas purement noire, celle-ci étant, au contraire, dans un état de progression non pas très rapide, mais du moins réel, en même temps qu'elle s'achemine, non moins rapidement, vers la plus pure barbarie.

Puisque l'on a fait observer tout à l'heure que la question de moralité ne joue ici aucun rôle, peut-être sera-t-on disposé à se réfugier dans un genre d'explication également fort goûté, et à dire : « Les peuples dont le nombre croît et prospère sont les

peuples qui se nourrissent bien. » Il n'est pas d'assertion moins démontrée par les faits et il suffira de dire en passant que la nation la plus féconde et celle dont la population va toujours cherchant le niveau le plus élevé quant au nombre est la chinoise, et qu'incontestablement elle se nourrit fort mal; de suite, après elle, on peut placer les Hindous, dont le régime végétal constamment troublé par des famines soit générales, soit partielles, et tenu en échec dans des districts entiers par une misère à peu près permanente, ne répond pas du tout aux données des théories modernes en fait d'alimentation. Il faut donc chercher ailleurs que dans la moralité et dans le bien-être plus ou moins complets, le secret de la reproduction rapide de l'espèce humaine, et je n'hésite pas à en trouver la solution dans la façon dont les éléments composant une race moderne sont amalgamés et équilibrés, surtout dans le fait qu'un de ces éléments conserve avec sa pureté relative une portion considérable de son énergie vitale primitive. C'est ce qui se voit démontré, par le résultat négatif, chez les peuples latins dont l'extrême mélange est trop complexe pour avoir conservé une pondération indispensable, et qui, dans leur masse, tendent à n'avoir plus de principe prédominant. C'est ce qui est également vrai, pour le résultat contraire, chez la race grecque.

Elle possède un élément prédominant d'une extrême puissance. C'est l'apport albanais dans toute la Turquie d'Europe comme dans la partie

continentale du royaume hellène; cet apport est en majorité très prononcé. Plusieurs des Cyclades, également, ne sont peuplées que d'Albanais, et il ne faut pas oublier que si la langue de cette race était, il y a encore fort peu d'années, principalement usitée dans l'Attique et dans d'autres parties du nouvel Etat, c'est que toute la population, à fort peu d'exceptions près, était albanaise. Pour avoir changé de langue, phénomène beaucoup plus commun que les philologues ne sont généralement disposés à en convenir, il ne s'ensuit nullement que les nouvelles générations parlant le grec aient cessé d'être albanaises. Elles ont conservé la virtualité normale de leur essence; quels que soient les sons que leur bouche ait appris à proférer, elles sont demeurées ce qu'elles étaient, et, l'étant demeuré, elles sont essentiellement albanaises, c'est-à-dire illyriennes; et c'est sous ce rapport qu'elles peuvent, en effet, prétendre avoir appartenu, appartenir encore, malgré les mélanges que le cours du temps leur a fait subir, à la race la plus antique de l'Europe et à celle qui a fourni à l'ancien grec une bonne partie de ce sang que l'on appelait la partie autochtone, la partie pélasgique.

Les Illyriens n'ont pu être effacés du nombre des peuples vivants ni par l'effet de la confusion romaine, ni par les invasions germaniques. Si l'on considère la configuration des territoires dans lesquels ils se sont concentrés, on en voit immédiatement le pourquoi. Leurs montagnes les ont gardés

comme d'autres montagnes ont de même conservé les Basques, derniers restes des Ibères. Ce qui n'a pas non plus été sans puissance pour leur faire conserver la vie, c'est cette extraordinaire énergie qui leur assura un rôle si considérable dans l'histoire de la Rome impériale, qui leur donna à bien des époques le recrutement presque exclusif des légions de l'Hellade, les grands commandements de l'empire et même le trône, et qui, avec tant de prérogatives, leur a assuré une si remarquable fécondité.

D'ailleurs, les Illyriens ou Albanais ne sont nullement une race pure. Il se trouve dans leur sang beaucoup de parties slaves et nécessairement, suivant les époques, les populations qui étaient voisines de ces peuples ont aussi contribué à modifier leur essence. Mais il paraît certain, à l'aspect seul du type physique, que ces mélanges n'ont joué et ne jouent qu'un rôle subordonné dans cet énergique et puissant composé, et c'est pourquoi là où il existe il domine en maître, et tout ce qui peut s'ajouter de romain, de slave, de celtique, de gothique, de franc et de syrien, entre seulement en partage, mais sans abroger son extraordinaire vitalité.

On estime à 1,600,000 âmes la population actuelle du royaume, ainsi qu'il a été dit plus haut, et dans cette population, le sang albanais domine. Dans la Turquie d'Europe, il se trouve environ 1,200,000 Grecs, dont la composition ethnique donnerait de même, à l'observation, une prépondérance

marquée à l'élément albanais, et, dans la Turquie d'Asie, on trouverait à peu près 1,300,000 âmes, peut-être 1,500,000 sur le continent, plus 600,000 pour les Sporades, Samos, Chypre et la Crète. Mais il s'en faut de beaucoup que le sang hellénique, dans toutes ces autres régions, soit identique à ce qu'on le voit être sur le continent d'Europe, pas plus que le Français de la Provence ou du Languedoc ne ressemble physiquement et moralement et n'équivaut au Français de la Normandie, de la Picardie et de l'Artois.

II

Dans toute la partie insulaire ou asiatique habitée par un peuple parlant le grec, l'élément illyrien ou bien n'existe pas ou bien se présente comme très faible. On rencontre donc là une population, qui, pour être grecque elle aussi, n'en est pas moins sensiblement différente de celle de la Grèce continentale et des Cyclades, à laquelle déjà on a pu s'apercevoir que la race grecque peuplant les îles Ioniennes n'est nullement identique, ne fût-ce que par ce fait qu'elle ne développe pas la même fécondité; mais si on veut y regarder de plus près, on s'apercevra bientôt que ce n'est pas uniquement pour ce motif qu'on se trouve obligé de recon-

naître à des disparités saisissantes qu'il se trouve ici des rameaux fort séparés.

Ce qui produit l'originalité particulière des Grecs d'Asie, c'est que le principal élément qui domine chez eux et qui domine fortement, c'est le sang plus qu'à demi-sémitique de la côte de Syrie, sans préjudice de ce qui a pu s'y ajouter avec le temps. Il en résulte du bien et du mal au point de vue moral; mais ce qui surtout en ressort d'une manière saisissante, c'est que le Grec asiatique n'est pas absolument pareil au Grec d'Europe, et d'un autre côté, le Grec de l'Hellade continentale se distingue très aisément de celui des îles Ioniennes, où la ligne de démarcation n'est plus tracée par la présence prépondérante de l'élément asiatique, sémitique, syrien, mais par celui de l'élément italien et latin. On voit ainsi que la nation grecque, d'ailleurs aussi homogène que peuvent réussir à le rester les nations de l'âge présent, jouit des avantages de sa situation, sympathise avec la race latine à l'ouest et se maintient en pouvoir de s'entendre avec les nations du continent d'Asie au milieu desquelles elle plonge par les vallées du Taurus, où habitent encore assez nombreuses les familles de ses agriculteurs.

A la prendre donc dans son ensemble actuel, cette famille ethnique, à la fois si vive, si compacte, si préoccupée d'elle-même, de son avenir, de son passé et, en même temps, si propre à s'amalgamer avec les peuples qui la touchent sur son pourtour et à les comprendre, mais non pas à les imiter, cette

famille a conservé toute la ductilité qu'on lui a vue depuis les conquêtes d'Alexandre. Quand on se reporte à l'Athènes de ce temps-là, au moment où les citoyens possesseurs au plus haut degré de leur puissance et de leur richesse ne représentaient tout au plus (et encore j'exagère) qu'une association de 40,000 personnes, perdue à l'avance, déjà à moitié submergée au milieu de 3 à 400,000 metœques, étrangers et esclaves, qu'au milieu de ces 40,000 aristocrates qui s'intitulaient la démocratie athénienne, le nombre des Eupatrides, de ces Ioniens venus jadis avec le culte d'Apollon et qui s'étaient établis sur l'Acropole, était devenu à néant, et que la descendance pélasgique, illyrienne formant la masse des citoyens, l'avait absorbé, comme elle fut elle-même absorbée par d'autres Pélasges, d'autres Illyriens, des Thraces, par les Macédoniens en un mot, et que ces esclaves et les Asiatiques absorbèrent le tout dans l'âge qui suivit; on peut comprendre qu'un orgueil national, fort noble en ce sens qu'il rend justice à la grandeur des anciens temps, puisse dire sinon avec vérité, du moins avec sincérité et une sorte de raison, que les Hellènes descendent des anciens habitants de l'Attique. Assurément, il est de toute évidence, que ceux d'aujourd'hui n'ont absolument rien de commun avec les Ioniens de l'Acropole, avec les Eupatrides éteints longtemps avant la conclusion du Haut-Empire; ils n'ont rien de commun non plus avec la population restreinte de cette démocratie autochtone, pélas-

gique, illyrienne, slave et celtique, qui s'absorba avec la rapidité que mettent les bourgeoisies dans leurs transformations et se perdit dans la masse d'étrangers survenus en Grèce à l'époque romaine. Mais ils peuvent soutenir que la masse contemporaine, à son tour en partie illyrienne, elle aussi, bien que d'une autre descendance que l'ancienne, en partie asiatique, bien que née également d'autres parents que les premiers metœques syriens, ne laisse pas que de leur donner un grand air de famille et une réelle parenté collatérale avec la nation grecque qui fut jadis celle qui voulait tant de mal aux Alcméonides, et comme celle-ci, la souplesse, la force, la contractibilité dont elle jouit sont extrêmes ainsi que sa fécondité. Il ne faut pas oublier qu'au troisième siècle avant notre ère, la race grecque a fondé des villes et possédé des royaumes dans le Pendjab, sur le bas Indus, dans le Turkestan ; de là, par une ligne non interrompue d'Etats autonomes et de colonies helléniques elle a rejoint le royaume de Naples et la Sicile où depuis lors elle est encore retournée. Si on y réfléchit mûrement, on se rendra compte que ce passé si lointain n'a jamais disparu complètement ni supprimé son action sur le globe et doit lui faire reprendre demain une activité dont on ne peut prévoir le terme. Ce qui est de première importance à remarquer dans une pareille question, c'est que les destinées des Grecs, si grandes que leur passion nationale pour leur gloire future pouvait les rêver, trouveront cer-

tainement dans la fécondité de la race un véhicule puissant, et quand on aperçoit d'une manière fort nette les perspectives qui se présentent de doublement rapide, principalement dans la population du royaume actuel, c'est assurément se trouver en droit de concevoir les plus flatteuses espérances à ce sujet.

Ce premier point établi, il s'en présente un autre qui en quelque sorte en résulte. Quand une population existe et surtout quand elle augmente, il est indispensable de la loger, et dans cette opération se développe et se montre d'une manière très manifeste la valeur intrinsèque des peuples. Le Grec, comme le Scandinave et l'Anglais, recherche particulièrement le logement isolé; les populations latines, au contraire, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, se laissent volontiers parquer dans ce que les Romains appelaient des *insulæ* et dont on voit aujourd'hui les analogues dans ces abominables et immenses bâtisses qui s'élèvent en nombre énorme dans toutes les grandes villes d'Europe. La présence des Irlandais a produit le même phénomène dans celles d'Amérique.

Le Grec était assurément fort pauvre en 1830, quand il s'est mis à se construire une capitale, et il eût semblé que l'instinct de l'économie impérieusement imposé eût dû le contraindre à se contenter d'un abri quelconque dans un amoncellement de taudis plus ou moins aérés, où nos basses classes et même nos classes moyennes encastrent modeste-

ment leur existence. Mais le Grec n'a rien fait de semblable.

On calcule que les familles helléniques se composent aujourd'hui d'environ quatre à cinq individus. Ce n'est pas à dire qu'elles ne soient pas un peu plus nombreuses dans la plupart des cas, et quand toutes circonstances demeurent égales; mais, surtout pour les classes pauvres, il est extrêmement fréquent que l'émigration, à plus ou moins longue échéance, emmène un ou plusieurs des membres de la famille hors de chez eux. Il faut donc considérer ce qui est et ce qui donne à peu près le chiffre que je viens d'inscrire. La population totale étant aujourd'hui d'environ 1,600,000 habitants, le recensement des édifices a produit l'indication de 312,519 maisons habitées auxquelles il faut joindre 10,607 constructions de destinations diverses. En 1861, on ne comptait que 225,716 constructions dans les anciennes provinces; en conséquence c'est un accroissement de 1/4 pour 100 dans l'espace de dix ans; en chiffres exacts, le nombre des individus par famille étant de 4,38, il se trouve qu'une maison appartient à 4,60 individus; ainsi le nombre des maisons a augmenté encore plus rapidement que celui de la population et représente à peu près une habitation par famille. C'est un fait absolument unique et une pareille situation ne se fait remarquer nulle part qu'en Grèce. Mais il faut ajouter encore, que généralement les maisons sont vastes, aérées, bien construites, soignées, et on peut voir dans les

villes comme Athènes, Syra, Corfou, Patras, Zante, que l'architecture des nouvelles constructions est généralement pleine de goût, élégante, quelquefois somptueuse, bien que toujours dans des proportions calculées pour s'ajuster sans peine à la modicité des fortunes du pays. J'ai été surtout extrêmement frappé des progrès que j'ai vus dans une petite ville de province comme l'est Argos, et qui ne valait pas même pour une bourgade fort peu intéressante il y a moins de dix ans. Le Grec vit beaucoup chez lui, dans des liens de famille extrêmement puissants, et il est à la fois naturel et instructif de le voir attacher tant d'importance à ce que sa maison lui donne tout ce que sa situation sociale et ses ressources le mettent en droit d'espérer. Incontestablement l'Athènes moderne est aujourd'hui une des plus charmantes villes de l'Europe et il est à peine concevable qu'avec le peu de temps qui s'est écoulé depuis que l'on a commencé à en poser la première pierre et, vu les circonstances défavorables au suprême degré où la nation se trouve et n'a pas cessé un jour de se trouver depuis sa naissance, l'activité nationale ait réussi à concentrer sur un point de ce territoire, considéré dans toute l'Europe comme si improductif, près de 48,000 habitants qui vont chaque jour augmentant.

Quelque favorable que soit cet état de choses, il faut cependant observer aussi qu'à raison de l'étendue totale du royaume, il s'en faut que la population présente une densité aussi considérable qu'on

serait en droit de l'attendre d'après ce qui précède. Elle n'est que de 28,62 habitants par kilomètre carré, et il existe de fort grands espaces absolument déserts. On ne saurait douter qu'en supposant même qu'aucune amélioration dans l'état général de la Grèce ne vienne aider le pays, le seul mouvement d'accroissement de la population suffirait dans un temps donné, pour mettre fin à cette disproportion fâcheuse entre l'étendue aréale et le chiffre des occupants; mais outre que cette disproportion diminue de jour en jour, elle a encore pour cause l'imperfection de l'agriculture sur bien des points, déterminée par la pauvreté des capitaux et peut-être tout autant par l'absence des routes carrossables qui rend l'exploitation presque impossible en plus d'un lieu. En définitive, un pays n'est pas administré à l'intérieur et mal mené à l'extérieur comme l'a été la Grèce depuis sa naissance et n'en aurait rien à souffrir.

III

Le mouvement de la population ayant été indiqué, il importe de voir ce que cette population a fait pour se nourrir. Elle compte 218,027 agriculteurs sur le chiffre de 506,507 individus employés à diverses professions, de sorte que, dans ce tableau

fourni par la statistique officielle, il a été impossible de constater à quoi 901,387 sujets du royaume s'occupent ou ne s'occupent pas. Mais pour ne pas garder l'impression fâcheuse et, il faut le dire de suite, injuste, qu'un tel bilan ne manquerait pas de donner si on ne s'arrêtait pas à l'expliquer, il faut considérer tout de suite que chez les Grecs les femmes n'exercent que très rarement une profession, et ne sauraient être observables à ce point de vue par la statistique; la paysanne aide son mari, mais ne se loue pas en journée; la femme de la ville s'occupe de son ménage et ne fait pas autre chose. En conséquence, il faut déduire du chiffre de 901,387 individus sans professions connues qui a été donné plus haut, celui de 674,251 femmes. Il ne resterait donc que 227,136 Grecs dont on ne saurait déterminer l'emploi, en tant que se laissant rattacher à une profession déterminée. On est encore autorisé à déduire le nombre des jeunes filles qui sont à classer sous la dénomination d'écolières 11,695; de servantes, 10,808; d'ouvrières, 5735; de sages-femmes, 769, et d'institutrices, 460, autrement dit un total de 29,477. C'est donc 97,659 individus que l'on ne peut classer dans aucune des catégories de fonctions permanentes. Il faut encore en ôter les enfants trop jeunes pour y être admis, et le chiffre qui restera sera indicatif des hommes sans profession qu'on pourrait supposer infiniment plus considérable et qui devrait l'être, si l'on tient compte de ce que la Grèce indépendante était, il y a

si peu de temps, au point de vue de la pénurie de ses ressources. Cette indication est à elle seule la plus forte preuve qu'on puisse donner de l'activité de la nation et de l'esprit laborieux qui l'anime.

En somme, le nombre des agriculteurs et des bergers réunis aux propriétaires montre une masse de 293,803 individus mâles, qui rétorque assez bien les craintes souvent exprimées en Europe de voir les Grecs se tourner de préférence vers des occupations civiles improductives et en fait toucher du doigt le néant. Incontestablement ce nombre va toujours en augmentant et lorsque les secours, qui manquent encore, seront plus puissants et plus répandus, on le verra bientôt plus considérable. Je veux parler des capitaux.

Dans l'état actuel des choses, on calcule que les anciennes provinces seules, sans y comprendre les îles Ioniennes, donnaient en 1870 10 millions d'arpents de terres cultivées au lieu de 7 millions accusés par la statistique de 1860. C'est une augmentation de 3 millions d'arpents en dix ans et la progression a monté depuis lors. De la superficie consacrée aux ensemencements, 3,800,000 arpents produisent des céréales. Pour les terrains plantés, la majeure partie donnent des vignobles et particulièrement de la nature de ceux dont les produits sont affectés aux raisins de Corinthe qui aujourd'hui rapportent 130 millions de livres vénitiennes. Avant la guerre de l'Indépendance et dans les conditions

les plus favorables, on n'en récoltait que 10 millions; de même, les plantations de mûriers n'atteignaient qu'un chiffre de 380,000 pieds, et actuellement il y en a plus de 1,300,000; la même impulsion a été donnée à la culture de l'olivier. En 1834, la Grèce n'en possédait pas plus de 2,300,000 pieds; aujourd'hui il y en a 7 millions. Pour les figues sèches, la Messénie en exportait, en 1840, 41,564 quintaux. En 1854 les livres de la douane en constataient 92,000 sans tenir compte de la consommation intérieure, et en 1875, la Messénie, à elle seule, présentait un chiffre de 161,914 quintaux, tandis que le royaume entier atteignait à celui de 218,780. Un observateur très sagace fait observer avec raison que ce trafic est extrêmement contrarié, d'ailleurs, par un système d'impôts peu favorable, bien que très anciennement usité, celui des dîmes, et encore l'extrême fractionnement de la propriété augmente le mal en opposant une barrière très regrettable aux progrès de la culture. Le petit propriétaire n'a ni connaissances spéciales assez étendues, ni acquis; même les propriétaires de terrains plus considérables comme il en existe en quelques provinces ne sont pas en situation de donner, faute d'argent, tous les soins possibles à leurs exploitations. Malgré ces obstacles réunis, on voit pourtant que des progrès considérables réussissent à se produire et on ne saurait les attribuer qu'à l'active énergie des cultivateurs.

Pour apprécier l'ensemble de ce qui a été fait, il

importe de tenir compte de la distribution des produits. On compte donc :

En céréales.....	3,583,800	arpents.
Légumes divers.....	128,383	—
Cultures industrielles.	203,883	—
Pâturages naturels..	3,853,204	—
— artificiels..	268,133	—
Plantations d'arbres..	1,828,156	—
Vignobles.....	1,237,388	—
Terres en jachère....	3,500,000	—
Forêts.....	5,419,660	—
Total.....	20,022,607	arpents.

Ainsi 16,169,403 arpents sont cultivés aujourd'hui, tandis qu'en 1860 il n'y en avait que 7 millions. Les progrès ultérieurs tendront naturellement à s'accomplir au moyen de la diminution des pâturages, et c'est, en effet, ce qui a eu lieu déjà. Naturellement la progression du bétail s'en trouve entravée d'une manière sensible. On calculait, en Grèce, vers 1834, que le chiffre représentatif de l'état de cette sorte de richesse montait à 4,322,503 têtes et en 1877 on trouvait qu'il ne se montait qu'à 4,827,663. En supposant que le premier calcul ait été bien fait, l'augmentation serait très faible, mais il n'y aurait pas lieu de regretter une telle situation, le nombre des chèvres est encore beaucoup trop considérable et porte un préjudice extrême à toutes les branches de culture, mais particulièrement aux forêts et il est à souhaiter que le temps ait pour effet de le diminuer graduellement plutôt que de l'augmenter. Quant aux moutons, on sera contraint également

de limiter leurs parcours en le régularisant et le faisant entrer et se tenir dans des limites beaucoup plus étroites que celles où il a existé jusqu'à présent.

L'étendue boisée ou cultivée de la Grèce peut être calculée à 33 pour 100 de l'espace aréal total, c'est dire que plus de la moitié de cet espace, 67 pour 100, est inculte et déboisé. Ce n'est pas là une situation commandée par la nature, car une grande partie de ce sol aujourd'hui improductif a été autrefois couverte de chênes, de pins, de sapins et d'autres essences. Mais on vient de remarquer, quelques lignes plus haut, que les chèvres détruisent une grande quantité des jeunes plants. Il faut ajouter que leurs gardiens y font, de leur côté, beaucoup de dégâts et le paysan grec, tout louable qu'il est en tant que laborieux, n'est nullement exempt de cette indifférence ou même de cette antipathie que les paysans de toutes les contrées du globe semblent apporter en naissant pour les arbres.

Il est donc fort à désirer que des mesures sérieuses soient non pas édictées, on n'édicte que trop de choses en Grèce, mais mises en pratique pour s'opposer à la continuation d'un état de choses aussi fâcheux. Il y a de fort bonnes lois; il y en a même en surabondance; le malheur veut qu'une fois votées, personne ne s'en informe plus, et puisque désormais il existe dans le pays une gendarmerie sérieuse qu'il serait facile de faire appuyer par des agents spéciaux, le gouvernement pourrait

sans se faire tort, s'occuper d'un besoin aussi pressant de l'agriculture. Il le pourrait d'autant mieux que presque en totalité les forêts et une grande partie des terres vagues forment le domaine national et il y aurait une nécessité évidente sinon de rendre à la culture proprement dite le plus de terres possible, ce qui ne peut se produire qu'à la longue et avec des dépenses difficiles à réaliser en ce moment, du moins de faciliter le reboisement des montagnes, ce qui se fait, en quelque sorte, spontanément et sans travail aucun, dans toutes les parties du royaume qui, pour une raison ou pour une autre, sont soustraites pendant quelque temps à la dévastation du bétail et des hommes. Il faudrait aussi songer à l'influence si favorable que l'extension de l'espace planté ne manquerait pas d'avoir sur le climat, excellent en soi, mais que la dessiccation des montagnes et d'une partie de la plaine a cependant dépouillé d'une partie de ses avantages naturels.

En parlant des vignobles, il n'a été rien dit de la condition des vins grecs, fort célèbres autrefois dans tout l'Occident; leur réputation est bien tombée aujourd'hui, d'une part parce que le goût du consommateur s'est modifié et aussi parce que la fabrication en est, en général, assez imparfaite, infériorité fâcheuse qu'ils partagent avec les produits similaires de l'Italie, partout où, comme dans ce dernier pays, le commerce étranger ne s'est pas mis à la tête du travail. Quelques-uns de ces vins grecs, entre autres

ceux de Santorin, ne s'exportent plus guère qu'en Russie : ils supportent peu le voyage à longues distances et on ne réussit pas à les conserver longtemps. Il y a, cependant, des tentatives faites pour améliorer cette situation et depuis quelques années, particulièrement aux environs d'Athènes, on fait du vin qui paraît présenter des qualités propres à en assurer et à en étendre le débit.

Le nombre des très petits propriétaires étant extrêmement considérable en Grèce, et chacun d'eux étant d'autant plus occupé par son propre sol que deux rendements par année sont de règle, il est fort difficile aux possesseurs ou aux fermiers de domaines de quelque étendue de se procurer des ouvriers. C'est une des raisons entre autres qui s'opposent à la formation des grandes terres et on voit même des propriétaires de terrains assez étendus, très pressés de s'en défaire, en partie parce que l'hectare varie de 350 à 300 francs, en partie parce que le rapport est si faible que tout autre placement rend le triple de celui que peut assurer la propriété agricole. Mais le paysan grec aime la terre et en veut à tout prix; à cause de la fécondité du sol, à cause de la variété des cultures, il peut vivre et ne s'inquiète pas autant que l'homme d'une condition supérieure, du peu de profit réel que lui fait son argent. Mais, encore une fois, il doit s'arranger de façon à ne pas avoir besoin d'ouvriers, car ses voisins étant tous dans les mêmes conditions que lui, il n'en trouverait que difficilement et même à

des prix presque impossibles à soutenir. En temps ordinaire les salaires montent à 2 fr. 50 en moyenne et, pendant la moisson, on les voit s'élever jusqu'à 4 fr. 50. Sur quelques points, pour parer à ce grave inconvénient, les grands propriétaires tâchent de conserver l'ancienne habitude qui existait sous les Turcs et très probablement avant eux et en vertu de laquelle le paysan devait une journée entière de travail à l'époque des semailles et à celle de la moisson, au prix de la nourriture seulement. En hiver, les prix sont plus modérés et particulièrement sur la frontière turque et dans l'Eubée, où arrivent les gens de l'Albanie qui n'ont plus rien à faire dans leur pays, à cause des neiges et qui se louent volontiers à raison de 90 centimes et la nourriture, 1 kilogr. 28 de farine de maïs et quelques haricots. Pour cette pitance, assurément bien maigre, ces hommes d'une force et d'une santé remarquables acceptent sans difficulté les travaux les plus rigoureux, tels que les défrichements.

On voit que l'agriculture est poussée dans le royaume hellénique avec beaucoup d'activité, au prix d'un labeur incessant et qu'elle ne plaint pas sa peine, que, cependant, elle a devant elle une tâche considérable. Je suis plus étonné de ce qu'elle a fait que de ce qui lui reste à faire. Au commencement de la phase politique actuelle, quand le royaume a été fondé, on ne trouvait pas d'argent à moins d'un intérêt de 30 pour 100. C'était le taux ordinaire. La situation s'est beaucoup améliorée

assurément; toutefois il faut donner encore de 12 à 15 pour 100, et d'après ce chiffre, on comprend sans peine que si le paysan grec n'avait pas la passion de la terre et de plus si les circonstances locales de climat, de cultures diverses et autres ne le favorisaient pas, il lui serait fort difficile de se livrer à l'agriculture dans de pareilles conditions. La nation hellénique le fait cependant et, comme il est aisé de s'en rendre compte, elle y réussit.

IV

Le paysan grec, à ne consulter que les données de la statistique, paraît ne mettre en culture et ne travailler qu'une moyenne de 5 hectares 92 et, comme il est aidé, dans ce labeur, par sa famille, il semblerait au premier abord ne développer qu'une activité assez faible. Mais il faut y regarder de plus près.

Dans sa petite propriété, le paysan ayant à se préoccuper de deux récoltes par an pour tout ce qu'il sème, a double peine; de plus son travail est extrêmement varié; il possède un peu de vigne, un peu d'oliviers, un ou plusieurs figuiers et de même pour les mûriers. De suite, on voit qu'il est industriel. Il presse son vin; il produit de l'huile; il a lui-même ou il fournit des vers à soie. De plus, il fabrique ses vêtements et ceux de sa famille, et le

peu de meubles dont il a besoin, dans un climat comme le sien qui lui permet, une grande partie de l'année, de vivre en plein air, c'est encore lui qui les fabrique. Quant à ses outils agricoles, ils sont également l'œuvre de ses mains. Depuis quelques années, on introduit l'usage de charrues perfectionnées; mais la race des bœufs est petite et faible, le paysan ne peut arriver à donner un argent qu'il n'a qu'en fort petite quantité; il s'en tient donc, la plupart du temps, à une charrue en bois et même, dans les montagnes principalement, il se contente de la bêche. Le nombre total des bêtes de labour se répartissait, en 1875, comme il suit :

Bœufs	153,712	têtes.
Vaches	37,120	—
Buffles	230	—
Chevaux	8,152	—
Anes	7,453	—
Mulets	6,358	—
Total	213,025	têtes.

C'est assurément fort peu comparativement au chiffre de la population agricole et il s'en faut que chaque famille possède un attelage, mais telles que sont les choses, il est bien évident qu'elles sont en progrès sensible, rapide, et je m'attache uniquement à considérer ici ce qui vient d'être montré tout à l'heure, que le paysan grec était déjà, en petit, un industriel. Ceci mène directement à considérer à quel point en est arrivée, sous ce rapport, la population générale du royaume.

Il y a une dizaine d'années, c'était néant. Le gouvernement, agissant sur les conseils du dehors, avait cherché à créer artificiellement ce que l'état des choses ne comportait pas. Il avait élaboré et mis en fonctions un système de subventions, de permis et, comme il arrive assez ordinairement dans des cas pareils, le résultat avait été nul; mais, depuis lors, tout a changé. Le pays a gagné quelque peu d'argent au développement agricole dont on a vu tout à l'heure les progrès et il l'a immédiatement employé à manufacturer lui-même ce qui semblait devoir donner le plus promptement et le plus abondamment possible des bénéfices.

Les travaux commencés au Laurium par une maison française pour l'exploitation des anciennes scories ont servi de point de départ aux recherches métallurgiques. Aujourd'hui, après une dizaine d'années, le nombre des ouvriers employés dans les fonderies et dans les mines est de 2,222, qui se partagent entre les anciennes mines des Athéniens et le Pirée. Presque à égalité avec cette ville vient Syra. La Grèce a beaucoup à espérer de l'exploitation de ses mines et, quand elle possédera plus de capitaux, elle trouvera encore pour les marbres un placement très assuré, d'autant plus que la réputation en est faite. Ce qui s'est opposé jusqu'ici à la reprise des travaux dans certaines carrières, à Paros principalement, c'est que les excavations antiques ayant été pratiquées sur la plus large échelle, sont extrêmement profondes et nécessitent pour être

reprises un outillage fort cher. Mais, avec le temps, on en viendra à bout et l'art retrouvera l'usage de la plus admirable matière qui soit au monde. On a déjà repris partiellement, puis abandonné, mais il faut l'espérer, non pas pour toujours, le travail des marbres de Laconie,, le véritable vert antique, et les roches du Pentélique fournissant avec abondance d'admirables matériaux, largement employés aux constructions d'Athènes. Il est seulement à déplorer que, dans l'état encore très imparfait de l'extraction, on traite un peu cavalièrement ces blocs merveilleux en les attaquant au moyen de la mine, et on en perd des quantités énormes. Il y a sur ce point mieux à faire que l'on n'a fait jusqu'à présent, et il est fort à souhaiter qu'un meilleur aménagement de cette richesse mette fin à une prodigalité qui n'a pas d'excuse et qui, à la longue, finirait par être bien dommageable.

Après l'industrie minière, celle qui se développe davantage, c'est celle du tissage qui, en ce moment, rémunère environ deux milliers d'ouvriers, tant pour le coton que pour la soie. Comme le pays même fournit les matières premières et produira de plus en plus abondamment le coton et la soie, il y a fort à espérer que la Grèce a, sous ce rapport, un bel avenir devant elle. Ensuite viennent les moulins à farine et à huile et les tanneries. Mais, en somme, la population ouvrière est encore faible et ne compte guère plus de 7 à 8,000 personnes. Le nombre des établissements à vapeur est de 95 et les plus

importants ne remontent pas plus haut, pour leur fondation, que l'année 1869.

C'est au Pirée, principalement, que cette activité, comme on le voit, si nouvelle, s'est développée, et l'agrandissement rapide de la ville en a été la conséquence. Il ne faut pas perdre de vue qu'en 1830 il existait sur ce point deux ou trois misérables maisons et rien davantage. C'est aujourd'hui un centre de population qui augmente d'année en année, et quand on y débarque on est de suite frappé par une activité qui se manifeste sous toutes les formes et dont la plus frappante est la rapidité avec laquelle s'élèvent de toutes parts les constructions.

Les marins grecs ont toujours joui d'une grande réputation dans le bassin de la Méditerranée. Depuis quelques années cette réputation a encore gagné au dehors et s'est avancée jusqu'aux rives les plus lointaines de l'Atlantique. Non seulement on estime chez cette population l'habileté nautique, le bon marché auquel elle navigue, son courage, sa patience, sa sobriété, mais on fait justement cas de sa disposition à aller partout et à rendre partout les mêmes services. En 1821, le nombre total des navires hellènes, en y comprenant ceux des îles qui sont redevenues turques après la guerre de l'Indépendance, était estimé à 449, et presque tous, ayant été armés en guerre, avaient plus ou moins rapidement disparu. Mais déjà en 1834, leur nombre, au lieu de décroître, s'était porté à 2,745 et aujourd'hui on en compte 5,202 de toutes dimensions, jaugeant

250,077 tonneaux et montés par 25,838 matelots. Mais ce n'est pas encore toute la vérité. Beaucoup de bâtiments grecs naviguent sous des pavillons étrangers et particulièrement sous le pavillon russe, et tel port, comme celui de Marseille, par exemple, attire un nombre plus ou moins considérable de marins hellènes employés de préférence pour les qualités qui ont été relevées tout à l'heure et qui procurent aux armateurs de grands avantages d'économie.

Tous les faits qui précèdent démontrent que la nation grecque n'est atteinte de somnolence à aucun degré, mais pour s'en convaincre encore davantage, il est bon d'examiner ce qu'elle fait pour assurer son développement intellectuel. Il faut toujours garder dans sa pensée le point d'où elle est partie, c'est-à-dire l'épuisement complet, la ruine totale, et aussi qu'il n'y a guère que cinquante ans de cela; et, de plus, que depuis cinquante ans, maintenue dans sa situation territoriale et avec les délimitations les plus fâcheuses, elle travaille sous la pression d'un état de défaveur complet vis-à-vis de l'opinion publique économique. C'est dans des circonstances de tout point si fâcheuses qu'elle s'est créé la capitale qu'on lui voit aujourd'hui, que Syra a 21,000 habitants, Patras à peu près autant, et que le Pirée croît tous les jours avec une rapidité qui rendrait illusoires tous efforts pour donner un chiffre de sa population.

Dès 1834, une loi rendait l'instruction gratuite et

obligatoire; cette mesure prise en Grèce à une époque où il eût été impossible de la proposer avec succès dans le reste de l'Europe, fut reçue avec une extrême faveur par toute la population hellénique, ce qui s'explique très aisément. Cette population restreinte, resserrée, rapprochée dans toutes ses parties par le fait de la guerre, entendait dire depuis dix ans que sa gloire passée avait été constituée par l'esprit, et que de l'esprit devait surtout provenir sa réhabilitation et son bien-être futur; elle s'est donc montrée, à la fois, disposée à se donner et disposée à accepter les bienfaits de l'instruction. Ce qui importait d'abord, c'était de créer des maîtres d'école. On s'en occupa tout de suite, et aujourd'hui voici ce qu'on demande à ceux-ci de se mettre en état d'enseigner dans les écoles primaires :

La religion, la langue, l'histoire du pays; l'arithmétique et quelque peu de géométrie; des notions de physique, de chimie, de mécanique et d'histoire naturelle comme introduction aux connaissances pratiques d'agriculture et d'arboriculture; la calligraphie et les éléments du dessin; la musique. Les maîtres doivent acquérir pour leur propre compte ce qu'il convient qu'ils sachent de la pédagogie, et ils doivent de même répandre, autant qu'il est en eux, ce qui intéresse l'hygiène.

On compte aujourd'hui 1,041 maîtres et 165 maîtresses employés par l'Etat; mais en outre des 989 écoles primaires de garçons et 138 écoles primaires de filles qu'ils dirigent, il en existe encore

41 pour les premiers, 26 pour les secondes, sans compter un nombre encore assez considérable de petites écoles qui se sont formées et qui fonctionnent librement dans beaucoup de villages, sur des points qui, par des causes diverses et surtout le peu de densité de la population, n'ont pas eu d'établissements scolaires; de sorte qu'à l'heure actuelle, la population du royaume est, pour ainsi dire, saisie de tous côtés par les moyens autant que par le goût de s'instruire. On calcule en gros que pour 747 habitants, il existe une école primaire officielle, et 66,714 garçons, plus 12,400 filles, fréquentent ces établissements. Mais ces chiffres ne donnent pas encore la vérité sur la pénétration exacte du pays par l'instruction, puisqu'il existe, ainsi qu'il vient d'être dit, un nombre notable d'écoles en dehors de toute statistique.

Au-dessus de l'école primaire, il y a l'école hellénique, fondée pour départir l'instruction du second degré. On y enseigne, avec un degré d'approximation supérieure, tout ce qui s'ébauche dans l'école primaire, et on y joint l'étude du français. Ces classes sont sous la conduite de 280 maîtres dirigeant 7,646 élèves et servent d'introduction aux gymnases qui forment également partie de l'instruction secondaire, qui, sous 120 professeurs, commencent à introduire 2,460 élèves dans la connaissance du grec ancien, du latin et des mathématiques. L'étude du français continue, et on y joint aussi l'anglais et l'allemand, mais à titre facultatif.

Je n'insiste pas sur quelque teinture de philosophie que donnent les gymnases, mais bien sur cet enseignement continué de la langue française, et c'est certainement à cette circonstance qu'est due la facilité assez générale avec laquelle cet idiome est compris dans tout le royaume. Autrefois, sous la domination turque, on y parlait presque aussi communément l'espèce d'italien corrompu, connu généralement sous le nom de *lingua franca*. L'usage s'en est fort restreint partout et a disparu dans la plupart des localités pour faire place au français. En général, dans les classes supérieures, les Grecs montrent une grande aptitude à l'étude et à la pratique des langues étrangères, et, dans leur vie de nation, ils doivent et devront beaucoup à cette étude particulièrement rémunératrice.

Au-dessus des gymnases se place l'université d'Athènes.

V

C'est un grand sujet d'orgueil pour la Grèce, et à très bon droit; car, dans l'état actuel des choses, c'est le foyer même de la nationalité de la race. Si, depuis la fondation de ce grand établissement, 8,000 étudiants en ont suivi les cours, et si, dans ce nombre, 5,473 appartenaient au royaume, 2,527 ve-

naient des provinces turques et, pour la plupart, médecins ou juristes, y sont retournés comme des missionnaires très convaincus, très ardents de l'hellénisme. On enseigne à l'université, qui, à beaucoup d'égards, tient des établissements analogues en Allemagne, la théologie, le droit, la médecine et la philosophie, et à cette dernière faculté se rattachent trois conférences, celles de littérature, de chimie et de pharmacie.

Un observatoire a été fondé en 1840 et se trouve sous la direction du professeur Schmidt, dont les beaux travaux sur le disque lunaire et la carte qu'il a dressée méritent et ont acquis une considération et un respect universels en Europe. Le jardin botanique créé, agrandi par le professeur Orphanidès fait honneur à ce savant distingué. Quatre hôpitaux se distinguent par leur bonne tenue; l'enseignement y est très solide; les soins dont les malades sont l'objet ne laissent rien à désirer; une bibliothèque de 120;000 volumes est ouverte avec la plus grande libéralité à tous ceux qui veulent y étudier; le cabinet numismatique est devenu, grâce à la persévérance soutenue et au dévouement de son directeur, M. Postolaki. une des collections les mieux conçues, les mieux rangées et les plus faciles à consulter de l'Europe.

A beaucoup d'égards, les cours de l'Université complètent l'instruction théorique; mais non pas l'éducation professionnelle qui suit son cours, en dehors d'eux. C'est pour répondre à ces besoins

qu'ont été fondées les écoles hiératiques ou séminaires; l'école polytechnique, l'école d'agriculture, les sept écoles navales établies dans différentes villes pour la marine de commerce, l'école militaire du Pirée.

Dans ces établissements, l'Etat se réserve plus ou moins largement la surveillance, comme il s'est chargé de l'organisation, et il maintient la haute main. Voici maintenant, à côté de l'Etat, un autre genre d'action, tout à fait hellénique, complètement particulier à la nation. C'est celui des *syllogues*. On comprend sous cette dénomination des associations complètement indépendantes, spontanées, dues à l'action individuelle de personnes privées qui s'unissent pour s'occuper de certains objets et faire les frais de certaines entreprises. Il y en a de bien des espèces, et l'on en compte dans le royaume hellénique vingt-deux, ne se proposant d'autre but que de propager l'éducation, l'instruction ou la connaissance des sciences et des arts, soit par l'action directe de leurs membres, soit au moyen de leurs contributions volontaires ou des fonds qu'elles parviennent à recueillir.

Ces *syllogues* apportent un secours extrêmement efficace à l'action de l'Etat, et on va de suite en juger.

L'*Hétairie philapédettique* s'occupe exclusivement de l'enseignement des jeunes filles, et son premier établissement remonte à 1836; ce n'est pas seulement aux provinces du royaume qu'elle consacre son

action, elle s'étend sur tous les pays où la langue grecque est parlée; elle possède, à Athènes, l'*Arsakion* qui contient des écoles primaires, des écoles d'enseignement secondaire, un établissement complet pour l'instruction supérieure, et de plus deux salles d'asile contenant les petites filles, l'une payante, l'autre gratuite qui reçoit 200 élèves. Elle forme des institutrices, des maîtresses d'école, et sous la conduite d'une directrice, d'une sous-directrice, de seize surveillantes, et d'un comité composé de dames de la ville, elle accorde l'enseignement à 550 enfants du sexe féminin; 50 de ces jeunes filles ont reçu, en 1877, le diplôme de maîtresse, après avoir passé des examens conduits par les professeurs de l'université.

Outre l'établissement d'Athènes, vaste, bien entendu, bien distribué, il existe encore, appartenant à l'*Hétairie*, une école primaire externe, une autre école secondaire également externe, plusieurs écoles dans l'Attique, dans l'île d'Andros; à Corfou, un vaste établissement pareil à celui d'Athènes est appelé le *Parthénagogion*, et deux écoles de garçons fonctionnent en dehors de la Grèce dans la haute Albanie.

L'importance tout à fait exceptionnelle de la création du *syllogue*, dont il est question ici, lui vaut de la part de l'Etat une allocation de 10,000 drachmes; mais, par les contributions volontaires des membres de l'*Hétairie*, il est aujourd'hui propriétaire de plus de 1,500,000 drachmes, et ses recettes

se sont élevées l'année dernière à 285,000 drachmes, tandis que les dépenses n'ont pas dépassé 266,000.

Un autre *syllogue* intitulé : *Association des amis du peuple*, a pour but l'instruction de la basse classe. Chaque soir de l'année, il se fait deux cours, par les soins des membres du *syllogue*. Une bibliothèque commence à se former. On enseigne les principes de morale, l'histoire, la géographie, l'économie industrielle, l'hygiène, quelques notions élémentaires du droit, particulièrement du droit commercial, plus les connaissances qui peuvent être utiles à des ouvriers. L'association possède en ce moment 70,000 drachmes, en perçoit par an environ 5,000, et en dépense 3,500. Elle compte 95 sociétaires.

Une association pour les orphelins et les enfants indigents au Pirée a été fondée en 1874. Elle a déjà 200,000 drachmes. Il y en a une pareille à Athènes qui reçoit en ce moment 300 enfants, et il est impossible de ne pas être frappé, dans toutes les villes et les villages du royaume, du soin constant et général pris par les magistrats, par les parents et, il semble, par le public lui-même, pour empêcher que les enfants vaguent inoccupés dans les rues. Cette préoccupation si sage, si bienfaisante, qu'il serait bien désirable de voir partager par la population française, débarrasse à l'avance la Grèce de ces hordes de petits misérables que les grandes villes semblent élever tout exprès pour la pratique de l'état sauvage. C'est assurément un des faits qui m'ont

le plus frappé en Grèce, que cette absence de jeunes vagabonds, en même temps que, les dimanches et les jours de fêtes, il est particulièrement beau de considérer ce grand nombre d'enfants propres, bien tenus, bien portants et gais, qui promettent de devenir des gens vraiment utiles et vraiment estimables.

Je n'ai pas l'intention d'énumérer ici tous les *syllogues* et leurs travaux, puisqu'il y en a tant qui se consacrent à l'instruction, mais je ne puis, cependant, passer sous silence l'orphelinat établi en 1856 pour l'utilité des pauvres; le patrimoine de cette fondation se monte actuellement à plus d'un million de drachmes. Il perçoit 82,000 drachmes et en dépense 67,000. Il est administré par des hommes dont la position est aussi considérable que le caractère individuel respecté et je me permettrai de nommer ici M. Vassilis, directeur de la banque hellénique. Ce qui est surtout frappant dans cet orphelinat, c'est son caractère exclusivement pratique; on n'y apprend aux enfants que des métiers manuels, avec la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le catéchisme et le dessin. On leur fait construire à eux-mêmes leurs pupitres, leurs tables; tout ce qui peut leur être nécessaire, autant que possible, ils le produisent. Ils sont vêtus convenablement au genre de vie économe que la raison leur recommandera plus tard. Ils sont couchés de même, nourris de même, mais très bien tenus, et des personnes compétentes ont prononcé que les établissements les

mieux entendus aux Etats-Unis n'offrent rien de supérieur à l'orphelinat d'Athènes.

Cet état de choses suggère des réflexions de bien des natures. Voici un petit pays, contenant au moins une partie d'un peuple; malgré les conditions fâcheuses d'où il est sorti et tout aussi fâcheuses qui ont accompagné sa naissance et présidé à sa formation, bien qu'il ait été, pour ainsi dire, comprimé de toutes les manières et maltraité de façon à mourir ou à devenir difforme, il n'est pas mort et il pousse très droit et il devient fort, plus fort que les circonstances ne sembleraient pouvoir le permettre. Assurément il en faut induire qu'il possède singulièrement de vitalité. Dès les débuts, on a reconnu, parce qu'il n'était pas possible de le nier, que ses intérêts le portaient à s'instruire de son mieux; mais comme on n'était pas bienveillant, de suite on s'est écrié qu'il n'allait élever que des avocats et des génies méconnus; le mal n'était pas encore fait, à vrai dire; cependant il y avait quelque chose de réel dans le danger qu'on signalait. Les Grecs s'en sont aperçus tout aussi vite que leurs détracteurs et tout de suite, avec une promptitude bien rare et une sagesse plus rare encore, les *syllogues* ont abondé dans le sens de l'instruction pratique, et ont aidé à créer pour l'industrie qui voulait naître une population de contremaîtres et d'ouvriers qui n'existait pas et ils sont en voie de la produire. Je ne doute pas un instant, et tout le monde s'en apercevra de même, que si cette surveillance constante,

cette sollicitude de tous les instants, ce désintéressement absolu de toutes les considérations transitoires ou secondaires n'avaient pu se maintenir et se manifester que par l'Etat et les moyens officiels, jamais le mal ne se serait arrêté, jamais le remède n'eût été trouvé, ni appliqué surtout et aussi promptement; le bien ne s'est fait que parce que tout Grec est réellement possédé de la passion de son pays, songe constamment à son pays et ne demande jamais mieux que de faire les sacrifices qu'il peut faire et de s'unir à ceux que font les autres pour procurer le plus grand bien possible à son pays. Le peuple dont je traite ici n'est assurément pas un peuple d'anges et je n'ai aucune intention de le faire passer pour tel. Il n'est même pas mal à propos de dire en passant que ce patriotisme passionné dont il est question a souvent induit ceux qui le ressentent à des fautes qu'ils ont ensuite regrettées, et entretient chez eux telles illusions dont ils gagneraient à être débarrassés. C'est la condition de toutes les passions humaines. Mais, sauf cette réserve, il n'est rien de pis pour un peuple que d'être sans passion, et voici, en fin de compte, une dernière marque irréfragable de la sincérité et de la fécondité de celle-ci.

J'ai déjà dit que c'était le peuple hellène qui, de lui-même, et en dehors de l'action gouvernementale, créait spontanément, et avec une application qui ne se dément jamais, les principales conditions de sa vie et particulièrement ses moyens d'instruc-

tion. Je vais en venir aux détails qui montreront, de la façon la plus claire, l'étendue de sa passion et de son absolu dévouement.

Le bâtiment de l'Académie est une création de la bonne volonté privée. C'est un des beaux monuments d'Athènes. Le marbre n'y a pas été ménagé, non plus que les statues. Le baron Sina en a fait les frais.

L'université a été fondée par des dons individuels, et les fonds qui lui appartiennent, la soutiennent, l'étendent proviennent en grande partie de dons volontaires.

L'*Arsakion* dont il a été parlé tout à l'heure et auquel les femmes helléniques et surtout la population entière devront tout, est absolument dans le même cas. C'est à un négociant, Arsaki, que l'honneur de l'initiative en doit être reporté. Il était né dans la haute Albanie. Hélène Zarri a fait les premiers fonds de l'orphelinat du Piré, et Hadzi-Costa ceux de celui d'Athènes. Il y a quelque chose de vraiment touchant dans la façon dont ce dernier a réalisé son désir de faire le bien. Personnellement il ne savait pas très exactement comment s'y prendre. Il a fait choix d'exécuteurs testamentaires dont l'intégrité et l'intelligente activité lui inspiraient confiance, et par son testament, il leur a laissé tout pouvoir sur la somme de 175,000 francs dont il disposait « pour l'installation d'un bon établissement pour l'utilité des pauvres dans le lieu et de la manière qu'ils jugeraient convenables ». Dans

ces prescriptions on ne voit ni vanité, ni préoccupation de soi-même, mais seulement et purement le désir du bien. Il y a là beaucoup de raisons pour faire comprendre ce que la passion des Grecs pour leur race a de bien et d'applicable à de grands effets.

VI

De toutes les considérations successivement présentées et enchaînées dans ces pages, de tous les faits qui précèdent, je voudrais que les esprits sérieux prissent matière à quelques réflexions. Si j'étais Grec, je me serais naturellement proposé pour but soit de glorifier ma nation soit de la justifier, soit d'obtenir pour elle quelqu'un des avantages dont elle a le besoin ou l'envie. Mais comme je suis un Occidental, je considère, je l'avoue, avec une attention très particulière, ce qui me semble conforme à l'intérêt occidental, et, par conséquent, je ne laisse pas de me demander si la justice que la vérité me contraint de rendre à la race hellénique constate pour l'Europe, soit latine, soit germanique (et je comprends dans ce dernier mot l'Angleterre), la présence d'un avantage effectif, ou seulement celle d'un fait dont la mise en lumière serait purement d'une valeur académique.

Les Grecs possèdent sur le globe une demeure, une habitation, pourrait-on dire, qui est à eux et où il leur semble qu'il leur soit loisible de se retirer. Mais bien que, placée, à certains égards, dans une position assez favorable sur la mer d'Ionie, cette maison est de beaucoup trop petite pour donner à la famille tout entière le désir et encore bien moins la possibilité de s'y loger tout entière. De là, pour la race entière, cet état de malaise et, ce qui est plus grave encore, la présence d'éventualités propres à influencer sur les intérêts des nations voisines. Suivant que la famille grecque sera heureuse ou malheureuse, bien traitée par les combinaisons politiques ou opprimée par elles, il ne peut manquer de se produire de tels incidents, de se développer de telles conséquences que tout le monde, soit en bien, soit en mal, en devra subir les effets et il n'est indifférent pour personne que le royaume hellène se maintienne ou cesse d'exister.

Si la race grecque avait été réellement cet amas inconsistant de volontés puérilement rapaces, inhabiles, ignorantes, paresseuses, infécondes, déclamatrices ou niaisement théâtrales qu'on s'est plu longtemps à supposer et que beaucoup de gens s'imaginent encore sur la foi du *Roi des montagnes* et d'autres caricatures du même genre, l'Europe ne serait pas même très justifiée, dans les circonstances actuelles, de faire si bon marché du présent et de l'avenir de son ancienne pupille. Si peu méritante que le pût être une population, quand elle

occupe un territoire aussi singulièrement placé et prédisposé pour servir de lien ou de séparation entre l'Europe et l'Asie, c'est un devoir pressant pour les hommes d'Etat de veiller sur elle. Toutes les côtes méridionales de l'Europe et les mers qui les bordent doivent être l'objet d'une constante sollicitude et c'est se moquer que de prétendre, comme on semble l'affecter depuis quelques années où la débilité, la légèreté et la plus cruelle ignorance prennent la haute main sur les cabinets occidentaux, que, dans toute cette région, Constantinople seul mérite l'intérêt des politiques. Ces côtes dentelées qui de l'Adriatique se pressent vers l'Asie, et les îles qui en sont l'accompagnement ont également une valeur de premier ordre et, non moins que leur ancienne capitale byzantine, avaient déterminé, il y a des siècles déjà, l'intérêt que la France et l'Angleterre portaient à l'empire turc. L'incroyable série de fautes, de défaillances, d'inconsistances, de fantaisies ruineuses qui viennent d'amener la ruine de cet Etat et qui, si elles lui sont avec raison imputables, n'innocentent pas la variable légèreté de ses protecteurs vient de déterminer, dans un temps plus rapproché de nous qu'on ne cherche à se le persuader, la transformation d'un empire déjà immense qui le deviendra bien plus encore, et, partant, la destruction définitive de tous les systèmes d'équilibre imaginés depuis qu'il existe une politique européenne. On va voir arriver dans le monde un nouvel ordre et il n'est besoin ni d'une prévision

excessive ni de dispositions bien peureuses pour reconnaître la disposition du lourd plateau de la balance à ne pas incliner du côté des nations qui, jusqu'à ce jour, se flattaient de tenir le premier rang dans le monde.

En des circonstances semblables, il importe, ne pouvant plus faire mieux, de considérer avec une bienveillance particulière ces portions de l'ancien territoire osmanli qui semblent de nature à ne pas être englobées dans la future agglomération asiatique, et l'Hellade est la première, la plus importante, celle qui légitime les espérances de solidité les mieux fondées parmi toutes ces portions. Je ne veux pas rechercher jusqu'à quel point la Roumanie peut autoriser des suppositions solides quant à son avenir. Je veux admettre que le tempérament valaque, le genre de génie qui s'observe à Bucharest annonce l'aurore d'une nation viable; pour la Serbie, je me laisserai aller les yeux clos à des imaginations aussi bénévoles et je ne me refuserai pas davantage à agréer l'hypothèse que, sous une administration indigène, la Bulgarie se laissera amener avec la docilité de l'intelligence à ce qu'on peut souhaiter de mieux pour elle; de même je conclurai que l'influence autrichienne tirera de la Bosnie le meilleur de tous les partis. Il n'en est pas moins vrai que l'optimisme le plus exagéré ne saurait jamais parvenir à considérer Roumains et Slaves comme des barrières protectrices pour les Etats de l'Ouest; les premiers sont un peuple qui n'a pas un

passé répondant de sa force; les seconds ne sont que des fragments de cette vaste nationalité qui se rend surtout notable à l'époque actuelle par sa disposition à se fondre dans ce grand ensemble dont l'Europe aurait quelque sujet de considérer les incontestables progrès d'un œil un peu effrayé.

Les Grecs ne présentent pas le même spectacle. Ils ne sont nullement pareils aux Roumains; ils ne ressemblent pas davantage aux Slaves. Dans le passé, ce sont des maîtres; dans le présent, leurs malheurs mêmes et même, on aurait raison de le dire, leurs fautes involontaires, inévitables, la plupart du temps imposées, n'ont, en aucune façon, mis obstacle à un développement tellement rapide de leur vitalité qu'il faut le reconnaître, tout en tenant compte des circonstances, les Etats-Unis d'Amérique ne sauraient se glorifier d'avoir fait davantage parce qu'ils se recrutent annuellement au moyen d'une émigration comptée par centaines de mille âmes, parce qu'ils sont à l'abri de toute agression ou immixtion étrangère, et que, nés pour ainsi dire dans un comptoir, ils ont développé sans que rien ne les en divertît, l'esprit, le génie, la prospérité mercantiles, dans le même temps où les Hellènes avaient tout à faire pour manger et se garer de l'esprit turc.

C'est risquer beaucoup que d'employer une si énorme comparaison; cependant il n'en est pas de plus juste pour peu qu'on tombe d'accord qu'il faut mesurer le mérite d'un peuple non pas sur les

moyens qu'il a de bien faire et sur les résultats que l'abondance de ces moyens peut lui permettre d'atteindre; mais, plus exactement, sur la ténacité de ses efforts, la force de pression des obstacles et, de suite, sur les rapports mathématiques entre la force qui lui liait les mains et les succès qu'il a pourtant obtenus. Si l'on envisage les choses de cette manière, qui est, sans nul doute, la seule vraie, on tombera précisément sur cette conviction qu'il est légitime de comparer, ainsi que je le fais, le développement hellénique au développement américain; dès lors on ne donnera pas moins de louanges au petit peuple isolé, jaloux de lui-même, repoussant toute immixtion de sang étranger, ne voulant pas plus admettre de colonie allemande qu'ouvrir ses rangs au *mob* irlandais, à ce petit peuple hellène qui veut rester tel que l'ont fait les siècles, on ne lui donnera pas moins de louanges qu'à ces actifs entrepreneurs de villes, d'Etats, de chemins de fer immenses et de défrichements indéfinis qui mènent leur bruit sur la côte atlantique.

VII

Ce qui assure aux Grecs leur valeur en face des Roumains, des Bulgares, des Bosniaques, c'est assurément l'intelligence et la vive activité de leur nature

laborieuse. Je ne veux pas examiner s'ils ont plus ou moins de moralité que ces autres peuples. Le débat est toujours difficile sur de pareilles questions et, pour prouver le pour comme pour y opposer le contre, force est le plus souvent de se jeter à travers des anecdotes qui ne prouvent guère. Il serait peut-être aisé d'établir entre Athènes, Belgrade et Bucharest un parallèle assez flatteur pour la première de ces capitales; mais il y aurait aussi à répondre que ce sont précisément les Grecs qui, pendant des siècles, ont dominé, conduit, élevé les gens de la région danubienne et que si le tempérament de ceux-ci est vicié, il est difficile qu'il n'y ait pas de la faute des éducateurs; on pourrait aussi, à la vérité, répliquer que les deux ou trois générations vivant en ce moment n'ont plus eu les Grecs pour précepteurs, mais bien, la plupart du temps, les Français, et que, dès lors, les anciens maîtres n'acceptent pas la responsabilité de ce qui se fait en dehors d'eux depuis un demi-siècle et davantage; mais ce sont là des discussions oiseuses et je n'en veux réserver qu'un point. Oui, il est parfaitement exact que la culture intellectuelle et, en grande partie, les habitudes d'esprit que l'on remarque dans la région située au sud de l'Autriche vient des Grecs et ceux-ci ont été jusqu'à ce jour les dépositaires de toute la science morale dans l'Orient chrétien, absolument comme ils étaient les héritiers de l'empire. C'est pourquoi leur royaume s'est développé si rapidement, malgré les circonstances fâcheuses au mi-

lieu desquelles il est venu au monde, et a vécu jusqu'à ce jour, c'est pourquoi aussi ils continuent à représenter dans ces territoires qui ne sont pas à eux, mais qui ont fait partie comme le leur, des Etats composant la Romanité orientale, ce que leur passé a renfermé de plus actif et de meilleur au point de vue de la civilisation.

Cette situation de race particulièrement cultivée et intelligente au milieu des populations de la Turquie d'Europe, s'il est encore licite d'employer cette dénomination bien purement géographique, suffirait seule à mériter, à donner aux Grecs un caractère tout particulier d'intérêt. Par cela seul qu'ils ne sont pas des Slaves, c'est-à-dire des peuples gravitant de nature et d'inclination dans la sphère du grand Etat en formation, qu'ils ne sont pas davantage des Roumains, c'est-à-dire un composé ethnique dont l'isonomie sans précédent est un fait assez nouveau pour donner lieu de craindre à une suppression assez hâtée, par cela seul, les Grecs, peu empressés assurément de devenir autre chose que des Grecs, se trouvent enclins à se porter du côté de l'Occident, et servant de barrière entre les pays slaves et l'Italie, leur territoire constitue une garantie précieuse pour toute l'Europe, qui s'en trouve couverte. Si donc on raisonne sur une vérité aussi évidente et aussi forte, si les Grecs, entre autres conditions de leur existence, peuvent s'interposer, sur la Méditerranée, entre les Orientaux et les gens de l'Occident, il est incontestable que leur valeur

devrait être cotée très haut par tous ceux auxquels ils rendent un pareil service et il n'y aurait rien d'excessif à supposer que, remplissant un pareil rôle de manière à ce que l'on pût facilement admettre l'idée d'une augmentation importante de la mesure de leurs forces, ils dussent être l'objet d'une faveur toute spéciale de la part de ceux auxquels ils semblent destinés à rendre de si éminents services.

Cependant on a vu qu'il n'en est nullement ainsi. Non seulement les cabinets occidentaux ne les ont nullement favorisés; non seulement ces cabinets n'ont pas paru s'apercevoir à quel point les Grecs étaient aptes à reprendre en sous-œuvre le rôle des Turcs et à le jouer mieux que leurs devanciers; il y aurait même lieu de se demander si l'aveuglement n'a pas été, dans ces derniers temps, jusqu'à préférer aux Hellènes les Roumains ou les Serbes, ou même les gens du Monténégro. Dans tous les cas, les Grecs n'ont pas eu à se féliciter de leur retenue et de la docilité avec laquelle ils ont écouté des conseils qu'ils avaient lieu de croire bons et auxquels ils se sont soumis. Ce n'est pas la première fois que la sagesse est mal récompensée dans le monde.

Quelques pays d'Europe sont ainsi organisés qu'il leur convient de croire que toutes les races sont égales entre elles et que l'une vaut autant que l'autre. Peut-être certaines personnes, mieux renseignées et plus attentives au mouvement des choses, trouveront-elles entre leurs compatriotes habitants de di-

verses provinces des nuances sensibles et des aptitudes contradictoires; mais en général, on préfère n'y pas prendre garde, les idées résultant du dogme de l'égalité devant s'en trouver sensiblement atteintes. En Orient, où une telle raison de fermer les yeux à l'évidence ne se présente point à l'esprit, on ne fait nulle difficulté d'admettre, à l'état d'axiome, que les races sont fort dissemblables, fort inégales en capacité, en activité, en utilité pratique et pour ne parler ici que de celles qui, en tout ou en partie, professent une doctrine chrétienne, il n'y a pas de doute que, parmi celles-ci, les Grecs tiennent le premier rang de la façon la moins contestée. On vient de le voir tout à l'heure, pour la Turquie d'Europe, et il en est de même en Asie, bien que, sur ce terrain, la question soit moins simple et la prérogative plus disputée. Les Arméniens sont là pour les Grecs des rivaux avec lesquels il y a lieu de compter et, en reconnaissant cette vérité, on se trouve en face d'une partie intéressante du futur problème.

VIII

Sans entrer pour le moment dans l'essentiel, dans le fond même de la question, il n'y a pas de doute que, parmi les Etats modernes, l'empire russe est

celui qui admet le plus ouvertement, dans sa direction et dans ses affaires, le principe de la diversité des races et, il est à propos de le dire en passant, il n'en est pour cela ni plus débile, ni moins actif. Les provinces baltiques lui fournissent, dans toutes les branches de ses services publics, d'abondantes recrues; il y trouve des hommes dont le mérite supérieur ou distingué achemine assez bien ses affaires vers les plus heureuses conclusions et, seul parmi les gouvernements européens, d'autre part, il ne met aucune hésitation à nommer à de grandes fonctions, à faire graviter vers les grades les plus élevés des personnages appartenant à diverses races asiatiques; tandis que les Anglais, les Hollandais, les Français répugnent à laisser dépasser à leurs sujets musulmans ou idolâtres les grades de premier lieutenant dans l'armée et les positions civiles qui y correspondent, les Russes comptent de nombreux généraux et des administrateurs arméniens, géorgiens, tartares et s'en trouvent à merveille. Ils ont aussi des Grecs; mais, autrefois, ils en enrôlaient davantage. Le comte Capodistrias, s'il commençait aujourd'hui sa carrière, songerait difficilement à quitter l'Hellade pour entrer au service impérial. Il existe pourtant encore à ce moment, sur différents points de la Russie, un nombre assez considérable de Grecs qui, de la contrée qui les a adoptés ont fait leur seconde patrie et il n'y a pas à douter que celle-ci ne trouve en eux des serviteurs dévoués, fidèles et intelligents.

A considérer la vaste étendue de ses territoires et la valeur intrinsèque d'un nombre considérable de ses populations, la Russie a besoin aujourd'hui, mais demain aura un bien plus grand besoin encore, d'un personnel illimité d'officiers et d'agents dirigeants à tous les degrés et ce sera un surcroît de force inappréciable pour cette énorme agglomération que de pouvoir s'enrichir d'auxiliaires présentant cette double qualité : une intelligence cultivée, une nature compréhensive de la nation asiatique, en d'autres termes, tenant de cette nature sans se confondre complètement avec elle. La race grecque présente particulièrement ce double mérite et puisque j'ai parlé des Arméniens, je mettrai les Grecs en comparaison avec eux, ce qui est d'autant plus facile et pour ainsi dire commandé, que les Turcs n'ont jamais cessé et ne cessent pas de s'appuyer à peu près également sur les uns comme sur les autres. Une telle situation se reproduira et doit s'affermir dans tout Etat oriental ou à demi ou aux deux tiers oriental aussi longtemps qu'il lui sera possible de subsister. Cependant un Etat qui sera à la fois oriental et européen tirera sans aucun doute un beaucoup plus grand parti de la race grecque que de l'arménienne. Celle-ci est plus âpre, plus asiatique; elle se prête moins aux mœurs de l'Occident, elle en adopte infiniment moins les idées. Elle est énergique, vive, capable d'apprendre et de retenir ; elle fournit, comme les Grecs, des négociants admirables; elle n'est pas intellectuelle

comme eux, et le côté séduisant de l'esprit, elle ne l'a pas. Elle a rendu aux Russes d'excellents services dans le Caucase et régions circonvoisines; elle sera fort utile en Perse et dans le Turkestan; mais le courant européen elle le remonte, elle le parcourt avec beaucoup plus de difficultés, et ne parviendrait jamais à déployer là des qualités aussi supérieures que sur son terrain natal. Les Grecs ne sont pas limités de la même sorte dans leur action, que l'on peut dire universelle. Ils s'adaptent à toutes sortes de besognes; ils sont propres à tout ce qu'on veut leur confier. Ils sont très européens ou tout prêts à s'européaniser, seraient-ils même venus au monde dans quelque maison de commerce à Alep ou à Smyrne; c'est pourquoi on les trouverait de mise à Londres, à Washington aussi bien qu'à Paris; et de même on peut s'en servir avec succès à Tiflis, à Barnaul et au Khokend. Il est donc certain que l'alliance intime de la nation conquérante en Asie avec la race grecque constitue une force véritable et précieuse à posséder. Je ne dirai pas à l'Occident que, s'il est sagement inspiré, il attirera à lui les Grecs et s'efforcera de les garder en leur faisant une existence politique assez forte pour être durable, et que de cette manière, renforcé d'un tel allié, il gagnera non seulement un profit direct, mais encore le profit plus grand d'en priver la puissance rivale; ce n'est pas de ces choses que l'Occident soit disposé à écouter, encore moins à croire. Comme tous les peuples du monde, au pen-

chant de leurs chutes, ces peuples de l'Ouest développent de nos jours une confiance en eux-mêmes, une arrogance, une certitude de leur avenir que leurs ancêtres mieux pourvus, moins menacés, étaient extrêmement éloignés de ressentir. Faire admettre aux gens décrépits que tous les genres de secours leur sont indispensables, c'est ce qui n'a jamais réussi même aux conseillers les plus persuasifs.

Il en est cependant ainsi. Il faudrait donc prendre garde que la Grèce ne peut vivre telle que l'Europe l'a faite; l'expérience le démontre autant que la raison. J'ai cherché de mon mieux à le faire comprendre à ceux qui ne le croient pas encore. Cependant, la Grèce mérite de vivre. La population, en partie indigène, en partie étrangère, mais toute grecque, pressée, domiciliée sur un territoire insuffisant, a été réduite à un triste sort par un ensemble de mesures diplomatiques irraisonnées ou franchement déraisonnables. Cependant elle a tiré de cette fausse situation un parti meilleur qu'on ne pouvait l'attendre et, pendant que sous l'empire des préventions les plus frivoles ou les plus injustes, elle était accusée et malmenée, elle a produit par elle-même ce qu'on voit aujourd'hui. C'est un petit peuple; mais c'est un peuple; il est apte, si les circonstances le favorisent, à devenir rapidement le noyau vivace d'un fruit remarquable, et il a toute raison d'admettre non seulement qu'il est, puisqu'il se sent et se voit vivre, mais qu'il gagnera en force, et en prospérité et en fécondité.

Jamais on n'avait contesté son aptitude à pratiquer le grand comme le petit commerce, et ses comptoirs implantés dans tous les pays du monde y prennent part aux plus brillantes affaires. On n'avait non plus jamais mis en question que ses marins ne pussent soutenir la comparaison avec les meilleurs marins du globe et on a éprouvé partout la force de leur concurrence. Maintenant on sait avec quelle rapidité ils relèvent leurs villes ou en construisent de nouvelles, et si leur agriculture a besoin de capitaux, ce n'est pas du moins l'esprit laborieux, industrieux, constamment actif des Grecs de la campagne qui fait défaut. Le progrès incessant signalé dans ce pays suffit pour en faire foi; mais les personnes de caractère et de vocations diverses qui ont voyagé dans le pays ont toutes été frappées de ce constant labeur qui attache le paysan grec à la glèbe. Le labeur, le travail soutenu, le goût suivi de l'action est, en effet, le caractère prédominant de la race; ce n'est pas seulement dans les champs qu'on peut s'en apercevoir. Il n'est pas moins remarquable dans le peu d'ateliers qui existent jusqu'ici, il l'est surtout dans les écoles nombreuses, dans les collèges qui couvrent le pays; il l'est peut-être plus que partout dans cette prévision si rare, dans cette délicatesse d'instinct qui rend désagréable aux Grecs et les porte tous à ne pas permettre le vagabondage de l'enfance.

Il est bien temps que les adversaires du jeune royaume consentent à réfléchir sur le mal, d'ailleurs

considérable et fort nuisible, dont son tempérament fut atteint presque aussitôt que le mécanisme politique se mit à jouer chez lui. Il fut pris trop jeune par une lèpre dont souffrent tous les Etats modernes; il fut couvert rapidement d'une éruption de bureaucratie qui détermina l'éclosion du parasite politique avec la plus lamentable abondance et, dans cette triste génération, l'effet devenant la cause et la cause l'effet, comme il arrive d'ordinaire en pareilles maladies, on put s'imaginer à de certains moments que les Grecs étaient destinés à mourir dévorés vivants par tout ce monde.

C'est ce qui pourra arriver aux Américains et à bien d'autres; mais les Grecs paraissent avoir un tempérament qui combat le mal, car ils ont bien changé d'allures depuis quelques années, et chez eux, la classe qui vit aux dépens de toutes les autres, le commis et l'apprenti-candidat, n'est pas en voie d'augmentation, tout au contraire. Elle perd ce que gagne le personnel commercial, agricole, industriel, scientifique, et maintenant que ce mouvement de recul est commencé, comme il est déterminé par les meilleures raisons du monde, il n'est nullement probable qu'il s'arrête et il a déjà donné des preuves très visibles de son influence. Il y a quelques années, peu d'années, la moindre fantaisie politique exerçait facilement le privilège de souffler sur toutes les lueurs de bon sens et de les éteindre; il ne s'agissait que de montrer la prétendue opportunité d'une attaque contre les Turcs, pour trouver

des gens tout prêts à courir les aventures et à conquérir la Crète, comme à envahir la Thessalie et même à préparer la prise de Constantinople; on trouvait des recrues toutes prêtes à se faire tuer, on trouvait même, chose plus rare et plus précieuse, de l'argent; quant à des chefs, il ne s'en présentait que trop.

Dans la crise actuelle, les choses se sont passées très différemment. Les Grecs ont, tout naturellement, senti leur cœur se gonfler, quand les premiers coups de canon ont retenti du côté du Danube, et la tentation de se jeter dans la mêlée n'a pas été médiocre chez beaucoup d'entre eux. Mais il s'en est trouvé aussi, ce qui n'eût pas eu lieu autrefois, qui ont hésité à quitter leurs travaux désormais bien commencés, désormais féconds, désormais utiles à la nation comme à eux-mêmes, pour aller recommencer les anciens gaspillages de sang, de temps et d'argent. La tentation était forte toutefois et à mesure que la lutte se prolongeait, il devenait plus difficile aux gens pratiques de répondre aux adjurations des gens d'imagination. Il l'était de même, et peut-être plus encore, aux hommes qui dirigeaient les affaires d'arrêter des espérances que les événements semblaient autoriser à se transformer, entre les mains de leurs propres adversaires, en instruments d'opposition. La position de la Grèce était délicate et difficile. Dans le grand démantèlement qui s'opérait, la Russie mettait surtout en avant l'intérêt de la race slave, et elle était tout à

fait fondée à prendre ce côté de la question. Mais les Grecs, se trouvant en compétition actuelle avec leurs voisins de la race favorisée, craignaient de faire les affaires de ceux-ci plus que les leurs propres, si, par quelque faux mouvement, ils se trouvaient entraînés là où il ne leur convenait pas absolument d'aller; en outre et pour la première fois, cette considération pesait d'un poids considérable dans leurs conseils : ils répugnaient à se jeter dans des dépenses qui ne pouvaient que nuire beaucoup à leur progrès économique désormais intéressant aux yeux de tout le monde.

Ainsi tiraillés, disposés à la fois à agir et non moins disposés à attendre, ils écoutèrent mieux, beaucoup mieux qu'ils ne l'eussent fait naguère, les conseils des Occidentaux, et tout en faisant leurs réserves, tout en cherchant à s'armer, ils n'attaquèrent pas les Turcs et, en retour de ce service éminent, ils reçurent de Londres et de Paris des promesses qui n'ont pas été réalisées. « Si vous attaquez les Turcs, leur dit-on, vous ferez d'autres affaires que les vôtres et vous serez étonnés, au jour de la liquidation, d'y profiter peu; tandis que, si vous vous tenez en repos, des arrangements d'une autre nature permettront de vous réserver tels avantages que vous n'obtiendriez pas autrement. »

Bref le traité de Berlin n'a rien accordé aux Grecs et ne pouvait, en effet, rien leur donner. Les principaux signataires n'avaient pas lieu de s'intéresser tous en leur faveur, et l'Angleterre, qui n'aurait pas

eu tort de prendre leur cause en main, qui, peut-être, en se préoccupant d'une certaine délicatesse de conscience, eût eu des motifs de le faire, préféra se donner, à elle-même, Chypre.

Cette possession lui profitera-t-elle beaucoup et sera-t-elle d'une grande efficacité pour sauvegarder les destins de la Turquie d'Asie? On peut, sur ce point, émettre des opinions fort contradictoires. Ce qui n'est pas douteux, c'est que lord Beaconsfield vient de se donner l'honneur d'offrir à son pays une île grecque, et n'a pas précisément favorisé la formation de la barrière à établir entre la puissance grandissante de la Russie et l'Europe qui pourrait s'en sentir inquiète. Sans aucun doute, lord Beaconsfield et ses amis pensent qu'il n'est rien de si bien gardé que ce que l'on garde soi-même, et peut-être dans le cas actuel ils ont raison. Il se peut aussi qu'ils aient tort. En tous cas, voici ce qui peut se laisser présager.

L'intérêt inspiré jusqu'ici par le royaume hellénique ne peut que s'accroître considérablement sous l'empire de la situation nouvelle. Constantinople, faiblement couverte par un reste de territoires qui sont loin d'être fort attachés à la monarchie ottomane, ne pouvait guère, il faut en convenir, se montrer disposée à en céder une partie à titre bénévole à cette Grèce, amie douteuse, tardivement autorisée à pareille demande. Les Russes, que la solliciteuse n'avait pas servis, ne devaient pas s'y montrer très favorables. L'Angleterre, satisfaite de

sa nouvelle possession, avait trouvé ce pauvre moyen de se débarrasser à peu de frais d'une importunité.

La question turque, entrée dans une nouvelle voie, montre le sultan mal disposé à se faire plus nu et plus pauvre qu'il ne l'est. La Grèce est persuadée que, malgré la nouvelle forme que s'est donnée vis-à-vis de lui le retour d'intérêt que l'Angleterre déclare ressentir, le pauvre souverain ne tardera pas à déchoir encore; elle va sentir s'accroître ses convoitises, et la Thessalie, la Macédoine, l'Epire qui viennent de ressentir si cruellement les contre-coups de l'exaspération musulmane ne les lui laisseront pas oublier. Elle va devenir, le voulant, ne le voulant pas, un des principaux agents, sinon le principal de cette ruine imminente. Sera-t-elle appuyée par l'Angleterre, la France, l'Italie? On le devrait croire si l'on tenait uniquement compte de l'importance que sa vie et sa force ont pour ces Etats : on ne saurait y penser si l'on considère qu'aucun des trois ne peut, ne doit, ne veut favoriser l'explosion d'une nouvelle guerre qui ne saurait d'ici à longtemps leur convenir. Dans cet ordre d'idées, la Grèce, barrière, frontière de l'Occident, du côté de l'Asie, serait à peu près abandonnée par l'Occident à tout ce qui se produira de nouveau dans cette vaste région.

En ce cas, la Grèce perdrait-elle de son importance? On ne doit pas le supposer. La valeur intrinsèque d'une race ne disparaît pas faute d'un em-

ploi préféré. Elle subsiste tout entière dans les fonctions qu'elle n'eût pas d'abord choisies. Si l'Occident ne veut pas de la Grèce, il est conforme à la nature des choses et enseigné par l'histoire, que la Grèce cherchera sa vie auprès des maîtres de l'Asie. Elle se tournera peut-être contre ce qu'elle eût mieux aimé défendre; mais elle s'arrangera de manière à exister et à remplir sur la scène du monde le meilleur personnage possible. Elle serait blâmable de ne pas prendre un tel parti.

Mais, dira-t-on, les Russes veulent des Slaves, ils ne songent qu'à la prospérité des Slaves, ils sacrifient tout et, pour commencer, les Grecs eux-mêmes, aux intérêts, aux passions, peut-être aux fantaisies de ces Slaves. Ce qui est de la politique d'un jour n'est pas de la politique du lendemain, et, sur tous les points du territoire qu'ils occupent à cette heure, sans parler de ceux qu'ils occuperont plus tard, les Russes n'en sont pas à tout conformer aux vues de cet élément slave, qui, pour être celui qui l'emporte chez eux par le nombre, n'est pas le seul qui y existe, et surtout n'est pas le seul qui soit amené à y conduire l'ensemble. Le contraire est plutôt vrai. Ce qui est tout à fait incontestable, c'est qu'à différentes époques, les Russes ont été pour les Grecs des protecteurs très actifs et parfaitement accueillis. La raison en est sensible : chacune des parties contractantes y trouvait avantage. Devant le détachement que les puissances occidentales manifestent en ce qui est de l'intérêt de la Grèce, il

peut se trouver que les dispositions de ce pays à l'égard de la Russie subissent encore une évolution nouvelle, comme la Russie, de son côté, assurée désormais du dévouement de ces Slaves de la Turquie, dont elle n'a plus guère à souhaiter désormais que le repos, tandis qu'autrefois elle a pu encourager et exciter leur turbulence; comme la Russie, dis-je, à l'égard des Grecs, en situation de devenir pour elle gênants et même dangereux, serait très naturellement amenée à leur ouvrir plus largement qu'autrefois, et que jamais elle ne l'a fait, la perspective brillante de ses faveurs.

Car il ne faut pas méconnaître ce côté de la question : les Grecs n'habitent pas seulement le royaume qu'on leur a si mesquinement taillé. Ils sont répandus dans tout l'Orient, dans toutes les contrées surtout que le pavillon russe couvrira un jour. Ils y forment, on ne saurait trop insister sur ce point, une classe considérable souvent au point de vue de la richesse, mais toujours et plus encore au point de vue de l'intelligence et de l'aptitude aux travaux de l'administration. Même dans le cas où l'Occident aurait fait, ferait tout ce qui sera en son pouvoir pour assurer à la race hellénique un développement désiré, il lui faudrait user de bien des moyens de séduction pour déterminer les Grecs asiatiques à ne pas se tenir dans le camp de la grande puissance chrétienne, orthodoxe, qui possède tant de moyens de les occuper, tant de moyens de les enrichir, à laquelle ils sont en état de rendre de si

bons services, et qui, peut-être, serait toujours pour eux d'une alliance plus commode.

Ce n'est pas en prenant Chypre, que les Occidentaux empêcheront avant peu l'empire russe d'être médiatement ou immédiatement riverain de la Méditerranée, de l'Adriatique; ce n'est pas cette prise de Chypre qui donnera non plus confiance aux populations orthodoxes de l'Orient dans le désintéressement de l'Angleterre. Ce n'est pas, assurément, qu'on fût en droit de demander à ce pays de négliger son intérêt particulier pour le plus grand bien d'une race étrangère. De pareilles sottises composent les phrases au moyen desquelles une politique mal faite a souvent essayé de se déguiser, surtout en France. Mais il existe une grande et une petite manière de concevoir les intérêts d'un Etat comme celui de la Grande-Bretagne. Dans les circonstances actuelles, la petite manière semble avoir été préférée à la grande, et avant peu de temps les autres Etats occidentaux s'apercevront qu'ils ont eu là, non moins que les Grecs, une alliée bien pauvrement égoïste dans ses conceptions d'avenir.

Quoi qu'il en soit, voilà les Grecs à ce moment actuel, composant, pris en somme, un nombre de huit à dix millions d'habitants répandus dans bien des contrées diverses, mais qui, surtout dans l'Asie-Mineure, dans les îles turques, dans la Roumélie, à Constantinople, constituent une classe que l'on doit qualifier de supérieure à l'égard du reste de la population, par sa for-

tune acquise, par les moyens de l'augmenter qu'elle possède, et par son intelligence et par le rapide accroissement du nombre de ses familles. Cette race vivace et importante s'appuie sur un territoire qui est à elle, qu'on lui a donné, qui est insuffisant pour la rassembler, pour la nourrir, pour la sauvegarder; ce n'est pas à l'époque actuelle, où, sous l'empire d'influences très puissantes, se forment des agglomérations qui, se mesurant désormais sur l'ouverture plus grande de la connaissance que nous avons prise du globe terrestre, semblent devoir être plus vastes que ne le fut jamais l'empire des Perses, que ne le devint l'empire de Rome, ce n'est pas dans un pareil temps qu'on peut supposer à un peuple, d'une puissance nécessairement très limitée, les moyens de vivre, de se soutenir, d'agir sans être soutenu par d'énergiques alliances. Mais qu'on le serve ou l'abandonne, un peuple tel que le peuple grec n'en conserve pas moins ses qualités, et dès lors il peut servir comme aussi il peut nuire, suivant la nécessité de la situation qui lui sera faite. C'est à ceux qui peuvent tirer grand parti de ses qualités à ouvrir les yeux et à ne pas chercher à l'enfermer dans un rôle médiocre et douteux. L'Occident a encore peut-être le temps de réparer les fautes commises à son égard. Mais, il faut en convenir, le temps est court et, au lieu de réparer les erreurs anciennes, on vient d'en ajouter de nouvelles à ce fâcheux catalogue. Si les yeux ne s'ouvrent pas à temps, la Grèce ne verra pas s'arrêter sa marche;

un chemin fermé, un autre se trouvera; elle ira toujours en avant; on en dira du mal, on en dira du bien, suivant qu'on la connaîtra; on trouvera mieux de l'ignorer, suivant qu'elle servira celui-ci et pour celui-là se trouvera dangereuse ou nuisible; mais ce qu'on ne pourra pas méconnaître, c'est que ce petit peuple n'est ni inerte ni incapable et possède tous les moyens d'exiger l'honneur d'être compté dans le monde.

TABLE DES MATIÈRES

Préface de l'éditeur I
Capodistrias 3
Le royaume des Hellènes 87
Première partie 89
Deuxième partie 139
Troisième partie 199
Quatrième partie 261

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 7303

JAN 1 1946

441232

HGr
G

Gobineau, Joseph Arthur, comte de
Deux études sur la Grèce moderne.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET